

COMMISSION DE L'INTERIEUR

(ADMINISTRATION GENERALE, DEPARTEMENTALE ET COMMUNALE, ALGERIE)

-----;-

Présidence de M. RUPIED, président d'âge

-----

Séance du vendredi 6 juin 1952

-----

La séance est ouverte à 16 heures 30

-----

Présents : MM. Georges BERNARD, Raymond BONNEFOUS, BOZZI, CHAMPEIX, DELRIEU, DEUTSCHMANN, Mme Marcelle DEVAUD, MM. ENJALBERT, FRANCK-CHANTE, Jacques GADOIN, Etienne GAY, Léo HAMON, LACHEVRE, de LA GONTRIE, LE BASSER, Waldeck L'HUILLIER, LODEON, Georges MARRANE, MUSCATELLI, PIC, RUPIED, SCHWARTZ, SOLDANI, VERDEILLE.

Suppléants : MM. DRIANT (de M. RUSSY), GREGORY (de M. ASSAILLIT), POHER (de M. VAUTHIER), MOREL (de M. de LACHOMETTE).

Délégués : MM. de LA GONTRIE (par M. François DUMAS), FRANCK-CHANTE (par M. RESTAT).

-----

.../...



- 2 -

ORDRE DU JOUR

Election du Bureau de la Commission.

-:-:-

COMPTE RENDU

Le Président d'âge, M. RUPIED, ouvre la séance.

M. RUPIED.- Mes chers Collègues, je vous invite à procéder à la nomination du Bureau de la Commission et, tout d'abord, du Président.

Quatre candidats sont en présence : MM. Champeix, de La Gontrie, Marrane et Muscatelli.

Le premier tour de scrutin à bulletins secrets donne les résultats suivants :

- Nombre de votants .....	29
- Bulletins blancs ou nuls .....	0
- Suffrages exprimés .....	29
- Majorité absolue .....	15

Ont obtenu :

- M. Muscatelli .....	11 voix
- M. de La Gontrie .....	9 voix
- M. Champeix .....	8 voix
- M. Marrane .....	1 voix

Aucun des candidats n'ayant obtenu la majorité absolue, il est procédé, après une suspension de séance demandée par les Commissaires socialistes, à un deuxième tour de scrutin qui donne les résultats suivants :

- Nombre de votants .....	30
- Bulletins blancs ou nuls .....	0
- Suffrages exprimés .....	30
- Majorité absolue .....	16

Ont obtenu :

- M. Champeix .....	10 voix
- M. de La Gontrie .....	10 voix
- M. Muscatelli .....	10 voix

.../...



I. 6.6.52.

- 3 -

Aucun des candidats n'ayant obtenu la majorité absolue, il est procédé, après une nouvelle suspension de séance, à un troisième tour de scrutin, qui donne les résultats suivants :

- Nombre de votants .....	30
- Bulletins blancs ou nuls .....	0
- Suffrages exprimés .....	30
- Majorité relative	

Ont obtenu :

M. Champeix .....	11 voix
M. Muscatelli .....	11 voix
M. de la Gontrie .....	8 voix

M. RUPIED.- M. Champeix et M. Muscatelli ayant obtenu le même nombre de suffrages, M. Muscatelli est proclamé élu au bénéfice de l'âge.

La Commission désigne ensuite, à l'unanimité, les Vice-Présidents et les Secrétaires.

Sont élus vice-présidents : MM. Verdeille et Schwartz.

Sont élus secrétaires : MM. Vauthier et Gadoin.

La séance est levée à 17 heures 45.

Le Président d'âge,



COMMISSION DE L'INTERIEUR

(Administration générale, départementale et communale, Algérie)

--:--:--:--:--:--:--:--:--:--

Présidence de M. Léon MUSCATELLI, président

--:--:--:--:--:--:--:--:--:--

Séance du jeudi 12 juin 1952

--:--:--:--:--:--:--:--:--:--

La séance est ouverte à 10 heures 40

--:--:--:--:--:--:--:--:--:--

Présents : MM. BOZZI, CHAMPEIX, DELRIEU, DEUTSCHMANN,  
Mme Marcelle DEVAUD, MM. ENJALBERT, Etienne  
GAY, LE BASSER, Waldeck L'HUILLIER, Léon  
MUSCATELLI, PIC, RESTAT, RUPIED, ZUSSY.

Délégué : M. Etienne GAY (par M. LACHEVRE).

Suppléant : M. MAHDI Abdallah (de M. FRANCK CHANTE).

Excusés : MM. Raymond BONNEFOUS, Jacques GADOIN, Léo  
HAMON,

Absents : MM. ASSAILLIT, Georges BERNARD, de LACHOMETTE,  
de LA GONTRIE, LODEON, Georges MARRANE, SCHWARTZ,  
SOLDANI, VAUTHIER, VERDEILLE.

--:--:--:--:--:--:--:--:--:--

.../...



ORDRE DU JOUR

## Nomination de rapporteurs pour :

- a) la proposition de résolution (n° 157, année 1952), de M. Pellenc, tendant à inviter le Gouvernement à élever les maxima dans la limite desquels les communes, syndicats de communes et établissements communaux de bienfaisance ou d'assistance sont autorisés à passer des marchés de gré à gré et à effectuer des achats sur simple facture ;
- b) la proposition de résolution (n° 171, année 1952), de Mme Devaud, tendant à inviter le Gouvernement à prévoir l'allocation par l'Etat au département de la Seine d'une destinée à alléger les charges qu'impose aux budgets des communes de ce département l'application de loi n° 47-1523 du 18 août 1947, relative à la départementalisation des enseignements spéciaux ;
- c) du projet de loi (n° 211, année 1952) édictant les mesures de contrôle, les règles des contentieux et les pénalités des régimes de sécurité sociale, de mutualité sociale agricole et des accidents du travail en Algérie ;
- d) la proposition de résolution (n° 224, année 1952), de M. Paumelle, tendant à inviter le Gouvernement à recommander à ses services et aux grandes collectivités publiques de traiter leurs travaux par corps d'Etat.

-:-:-:-

COMPTE RENDU

M. MUSCATELLI, président, ouvre la séance.

M. ENJALBERT est nommé rapporteur du projet de loi (n° 211, année 1952), adopté par l'Assemblée Nationale, édictant les mesures de contrôle, les règles des contentieux et les pénalités des régimes de sécurité sociale, de mutualité sociale agricole et des accidents du travail en Algérie.

o

o

o

.../...



- 3 -

M. RESTAT est nommé rapporteur de la proposition de résolution (n° 224, année 1952), de M. Paumelle, tendant à inviter le Gouvernement à recommander à ses services et aux grandes collectivités publiques de traiter leurs travaux par corps d'état.

o

o o

Mme DEVAUD est nommée rapporteur de sa proposition de résolution (n° 171, année 1952) tendant à inviter le Gouvernement à prévoir l'allocation par l'Etat au département de la Seine d'une subvention destinée à alléger les charges qu'impose aux budgets des communes de ce département l'application de la loi n° 47-1523 du 18 août 1947, relative à la départementalisation des enseignements spéciaux.

o

o o

M. PIC est nommé rapporteur de la proposition de loi (n° 248, année 1952) tendant à rendre applicable à l'Algérie la codification des textes législatifs relatifs à la pharmacie réalisée par le décret du 6 novembre 1951, provisoirement et jusqu'à l'entrée en vigueur de la codification spéciale à ce territoire.

o

o o

M. LE PRESIDENT.- Mes chers Collègues, je vous demanderai de ne pas procéder à la nomination d'un rapporteur pour la proposition de résolution (n° 157, année 1952), de M. Pellenc, tendant à inviter le Gouvernement à élever les maxima dans la limite desquels les communes, syndicats de communes et établissements communaux de bienfaisance ou d'assistance sont autorisés à passer des marchés de gré à gré et à effectuer des achats sur simple facture.

.../...



- 4 -

En effet, un décret en date du 23 mai 1952 vient d'accorder entièrement satisfaction à l'auteur de la proposition de résolution.

Si vous êtes d'accord, je demanderai à M. Pellenc de bien vouloir retirer son texte.

La Commission est d'accord.

La séance est levée à 12 heures.

Le Président,

*Le Président*



— ♂ — ♀ — ♂ — ♀ — ♂ — ♀ — ♂ — ♀ — ♂ — ♀ — ♂ — ♀ —

— ● — ● — ● — ● — ● — ● — ● — ● — ● —

— 2 — 2 — 2 — 2 — 2 — 2 — 2 —

- 3 -

$$-\frac{1}{2} - \frac{1}{2} - \frac{1}{2} - \frac{1}{2} - \frac{1}{2} - \frac{1}{2} - \frac{1}{2} - \frac{1}{2}$$

...../.....



ORDRE DU JOUR

- I - Rapport de M. Deutschmann sur la proposition de résolution (n° 814, année 1952) tendant à inviter le Gouvernement à modifier pour le département de la Seine les modalités de répartition de la taxe locale.
- II - Rapport de M. Lodéon sur la proposition de résolution (n° 69, année 1952) de M. Bertaud, tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi modifiant les dispositions de l'article unique de la loi du 24 février 1928 relative au renouvellement des concessions funéraires.

-:-:-:-:-

COMPTE RENDU

M. MUSCATELLI, Président ouvre la séance.

Il donne la parole à M. Deutschmann pour son rapport.

M. DEUTSCHMANN.- Mes chers Collègues, je ne suis pas en état aujourd'hui, ainsi que je l'avais souhaité, de vous présenter mon rapport. En effet, le vote de la proposition de résolution qui est soumise à votre attention ne sera suivi d'effet que si'il est précédé par un accord réalisé entre les différents maires des communes du département de la Seine. Faute de cet accord, notre vote ne serait qu'un coup d'épée dans l'eau.

Hier, s'est tenue, dans le Bureau du Préfet de la Seine, une réunion des/délégués des/différentes associations de maires du département et, si les maires R.P.F. et les maires communistes se sont mis d'accord sur les modifications à apporter aux modalités de répartition de la taxe locale, les maires socialistes ne se sont pas ralliés à leur point de vue.

Une nouvelle entrevue est projetée. J'espère qu'un accord se fera. Je crois qu'en attendant il serait bon de surseoir à statuer sur la proposition de résolution.

.../...



Il en est ainsi décidé.

. . .

Le Président donne acte d'une lettre de M. Marcel Pellenc par laquelle celui-ci déclare retirer sa proposition de résolution (n° 157, année 1952) tendant à inviter le Gouvernement à élever les maxima dans la limite desquels les communes, syndicats de communes et établissements communaux de bienfaisance ou d'assistance sont autorisés à passer des marchés de gré à gré et à effectuer des achats sur simple facture.

. . .

Le Président donne ensuite lecture du rapport de M. Pic excusé, sur la proposition de loi (n° 248, année 1952) tendant à rendre applicable à l'Algérie la codification des textes législatifs relatifs à la pharmacie réalisée par le décret du 6 novembre 1951, provisoirement et jusqu'à l'entrée en vigueur de la codification spéciale à ce territoire.

Le rapport est adopté à l'unanimité sans débat. Le texte voté par l'Assemblée Nationale n'est pas modifié.

. . .

La même décision est prise pour le rapport de M. Lodéon sur la proposition de résolution (n° 69, année 1952) de M. Bertaud, tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi modifiant les dispositions de l'article 8 de la loi du 24 février 1948 relative au renouvellement des concessions funéraires.

. . .

M. RESTAT .- Bien que mon rapport sur la proposition de résolution (n° 224, année 1952) de M. Paumelle tendant à inviter le Gouvernement à recommander à ses services et aux grandes



collectivités publiques de traiter leurs travaux par corps d'état ne soit pas inscrit à l'ordre du jour, j'aimerais bien connaître l'avis de la Commission sur ce point. Je suis personnellement d'accord avec les conclusions de M. Paumelle.

M. RUPIED.- Cette résolution n'est pas mauvaise en soi. Je demanderai simplement qu'on laisse dans la matière la plus grande liberté d'action aux maires et qu'il ne leur soit pas fait obligation de traiter selon telle ou telle règle.

M. L'HUILLIER.- En réalité, la proposition de résolution vise essentiellement les services du Ministère de la Reconstruction qui, pour réaliser des travaux dans certaines grandes villes se sont adressés à de très grosses entreprises de Paris qui ont ainsi sous-traité avec des entreprises locales. C'est une pratique à laquelle il faut mettre fin. Cependant, la proposition de résolution me semble très insuffisante pour cela car il faut bien voir qu'en l'occurrence c'est le rôle de l'architecte qui est primordial et non pas celui de l'entrepreneur. Il faut noter, en outre, qu'un décret qui remonte, je crois, à une dizaine d'années permet parfaitement aux maires de traiter pour chaque spécialité avec des professionnels.

M. CHAMPEIX .- Si je comprends bien, la résolution recommande aux maires de bien gérer leurs communes. C'est une indication tout à fait superflue.

M. L'HUILLIER .- Ce texte ne concerne pas les communes mais seulement les services de l'Etat et les grandes collectivités. Il est bien certain que l'adoption de la proposition de résolution ne changera rien à rien car nous nous bornerons à recommander au Gouvernement de recommander à ses services d'agir de telle ou telle façon.

M. RUPIED .- Nous pourrions adopter la proposition en précisant toutefois que les maires conserveront leur plus entière liberté.

Il en est ainsi décidé.

;

M. ENJALBERT.- Mes chers collègues, je pense être en mesure de vous présenter jeudi prochain mon rapport sur l'organisation du contrôle de la Sécurité Sociale en Algérie.

.../...



I. 19.6.52.

12

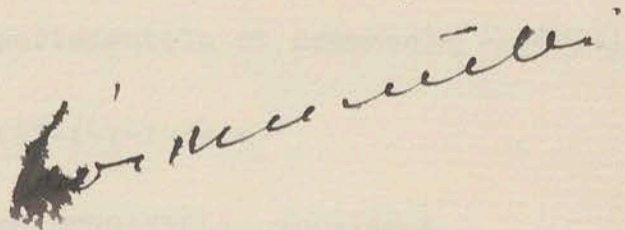
- 5 -

Je demanderai donc que cette question soit inscrite à l'ordre du jour.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 12 heures.

Le Président,

A handwritten signature in dark ink, appearing to be 'L. M. M. M.', written diagonally across the page.



COMMISSION DE L'INTERIEUR

(Administration générale, départementale et communale, Algérie)

-----

Présidence de M. Léon MUSCATELLI, président

-----

Séance du jeudi 26 juin 1952

-----

La séance est ouverte à 10 heures 40

-----

Présents : MM. CHAMPEIX, Mme Marcelle DEVAUD, MM. ENJALBERT, Jacques GADOIN, LACHEVRE, LE BASSER, Waldeck L'HUILLIER, Georges MARRANE, MUSCATELLI, PIC, RUPIED, ZUSSY.

Suppléant : M. ROGIER (de M. DELRIEU).

Excusés : MM. BOZZI, FRANCK CHANTE, de LACHOMETTE, LODEON, RESTAT.

Absents : MM. ASSAILLIT, Georges BERNARD, Raymond BONNEFOUS, DEUTSCHMANN, Etienne GAY, Léo HAMON, DE LA GONTRIE, SCHWARTZ, SOLDANI, VAUTHIER, VERDEILLE.

-----



- 2 -

ORDRE DU JOUR

I - Rapport de M. Enjalbert sur le projet de loi (n° 211, année 1952) édictant les mesures de contrôle, les règles des contentieux et les pénalités des régimes de sécurité sociale, de mutualité sociale agricole et des accidents du travail en Algérie.

II - Rapport de M. Restat sur la proposition de résolution (n° 224, année 1952), de M. Paumelle, tendant à inviter le Gouvernement à recommander à ses services et aux grandes collectivités publiques de traiter leurs travaux par corps d'Etat.

III - Nomination de rapporteurs pour les propositions de résolution (n° 270, année 1952), de M. Minvielle, (n° 271, année 1952), de M. Montsarat et (n° 276, année 1952), de M. Zussy, tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes des récentes intempéries dans les Landes, le Tarn et le Haut-Rhin.

-:-:-

COMPTE RENDU

M. MUSCATELLI, Président, ouvre la séance et donne la parole à M. Enjalbert pour son rapport.

M. ENJALBERT.- Mes chers Collègues, Les mesures de contrôle, les règles des contentieux et les pénalités des régimes de sécurité sociale, de mutualité sociale agricole et des accidents du travail en Algérie firent l'objet d'un projet de loi, déposé par le Gouvernement sur le Bureau de l'Assemblée Nationale, le 29 novembre 1950, sous le n° 11450.

Le projet de loi initial marquait une discrimination très nette entre les professions non agricoles qui faisaient l'objet du chapitre premier et les professions agricoles visées au chapitre II. Le chapitre III, qui traitait des dispositions communes, maintenait le principe des contrôles séparés qui sont assurés par un corps d'inspecteurs de la sécurité sociale dans le secteur non agricole et par un corps de contrôleurs des lois sociales en agriculture d'Algérie pour le secteur agricole.

.../...



- 3 -

Le projet de loi déposé ultérieurement sous le n° 1271 sur le Bureau de l'Assemblée Nationale, fixant les pouvoirs des contrôleurs des lois sociales en agriculture d'Algérie, a une portée générale.

Il détermine, en effet, leur compétence en ce qui concerne :

1°- le droit du travail proprement dit : salaires, congés pays, hygiène, sécurité et logement des travailleurs, main-d'oeuvre ;

2°- l'application de la sécurité sociale.

En fusionnant les deux premiers textes émis en la matière, le projet de loi soumis à vos délibérations tend, contrairement aux dispositions existant actuellement, à prévoir pour tous les organismes, agricoles ou non, un contrôle unique : celui de la Direction du travail. Or, il faut souligner qu'il existe déjà, au Gouvernement général de l'Algérie, à la Direction de l'agriculture, un service des affaires professionnelles et sociales qui supervise l'action des contrôleurs des lois sociales en agriculture et qui est tout indiqué pour assurer dans les professions agricoles les fonctions de contrôle général confiées dans les autres professions à la Direction du travail.

Si on se réfère à la loi du 8 juin 1949 sur les assurances sociales agricoles en France, article 23, paragraphe 1er, les opérations des organismes de mutualité sociale agricole sont soumises au contrôle des Départements de l'Agriculture et des Finances.

Le décret plus récent du 21 septembre 1950 précise, en particulier dans ses articles 92 et 93, que le contrôle du Ministre de l'Agriculture sur les organismes de mutualité sociale agricole s'exerce notamment par ses services d'administration centrale.

Or, l'article 5 ter (nouveau), qui apparaît dans le projet de loi, soumettrait éventuellement l'agriculture à un triple contrôle :

- celui des contrôleurs des lois sociales en agriculture ;
- celui des inspecteurs du travail ;
- celui enfin d'un service général de la sécurité sociale chargé de l'application de l'ensemble des législations de sécurité sociale.

.../...



- 4 -

Cette multiplicité de contrôles qui a été écartée en France ne peut se concevoir en Algérie dans un système dont la structure est plus délicate.

Pour éviter tout conflit dû à la dualité des pouvoirs des différents organismes de contrôle et tout retard dans la solution des litiges, je vous propose d'ajouter à l'article 5, par analogie avec l'article premier, du décret métropolitain du 7 juin 1947 :

"Concurremment avec les officiers de police judiciaire, les contrôleurs des lois sociales en agriculture ont seuls accès pour l'exercice de leurs fonctions aux exploitations ou entreprises agricoles visées au paragraphe précédent."

En ce qui concerne le contrôle financier, pour respecter la terminologie consacrée dans les textes antérieurs et visant la mutualité sociale agricole, il conviendrait de rédiger l'article 5 bis comme suit :

"Le Gouverneur général assure le contrôle financier des divers organismes de sécurité sociale des professions non agricoles et de la mutualité sociale agricole."

Pour l'application de la législation sociale et du contrôle général, il conviendrait de rédiger l'article 5 ter (nouveau) comme suit :

"Il est institué à la Direction du travail et de la sécurité sociale un service général de la sécurité sociale chargé de l'application de l'ensemble des législations de sécurité sociale des professions non agricoles. Ce service dispose notamment d'une section de contrôle général, assurant le contrôle sur place des différents services ou caisses. Dans les professions agricoles, le service des affaires professionnelles et sociales de la Direction de l'agriculture est chargé de la préparation et de l'application de la législation de la mutualité sociale et agricole et du contrôle sur place des caisses d'assurances sociales agricoles, y compris la Caisse centrale."

Ces trois modifications sont les seules que j'ai à vous proposer.

Les conclusions du Rapporteur sont adoptées à l'unanimité.

.../...



- 5 -

En l'absence de M. Restat, excusé, le Président donne lecture de son rapport sur la proposition de résolution de M. Paumelle (n° 224, année 1952) tendant à inviter le Gouvernement à recommander à ses services et aux grandes collectivités publiques de traiter leurs travaux par corps d'Etat.

La proposition de M. Paumelle est adoptée sans débat avec une simple modification de forme.

o

o o

Le troisième point de l'ordre du jour est reporté à la séance suivante, les propositions de résolution en question n'étant pas encore distribuées.

La séance est levée à 12 heures.

Le Président,

*Laurence Teller*



ORDRE DU JOUR

I - Examen du rapport pour avis de M. Verdeille sur la proposition de résolution (n° 45, année 1952) de M. Naveau, tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi tendant :  
1° - à augmenter le montant des allocations de chômage ;  
2° - à uniformiser les conditions de chômage ;

COMMISSION DE L'INTERIEUR

(ADMINISTRATION GENERALE, DEPARTEMENTALE ET COMMUNALE, ALGERIE)

-----

Présidence de M. Léon MUSCATELLI, président

-----

Séance du mardi 8 juillet 1952

-----

La séance est ouverte à 10 heures 30

-----

Présents : MM. ASSAILLIT, DEUTSCHMANN, ENJALBERT, Etienne, GAY, Léo HAMON, LACHEVRE, LE BASSER, Georges MARRANNE, MUSCATELLI, RESTAT, RUPIED, SCHWARTZ, SOLDANI, VERDEILLE.

Excusés : MM. BOZZI, CHAMPEIX, FRANCK-CHANTE, Jacques GADOIN, PIC, ZUSSY.

Absents : MM. Georges BERNARD, Raymond BONNEFOUS, DELRIEU, Mme Marcelle DEVAUD, de LACHOMETTE, de LA GONTRIE, Waldeck L'HUILLIER, LODEON, VAUTHIER.

-----

.../...



- 2 -

ORDRE DU JOUR

I - Examen du rapport pour avis de M. Verdeille sur la proposition de résolution (n° 45, année 1952) de M. Naveau, tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi tendant :

- 1°- à augmenter le taux des allocations de chômage ;
- 2°- à uniformiser le taux de ces allocations ;
- 3°- à supprimer l'article 10 de la loi du 11 octobre 1940 prévoyant une participation des communes aux dépenses résultant de l'aide aux travailleurs sans emploi.

II - Examen du rapport de M. Deutschmann sur sa proposition de résolution (n° 814, année 1951) tendant à inviter le Gouvernement à modifier pour le département de la Seine les modalités de répartition de la taxe locale.

III - Examen de la proposition de loi (n° 578, A.N.) relative aux indemnités des maires et adjoints.

IV - Nomination de rapporteurs pour les propositions de résolution (n°s 136, 164, 255, 270, 271, 276, 286, 291, 302, 343 et 348, année 1952) de MM. Courrière, Yves Jaouen, Assaillit, Minvielle, Monsarrat, Zussy, Hartmann, Jean Durand, Brettes, Monichon et Radius, tendant à venir en aide aux victimes de calamités atmosphériques dans les départements de l'Aude, de la Haute-Garonne, du Tarn-et-Garonne, du Tarn, du Lot-et-Garonne, de la Gironde, des Landes, du Finistère, de l'Ariège, du Haut-Rhin et du Bas-Rhin.

-:-:-:-

COMPTE RENDU

M. MUSCATELLI, président, ouvre la séance.

M. VERDEILLE demande à la Commission de donner un avis favorable à la proposition de résolution (n° 45, année 1952) tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi tendant : 1°- à augmenter le taux des allocations de chômage ; 2°) à uniformiser le taux de ces allocations ; 3°) à supprimer l'article 10 de la loi du 11 octobre 1940 prévoyant une participation des communes aux dépenses résultant de l'aide aux travailleurs sans emploi.

.../...



- 3 -

M. MARRANE.- Mes chers Collègues, j'ai deux objections à faire à la proposition qui vous est soumise pour avis.

Il faut remarquer, tout d'abord, qu'avant la guerre, pour gérer les fonds de chômage communaux et départementaux, il existait des commissions paritaires. Celles-ci ont été supprimées au mois d'octobre 1940 par le Gouvernement de Vichy sous la pression de l'occupant. Cependant, on a maintenu la participation des communes aux fonds de chômage sur lesquels les administrateurs communaux n'ont plus aucun contrôle. Il est conforme à la Constitution de respecter les libertés des collectivités locales et je vous proposerai un amendement tendant à supprimer l'article 10 de la loi du 11 octobre 1940 ce qui aura pour effet de rétablir les commissions paritaires dans lesquelles étaient représentés les patrons, les ouvriers et les collectivités locales.

2°) Je crois que c'est une erreur d'uniformiser le taux de l'allocation de chômage pour toute la France.

La situation des chômeurs à Paris et en province n'est pas du tout la même. Les ouvriers en province ont, par exemple, certaines facilités (jardins) que les ouvriers parisiens n'ont pas.

M. VERDEILLE.- Je suis au fond d'accord avec M. Marrane mais il me semble que ces modifications devraient être proposées par la Commission du Travail saisie au fond.

M. MARRANE.- Pas du tout! Notre Commission est saisie pour avis et peut proposer les amendements qui lui plaisent.

La Commission adopte le point de vue de M. Marrane et charge M. Verdeille de déposer un amendement demandant le rétablissement des commissions paritaires existant antérieurement à la loi du 11 octobre 1940.

Sous cette réserve, la Commission donne un avis favorable à la proposition de résolution examinée.

o

o

o

Le rapport de M. DEUTSCHMANN sur la proposition de résolution (n° 814, année 1951) tendant à inviter le Gouverne-

.../...



- 4 -

ment à modifier pour le département de la Seine les modalités de répartition de la taxe locale, est adopté sans débat.

o

o

o

La même décision est prise pour le rapport de M. Léo HAMON sur la proposition de loi (n° 578 A.N.) relative aux indemnités des maires et adjoints.

M. Léo HAMON.- Avec votre autorisation, mes chers Collègues, je serai très heureux de signaler, dans mon rapport, qu'après 5 ans d'hésitation, l'Assemblée Nationale a fini par adopter, sur cette question, la position du Conseil de la République qui est de loin la plus rationnelle.

En effet, nous avons toujours demandé que les traitements des maires et adjoints soient fixés par référence à des indices, ce qui éviterait le retour périodique de lois destinées à revaloriser leur indemnité.

Je crois qu'il est bon que le Conseil de la République mette l'accent sur le succès de l'une de ses prises de position.

o

o

o

M. Etienne GAY est nommé rapporteur du projet de loi (n° 333, année 1952) étendant les dispositions du décret du 30 octobre 1935 aux périmètres rendus irrigables en Algérie par des ouvrages autres que les grands barrages-réservoirs.

o

o

o

M. Etienne GAY est également nommé rapporteur du projet de loi (n° 334, année 1952) relatif à la police des audiences des mahakmas.

o

o

o

.../...



- 5 -

M. VERDEILLE est nommé rapporteur des propositions de résolution :

- (n° 136, année 1952), de M. Courrière, tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi portant ouverture de crédits pour réparer les dommages causés dans les départements de l'Aude, de la Haute-Garonne, du Gers, du Tarn-et-Garonne, du Tarn, du Lot-et-Garonne, de la Gironde et des Landes par les inondations des mois de janvier et février 1952 ;

- (n° 255, année 1952), de M. Assaillit, tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux populations du département de l'Ariège, victimes de la tornade du 6 juin 1952 ;

- (n° 270, année 1952), de M. Minvielle, tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux populations victimes de la tornade qui a dévasté une partie du département des Landes le 17 juin 1952 ;

- (n° 271, année 1952), de M. Montsarrat, tendant à inviter le Gouvernement à accorder une aide aux sinistrés du fait des orages et des chutes de grêle dans le Tarn ;

- (n° 276, année 1952), de M. Zussy, tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes de la tornade qui s'est abattue sur les communes de Lutterbach et Pfastatt (Haut-Rhin) le 18 juin 1952 ;

- (n° 286, année 1952), de M. Hartmann, tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux communes sinistrées de Lutterbach et de Pfastatt à la suite de la trombe d'eau du 18 juin 1952 ;

- (n° 291, année 1952), de M. Jean Durand, tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes de l'orage qui a ravagé plusieurs régions du département de la Gironde le 17 juin 1952 ;

- (n° 302, année 1952), de M. Brettes, tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux populations du département de la Gironde victimes des orages des 16 et 17 juin 1952 ;

- (n° 343, année 1952), de M. Monichon, tendant à inviter le Gouvernement à apporter une aide immédiate aux victimes de l'orage qui a ravagé les 16 et 17 juin 1952 les récoltes de plusieurs cantons du département de la Gironde ;

.../...



- 6 -

- (n° 348, année 1952), de M. Radius, tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux habitants des départements du Haut-Rhin et du Bas-Rhin, sinistrés par les orages du 2 juillet 1952.

o

o

o

A la demande de M. Léon Hamon, la Commission décide de se saisir pour avis de sa proposition de résolution (n° 679, année 1952) tendant à inviter le Gouvernement à créer une commission d'études de la situation des théâtres et des moyens de l'améliorer.

La séance est levée à 12 heures.

Le Président,

*Coincee*



J.V.

## CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

## COMMISSION DE L'INTERIEUR

(Administration Générale, Départementale et Communale,  
Algérie).

-O-O-O-O-O-O-O-O-

Présidence de M. VERDEILLE, Vice-Président

-O-O-O-O-O-O-

Séance du Vendredi 11 Juillet 1952

-O-O-O-O-

La séance est ouverte à 11 Heures 30

-OOO-

Présents : MM. CHAMPEIX, DELRIEU, ENJALBERT, LE BASSER,  
LODEON, Georges MARRANE, RUPIED, VERDEILLE.

Excusés : MM. ASSAILLIT, FRANCK-CHANTE, Jacques GADOIN,  
MUSCATELLI, SCHWARTZ.

Délégué : M. RUPIED (de M. LACHEVRE).

Absents : MM. Georges BERNARD, Raymond BONNEFOUS, BOZZI,  
DEUTSCHMANN, Mme Marcelle DEVAUD, MM. Etienne GAY,  
Léo HAMON, de LACHOMETTE, de LA GONTRIE, Waldeck  
L'HUILLIER, PIC, RESTAT, SOLDANI, VAUTHIER, ZUSSY.

-----

.../...



- 2 -

ORDRE DU JOUR

Examen du projet de loi (n° 381, année 1952)  
portant approbation d'une convention entre l'Etat et  
l'Algérie relative au régime financier des houillères  
du Sud-Oranais.

-:-:-

COMPTE-RENDU

Le Président, M. VERDEILLE, ouvre la séance.

Mes chers collègues, l'Assemblée Nationale vient d'adopter le projet de loi (n° 381, année 1952), portant approbation d'une convention entre l'Etat et l'Algérie relative au régime financier des houillères du Sud-Oranais. Je crois qu'il y aurait intérêt à ce que le Conseil de la République puisse adopter ce texte avant l'interruption des travaux parlementaires, qui va se produire et qui suspendra, jusqu'au milieu du mois d'octobre, l'activité du Parlement.

Si vous êtes d'accord, la Commission pourrait décider de demander la discussion immédiate en séance publique de ce texte.

La Commission unanime approuve son Président.

M. ENJALBERT est désigné à l'unanimité comme rapporteur .

M. ENJALBERT. Mes chers collègues, je vous propose d'adopter sans modification ce projet de loi qui vient d'être adopté par l'Assemblée Nationale sans débat.

.../...



- 3 -

Je me permettrai seulement de vous souligner l'importance des gisements qui constituent les houillères du Sud-Oranais. Le charbon dont il s'agit fait partie des charbons à coke. C'est un charbon demi-gras, c'est-à-dire d'une qualité dans laquelle les besoins restent élevés par rapport à la production, en particulier, pour l'industrie électrique. L'Algérie dispose donc là, essentiellement pour ses besoins propres et éventuellement pour son exportation, d'un produit qui reste rare dans le monde.

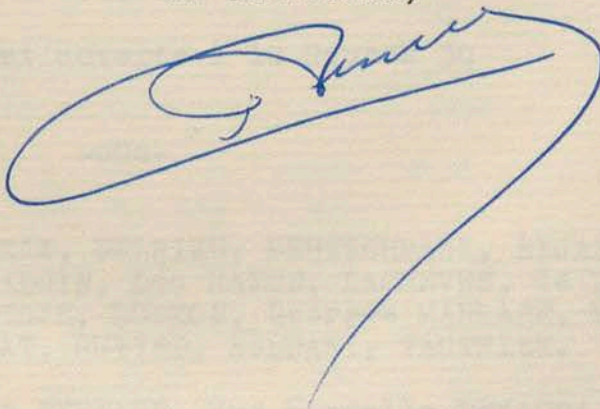
Les travaux de modernisation qui ont été entrepris dans ce domaine ont permis un abaissement du prix de revient de 1.000 Fr la tonne, soit 300 millions par an au rythme actuel de production.

Je vous demande d'adopter, sans modification, ce projet de loi.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 12 Heures.

Le Président,

A large, stylized handwritten signature in blue ink, likely belonging to the President mentioned in the text above. The signature is fluid and cursive, with a long, sweeping underline that extends towards the bottom right of the page.



## CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

## COMMISSION DE L'INTERIEUR

(Administration générale, départementale et  
communale, Algérie)

-o-o-o-o-o-o-o-o-o-o-

Présidence de M. MUSCATELLI, Président

-o-o-o-o-o-o-

Séance du Jeudi 23 Octobre 1952

-o-o-o-o-

La séance est ouverte à 10 Heures 30

-ooo-

- Présents : MM. CHAMPEIX, DELRIEU, DEUTSCHMANN, ENJALBERT,  
Jacques GADOIN, Léo HAMON, LACHEVRE, de LACHOMETTE,  
de LA GONTRIE, IODEON, Georges MARRANE, MUSCATELLI,  
PIC, RESTAT, RUPIED, SOLDANI, VAUTHIER.
- Excusés : M. Georges BERNARD, Mme Marcelle DEVAUD,  
M. Etienne GAY.
- Suppléants : Mme BROSSOLETTE (de M. ASSAILLIT),  
M. REYNOUARD (de M. FRANCK-CHANTE).
- Délégué : M. DELRIEU (de M. Raymond BONNEFOUS).
- Absents : MM. BOZZI, LE BASSER, L'HUILLIER, VERDEILLE,  
ZUSSY.

-:-:-

../..



- 2 -

## ORDRE DU JOUR

- I - Nomination de rapporteurs pour :
- la proposition de loi (n° 437, année 1952) tendant à fixer les conditions d'application à l'Algérie de la loi n° 46-994 du 11 mai 1946, portant transfert et dévolution de biens et d'éléments d'actif d'entreprises de presse et d'information ;
  - la proposition de résolution (n° 399, année 1952) de M. de BARDONNECHE, tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux populations du département des Hautes-Alpes, victimes des calamités publiques ;
  - la proposition de résolution (n° 453, année 1952) de M. Claude LEMAITRE, tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours exceptionnel aux victimes de la tornade et de la grêle qui se sont abattues le 4 juillet 1952 sur un nombre important de communes du département du Loiret.
- II - Examen des rapports de M. Etienne GAY sur :
- le projet de loi (n° 333, année 1952) étendant les dispositions du décret du 30 octobre 1935 aux périmètres rendus irrigables en Algérie par des ouvrages autres que les grands barrages-réservoirs ;
  - le projet de loi (n° 334, année 1952) relatif à la police des audiences des mahakmas.
- III - Nouvel examen des conclusions des rapports de :
- M. DEUTSCHMANN, sur sa proposition de résolution (n° 814, année 1951) tendant à inviter le Gouvernement à modifier pour le département de la Seine les modalités de répartition de la taxe locale ;
  - M. RESTAT, sur la proposition de résolution (n° 224, année 1952) de M. PAUMELLE, tendant à inviter le Gouvernement à recommander à ses services et aux grandes collectivités publiques de traiter leurs travaux par corps d'état.
- IV - Questions diverses.

-:-:-

.../...



- 3 -

COMPTE-RENDU

M. MUSCATELLI, Président, ouvre la séance.

M. SCHWARTZ est nommé rapporteur de la proposition de loi (n° 437, année 1952) tendant à fixer les conditions d'application à l'Algérie de la loi n° 46-994 du 11 mai 1946, portant transfert et dévolution de biens et d'éléments d'actif d'entreprises de presse et d'information.

M. VERDEILLE est nommé rapporteur :

- de la proposition de résolution (n° 399, année 1952) de M. de BARDONNECHE, tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux populations du département des Hautes-Alpes, victimes des calamités publiques ;
- de la proposition de résolution (n° 453, année 1952) de M. Claude LEMAITRE, tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours exceptionnel aux victimes de la tornade et de la grêle qui se sont abattues le 4 juillet 1952 sur un nombre important de communes du département du Loiret.

o

o o

Les rapports de M. Etienne GAY sont renvoyés à huitaine.

o

o o

Le rapport de M. DEUTSCHMANN est renvoyé à quinzaine sur sa demande.

o

o o

.../...



- 4 -

M. RESTAT donne lecture à la Commission des observations qui ont été présentées sur son rapport par les Ministres des Finances et de la Reconstruction (Voir pièces jointes au présent procès-verbal).

M. RESTAT. Je ne me déclare pas du tout convaincu par l'argumentation des services qui nous ont adressé ces deux notes. En bref, elles veulent dire ceci : l'Etat est un mauvais payeur reconnu et il préfère s'adresser à de grosses entreprises qui ont les reins solides plutôt que de s'adresser à de petites entreprises qui seraient mises automatiquement en faillite par ses procédés de paiement détestables. La conséquence regrettable de cet état de choses est que les grosses entreprises ~~et~~ sont rares ; il leur est par conséquent facile de s'entendre entre elles pour soumissionner à des prix très élevés supprimant ainsi pratiquement toute concurrence.

C'est précisément ce que la Commission de l'Intérieur a voulu éviter et c'est pourquoi, je pense, elle doit maintenir sa position permettant aux petites et moyennes entreprises de soumissionner concurremment avec des entreprises beaucoup plus importantes.

La Commission approuve unanimement son rapporteur.

M. de LA GONTRIE. Ne pourrait-on pas également modifier le mode de désignation des entrepreneurs admis à soumissionner ? Vous savez qu'à l'heure actuelle la Commission des adjudications est souveraine et qu'elle peut écarter des entrepreneurs pourtant consciencieux pour des motifs futiles.

M. LE PRESIDENT. Cet état de choses est en effet regrettable, mais il me paraît moins grave que l'absence du libre choix des entrepreneurs par la Commune et l'Etat, car ceux-ci pourraient être alors contraints de confier des travaux à des entreprises peu sérieuses qui proposeraient des prix très faibles. Le remède nous paraîtrait, en l'occurrence, pire que le mal.

La Commission décide alors d'entendre à quinzaine M. WALKER qui avait présenté un amendement en séance au rapport de M. RESTAT.

o

o

o

.../...



- 5 -

Sur proposition de son Président, la Commission désigne ensuite les membres de la Commission d'enquête qui, conformément aux pouvoirs accordés à la Commission par le Conseil de la République le 29 décembre 1951, se rendra en Algérie pour enquêter sur les problèmes posés par le rattachement des territoires du M'Zab au département d'Alger et par la nouvelle organisation administrative du Sahara.

MM. MUSCATELLI, VERDEILLE, SCHWARTZ et ZUSSY sont désignés. Il est entendu qu'en cas de défection de l'un d'entre eux M. de LA GONTRIE le remplacerait.

La séance est levée à 11 Heures 30.

Le Président,

*Le Président*



M.R.U.

Cité Administrative  
PARIS.

N O T E

sur la proposition de résolution n° 224 CR.

- "- -

La proposition de résolution n° 224 tend à inviter le Gouvernement à recommander à ses services et aux grandes collectivités publiques de traiter leurs travaux par corps d'état.

Il ne paraît pas y avoir, lors des appels à la concurrence un intérêt certain à traiter d'une manière systématique par corps d'état séparés ; le groupement des lots permet en confiant la conduite du chantier à un seul exécutant d'obtenir avec une meilleure coordination des travaux, l'élimination de la plupart des aléas susceptibles d'être rencontrés en cours d'exécution. Il permet également une réduction notable des délais de réalisation ainsi qu'une surveillance plus facile et plus efficace.

D'autre part, lorsque l'appel à la concurrence est fait par lots groupés il est difficile d'accepter uniquement les propositions remises par des groupements d'entreprises sans retenir celles des entreprises générales. Ces dernières sont, en effet, susceptibles de traiter plusieurs corps d'état sans l'intermédiaire de sous traitants, ce qui peut permettre un abaissement du coût des travaux toujours recherché.



Finances

N O T E

d'observations sur la proposition de résolution n° 224 tendant à inviter le Gouvernement à re-commander à ses services et aux grandes collectivités publiques à traiter leurs travaux par corps d'état.

-"-

1°) le fractionnement des ouvrages en plusieurs lois suivant la nature des professions intéressées est prévu par l'article 3 du décret du 6 avril 1942 relatif aux marchés passés au nom de l'Etat (J.O. du 11 avril, page 1370) à la condition, toutefois, qu'il ne présente pas d'inconvénients financiers ou techniques.

Bien que cette disposition du décret du 6 avril 1942 figure au nombre de celles qui n'ont pas été déclarées immédiatement applicables par l'article 52 dudit décret, les Administrations, dans leur ensemble, en ont repris les termes soit dans leur cahier des clauses et conditions générales, soit dans des instructions intérieures.

Cette question vient d'être examinée par la Commission d'étude des marchés dans le cadre des travaux qu'elle poursuit actuellement sur l'élaboration d'un cahier - type des clauses et conditions générales applicables aux marchés de travaux. La commission a estimé qu'il convenait de s'en tenir purement et simplement aux règles posées à l'article 3 du décret du 6 avril 1942. Il lui est apparu, en effet, que dans ce domaine une certaine souplesse s'impose et qu'un large pouvoir d'appréciation doit être laissé aux Administrations. A son avis, il ne serait pas sans danger de marquer a priori une préférence systématique pour la "division en lots", qui, dans certains cas, peut se révéler moins avantageuse pour le maître de l'oeuvre que le "lot unique". Le choix entre la solution consistant à traiter pour l'ensemble de l'ouvrage et celle prévoyant la passation de marchés distincts pour chaque nature d'ouvrages dépend de la situation économique du moment, de l'état de la concurrence dans chacune des professions intéressées, et surtout des possibilités de contrôle technique dont dispose l'Administration traitante.

Ces considérations, qui complètent le principe posé à l'article 3 du décret du 6 avril 1942, seront développées dans l'instruction appelée à commenter le cahier-type des clauses et conditions générales que prépare la Commission d'étude des marchés.

/...



2°) La pratique, qui s'est récemment instaurée de passer un marché déterminé avec plusieurs entreprises agissant conjointement et solidairement n'a été guère utilisée jusqu'ici que dans le cas où le travail à exécuter dépasse, par son importance ou la brièveté des délais impartis pour son exécution, les possibilités techniques ou financières d'une seule entreprise.

Il est possible - et peut être souhaitable - que cette procédure se généralise et soit employée pour passer des marchés d'une importance moyenne. On peut, certes, concevoir, comme l'auteur de la proposition de résolution le suggère, que ce mode de marché se substitue à celui consistant pour l'Administration à traiter avec une entreprise générale et à autoriser celle-ci à sous-traiter une partie de l'ouvrage à exécuter.

Mais il paraît encore prématuré de s'engager dans cette voie. En effet, les premiers contrats passés conjointement et solidairement ont donné lieu dans la pratique à des difficultés considérables notamment quant à leur mise en nantissement et quant au jeu des oppositions formées à l'encontre d'une ou de plusieurs entreprises, parties au marché. Le département s'est efforcé, jusqu'ici, d'aplanir dans chaque cas des difficultés. Mais une mise au point générale, et d'ailleurs assez délicate, s'impose dans ce domaine. La Direction de la Comptabilité Publique élabore actuellement des instructions aux Administrations en vue de définir les conditions de passation, de règlement, de nantissement et d'opposition, auxquelles cette catégorie de marchés doit être assujettie.

A la lumière des enseignements tirés de l'expérience, il sera possible de dégager les cas dans lesquels les Administrations auront intérêt à recourir à cette procédure.



MJ.-

## CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

## CHAMBRE DU JOUR

I - Examen des rapports de M. Etienne GAY sur :

- le projet de loi (n° 355, année 1952) tendant les dispositions du décret du 30 octobre 1951 aux personnes physiques

COMMISSION DE L'INTERIEUR (ADMINISTRATION GENERALE, DEPARTEMENTALE  
ET COMMUNALE, ALGERIE)

- le projet de loi (n° 356, année 1952) relatif à la police des étrangers des communes.

-:-:-:-:-

Présidence de M. Léon MUSCATELLI, président

et aux grandes collectivités publiques de traiter leurs travaux par ordre d'état.

-:-:-:-:-

Séance du jeudi 6 novembre 1952

## CHAMBRE DU JOUR

-:-:-:-:-

M. le Président MUSCATELLI ouvre la séance et donne la parole à M. GAY.

La séance est ouverte à 10 heures

M. GAY. - Mes chers Collègues, les vœux de distribution des deux issues des grands axes algériens attribués par l'Algérie sur toute l'étendue des territoires à partir de ces extrêmes, sont établis, surveillés et gérés.

-:-:-

Présents : MM. BOZZI, DELRIEU, DEUTSCHMANN, Mme Marcelle DEVAUD, MM. ENJALBERT, FRANCK CHANTE, Jacques GADOIN, Etienne GAY, LE BASSER, LODEON, Abdallah MAHDI, Georges MARRANE, MUSCATELLI, PIC, RESTAT, RUPIED, SCHWARTZ, VAUTHIER.

Excusés : MM. CHAMPEIX, ZUSSY.

Absents : MM. ASSAILLIT, Georges BERNARD, Raymond BONNEFOUS, Léo HAMON, LACHEVRE, de LACHOMETTE, de LA GONTRIE, Waldeck L'HUILLIER, SOLDANI, VERDEILLE.

-:-

.../...



- 2 -

ORDRE DU JOUR

## I - Examen des rapports de M. Etienne Gay sur :

- le projet de loi (n° 333, année 1952) étendant les dispositions du décret du 30 octobre 1935 aux périmètres rendus irrigables en Algérie par des ouvrages autres que les grands barrages-réservoirs ;
- le projet de loi (n° 334, année 1952) relatif à la police des audiences des mahakmas.

II - Audition de M. Walker sur un amendement à la proposition de résolution (n° 224, année 1952), de M. Paumelle, tendant à inviter le Gouvernement à recommander à ses services et aux grandes collectivités publiques de traiter leurs travaux par corps d'état.

-:-:-:-

COMPTE RENDU

M. LE PRESIDENT MUSCATELLI ouvre la séance et donne la parole à M. Etienne Gay sur son premier rapport.

M. GAY.- Mes chers Collègues, les réseaux de distribution des eaux issues des grands barrages-réservoirs construits par l'Algérie sur toute l'étendue des périmètres irrigables à partir de ces ouvrages, sont établis, surveillés, entretenus et gérés par l'Administration suivant le décret du 30 octobre 1935.

Ce même décret prévoit, en contre partie des dépenses de construction, de réparation, d'exploitation engagées, des redevances au titre de la vente de l'eau délivrée pour les irrigations dans les propriétés situées à l'intérieur de ces périmètres.

Une objection s'impose à la seule lecture de ce décret. Dans les trois départements algériens, l'eau d'irrigation ne provient pas uniquement des barrages-réservoirs mais, également, de sources régularisées ou captées, de forages, de galeries captantes, d'usines de pompage aménagées ou construits par l'Algérie et dont les périmètres d'irrigation n'ont jamais été réglementés.

.../...



- 3 -

Il s'ensuit une perte de ressources pour l'Administration algérienne laquelle, faute de pouvoir appliquer à ces périmètres les dispositions du décret susvisé, se voit contrainte d'ajourner des réalisations d'intérêt général et de réduire un effort d'une importance vitale pour l'économie du pays.

C'est pourquoi je vous propose de suivre l'Assemblée Nationale dans son projet de loi du 27 juin 1952 étendant les dispositions du décret du 30 octobre 1935 aux périmètres rendus irrigables en Algérie pour toute espèce d'ouvrages susceptibles de délivrer de l'eau à un réseau d'irrigation.

L'article premier prévoit que les associations syndicales qui ne sont pas soumises de plein droit aux dispositions de la présente loi pourront en demander le bénéfice sous réserve de l'approbation de l'Assemblée algérienne.

Je crois devoir enfin souligner, comme il a été fait devant l'Assemblée Nationale, qu'il y aurait avantage à ce que le comité consultatif chargé de donner son avis sur les questions découlant de l'utilisation de l'eau et prévu à l'article 4 du décret du 30 octobre 1935, objet de la présente extension, soit, si nécessaire, remanié et élargi afin que les intérêts des nouveaux usagers et, notamment, ceux du sud où, jusqu'ici, il n'avait pas été établi de périmètres irrigables, y soient représentés normalement.

Je sou mets donc à l'approbation de la Commission le projet de loi voté par l'Assemblée Nationale.

La Commission adopte, à l'unanimité, le rapport de M. Gay.

M. GAY.- En ce qui concerne la seconde affaire dont vous m'aviez chargé, je vous rappelle que l'ordonnance du 28 février 1841 a supprimé la compétence des cadis en matière pénale. Cependant, il paraît logique de leur conférer, en ce qui concerne la police des Mahakmas, les mêmes attributions que celles qui sont reconnues aux magistrats des juridictions françaises pour la bonne tenue de leurs audiences.

Pour assurer le respect dû à la justice et obliger les parties à s'expliquer avec la modération et dans le calme indispensables, les présidents de tribunaux bénéficient de pouvoirs de police qui leur permettent de prononcer, contre les perturbateurs, des amendes allant jusqu'à cent francs ou des peines d'emprisonnement ne dépassant pas trois jours.

Il ne semble pas que l'extension de ces pouvoirs aux cadis puisse rencontrer d'objection. L'efficacité des sanctions prévues réside dans la rapidité de leur application et il ne s'agit que de

.../...



- 4 -

manquements de respect reprochés aux parties comparantes et tombant sous le coup des articles 10 et suivants du code de procédure civile.

Par contre, les manquements commis par les assistants, comme tous les actes qui troublent l'audience, sont réprimés par l'article 504 du code d'instruction criminelle. Ils échappent ainsi à la compétence du juge de paix et, par suite, du cadi. Au cas de délits flagrants, le cadi devra, après avoir constaté les faits par procès-verbal, saisir les autorités judiciaires compétentes.

Le projet de loi soumis à votre clairvoyante attention a donc pour but d'étendre aux cadis, en Algérie, les dispositions des articles 10 et suivants du code de procédure civile sur la police des audiences des juges de paix et de préciser leurs pouvoirs dans les cas d'infractions graves ; il contribue à assurer une meilleure organisation de la justice musulmane par le renforcement de l'autorité des cadis.

C'est pourquoi je demande à la Commission de bien vouloir adopter le texte voté par l'Assemblée Nationale dans sa séance du 27 juin 1952.

La Commission adopte, à l'unanimité, le rapport ainsi présenté.

M. LE PRESIDENT.- Mes chers Collègues, M. Walker, que nous devons entendre ce matin, s'est excusé d'être retardé. Je vous proposerais donc, si vous le vouliez bien, de tenir ce soir une autre réunion afin de l'entendre.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 11 heures.

Le Président,

*Le Président*



## ORDRE DU JOUR

Audition de M. Walker sur un amendement à la proposition de résolution (n° 224, séance 1952) de M. Faugolle, tendant à inviter le Gouvernement à recommander à ses services et aux grandes collectivités publiques de traiter leurs infractions.

## COMMISSION DE L'INTERIEUR

(ADMINISTRATION GENERALE, DEPARTEMENTALE ET COMMUNALE, ALGERIE)

-----

Présidence de M. Léon MUSCATELLI, président

-----

Deuxième séance du jeudi 6 novembre 1952

-----

La séance est ouverte à 17 heures

-----

Présents : MM. BOZZI, DELRIEU, DEUTSCHMANN, Mme Marcelle DEVAUD, MM. ENJALBERT, FRANCK CHANTE, Jacques GADOIN, Etienne GAY, LE BASSER, LODEON, Abdallah MAHDI, Georges MARRANE, Léon MUSCATELLI, PIC, RESTAT, RUPIED, SCHWARTZ, VAUTHIER.

Excusés : MM. CHAMPEIX, ZUSSY.

Absents : MM. ASSAILLIT, Georges BERNARD, Raymond BONNEFOUS, Léo HAMON, LACHEVRE, de LACHOMETTE, de LA GONTRIE, Waldeck L'HUILLIER, SOLDANI, VERDEILLE.

-----

La proposition de M. Walker est adoptée à l'unanimité.

.../...



- 2 -

## ORDRE DU JOUR

Audition de M. Walker sur un amendement à la proposition de résolution (n° 224, année 1952) de M. Paumelle, tendant à inviter le Gouvernement à recommander à ses services et aux grandes collectivités publiques de traiter leurs travaux par corps d'état.

**NAME** \_\_\_\_\_ **ADDRESS** \_\_\_\_\_ **CITY** \_\_\_\_\_ **STATE** \_\_\_\_\_ **ZIP** \_\_\_\_\_

# COMPTE RENDU

M. MUSCATELLI, président, ouvre la séance et donne la parole à M. Walker.

M. WALKER.- Mes chers Collègues, mon amendement tend plutôt à compléter le texte élaboré par votre Commission qu'à le modifier. J'estime, en effet, que le système des commandes de l'Etat est, à l'heure actuelle, mal compris. Il faudrait le réformer sur trois points essentiels :

Il faudrait d'abord que les cahiers des charges soient établis par des Commissions où des professionnels seraient représentés.

Les contrôles de l'Etat ensuite sont illusoires, parce que trop nombreux. Il y a généralement entente entre les contrôleurs et les fournisseurs. Les contrôles tatillons augmentent les prix de revient. Il me semble qu'un contrôle final serait suffisant.

Enfin, l'Etat paye mal. Les entrepreneurs sont bien obligés d'en tenir compte et majorent leurs prix en conséquence.

L'Etat est donc lésé sur toute la ligne.

Il faudrait que la caisse des marchés redevienne le banquier de l'Etat.

M. RESTAT.- Je suis convaincu par ces explications. Le grand problème est celui du paiement par l'Etat. Mais je rappelle que notre résolution ne concerne que les travaux de construction d'immeubles.

La proposition de M. Walker déborde un peu ce cadre.

.....



- 3 -

M. WALKER.- Je pourrais peut-être déposer, alors, une nouvelle proposition de résolution.

M. LE PRESIDENT.- Je crois que cela serait préférable en effet. Ce texte aurait l'approbation unanime de la Commission.

(Assentiment).

Les termes du rapport de M. Restat sont, dans ces conditions, confirmés.

M. LE PRESIDENT.- Je pense, mes chers Collègues, que nous pourrions, étant donné le vote prochain des budgets, faire venir cette affaire en séance publique au mois de janvier 1953. Nous aurions d'ici là étudié la nouvelle proposition de résolution de M. Walker et l'on pourrait joindre les deux textes dans un même débat.

(Assentiment).

La séance est levée à 18 heures.

Le Président,

*Laurence*



CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE  
SJ

COMMISSION DE L'INTERIEUR ( ADMINISTRATION  
GENERALE, DEPARTEMENTALE ET COMMUNALE, ALGERIE ).

-----

Présidence de M. MUSCATELLI, Président

-----

Séance du Jeudi 13 Novembre 1952

-----

La séance est ouverte à 10 heures 30

-----

Présents : MM. BOZZI, DEUTSCHMANN, Jacques GADOIN, de LACHOMETTE,  
LODEON, Abdallah MADHI, MUSCATELLI, RUPIED,  
SCHWARTZ, SOLDANI, VERDEILLE.

Excusés : MM. CHAMPEIX, FRANCK-CHANTE, RESTAT.

Délégué : M. RUPIED de M. LACHEVRE

Absents : MM. ASSAILLIT, Georges BERNARD, Raymond BONNEFOUS,  
DELRIEU, Mme Marcelle DEVAUD, MM. ENJALBERT, Etienne  
GAY, Léo HAMON, de LA GONTRIE, LE BASSER, Waldeck  
L'HUILLIER, Georges MARRANE, PIC, VAUTHIER, ZUSSY.

-----

.../...



ORDRE DU JOUR

-----

I.- Désignation d'un rapporteur pour la proposition de loi (n° 12.725 A.N.) tendant à la réparation des préjudices de carrière subis par certains fonctionnaires.

II.- Questions diverses.

-----

COMPTE RENDU

-----

M. MUSCATELLI, Président, ouvre la séance.

M. SOLDANI est désigné comme Rapporteur de la proposition de loi (n° 517, année 1952), tendant à la réparation des préjudices de carrière subis par certains fonctionnaires.

o  
o o

LE PRESIDENT.- Mes chers collègues, la Commission sera prochainement saisie du budget du Ministère de l'Intérieur. Vous serez d'accord avec moi pour penser qu'il serait bon que M. Charles BRUNE vint devant la Commission à cette occasion.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir m'adresser auparavant les observations que vous auriez l'intention de lui poser, afin qu'il put se préparer à y répondre.

Je vous informe que, lors de la prochaine réunion qui aura lieu le jeudi 21 novembre, nous examinerons le rapport de M. SCHWARTZ sur la proposition de loi concernant la dévolution des biens de presse en Algérie.

La séance est levée à 11 heures 30.

Le Président,

*Lucien Telle*



CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE  
SJ

ORDRE DU JOUR

I.- Nomination d'un rapporteur pour le projet de loi ( n° 229, année 1952) relatif aux conditions de recevabilité par les greffes des justices de paix et des mahakam, des appels

COMMISSION DE L'INTERIEUR ( ADMINISTRATION  
GENERALE, DEPARTEMENTALE ET COMMUNALE, ALGERIE)

Présidence de M. MUSCATELLI, Président

Séance du jeudi 20 Novembre 1952

La séance est ouverte à 10 heures 30

Présents : MM. ASSAILLIT, Raymond BONNEROUS, CHAMPEIX, DELRIEU, DEUTSCHMANN, Mme Marcelle DEVAUD, MM. ENJALBERT, FRANCK-CHANTE, Léo HAMON, LACHEVRE, LE BASSER, LODEON, Abdallah MADHI, Georges MARRANE, MUSCATELLI, RESTAT, RUPIED, SCHWARTZ, SOLDANI, ZUSSY.

Délégués : MM. SOLDANI ( de M. BOZZI); FRANCK-CHANTE ( de M. Jacques GADOIN), ENJALBERT ( de M. Etienne GAY) DEIRIEU ( de M. de LACHOMETTE); CHAMPEIX ( de M. PIC).

Suppléants: MM. GASPARD ( de M. Georges BERNARD); PINSARD ( de M. de LA GONTRIE), DESCOMPS ( de M. VERDEILLE)

Excusé : M. Waldeck L'HUILLIER.

Absent : M. VAUTHIER.



ORDRE DU JOUR

- I.- Nomination d'un rapporteur pour le projet de loi ( n° 529, année 1952) relatif aux conditions de recevabilité par les greffes des justices de paix et des mahakmas, des appels interjetés en matière musulmane.
- II.- Examen du rapport de M. SOLDANI sur la proposition de loi (n° 517, année 1952) tendant à la réparation des préjudices de carrière subis par certains fonctionnaires.
- III.- Examen du rapport de M. SCHWARTZ sur la proposition de loi (n° 437, année 1952) tendant à fixer les conditions d'application à l'Algérie de la loi n° 46-994 du 11 mai 1946, portant transfert et dévolution de biens et d'éléments d'actif d'entreprises de presse et d'information.

-----

COMPTE RENDU

M. MUSCATELLI, Président ouvre la séance.

M. DELRIEU est nommé rapporteur du projet de loi (n° 529, année 1952) relatif aux conditions de recevabilité par les greffes des justices de paix et des mahakmas, des appels interjetés en matière musulmane.

o

o o

Le rapport de M. SOLDANI sur la proposition de loi (n° 517, année 1952) tendant à la réparation des préjudices de carrière subis par certains fonctionnaires est ensuite adopté, étant entendu que le texte de l'Assemblée Nationale sera complété par une disposition stipulant qu'à titre exceptionnel, il pourra être procédé à des intégrations complémentaires en qualité d'administrateurs civils, en faveur des fonctionnaires des cadres provisoires d'agents supé-



rieurs, susceptibles de bénéficier des dispositions de l'ordonnance n° 45-1283 du 15 juin 1945 modifiée par la loi n° 48-838 du 19 mai 1948 sous réserve de certaines conditions.

Cette adjonction est adoptée en principe, sous réserve de l'accord du Ministre des Finances.

° ° °

M. SCHWARTZ : Mes chers collègues, la loi du 11 mai 1946 portait transfert et dévolution de biens et d'éléments d'actif d'entreprises de presse et d'information.

Elle a, d'une part, ordonné, au profit de l'Etat, l'expropriation des entreprises de presse (entreprises de publication de journaux, organes d'information, de publicité et entreprises de presse d'information ou de publicité), qui ont fonctionné dans la Métropole pendant l'occupation ennemie. Elle distinguait, pour les dates à retenir, la zone nord et la zone sud, la loi ne devait être appliquée, sauf certaines réserves, qu'aux entreprises ayant continué de fonctionner dans les 15 jours qui ont suivi l'occupation de chacune de ces zones, ainsi qu'à toutes les entreprises qui n'avaient commencé de fonctionner qu'après le 25 juin 1940.

Cette expropriation était réalisée selon certaines modalités (décret de transfert pris sur le rapport du Ministre de l'Information; arrêté du même Ministre, constatant la consistance des biens transférés; attribution d'indemnités aux anciens propriétaires sauf cas de confiscation; règlement de ces indemnités).

La loi a, d'autre part, créé la S.N.E.P. organisé la dévolution des biens transférés à cette société et fixé les conditions de répartition de ces biens entre de nouveaux utilisateurs par les soins de commissions de presse et d'information et suivant des plans de répartition.

.../...



I. 20.11.52

- 4 -

Elle comporte, enfin, un certain nombre de dispositions relatives au Conseil supérieur des entreprises de presse, aux contrats relatifs à l'utilisation, à la vente ou à la cession des biens transférés, et à la garantie des droits des tiers\*.

L'article 43 de la loi du 11 mai stipulait :

"Art. 43.- Un décret, pris sur la proposition du Ministre chargé de l'information et du Ministre de l'Intérieur, fixera les conditions dans lesquelles les dispositions de la présente loi seront rendues applicables à l'Algérie".

Le 17 juin 1946, M. Defferre, Ministre de l'Information, et M. Le Troquer, Ministre de l'Intérieur signaient le décret, appliquant à l'Algérie la loi du 11 mai 1946. A partir du 16 octobre 1946, le Gouverneur Général de l'Algérie prenait, en vertu dudit décret, plusieurs arrêtés faisant application de ce texte à diverses entreprises de presse et d'information.

Les anciens propriétaires des entreprises transférées se sont cependant pourvus devant le Conseil d'Etat pour demander l'annulation du décret du 17 juin, celui-ci ayant été pris par le Gouvernement de M. Félix Gouin, démissionnaire, chargé seulement de l'expédition des affaires courantes.

Dans sa séance du 4 avril 1952, le Conseil d'Etat a annulé le décret susvisé pour "défaut de qualité des auteurs".

Devant l'Assemblée Nationale, la discussion eut lieu lors de la séance du 10 juillet 1952, soit l'avant-veille des vacances parlementaires. On discuta tout d'abord une motion de M. François Quilici demandant, conformément à l'article 46 du Règlement de l'Assemblée Nationale, l'ajournement du débat jusqu'au vote des textes pendants devant la Commission de la Presse, tendant, l'un à l'abrogation de la loi du 11 mai et l'autre à sa révision.

Cette demande d'ajournement fut repoussée par 343 voix contre 269.

M. le Ministre de l'Intérieur était intervenu au cours des débats et déclarait :

"L'Assemblée me permettra d'appeler son attention

.../...



sur les conséquences de l'adoption éventuelle de la proposition de loi dont elle va discuter, au regard de la loi du 20 septembre 1947 fixant le statut organique de l'Algérie. C'est le seul point que je traiterai, la question de fond étant de toute évidence du ressort de M. le Secrétaire d'Etat à l'Information.

Le régime législatif de l'Algérie, instauré par la loi du 20 septembre 1947, divise les textes législatifs en quatre catégories : M. Genton vient de les préciser, je ne les rappellerai pas à l'Assemblée. De toute évidence, la loi du 11 mai 1946, appartient à la première catégorie comprise dans l'article 9, c'est-à-dire qu'elle est applicable de plein droit à l'Algérie dans les mêmes conditions que sur le territoire métropolitain.

C'est d'ailleurs le Conseil d'Etat qui a précisé ce caractère dans son avis du 29 avril 1952 ainsi conçu :

"Considérant que la loi du 11 mai 1946 se rattache par son objet à l'exercice des libertés constitutionnelles visées à l'article 9 de la loi du 20 septembre 1947..."

Dès lors, un texte de loi qui complèterait la loi du 11 mai 1946 - et c'est le cas de la proposition de loi rapportée par Mme Sportisse - revêt le même caractère. Il ne saurait donc être fait de discrimination entre ses conditions d'application dans la métropole et ses conditions d'application en Algérie. Il serait, s'il faisait cette discrimination, en opposition formelle avec le statut de l'Algérie.

J'entends bien que Mme Sportisse a cité l'article 73 de la Constitution qui permet de prévoir des conditions d'application différentes pour les départements d'outre-mer. Je me permets de faire remarquer à Mme Sportisse que le caractère de département d'outre-mer n'est attribué aux départements algériens que par un arrêt du Conseil d'Etat de 1947. Par contre, de très nombreux textes, notamment la loi sur les élections au Conseil de la République - vous pourrez vous reporter au compte rendu de la discussion qui a eu lieu le 30 août 1947 devant cette Assemblée - donnent très nettement aux départements algériens un caractère différent de celui qu'ils accordent aux départements de la Guyane, de la Guadeloupe, de la Martinique et de La Réunion.



I. 20.11.52

- 6 -

"Quoi qu'il en soit, le respect du statut de l'Algérie impose que le texte de loi qui doit être voté ne prévoit pas de conditions discriminatoires pour l'Algérie.

"Peut-être contestera-t-on l'avis du Conseil d'Etat en ce qu'il classe en première catégorie la loi du 11 mai 1946.

"Si ce point de vue était retenu, le texte actuellement soumis à l'Assemblée ne pourrait être compris que dans la troisième catégorie, c'est-à-dire dans le champ d'application de l'article 13 du statut organique de l'Algérie, il conviendrait alors de demander l'avis préalable de l'assemblée algérienne.

"Au demeurant, celle-ci a déjà émis son avis, puisqu'elle a voté une motion qui demande le respect du statut de l'Algérie.

"C'est précisément pourquoi j'interviens ici. Il était de mon devoir d'appeler l'attention de l'Assemblée Nationale sur les principes que j'ai eu l'honneur de lui exposer. Je lui demande de s'en tenir au strict respect du statut de l'Algérie".

"Après une intervention de M. Vincent Badie défavorable à la proposition de loi soumise à l'Assemblée Nationale et aujourd'hui au Conseil de la République et une autre de M. Jacques Fonlupt-Esperaber, favorable au texte, l'Assemblée Nationale, consultée, décide de passer à la discussion des articles, lesquels furent adoptés tous les trois par 342 voix contre 258 sans qu'un seul député soit intervenu ni pour, ni contre lesdits articles.

C'est dans ces conditions que nous vient cette affaire pour avis.

J'ajoute, pour être complet, que se sont greffés, sur la chronologie ci-dessus citée, deux événements extraparlimentaires qu'il est indispensable de connaître. Tout d'abord, dans sa séance du 30 juin 1952, l'Assemblée algérienne vota, à l'unanimité, moins les voix du M.T.L.D. une motion, signée par 64 membres de cette assemblée sur 120, ainsi conçue :

"Informée du vote par la commission de l'Intérieur de l'Assemblée nationale d'une proposition sur le dévolution des biens des entreprises de presse, comportant, en ce qui

../..



- 7 -

concerne l'Algérie, des modifications essentielles à la loi du 11 mai 1946 en vigueur dans la métropole;

"Considérant que la loi du 20 septembre 1947 portant statut organique de l'Algérie dispose dans son article 9, que les lois et décrets intéressant l'exercice et la garantie des libertés constitutionnelles s'appliqueront de plein droit à l'Algérie et, dans son article 13, que le Parlement peut étendre à l'Algérie les lois qui ne sont pas visées à l'article précédent ( donc article 9), mais sur la proposition de l'Assemblée Algérienne ou après avis de celle-ci sauf le cas d'urgence;

"Considérant qu'à quelque point de vue que l'on envisage la loi du 11 mai 1946 : soit sous l'angle de l'article 9 du statut organique de l'Algérie, en la faisant rentrer, conformément à l'avis formel exprimé par le Conseil d'Etat dans son assemblée générale du 9 avril 1952, dans la législation intéressant l'exercice et la garantie des libertés constitutionnelles - auquel cas elle se trouverait applicable de plein droit à l'Algérie et toutes dispositions modificatives de ladite loi constitueraient une violation de l'unité de législation en ces matières, proclamée par le statut organique de l'Algérie; - soit que l'on admette que son extension à l'Algérie puisse avoir lieu par application de l'article 13 du statut de l'Algérie - auquel cas cette extension ne saurait intervenir que sur proposition ou après avis de l'Assemblée Algérienne, la question d'urgence ne se posant pas en l'espèce, après six années écoulées !

"La procédure législative adoptée par la Commission de l'Intérieur de l'Assemblée Nationale, sur rapport de Mme Sportisse constitue une violation flagrante du statut de l'Algérie et des prérogatives essentielles de l'Assemblée algérienne,

"En conséquence, l'Assemblée Algérienne,

"Proteste solennellement contre le vote émis par la commission de l'Intérieur de l'Assemblée Nationale et prenant acte de l'argumentation présentée devant ladite commission par M. le Ministre de l'Intérieur, argumentation qu'elle adopte entièrement, demande à l'Assemblée Nationale de se faire la gardienne vigilante du statut organique de l'Algérie en repoussant la loi d'exception qui lui est proposée".

.../...



Par ailleurs, les anciens propriétaires des journaux algériens frappés par le décret du 17 juin 1946 assignèrent la S.N.E.P. en expulsion devant le président des référés d'Alger, qui rendait, le 9 juin 1952, une ordonnance d'incompétence, en raison de ce qu'il n'y avait pas urgence, qu'il y avait une contestation sérieuse de la part des défenseurs et parce que l'ensemble du problème, estimait-il, ne pouvait être tranché que par le juge du fond.

La Cour d'Appel d'Alger saisie de l'appel de cette ordonnance de référés statuait en sens contraire le 8 juillet 1952 admettant l'urgence et condamnant la S.N.E.P. conformément à la demande à l'expulsion des locaux et biens, dont elle s'était emparés et appartenant, en son temps, aux anciens propriétaires de journaux algériens précités.

Ledit arrêt de la Cour d'Appel a été frappé d'un recours en cassation par la S.N.E.P., recours actuellement pendant devant notre juridiction suprême.

° ° °

Voilà fidèlement rapporté le déroulement des événements et de la discussion, devant l'Assemblée Nationale. Je vous propose de donner un avis favorable à l'article premier de la proposition de loi qui nous est soumise, mais en supprimant in fine, dudit article les mots : " sous réserve de la modification ci-après", et en supprimant, de même, les articles 2 et 3 de la proposition.

Pour quelles raisons ?

Pour des raisons multiples dont les principales sont les suivantes :

- j'estime, tout d'abord, qu'étant donné que la loi du 11 mai 1946 doit être remise en chantier, nous ne devons pas légiférer pour une partie seulement du Pays. L'Algérie est très soucieuse de l'unité de législation avec la France et notre Commission doit être la gardienne vigilante de cette unité de législation et du statut organique de l'Algérie.

- le Gouvernement semble, d'ailleurs, partager cette thèse,



Quisqu'il n'a rien fait à la suite de l'annulation, par le Conseil d'Etat, du décret du 17 juin 1946 ( nous avons, en effet, à discuter, remarquez-le bien, non pas un projet de loi déposé par le Gouvernement, mais une proposition de loi, c'est-à-dire un texte d'initiative parlementaire).

J'estime que le Parlement n'a, <sup>pas</sup> en l'espèce, à se substituer à l'exécutif, et ce, en vertu même du principe de la séparation des pouvoirs.

- Si, dans l'article 43 de la loi du 11 mai 1946, le législateur de l'époque a donné mandat au Gouvernement de fixer par un arrêté réglementaire les conditions dans lesquelles les dispositions de la loi du 11 mai 1946 devaient être rendues applicables à l'Algérie, il est bien entendu que l'essentiel de cette loi devait être maintenu et non pas modifié. C'est d'ailleurs ce que le décret du 17 juin 1946, ainsi que la proposition de loi qui nous est soumise démontre, puisque, dans ces deux textes, il n'a pas été touché à l'article 2 n° 1 de la loi du 11 mai, article qui précise que le transfert ne s'applique pas aux entreprises visées à l'article premier de la loi qui auront été régulièrement autorisées à fonctionner à nouveau depuis la Libération.

Toutes modifications essentielles à la loi du 11 mai 1946 me paraissent donc illégales.

Enfin les articles 2 et 3 de la proposition de loi doivent être supprimés parce qu'ils consacrent une véritable monstruosité juridique : tout d'abord, parce qu'ils valident l'arrêt pris par un haut fonctionnaire du Ministère de l'Intérieur (M. le Gouverneur Général de l'Algérie) en vertu d'un décret annulé et ensuite parce qu'ils privent d'un trait de plume la possibilité légale du recours pour les propriétaires dépossédés, recours que ceux-ci ont interjeté contre les arrêts, dont la validation est demandée, dès le 26 décembre 1946, recours pour lequel ou lesquels le Conseil d'Etat ne s'est pas encore prononcé.

Dans ces conditions, je vous demande de donner un avis favorable au texte suivant :

"Les dispositions de la loi n° 46-994 du 11 mai 1946, portant transfert et dévolution des biens et éléments d'actif d'entreprises de presse et d'information sont rendues applicables à l'Algérie" et de supprimer tout le reste.



M. Léo HAMON.- Que se passera-t-il en Algérie si on adopte votre solution ?

M. SCHWARTZ.- Les choses resteront en l'état actuel.

M. MARRANE.- Je rappelle que ce texte a été voté par la Commission de l'Intérieur de l'Assemblée Nationale à l'unanimité. La loi de 1946 a puni ceux qui ont trahi. Le fond de l'affaire est de savoir ce que l'on fera de leurs journaux; les leur rendra-t-on ?

Il faut évidemment une loi pour trancher cette question.

Si le Gouvernement n'avait pas été démissionnaire quand il a pris son décret, cette question serait réglée depuis longtemps.

En conclusion, je suis contre les conclusions du rapporteur.

M. HAMON.- Au fond le décret Gouin a été annulé pour vice de forme.

M. SCHWARTZ.- Non, pas précisément, il a <sup>été</sup> estimé que ceux qui ont pris le décret n'avaient pas qualité pour le faire et avaient méconnu une disposition fondamentale de la loi du 11 mai 1946.

M. HAMON.- Au fond, en adoptant l'article 1<sup>er</sup> en majorité, vous proposez la même chose que M. Gouin. Les difficultés viennent de ce que 6 ans se sont écoulés depuis. Les 6 ans sont dus à la lenteur inadmissible du Conseil d'Etat. Quand la justice défaille, le Parlement doit s'y substituer.

M. SCHWARTZ.- Je suis d'accord là dessus; il faut respecter l'art 43 de la loi du 11 mai 1946.

M. MARRANE.- Tout ceci ne touche pas au fond qui est de savoir si les traîtres seront punis ou non. Le décret de GOUIN était légal au fond et c'est là l'essentiel, car la loi de 1946 était applicable à l'Algérie de plein droit.

M. DELRIEU.- Non ! elle était applicable par l'intermédiaire d'un décret. Sans cela, nous n'aurions pas de problème. Je suis d'accord avec M. SCHWARTZ sur ses propositions.



- 11 -

M. HAMON.- Quel était l'avis de l'Assemblée Algérienne sur l'application en Algérie de la loi du 11 mai 1946 ?

M. SCHWARTZ.- Elle est hostile au décret Gouin, mais accepte la loi.

M. HAMON.- Donc tout le monde est d'accord pour accepter la loi de 1946. Il faudrait en outre demander l'avis de l'Assemblée algérienne sur ses modalités d'application.

M. SCHWARTZ.- Les lois sur la liberté de la Presse sont applicables de plein droit à l'Algérie, en vertu de l'article 9 de son statut; on ne peut pas lui ~~demander~~ son avis.

J'ajoute enfin que les journaux visés n'ont jamais été condamnés. Pourquoi le faire aujourd'hui, alors que le Gouvernement est resté passif.

M. LE PRESIDENT.- Il ne reste donc plus qu'à voter. Je mets aux voix les conclusions du Rapporteur tendant à la suppression des article 2 et 3 du texte de l'Assemblée Nationale et à l'adoption de l'article 1<sup>er</sup> amputé de son dernier membre de phrase.

Les propositions du Rapporteur sont adoptées par 18 voix contre 9.

Après un scrutin par appel nominal,

Ont voté pour :

MM. Bernard ( suppléé par M. Gaspard); Bonnefous, Delrieu, Deutschmann, Mme Devaud, MM. Enjalbert, Franck-Chante, Gadoin ( délégué : M. Franck-Chante); Gay ( délégué : M. Enjalbert); Lachèvre, de Lachomette, (délégué : M. Delrieu); de la Gontrie ( suppléé par M. Pinsard); Lodéon; Mahdi; Muscatelli; Restat; Rupied; Schwartz.

Ont voté contre :

MM. Assaillit; Bozzi ( délégué : M. Soldani); Champeix; Hamon; l'Huillier ; Marrane, Pic; Soldani, Verdeille, (délégué : M. Descomps).

La séance est levée à 13 heures.

Le Président,

*Le Président*



ML.

## CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

## Ordre du Jour

COMMISSION DE L'INTERIEUR (ADMINISTRATION GENERALE,  
DEPARTEMENTALE ET COMMUNALE, ALGERIE).

Présidence de M. Léon MUSCATELLI, Président.

Séance du jeudi 27 novembre 1952.

La séance est ouverte à 10 heures 30.

Présents : MM. BONNEFOUS, BOZZI, CHAMPEIX, DEUTSCHMANN, ENJALBERT, FRANCK-CHANTE, GAY, LE BASSER, L'HUILLIER, LODEON, MADHI, MARRANE, MUSCATELLI, RESTAT, SCHWARTZ, VERDEILLE.

Excusés : MM. ASSAILLIT, BERNARD, DELRIEU, Jacques GADOIN,

Absents : Mme Marcelle DEVAUD, MM. HAMON, LACHEVRE, de LACHOMETTE, de LA GONTRIE, PIC, RUPIED, SOLDANI, VAUTHIER, ZUSSY.



- 2 -

Ordre du Jour

=====

- I - Rapport de M. Delrieu sur le projet de loi (n° 529, année 1952) relatif aux conditions de recevabilité par les greffes des justices de paix et des mahakmas, des appels interjetés en matière musulmane.
- II - Désignation d'un rapporteur pour la proposition de résolution (n° 543, année 1952) de M. Schwartz, tendant à inviter le Gouvernement à prendre pour base, en ce qui concerne l'application des lois d'organisation municipale, le total général de la population des communes.

- - - -

Compte-rendu.

M. MUSCATELLI, Président. La séance est ouverte.

Le rapport de M. Delrieu, sur le projet de loi (n° 529, année 1952) relatif aux conditions de recevabilité par les greffes des justices de paix et des mahakmas, des appels interjetés en matière musulmane, est reporté à une date ultérieure, étant donné l'absence du rapporteur.

M. LODEON est nommé rapporteur de la proposition de résolution (n° 543, année 1952) de M. Schwartz, tendant à inviter le Gouvernement à prendre pour base, en ce qui concerne l'application des lois d'organisation municipale, le total général de la population des communes.

Mme DEVAUD est nommée rapporteur de la proposition de résolution (n° 584, année 1952), tendant à inviter le Gouvernement à fusionner les corps d'administrateurs civiles en un nombre limité de grands corps ayant vocation pour plusieurs ministères.

M. DEUTSCHMANN est nommé rapporteur de la proposition de loi, (n° 588, année 1952) tendant à compléter l'article 8 du décret du 23 prairial an XII sur les sépultures.

/...



I. 27.11.52.

57

- 3 -

M. SCHWARTZ est nommé rapporteur du projet de loi n° 586, année 1952) portant approbation d'une convention passée entre l'Etat et le département de la Moselle en vue de la cession à cette collectivité des anciens bâtiments du tribunal de Thionville.

La séance est levée à 11 heures.

Le Président,

*Georges L. T. T. T.*



## CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

COMMISSION DE L'INTERIEUR (ADMINISTRATION  
GÉNÉRALE, DÉPARTEMENTALE ET COMMUNALE, ALGERIE)

-!-!-!-!-!-!-!-!-!-

Présidence de M. MUSCATELLI, Président

-!-!-!-!-!-!-!-

Séance du mardi 16 décembre 1952

-!-!-!-!-!-

La séance est ouverte à 17 heures

-!-!-

Présents : MM. ASSAILLIT, DEUTSCHMANN, Mme DEVAUD, FRANCK-CHANTE,  
Jacques GADOIN, Léo HAMON, LE BASSER, L'HUILLIER,  
LODEON, MADHI, MUSCATELLI, PIC, RUPIED.

Excusés : MM. BOZZI, CHAMPEIX, SCHWARTZ.

Suppléant : M. DEBRE (de M. ZUSSY).

Absents : MM. BERNARD, BONNEFOUS, DELRIEU, ENJALBERT, GAY,  
LACHEVRE, de LACHOMETTE, de la GONTRIE, MARRANE,  
RESTAT, SOLDANI, VAUTHIER, VERDEILLE.

-!-!-!-!-!-!-

.../...



ORDRE DU JOUR

- Examen pour avis du projet de loi (n° 596, année 1952) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Finances et Affaires Economiques - I - Charges communes).

-!-!-!-!-!-!

COMPTE RENDU

M. LE PRESIDENT.- Mes chers Collègues, j'ai demandé à M. Debré, principal auteur de la réforme de la fonction publique promulguée en 1945, de bien vouloir venir devant la Commission afin de lui exposer le problème posé par l'article 2 du texte qui vous est soumis pour avis et qui porte création par les administrations centrales d'un nouveau corps de fonctionnaires appelés "attachés d'administration".

M. DEBRE.- Mes chers Collègues, je vous rappelle brièvement les origines de la réforme contenue dans l'ordonnance du 9 octobre 1945. L'Ecole Nationale d'Administration a été créée; d'une part, pour améliorer le standing des administrations centrales de l'Etat et, d'autre part, pour introduire plus d'unité dans les grands corps et les services centraux des Ministères. Les élèves sortant de l'E.N.A. forment le corps des administrateurs. Ces fonctionnaires assument des charges de direction. Leur corps doit être peu nombreux et, pour les aider dans leur tâche, l'on a créé parallèlement à l'E.N.A. le cadre des secrétaires d'administration. Ce corps des secrétaires d'administration était destiné à remplacer l'ancien corps des "Commis" qui, au fil des ans, avait perdu toute la valeur qu'il pouvait avoir à la fin du 19ème Siècle. Comme l'on ne pouvait pas repartir à zéro dans la réorganisation des Services de l'Etat, on a procédé à des intégrations dans le corps des administrateurs et dans le corps des secrétaires d'administration. J'aurais voulu que l'on pût créer un corps unique d'administrateurs interchangeables de ministère à ministère afin de lui conserver une homogénéité parfaite. Cela n'a malheureusement pas été possible et on a conservé un certain cloisonnement, pratiquement inévitable.

.../...



Dans l'ensemble, on a intégré un trop grand nombre de fonctionnaires dans le cadre des administrateurs et l'on a commis la même erreur pour les secrétaires d'administration. Nos efforts doivent tendre maintenant à diminuer le nombre des administrateurs civils, de façon qu'avec les années, seuls puissent porter ce titre les élèves de l'E.N.A.

*hétérogène* - Par ailleurs, le corps des Secrétaires d'administration est, à l'heure actuelle, très ~~hétérogène~~ hétérogène. Les jeunes secrétaires d'administration issus des concours créés depuis 1946 sont, dans l'ensemble, d'un niveau très relevé. Au contraire, ceux qui ont été intégrés n'ont pas les capacités suffisantes pour soulager efficacement les administrateurs. Le texte qui vous est soumis veut diminuer le corps des administrateurs civils et sélectionner les meilleurs des secrétaires d'administration. Quand un administrateur civil partira à la retraite, il sera remplacé par un attaché d'administration qui sera recruté au concours parmi les secrétaires d'administration.

Ce projet soulève certaines craintes chez les intéressés. Les administrateurs craignent que certains d'entre eux soient dégradés et transformés en attachés d'administration. Ces craintes ne me paraissent pas fondées, étant donné l'esprit de la réforme envisagée.

Les agents supérieurs craignent, eux, qu'on les assimile aux attachés d'administration, alors qu'à l'heure actuelle, ils sont plus près des administrateurs civils que des secrétaires d'administration. Leur crainte est assez justifiée mais je crois savoir que la Direction de la fonction publique envisage de porter leur indice maximum à 550 au lieu de 500, ce qui devrait les rassurer en les rapprochant davantage des administrateurs civils.

Quant aux secrétaires d'administration, ils sont représentés par deux syndicats : celui des "intégrés" et celui des éléments admis par concours.

Ceux qui ont été admis par concours sont favorables à la réforme, bien entendu. Quant aux autres, la réforme projetée ne les lèse en rien et ils sont indifférents. Peut-être, pourrait-on modifier le texte qui nous vient de l'Assemblée Nationale, de façon à rassurer complètement les intéressés.

M. PIC.- L'exposé de M. Debré nous éclaire complètement sur une réforme dont la portée échappait, il faut bien le dire, à la plupart d'entre nous. Je voudrais cependant faire état de quelques craintes qui se manifestent au sein de la fonction publique

La principale est celle-ci :

.../...



Si vous n'imposez pas de conditions de diplômes au concours d'attachés d'administration, vous allez créer un décalage d'indice tout-à-fait regrettable entre diverses catégories de fonctionnaires. En effet, je crois savoir que les attachés d'administration plafonneraient à l'indice 500. Cet indice est celui des professeurs licenciés qui est supérieur à celui des instituteurs. Vous aurez donc des instituteurs bacheliers qui seront moins payés que des attachés d'administration qui n'auront aucun diplôme. Cela va engendrer des protestations très vives dans le corps enseignant.

M. DEBRE.- Je puis donner l'assurance à M. Pic que le niveau du concours des attachés d'administration sera très supérieur à celui du baccalauréat. Par ailleurs, je crois que les diplômes sont une chose à considérer au moment où l'on passe un concours mais il me paraît absurde de juger des fonctionnaires après 10 ans de métier sur les diplômes qu'ils possèdent ou qu'ils ne possèdent pas. Tel sujet, qui est rentré dans un corps quelconque bardé de diplômes, peut très bien, au bout de plusieurs années, se révéler un fonctionnaire médiocre et l'inverse est vrai.

M. PIC.- Je suis d'accord sur ce point avec vous; étant moi-même professeur, j'ai des idées très précises sur la valeur des diplômes. Il n'empêche que ce texte remet en cause des indices acquis après bien des difficultés et qu'il soulèvera, vous n'en pouvez douter, de graves protestations.

M. DEBRE.- Je crois qu'il est tout à fait possible, pour les éviter, de modifier le texte de l'Assemblée Nationale en fixant ~~un certain~~ des conditions de diplômes pour passer le concours d'attaché d'administration.

Mme DEVAUD.- Je crois que c'est tout à fait indispensable. M. Debré ne craint-il pas que le concours, tel qu'il est envisagé, n'augmente le cloisonnement entre ministères, ce qui irait directement à l'encontre du but poursuivi par la réforme de 1945.

M. DEBRE. Non car le concours des attachés d'administration sera interministériel.

M. HAMON.- Je crois que les points de vue en présence sont conciliables en modifiant le texte qui nous vient de l'Assemblée Nationale.

Nous pourrions rassurer les administrateurs civils en précisant que, pour être attaché d'administration, il faudra faire acte de candidature, ce qui exclut par là même une crainte de dégradation d'office de certains administrateurs. Nous pourrions, par ailleurs, pour répondre aux vœux de M. Pic et de Mme Devaud



préciser que la Direction de la fonction publique déterminera les conditions des diplômes nécessaires pour se présenter aux concours d'attachés d'administration.

Ces deux modifications m'apparaissent de nature à mettre d'accord tout le monde.

M. LE PRESIDENT.- Je pense, en effet, que la solution proposée par M. Hamon est tout à fait acceptable. La Commission est-elle d'accord pour l'adopter ?

Assentiment.

M. LE PRESIDENT.- M. Léo Hamon pourrait être, dans ces conditions, chargé de rapporter notre avis devant le Conseil de la République.

Assentiment.

M. LE PRESIDENT. Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 18 heures 45.

Le Président,

*Le Président*



MJ.-  
CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

COMMISSION DE L'INTERIEUR

(ADMINISTRATION GÉNÉRALE, DÉPARTEMENTALE ET COMMUNALE, ALGERIE)

Présidence de M. Léon MUSCATELLI, président

Séance du jeudi 18 décembre 1952

La séance est ouverte à 11 heures 30

- Présents : MM. DELRIEU, DEUTSCHMANN, FRANCK CHANTE, Jacques GADOIN, de LA GONTRIE, LE BASSER, Waldeck L'HUILLIER, MUSCATELLI, PIC, SOLDANI, ZUSSY.
- Excusés : MM. ASSAILLÉ, Raymond BONNEFOUS, BOZZI, CHAMPEIX, ENJALBERT, Etienne GAY, LACHEVRE, LODEON, Abdallah MAHDI, SCHWARTZ.
- Absents : M. Georges BERNARD, Mme Marcelle DEVAUD, MM. Léo HAMON, de LACHOMETTE, Georges MARRANE, RESTAT, RUPIED, VAUTHIER, VERDEILLE.

.../...



- 2 -

ORDRE DU JOUR

I - Audition de M. Guy Petit, Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil, sur la proposition de loi (n° 517, année 1952) tendant à la réparation des préjudices de carrière subis par certains fonctionnaires.

II - Rapport de M. Delrieu sur la proposition de loi (n° 529, année 1952) relatif aux conditions de recevabilité par les greffes des justices de paix et des mahakmas, des appels interjetés en matière musulmane.

-:-:-:-:-

COMPTE RENDU

M. MUSCATELLI, président, ouvre la séance.

Le rapport de M. Delrieu sur la proposition de loi (n° 529, année 1952) relatif aux conditions de recevabilité par les greffes des justices de paix et des mahakmas, des appels interjetés en matière musulmane, est adopté sans débat.

+

+ +

M. SOLDANI.- Mes chers collègues, je vous confirme les termes de mon rapport sur la proposition de loi (n° 517, année 1952) tendant à la réparation des préjudices de carrière subis par certains fonctionnaires.

Je propose l'adoption sans modification du texte de l'Assemblée Nationale. Je crois savoir, en effet, que l'amendement présenté par mes collègues Pic et Le Basser figure sous forme d'un article nouveau dans la loi de finances. Nous n'avons donc qu'à réserver la question qui sera ainsi traitée séparément. Le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique est opposé à l'intégration nouvelle d'agents supérieurs. Si nous adoptons l'amendement c'est

.../...



- 3 -

tout notre texte qui risquerait de se trouver retardé devant l'Assemblée Nationale.

M. LE PRESIDENT.- Mes chers collègues, je viens de recevoir à l'instant une lettre de M. Guy Petit, Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil, qui confirme le point de vue de notre collègue.

Si vous permettez je vais vous en donner lecture.

"Monsieur le Président,

"Retenu en Conseil des Ministres demain jeudi 18 décembre, je ne pourrai, à mon grand regret, être entendu par votre Commission.

"Aussi, vous serai-je obligé de faire connaître à vos collègues les observations qu'appelle de ma part l'article additionnel au projet de loi Minjoz, déposé par M. Pic.

"Cet article tend à intégrer les Agents supérieurs bénéficiaires de l'ordonnance du 15 juin 1945 en qualité d'Administrateurs civils. Cette mesure vous est proposée au nom de l'équité, les empêchés de guerre n'ayant pas eu, selon les auteurs de l'article, la possibilité de se présenter à des concours particuliers, de 1940 à 1945, et un grand nombre d'entre eux n'ayant pu voir leur situation administrative examinée lors des opérations d'intégration.

"Le Gouvernement est opposé à l'adoption de cet article pour les raisons suivantes :

"1°- contrairement à ce que soutiennent les auteurs de l'article, les intéressés ont bénéficié de facilités particulières d'accès dans la Fonction publique.

"C'est ainsi que l'ordonnance du 15 juin 1945 a prévu, en faveur des empêchés de guerre, l'ouverture de concours spéciaux réservés à leur intention.

"Ces concours ont été organisés pour l'accès à l'Ecole Nationale d'Administration, en décembre 1945, octobre 1946 et octobre 1947. 165 candidats ont été reçus à ces épreuves, soit environ 1 sur 7, proportion très normale par rapport aux concours qui se sont déroulés de 1930 à 1945.

.../...



- 4 -

"D'ailleurs, dans son rapport sur les résultats du 3e concours spécial, le Président du Jury a souligné que, malgré la proportion élevée des candidats qui se présentaient pour la deuxième fois ou la troisième fois, la valeur des épreuves accusait par rapport à celle des concours précédents, une régression marquée ; que le Jury était unanime à conclure que le maintien des concours exceptionnels ne se justifiait plus et que, par suite de l'écémage résultant des promotions successives, il ne pouvait favoriser un bon recrutement.

"Il convient, en outre, de remarquer que les épreuves de ces concours étaient adaptées aux candidats, le Jury devant tenir compte, sous forme d'attribution d'une note civique, du degré du sacrifice consenti au cours des années d'occupation.

"Ces quelques explications démontrent qu'application a bien été faite aux empêchés de guerre de l'Ordonnance du 15 juin 1945.

"2°- Les raisons d'équité militent au contraire en faveur du rejet de cet article.

"En effet, si cet article était accepté, les 165 bénéficiaires de l'ordonnance du 15 juin issus des concours spéciaux se verraient gravement lésés. Ceux qui ne se sont pas présentés à ces concours ou qui, s'y étant présentés, n'ont pas été reçus, se verraient offrir la même carrière que ceux de leurs camarades qui ont fait l'effort méritoire de se présenter et de se préparer à ces épreuves. On peut dire que l'esprit de l'ordonnance du 15 juin 1945, qui a été respecté par le Gouvernement, serait ainsi ouvertement violé.

"3°- Ces intégrations qui porteraient sur plus de 100 personnes iraient à l'encontre de la politique du Gouvernement qui tend à résorber les effectifs des Administrateurs civils.

"Le 27 novembre dernier, l'Assemblée Nationale a adopté une disposition du projet de loi sur les Charges communes permettant cette résorption progressive. Toute intégration nouvelle dans le Corps des Administrateurs civils irait à l'encontre de cette disposition.

"4°- Enfin, une telle intégration serait génératrice de dépenses. Dans les Administrations où se trouvent les bénéficiaires éventuels de cette mesure, il n'y a généralement pas d'emplois vacants. On se trouverait donc dans l'obligation de nommer des Administrateurs en surnombre.

.../...



- 5 -

"Le traitement d'un Agent Supérieur étant inférieur à celui d'un administrateur civil, il en résulterait une dépense certaine qui peut être évaluée à 40 millions environ en année pleine.

"Telles sont les raisons pour lesquelles le Gouvernement a opposé l'article 48 du Règlement de l'Assemblée Nationale à l'amendement identique présenté par M. Ferri, le 13 décembre dernier.

"Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.

"signé : Guy PETIT."

Les conclusions de M. Soldani sont adoptées sans débat.

+

+ +

M. LE PRESIDENT.- Mes chers Collègues, vous savez que mardi nous entendons le Ministre de l'Intérieur. Certains d'entre vous m'ont déjà fait parvenir la liste des questions qu'ils poseront au Ministre.

D'autres ont-ils des questions à formuler ?

M. GADOIN.- J'aimerais connaître la position du Ministre sur deux points :

- le problème de la restitution à Gaz de France des usines à gaz communales;

- le problème de la désétatisation des polices dans les villes de moins de 10.000 habitants.

M. DEUTSCHMANN.- Voici mes questions :

que pense le Ministre : du prélèvement de 20 % perçu sur les travaux des entrepreneurs de la Seine au profit des établissements de secours nationaux :

du déficit de la Caisse Nationale de Retraites du personnel des collectivités locales.

.../...



- 6 -

D'autre part, le Directeur des Services Sanitaires à l'Education Nationale, qui était un médecin, par tradition, est maintenant un fonctionnaire administratif. Il a engagé 2.400 médecins à titre contractuel, ce qui va coûter 300 millions. Ce sont les collectivités locales qui vont sans doute faire les frais de l'opération car le taux de la participation de l'Etat reste inchangé. Que compte faire le Ministre ?

M. ZUSSY.- Je désirerais savoir, quant à moi, ce que pense le Ministre de l'Intérieur de l'accroissement continu des charges qui sont imposées aux communes pour l'entretien des collèges.

M. PIC.- Vous savez que le Parlement a voté, dans le courant de l'été dernier, une loi sur les indemnités des maires et adjoints qui sont désormais fixées par référence à des indices. Ces indemnités ont un caractère d'automatisme absolue et doivent être inscrits d'office dans les budgets communaux.

Or, je crois savoir que le Ministre de l'Intérieur a prescrit aux maires, par circulaire, d'informer les Conseils municipaux de l'inscription au budget des dépenses nécessaires.

Il me semble que cette circulaire est contraire à l'esprit de la loi et j'aimerais obtenir des éclaircissements du Ministre sur ce point.

M. GADOIN.- Je crois que la loi n'est pas d'une clarté absolue à ce sujet. Elle laisse place à des interprétations différentes, c'est sans doute ce qui explique la position du Ministre de l'Intérieur.

M. PIC.- M. Pinton, qui s'excuse d'être absent, aimerait demander au Ministre la date à laquelle paraîtront les décrets d'application de la loi portant statut des agents communaux.

M. LE PRESIDENT.- Il a été pris bonne note de vos questions et je les transmettrai très rapidement au Ministre de l'Intérieur.

Je crois savoir que quelques uns de nos collègues ont émis le vœu que la Commission soit régulièrement saisie des rapports de l'Inspection Générale.

Je transmettrai également ce désir au Ministre de l'Intérieur.

La séance est levée à 11 heures 30

Le Président,

*Carace Teiller*



COMMISSION DE L'INTERIEUR ( ADMINISTRATION  
GENERALE, DEPARTEMENTALE ET COMMUNALE, ALGERIE )

Présidence de M. RUPIED, Président d'âge

Séance du vendredi 16 Janvier 1953

La séance est ouverte à 16 heures

Présents : MM. Georges BERNARD, Raymond BONNEFOUS, BOZZI,  
CHAMPEIX, DELRIEU, DEUTSCHMANN, ENJALBERT,  
FRANCK-CHANTE, Jacques GADOIN, Léo HAMON,  
LACHEVRE, de LA GONTRIE, LE BASSER, Waldeck  
LHUVILLIER, LODEON, Abdallah MAHDI, Georges  
MARRANE, MONTPIED, Léon MUSCATELLI, PIC, PIDOUX  
DE LA MADUERE, RESTAT, RUPIED, SOLDANI, VERDEILLE  
ZUSSY.

Délégué : M. RUPIED, par M. SCHWARTZ

Suppléants: MM. BERTAUD, POHER, ROUX.

Absents : MM. ASSAILLIT, Mme Marcelle DEVAUD, VAUTHIER.



ORDRE DU JOUR

- 2 -

Constitution de la Commission.

COMPTE RENDU

Le doyen d'âge, M. RUPIED, ouvre la séance.

Mes chers collègues, l'ordre du jour appelle l'élection de votre bureau.

Y-a-t-il des candidats ?

M. BONNEFOUS.- Etant donné le climat qui a régné tout au long de la journée pour l'élection des bureaux des différentes commissions, je propose la reconduction du bureau sortant.

M. POHER.- Le Groupe M.R.P. propose la candidature de M. Léo HAMON.

M. WALDECK L'HUILLIER.- Le groupe communiste propose la candidature de M. Marrane.

M. CHAMPEIX.- Le groupe socialiste, avait l'intention de voter la reconduction du bureau sortant; puisque d'autres candidatures sont proposées, nous demandons une suspension de séance de 10 minutes. La suspension est accordée.

A la reprise de la séance, les candidats en présence sont : MM. Léo HAMON, MARRANE et MUSCATELLI.

Il est procédé au scrutin à bulletins secrets. Les résultats du vote sont les suivants :

Nombre de votants .....	30
Bulletins blancs .....	2
Suffrages valablement exprimés..	28
Majorité absolue .....	15

Ont obtenu :

M. MUSCATELLI .....	15 voix
M. HAMON .....	3 voix
M. MARRANE .....	2 voix
Divers .....	8 voix

M. MUSCATELLI ayant obtenu la majorité absolue est proclamé élu.

Le Président,



I. 16.1.53

71

- 3 -

M. LE PRESIDENT.-

Nous allons procéder maintenant à l'élection de deux vice-présidents. Les candidatures de MM. DEUTSCHMANN, FRANCK-CHANTE et VERDEILLE sont présentées.

Les résultats du vote sont les suivants :

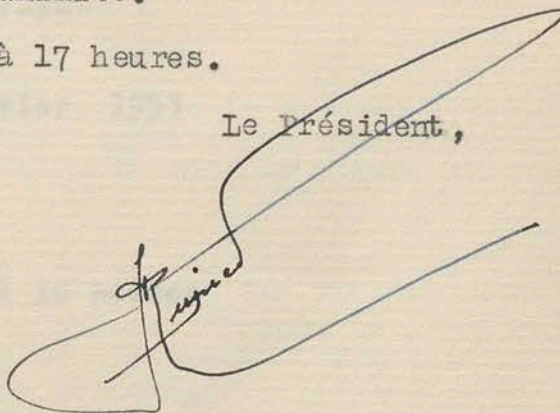
M. VERDEILLE .....	28
M. FRANCK-CHANTE .....	20
M. DEUTSCHMAN .....	7
Divers .....	2

MM. VERDEILLE et FRANCK-CHANTE ayant obtenu la majorité absolue sont élus vice-présidents.

MM. VAUTHIER et GADOIN sont ensuite réélus secrétaires à mains levées et à l'unanimité.

La séance est levée à 17 heures.

Le Président,





## CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

## ORDRE DU JOUR

- Examen pour avis du budget du Ministère de l'Intérieur (n°s 637, 662, année 1952).

## COMMISSION DE L'INTERIEUR

(ADMINISTRATION GENERALE, DEPARTEMENTALE ET COMMUNALE, ALGERIE)

Le Président, M. MUSCATELLI, ouvre la séance et donne la parole à M. Le Bassier, rapporteur pour avis.

-----

M. Le Bassier. - Mes chers Collègues, le rapport établi par la Commission du budget des Finances est très placé, surtout, au point de vue de la situation des collectivités locales.

Présidence de M. Léon MUSCATELLI, président

-----

Séance du jeudi 22 janvier 1953

Plusieurs décrets ont été adoptés concernant les pouvoirs des Préfets en matière d'autorisation de marchés passés par les communes.

-----

Ces mesures représentent aussi des économies. La réforme administrative est aussi très importante dans le cadre de l'Assemblée Nationale. Le plan de prêts et d'équipement n'est toujours pas ordonné bien que de prérogative ait été prise pour elle.

La séance est ouverte à 10 heures

-----

Présents : MM. Raymond BONNEFOUS, BOZZI, DELRIEU, DEUTSCHMANN, ENJALBERT, Jacques GADOIN, Léo HAMON, de LA GONTRIE, LE BASSIER, Waldeck l'HUILLIER, LODEON, Abdallah MAHDI, Georges MARRANE, MONTPIED, Léon MUSCATELLI, PIC, PIDOUX de la MADUERE, RESTAT, RUPIED.

Excusés : MM. ASSAILLIT, Georges BERNARD, CHAMPEIX, Mme Marcelle DEVAUD, MM. FRANCK CHANTE, SCHWARTZ.

Suppléant : M. Abdenmour TAMZALI.

Absents : MM. LACHEVRE, SOLDANI, VAUTHIER, VERDEILLE, ZUSSY.

---



ORDRE DU JOUR

- Examen pour avis du budget du Ministère de l'Intérieur (n<sup>os</sup> 637, 662, année 1952).

-:-:-:-

COMPTE RENDU

Le Président, M. MUSCATELLI, ouvre la séance et donne la parole à M. Le Bassier, rapporteur pour avis.

M. LE BASSIER.- Mes chers Collègues, le rapport établi par M. Masteau au nom de la Commission des Finances est très complet. Il ne s'agit donc pas de le répéter. Je veux me placer, surtout, au point de vue de la situation des collectivités locales.

Qu'a-t-on fait pour elles ?

Essentiellement quelques mesures de déconcentration. Plusieurs décrets ont, notamment augmenté les pouvoirs des Préfets en matière d'autorisation de marchés passés par les communes.

Ces mesures représentent assez peu de choses. La réforme administrative dort toujours. La réforme des finances locales dort tout aussi tranquillement dans les cartons de l'Assemblée Nationale. La caisse de prêts et d'équipement n'est toujours pas créée bien que le fonds de péréquation ait prévu pour elle une certaine dotation de démarrage.

Par contre, on relève une augmentation des charges mise sur le compte des communes : police, frais d'éclairage, frais d'assistance, etc...

Je rappelle, également, le problème connu de l'hygiène scolaire.

Au total, l'Etat augmente ses dépenses mais augmente ses recettes, ce qu'il refuse précisément aux communes.

Regrettons, une fois de plus, que le véritable tuteur des collectivités locales soit le Ministre des Finances et non celui de l'Intérieur.

.../...



- 3 -

Mentionnons au passage les éternels problèmes des Centres d'Administration Territoriale, de la main-d'oeuvre Nord-Africaine, de la protection civile, du fonds routier, de Gaz de France, du recensement.

M. PIC.- Sur ce point, je vous indique que, le 20 décembre 1952, l'Assemblée Nationale a tranché la question en faveur des communes.

M. LE BASSER.- Très bien ! Enfin, vous savez que le nouveau Gouvernement va prendre des lettres rectificatives, nous aimerions bien savoir sur quels points exacts elles porteront.

Voici donc le cadre de mon intervention.

M. RUPIED.- Je voudrais revenir une seconde sur la question des usines à gaz.

Le Conseil d'Etat a rejeté les prétentions de Gaz de France.

C'est pour cela que le Gouvernement avait introduit dans la loi de finances l'article 76, qui a été disjoint par l'Assemblée Nationale le 20 décembre, et qui permettait à Gaz de France ou bien de supprimer le gaz dans beaucoup de petites villes ou bien alors de mettre l'exploitation des usines déficitaires à la charge des municipalités. Ceci aurait des conséquences terribles pour les villes et les usagers.

Il est inadmissible que Gaz de France fasse supporter aux communes les frais de sa négligence à rendre rentables ses petites exploitations gazières, car ces usines à gaz de faible importance, non nationalisées, ont toujours été rentables.

M. PIC.- Ce n'est pas Gaz de France qui a demandé de mettre sur le dos des villes le déficit des petites exploitations gazières. C'est une question très compliquée.

A l'origine de la nationalisation, Gaz et Electricité de France devaient équilibrer leurs budgets ensemble par péréquation.

Par une loi de finances on a supprimé cet état de choses, les deux sociétés doivent maintenant équilibrer leurs budgets séparément.

.../...



- 4 -

Gaz de France a demandé une autorisation de relèvement des tarifs qui a été refusée par M. Pinay. Gaz de France a donc été amené à prendre toutes mesures propres à équilibrer son budget. Gaz de France a essayé d'assouplir autant que possible ces mesures prises en vertu de l'article 16 de la loi du 5 janvier 1952 sur les investissements mais c'est évidemment insuffisant.

La solution du problème consiste à supprimer cet article et à mettre à la disposition de Gaz de France les crédits utiles pour moderniser les petites usines à gaz.

C'est ce qu'a fait l'Assemblée Nationale, en ce qui concerne l'article 16 seulement, par l'adoption de l'article 27 sextiès de la loi de finances.

Il reste à trouver, maintenant, les crédits pour Gaz de France.

M. GADOIN.- Seul le Gouvernement a voté, à l'Assemblée Nationale, contre l'article 27 sextiès de la loi de finances, qui a été adopté par 400 voix. Espérons que le Conseil de la République votera aussi cet article.

M. RUPIED.- Au lieu de faire des dépenses somptuaires, Gaz de France n'a qu'à moderniser ces petites usines, les crédits seront ainsi trouvés facilement.

M. DEUTSCHMANN.- Tout à fait d'accord. La loi de base de nationalisation devrait être revue car elle est pleine de défauts.

M. GADOIN.- Sur un autre sujet, celui de la police d'Etat, vous connaissez la situation. Nous ne savons plus où nous en sommes. On devait supprimer la police d'Etat dans les villes de moins de 10.000 habitants, puis on n'a rien fait. Il faudra interroger le Ministre sur ce point. Je rappelle aussi la question des indemnités des maires et adjoints. L'inscription au budget communal de cette indemnité est-elle obligatoire ou non ?

M. MARRANE.- Je propose une réduction de 1.000 francs sur un chapitre quelconque pour réclamer au Ministre un projet de loi modifiant la loi à laquelle fait allusion M. Gadoin.

M. HAMON.- Dans les dispositions spéciales du Budget nous n'avons qu'à modifier la loi.

(Assentiment).

.../...



- 5 -

M. L'HUILLIER.- Je propose, également, un article additionnel au sujet de la situation des communes de la Seine quant à la taxe locale.

M. HAMON.- Tout d'abord, regrettons que M. Brune n'ait pas continué la tradition instaurée par M. Jules Moch consistant à la publication d'une notice explicative sur le budget.

Ensuite, il faudra demander au Ministre ce qu'il pense de la situation des auxiliaires départementaux qui ont une situation par trop instable.

Que pense-t-il également de la situation des Nord-Africains et de la situation du Fonds de Progrès Social en Algérie?

Il faudrait également mettre à la disposition des Préfets des postes non préfectoraux car la carrière est complètement bouchée.

M. MUSCATELLI.- Je suis d'accord sur ce dernier point. Le Ministre m'a fait savoir qu'il songeait à rétablir les Préfets délégués auprès des Inspecteurs généraux en mission extraordinaire.

M. RUPIED.- Solution incohérente ! Ces postes ont été supprimés l'an dernier...

M. MARRANE.- Est-ce qu'il ne serait pas plus simple de supprimer les Préfets en surnombre ? Cela serait beaucoup plus simple.

M. MUSCATELLI.- Quant au Fonds de Progrès Social, M. Brune m'a invité à y siéger. Je vous tiendrai donc informés de ses travaux.

M. de la MADUERE.- Je rappelle l'utilité du recensement. Il faudrait obtenir du Ministre l'assurance qu'il fera tout pour qu'il soit procédé à cette opération dans les plus brefs délais.

M. LE PRESIDENT.- Personne n'a d'autres questions à poser ? La séance est levée.

La séance est levée à 12 heures.

Le Président,

*L'ancien ministre*



COMMISSION DE L'INTERIEUR ( ADMINISTRATION  
GENERALE, DEPARTEMENTALE ET COMMUNALE, ALGERIE)

Présidence de M. MUSCATELLI, Président

Séance du mardi 27 janvier 1953

La séance est ouverte à 10 heures

Présents : MM. ASSAILLIT, Georges BERNARD, BOZZI, CHAMPEIX,  
DELRIEU, DEUTSCHMANN, Mme Marcelle DEVAUD, MM.  
ENJALBERT, FRANCK-CHANTE, Jacques GADOIN, Léo  
HAMON, de LA GONTRIE, LE BASSER, Waldeck L'HUILLIER  
LODEON, Abdallah MAHDI, Georges MARRANE, Léon  
MUSCATELLI, PIC, RUPIED, SCHWARTZ, SOLDANI,  
VERDE ILIE.

Excusés : MM. MONTPIED, RESTAT, ZUSSY.

Délégué : M. DELRIEU de M. BONNEFOUS.

Absents : MM. LACHEVRE, PIDOUX DE LA MADUERE, VAUTHIER.



## ORDRE DU JOUR

- 2 -

Audition de M. Charles BRUNE, Ministre de l'Intérieur, portant sur le budget de son Département.

## COMPTE RENDU

M. LE PRESIDENT.- La séance est ouverte. Je vais sonner la parole à M. le ministre qui répondra aux questions qui ont fait l'objet d'un échange de vues entre nous. Ensuite, si certains commissaires ont des questions nouvelles à poser, M. le Ministre se fera un plaisir d'y répondre.

M. LE MINISTRE.- Monsieur le président, je vous remercie de choisir cette méthode de travail.

Première question.- Modification du régime des divisions dans les préfectures.-

M. LE MINISTRE.- Le ministère de l'Intérieur n'a pas fixé lui-même le nombre de divisions nécessaires à chaque département. Il s'est borné en 1942 à donner un cadre pour l'organisation des préfectures, compte tenu de l'importance des départements du point de vue population, activité économique, etc.. Les préfectures comportent de une à cinq divisions. Chaque division comprend deux et même trois bureaux. C'est une question d'organisation interne. Vous avez lu cette question dans le rapport de l'inspection générale. Au moment, où des tâches nouvelles vont être demandées aux préfectures, il est difficile de leur fixer un cadre. Mais, compte tenu de ces tâches, nous envisageons de donner de nouvelles directives aux préfets.

M. LE BASSER.- Certaines sous-préfectures ne semblent pas indispensables. Je sais que M. Jules Moch nous a répondu que, s'il supprimait des sous-préfectures, un prochain gouvernement les rétablirait, comme cela est déjà arrivé une fois, ce qui entraîne plus de dépenses que d'économies.

M. LE MINISTRE.- Un certain nombre de sous-préfectures n'ont pas une tâche très importante. Je souhaiterais, si une suppression de sous-préfectures devait être envisagée, qu'elle soit précédée d'un accord des parlementaires du département.

2ème question.- Retraite des sapeurs-pompiers de Paris.

.../...



M. LE MINISTRE.- Nous avons demandé que le régime de retraite des sapeurs-pompiers soit différent du régime normal. Ce corps est, en effet, caractérisé par un petit nombre de gradés et par la lenteur de l'avancement. Les officiers de ce corps ne peuvent pas prétendre arriver, en fin de carrière, au même grade que les officiers de gendarmerie ou des corps de troupe. Pour remédier à cette situation, nous avons proposé que la retraite soit égale au dernier traitement d'activité. Une longue discussion s'est instaurée à l'Assemblée nationale et il a été admis que le régime que nous proposons serait applicable aux seuls sous-officiers.

Cette décision est regrettable. Avec le système adopté par l'Assemblée Nationale, un adjudant aura une retraite supérieure à celle d'un sous-lieutenant. Je souhaite que mes collègues du Conseil de la République présentent un amendement qui reprenne les propositions du Gouvernement sur cette matière.

M. LE BASSER.- Ce serait une novation dans le cadre des retraites. Ne craignez-vous pas que cela crée un précédent ?

M. LE MINISTRE.- C'est l'observation qu'a présentée le rapporteur de la commission des finances. En créant un régime spécial pour les pompiers, les gendarmes et les autres corps ne manqueraient pas de s'en réclamer. Mais l'avancement dans la gendarmerie est nettement plus rapide que dans les sapeurs-pompiers.

M. BOZZI.- Je comprendrais que la pension de retraite fût une proportion plus ou moins forte du traitement d'activité, mais évaluer la pension de retraite au traitement d'activité, c'est nouveau. Ce serait la seule administration dans laquelle existât ce système.

M. DE LA GONTRIE.- C'est en raison de la situation spéciale de ce corps.

M. ASSAILLIT.- Pour éviter que d'autres fonctionnaires demandent le même avantage, il serait préférable de donner une situation particulière aux pompiers.

M. LE MINISTRE.- Je ne demande pas à créer un précédent qui peut être dangereux, mais je cherche à donner, à des hommes qui ont servi, la récompense de leurs services. D'une manière comme d'une autre, c'est une novation, que vous remontiez le plafond des retraites au-dessus de 80 % du traitement d'acti-



vité ou que vous instituiez une indemnité spéciale.

M. ASSAILLIT.- Il vaut mieux leur donner un traitement supérieur que de dépasser le plafond de 80 % qui est le principe même de la pension.

M. LE MINISTRE.- Nous ne pouvons pas donner un avancement supérieur. Nous risquons d'avoir quatre hommes commandés par un commandant.

Mme Marcelle DEVAUD.- Ne pourriez-vous pas envisager une bonification accordée au grade à partir d'un certain temps de service dans le grade. Ce serait un avancement personnel en dehors de l'avancement normal.

M. LE MINISTRE.- Ce sont des militaires. Ils entrent dans le cadre militaire. Nous avons des difficultés à trouver des officiers d'infanterie qui acceptent de servir dans les pompiers. Nous recrutons difficilement. M. le Ministre de la guerre et moi-même avons eu beaucoup de mal à trouver un colonel de valeur pour commander le régiment des sapeurs-pompiers de Paris.

M. WALDECK-L'HUIILLIER.- Rétablissez les compagnies locales de sapeurs et les libertés communales.

Troisième question.- Quelle sera la situation des C.R.S. en cas de formation de l'armée européenne.

M. LE MINISTRE.- Le projet de traité instituant une communauté européenne de défense prévoit que des forces de police et de gendarmerie exclusivement préposées au maintien de l'ordre intérieur peuvent être recrutées ou maintenues au sein des états membres en conservant leur caractère national. (Art. 11) et que la défense intérieure des territoires des états membres contre les attaques de toutes natures ayant un but militaire provoquées ou effectuées par un ennemi extérieur est assurée par les formations homogènes de statut européen spécialisées pour chaque état membre dans la mission de défense de son territoire ( article 16).

La question se pose de savoir quel est l'article applicable aux C.R.S. Si l'on considère les C.R.S. en temps de paix, ce sont des forces de police exclusivement préposées au maintien de l'ordre intérieur. Elles entrent dans la catégorie prévue à l'article 11.

Si l'on considère leur mission en temps de guerre,  
.../



le décret du 29 Septembre 1950 sur la défense en surface prévoit que la mission des C.R.S. est le maintien de l'ordre et toute autre fonction de défense en surface.

Doit-on les considérer alors comme faisant partie des formations homogènes de statut européen chargées de la défense intérieure du territoire des états membres conformément à l'article 16 du traité.

La réponse est négative.

Telle est, d'ailleurs, l'opinion du ministre des Affaires Etrangères qui, dans une lettre adressée le 12 septembre 1952 au ministre de l'intérieur s'exprime ainsi : " Afin de ne pas contrevenir à l'article 16 du traité, il ne sera pas procédé au recrutement de formation de défense intérieure en surface dans un cadre purement national. Ceci n'affecte pas, bien entendu, le statut de la police, de la gendarmerie et des C.R.S. qui, conformément à l'article 11 du traité restent des formations nationales :

Quatrième question.- Situation des Polices municipales.

M. LE MINISTRE.- Cette question a donné lieu, aussi bien devant la commission des finances que devant la commission de l'Intérieur de l'Assemblée Nationale, à une discussion très poussée. Par suite de la compression des effectifs de police, on a été amené à supprimer la police d'Etat dans un certain nombre de communes. Certaines municipalités s'en sont réjouies, d'autres ont protesté contre cette suppression. Il est difficile d'établir un critère numérique, au point de vue de la population des villes, pour supprimer la police d'Etat. Il faut considérer, aussi, l'activité économique de la commune, les risques de troubles, les nécessités de maintien de l'ordre. C'est la raison pour laquelle il a été procédé, par les services de la Sûreté Nationale, à une étude portant sur les nécessités du maintien de l'ordre dans les communes d'une certaine importance pour savoir si, dans certaines, la police d'Etat peut être supprimée et si, dans d'autres, elle doit être rétablie.



Voilà où en est la question.

J'avais une idée au point de vue organisation de la police. Je pensais que la base de la police devait être les compagnies de C.R.S. Comme elles sont des éléments mobiles, elles devaient être constituées d'éléments jeunes et bien entraînés. Par la force des choses, ces éléments ne peuvent plus répondre au but qui leur avait été assigné. On pourrait faire une sorte de glissement des C.R.S. dans les corps de police d'état. Nous aurions de cette façon des hommes incontestablement mieux entraînés que ceux qui existent actuellement dans les polices municipales.

M. BOZZI.- Les maires se trouvent actuellement infériorisés par rapport au régime antérieur. Ainsi, par exemple, dans une ville de 22.000 habitants (Charleville) dont le commissariat central se trouve à Mézières, je ne reçois le rapport que par l'intermédiaire du commissariat central, si bien qu'il arrive que je ne sois au courant de ce qui se passe dans ma ville qu'après en avoir eu connaissance par la presse locale.

M. LE MINISTRE.- Je comprends fort bien la justesse de l'observation de M. Bozzi. Cela ne m'avait pas échappé puisque le 21 août 1952 j'ai adressé une circulaire aux Préfets, leur demandant d'intervenir pour que les rapports entre les maires et les polices d'Etat soient extrêmement attentifs. Il est inadmissible qu'un maire, qui a la responsabilité du maintien de l'ordre dans sa commune, soit informé par les journaux de ce qui se passe. Croyez que je suis prêt à intervenir pour que cesse cet état de choses.

M. BOZZI.- D'autre part, je dispose actuellement du même effectif de policiers qu'avant la guerre. Etat donné l'évolution des circonstances, cet effectif est maintenant insuffisant, car on a modifié les postes de garde, les permanences, etc... Ainsi, l'effectif qui est affecté à la police proprement dite est extrêmement réduit.

M. LE MINISTRE.- Nous avons été obligé de réduire les effectifs pour les raisons que vous connaissez. Ce n'est pas le ministère de l'intérieur qui a proposé cette mesure. Ce que vous dites est exact pour de nombreuses localités ; j'ai pu le constater lors des incidents survenus dans le Doubs au début de 1952, où l'on avait demandé des corps supplémentaires à Montbéliard et à Audaincourt. Augmenter les effectifs sur une localité c'est, pratiquement, dégarnir d'autres postes. C'est ce à quoi je pensais lorsque j'avais demandé la création de dix nouvelles compagnies de C.R.S.

/...



- 7 -

M. RUPIED.- Avez-vous constaté, Monsieur le Ministre, qu'il y a une certaine disparité entre les communes pourvues de services d'Etat et celles qui sont obligées de recruter et de payer leurs agents de police ? Vous savez que les maires ont beaucoup de difficultés pour équilibrer les budgets communaux. N'y aurait-il pas possibilité de certains aménagements ou d'indemnités ? Il s'agit, en réalité, d'un service d'Etat et ces services devraient dépendre du budget national plutôt que du budget communal.

M. LE MINISTRE.- Dans certaines communes où existe la police d'Etat, les tâches des fonctionnaires de police sont nettement diminuées. Il y a effectivement, reconnaissons-le une police d'Etat qui coûte cher à l'Etat et une police municipale qui coûte cher aux communes qui n'ont pas une police d'Etat.

Mais il était difficile - nous avons étudié la question - d'établir une caisse de péréquation parce que les charges sont variables d'une commune à l'autre.

M. RUPIED.- Il faudrait que la question soit envisagée lors de la réforme des finances locales.

M. BERNARD.- Je suis obligé de faire remarquer qu'il y a un grand changement dans l'esprit des commissaires de police à l'heure actuelle. Ils sont disposés à avoir beaucoup plus de contacts directs avec les mairies et à admettre que les maires participent quelque peu à la direction de la police de leur ville.

M. LE BASSER.- Le taux de participation des communes à ces polices d'Etat n'a-t-il pas été élevé dans des proportions importantes au cours de l'année ?

M. LE MINISTRE.- En 1952, ce taux a été porté, pour Marseille à 165 francs ; pour les communes suburbaines de la Seine à 165 francs ; pour les communes de plus de 100.000 habitants, à 112 francs ; pour les communes de 50.000 à 100.000 habitants, à 75 francs ; pour les communes de 10.000 à 50.000 habitants à 45 francs ; et pour les villes au-dessous de 10.000 habitants, à 22 francs.

Nous avons été forcé d'augmenter le barème applicable en 1952, parce que les charges supportées par l'Etat étaient véritablement débordantes.

/...



M. MARRANE.- Cela fait 150% d'augmentation pour les communes de la Seine.

M. LE MINISTRE. Ce n'est pas cher, pour avoir une bonne police !

M. LE PRESIDENT.- Une question vous a été posée, Monsieur le Ministre, concernant la protection civile.

M. LE MINISTRE.- Le Ministre de l'Intérieur étant responsable de la protection civile, cette question m'a préoccupé, dès mon arrivée au Ministère. Or, je me suis trouvé, comme mes prédécesseurs qui se sont attachés à cette question depuis 1945, devant un programme, mais aucune réalisation. Quand j'ai demandé le montant des dépenses nécessaires à l'organisation de la protection civile telle qu'elle avait été conçue, on m'a indiqué un chiffre que j'ai quelque hésitation à vous donner : 780 milliards... Il est évident qu'une telle conception ne peut pas être retenue.

Nous avons donc repris l'étude de la question car nous estimons que la protection civile est un des éléments de la défense nationale. Nous savons tous que le côté psychologique joue énormément, notamment au début d'un conflit.

Nous sommes arrivés actuellement à établir un programme dont la réalisation nous amènerait à des dépenses de l'ordre de 65 milliards. Je n'ai pas pu les obtenir, mais j'avais obtenu, en 1952, l'inscription de 7 milliards dont nous n'avons pas pu, du reste, disposer, puisqu'ils ont été reversés à la défense nationale pour compenser l'insuffisance de certains crédits de fabrication.

\*

J'ai demandé, pour 1953, un crédit de 7 milliards : 4 dans la tranche conditionnelle et trois dans la tranche inconditionnelle. Sur les trois milliards un abattement de un milliard a été opéré pour réaliser les 80 milliards d'économies prévus par le Gouvernement afin de diminuer ce que l'on appelle "l'impasse". Hier, ce crédit de deux milliards a été distrait du budget de la défense nationale, pour être utilisé par le Ministère de l'Intérieur dans la limite de 1.400 millions et par le Ministère de la Santé Publique, pour les 600 millions restants.

Nous nous efforçons de mettre en place les éléments de réalisation du plan que j'ai fait adopter dans ses grandes lignes

/...



par le comité supérieur de la défense nationale. Nous pourrions ainsi réaliser un système d'alerte et prévoir les évacuations, car il faut savoir que, si par palheur une guerre survenait, ou simplement une mobilisation, un certain nombre d'éléments refluerait de l'Allemagne occidentale vers nous. Le chiffre que l'on peut prévoir serait de l'ordre de 1.500.000 à 2.000.000 d'habitants, les uns, devant séjourner en France; d'autres, ne faisant qu'y passer.

Vous voyez donc tous les problèmes de transfert, d'hébergement, d'alimentation qui se posent. A noter également que nous serions exposés à des attaques aériennes massives et qu'il serait nécessaire de disposer d'éléments mobiles rapides pour porter secours aux blessés.

Toutes ces tâches supposent des crédits qui, jusqu'ici, ne nous ont été donnés qu'avec parcimonie, mais qui nous permettent malgré tout d'établir un cadre nécessaire.

Je ne puis que regretter que l'on n'ait pas compris en France toute l'importance de ce grave problème que d'autres pays ont infiniment mieux compris, sans parler de l'Angleterre où les conditions de la guerre ont été différentes de ce qu'elles ont été en France et pour qui la protection civile existe depuis 1914.

M. LE BASSER.- Ne seriez-vous pas partisan, Monsieur le Ministre, d'une concentration des efforts qui ont l'air dispersés entre le budget de la Défense Nationale, celui de l'Intérieur et celui de la Santé ?

M. LE MINISTRE.- La protection civile est un des éléments de la défense nationale, mais je pense que la défense nationale ne peut pas gérer les crédits de la protection civile. C'est pourquoi nous avons demandé ce transfert au budget de l'intérieur, dans la loi de finances. Cette protection touche non seulement le ministère de l'intérieur, mais aussi le ministère de la santé publique, celui des travaux publics, du travail, etc... Personnellement, j'avais soutenu au Président Pinay qu'il était souhaitable qu'il y ait en France un homme responsable de l'ensemble de l'organisation de la protection civile. Ce sont des idées toutes personnelles que je vous expose ici.

M. LE BASSER.6 Il est dit dans le budget qu'il y a des subventions pour les départements pauvres. Ces départements pauvres ont aussi des recours du fait qu'ils sont pauvres. N'y aurait-il pas lieu de tout conjoindre sur la caisse de péréquation ?



M. LE MINISTRE.- Le Ministère de l'Intérieur considère que la Caisse de péréquation pourrait prendre à sa charge les dépenses afférant aux départements pauvres d'une façon plus substantielle. Cette subvention, inscrite au budget est particulièrement défendue par les représentants des départements pauvres et vous comprendrez que je n'ai pas voulu entrer en conflit avec les représentants de ces départements qui sont au nombre de cinq : les Basses-Alpes, les Hautes-Alpes, la Creuse, la Lozère et la Corse.

M. WALDECK-L'HUILLIER.- Le fonds national de péréquation a été constitué par la loi de 1948. Je veux rappeler aux sénateurs qui sont membres de ce fonds de péréquation que ce dernier a renouvelé un geste généreux, très généreux peut-être. La répartition qui était faite auparavant sur la base d'un cinquième aux départements et de quatre cinquièmes aux communes, est maintenant de  $1/4$ ,  $3/4$ . Il s'agit là d'un véritable cadeau aux départements pauvres, de l'ordre de 3 ou 4 milliards.

M. LE MINISTRE.- Quand on voit les difficultés qu'ont les départements pour résoudre les questions budgétaires, je crois qu'il s'agit là d'une modification heureuse.

M. CHAMPEIX.- Tous les budgets départementaux sont malsains car la majorité des crédits est absorbée par l'assistance publique.

M. LE MINISTRE.- La question de l'assistance publique est à reprendre entièrement. Tant que l'on n'aura pas résolu la question, les départements ne pourront pas équilibrer honnêtement leurs budgets.

M. WALDECK L'HUILLIER.- Si les communes de la Seine ont pris cette décision, elles l'ont fait en toute connaissance de cause. Cela représente, en moyenne, pour les communes de la Seine, une somme de 100 millions. Et les communes de la Seine ne participent pas au fonds de péréquation.

M. LE MINISTRE.- En ce qui concerne le mode de répartition du reliquat du fonds de péréquation, je puis vous dire que le comité de répartition s'est réuni le 16 janvier. Le reliquat de la taxe locale est maintenu à 400 francs par habitant pour les départements ; pour les communes, il est de 250 à 1300 francs, mais les conseils généraux pourront l'augmenter jusqu'à concurrence de 1.500 francs.



- 11 -

Le comité a, par ailleurs, pris un certain nombre de mesures qui vont accélérer le versement des diverses attributions. Le fonds disposera, pour 1952, d'un reliquat de 7.600 millions. Pour l'année 1953, le fonds disposera de la somme de 31 milliards dont 1/4 pour les départements et 3/4 pour les communes.

M. VERDEILLE.- Monsieur le Ministre a reconnu que la question des lois d'assistance était grave et qu'il y avait une nécessité impérieuse à étudier ce problème. Je voudrais que nous ayons la promesse qu'une étude sera faite et je désirerais savoir sur quelle date on peut compter. L'administration des conseils généraux est encore plus difficile que l'administration des communes, cela ne veut pas dire que l'administration des communes soit facile - la situation des collectivités locales est extrêmement délicate.

Devant ces charges, on nous objecte chaque fois que nous devons les accepter les yeux fermés, car ce sont des dépenses obligatoires. Si le caractère de ces dépenses est obligatoire, les modalités d'application n'échappent pas à notre contrôle, si nous voulons <sup>nous</sup> en donner la peine. Nous pourrions, par exemple, essayer d'agir sur la fixation des prix de journée dans les hôpitaux. En tous cas, le Ministre pourrait donner des instructions pour que ce problème soit serré de près.

Je voudrais que le Ministre de l'Intérieur comme celui de l'agriculture nous fasse la promesse de déposer un texte sur les calamités agricoles. Je désire que le Ministre de l'Intérieur nous dise, d'autre part, à quel moment il compte soumettre un projet susceptible de mettre de l'ordre dans les questions d'assistance. Sinon, dans peu de temps, vous pourrez supprimer les conseils généraux, car ils n'auront plus aucune utilité.

M. LE MINISTRE.- La question avait retenu l'attention du Gouvernement ; un projet de loi portant réforme de l'assistance publique avait été déposé. C'est le ministre de la santé publique qui a été chargé de l'élaboration et du dépôt de ce projet de loi. Le ministère de l'intérieur a été amené à donner son avis en raison des répercussions possibles sur les finances communales et départementales. Nous devons remarquer que le texte préparé ne donnait pas entièrement satisfaction car il ne modifiait pas le taux de participation de ces deux collectivités, département et commune, par rapport au taux de l'Etat. Mais il y avait, malgré tout, une action de contrôle sur les prix de journée dans les hôpitaux. C'est donc là un point très important car, comme vous le savez, certains hôpitaux ont des prix de journée qui sont vraiment exorbitants, où des médecins poussent à des dépenses véritablement exagérées et, d'autre part, certains hôpitaux qui maintiennent

/...



- 12 -

C'est la raison pour laquelle, dans un article cadre de la loi de finances qui va venir en discussion, tout a été prévu pour que le système des lois d'assistance puisse être mis sur pied, dans le cas où, dans un délai de trois mois, le projet ne serait pas voté par le Parlement.

Je considère donc que M. Verdeille a satisfaction et je puis lui dire - je cite cela de mémoire - que le texte doit intervenir avant le 1er juin.

M. VERDEILLE.- Nous faisons davantage confiance au ministère de l'Intérieur qu'au ministère de la Santé Publique pour le vote du projet.

M. LE MINISTRE.- La solidarité gouvernementale ne me permet pas d'entendre cela.

M. VERDEILLE.- Je ne suis pas lié par la solidarité gouvernementale. J'ai le devoir de vous exprimer mon sentiment. Si les collectivités locales veulent réaliser des économies, elles ne doivent pas compter sur le ministère de la santé publique. Il est inadmissible que, dans les conseils d'administration des hôpitaux, qui proposent les prix de journée, il n'y ait pas de représentants des collectivités locales.

M. LE MINISTRE.- Nous sommes tous d'accord.

M. ?RUPIED.- Par contre, il y a prolifération de représentants de la sécurité sociale dans les commissions administratives. Quand les collectivités locales désirent un prêt de la sécurité sociale, pour des constructions scolaires, par exemple, il faut admettre deux représentants supplémentaires de la Sécurité sociale siégeant avec/consultative à la commission administrative alors qu'il n'y a aucun représentant des intéressés.

M. CHAMPEIX.- Une cause du gonflement des crédits d'assistance est due au régime actuel d'assistance. Autrefois, les communes prenaient la responsabilité budgétaire de leurs assistés. Le fonds commun de solidarité s'il aide les petites communes dont le budget est précaire autorise la tentation d'assister n'importe qui. Certains maires peuvent faire de la démagogie sur la liste d'assistance. Il faudrait créer dans la plupart des départements une répartition globale et obliger la commune à inscrire à son budget les sommes qui lui incombent.

M. DEUTSCHMANN.- Pour aider les asiles nationaux, Napoléon III, le 8 mars 1855, décrétait que tous les travaux exécutés sur le territoire du département de la Seine subiraient

.../...



un prélèvement de 1 %. De ce fait, les communes de la Seine et la ville de Paris alimentent la trésorerie des établissements nationaux. Il serait plus logique que le ministère de la santé publique prît à sa charge cette trésorerie.

M. LE MINISTRE.- Je partage entièrement le point de vue de M. Deutschmann. Lorsque Napoléon III prit son décret, les asiles recevaient, presque essentiellement, les ouvriers du bâtiment blessés ou devenus invalides dans l'exercice de leurs fonctions. Ces asiles ont entièrement changé de destination. Le prélèvement ne répond plus aux conditions premières. Nous en avons demandé la suppression. Nous nous sommes trouvés en opposition avec les ministères des finances et de la santé publique. Nous insisterons sur ce point.

Mme Marcelle DEVAUD.- Vous avez parlé, Monsieur le Ministre, de la loi de réforme de l'assistance. L'article 62 de cette loi prévoit qu'un règlement d'administration publique déterminera les conditions de répartition des dépenses entre l'Etat, les départements et les communes. Comment définirez-vous le pourcentage incombant à chacun ?

M. LE MINISTRE.- De nombreuses discussions ont déjà réuni les représentants du ministère du budget, de la santé publique et de l'intérieur. Elles n'ont abouti à aucun résultat. La quote part de l'Etat a été fixée. Les représentants des collectivités locales souhaitent que l'Etat prenne à sa charge une plus grande part des dépenses d'assistance. Dans le projet, l'Etat prendrait à sa charge tous les frais d'assistance pour les malades incurables, les aliénés, les assistés de longue durée. On ne peut faire supporter de telles charges à des petites communes. C'est la position qui a été prise par le ministère de l'Intérieur au sein du comité interministériel. Cette position a été retenue du reste.

M. RUPIED.- Pourrez-vous étudier la situation particulière qui consiste à opérer un prélèvement sur la fortune personnelle des hôpitaux au profit de l'Etat. D'après une loi de finances, 50 % des revenus personnels des hôpitaux sont reversés au budget de l'Etat s'ils n'ont pas été utilisés pour l'entretien des bâtiments.

M. LE MINISTRE.- Cela ne doit pas arriver souvent.

En ce qui concerne la ville de Chartres, le montant des revenus est insuffisant pour couvrir les grosses réparations dans les immeubles.



- 14 -

M. RUPIED.- Les revenus utilisés à des réparations sont détournés de leur but pour éviter le prélèvement abusif de l'Etat.

M. LE MINISTRE.- Je vais étudier la question. En ce qui concerne la composition de la commission administrative des hôpitaux, les membres supplémentaires de la sécurité sociale ne doivent délibérer que sur la demande de prêt. Le ministère du travail a cherché à introduire dans les commissions des membres supplémentaires de la sécurité sociale. Nous avons envoyé aux préfets une circulaire pour rappeler la composition des commissions administratives. Cette composition doit être revue entièrement. La suggestion de M. Verdeille demandant la présence, dans ces commissions, de représentants de collectivités locales est à retenir.

Je remarque en passant que, souvent, dans les commissions administratives, les représentants des médecins font de la démagogie, notamment en ce qui concerne le remplacement du matériel.

M. Léo HAMON.- Dans les hôpitaux parisiens, il y a encore beaucoup d'améliorations à apporter dans les services avant d'entrer dans le chapitre des prodigalités.

M. LE MINISTRE.- Je suis d'accord avec M. Hamon en ce qui concerne le matériel servant au traitement et à l'hospitalisation. J'ai voulu parler du matériel chirurgical, du matériel de radio qui pourrait être renouvelé avec plus de pondération. J'ai vu dernièrement un rapport indiquant que le linge dont disposent, actuellement, les hôpitaux de Paris est beaucoup moins important en quantité qu'en 1944. Il est nécessaire d'effectuer une remise en ordre des services d'assistance publique.

A ce sujet, je voudrais évoquer, cependant, la question du personnel. Le personnel hospitalier n'est pas un personnel comme les autres. Il serait souhaitable que, dans certains hôpitaux, on ne considérât pas la tâche de soignante ou la tâche de surveillante comme une fonction qui peut être remplie par n'importe qui.

Mme Marcelle DEVAUD.- Les hôpitaux de Paris disposent de 60.000 lits pour toute la région parisienne. Ce chiffre est nettement insuffisant.

M. LE MINISTRE.- Dans les départements, des établissements hospitaliers sont en train de mourir parce qu'il n'y a pas un nombre suffisant de malades. Je prends le cas de

.../...



Chartres, l'hospice d'Aligre créé en 1832 peut abriter 800 individus, hommes et femmes. A l'heure présente, il n'héberge que 300 personnes. Mais les frais généraux sont aussi importants et les prix de journée en sont considérablement augmentés. J'avais demandé autrefois au ministère de la santé publique d'envoyer, de Paris sur Chartres, des convalescents. Une entente n'a jamais pu être réalisée. Une organisation générale devrait intervenir en cette matière. Il faudrait réserver Paris pour les interventions importantes relevant de toute la France et évacuer, hors de Paris, les convalescents. Un plan d'organisation pour l'ensemble de la France a été étudié par le précédent gouvernement.

M. LE BASSER.- Pour passer à un autre sujet, j'avais demandé que la prime de technicité ne soit pas généralisée et ne devienne pas une indemnité différentielle.

M. LE MINISTRE.- Cette prime de technicité a été créée par le décret du 13 juillet 1945; elle devait être supprimée le 13 juillet 1950. Le ministère en a accepté la prorogation. Ne pouvant procéder par la loi à des revisions d'indice, on compense par des primes. Des fonctionnaires demandent à changer le nom de leur catégorie pour faire apparaître le titre de technicité. C'est le cas des gardes forestiers qui deviennent agents techniques des eaux et forêts.

Cinquième question.- Services d'assistance sociale en faveur des nord-africains.

M. LE MINISTRE.- La population nord-africaine et singulièrement la population algérienne a pris, depuis quelques années en France, un développement considérable. Dans la métropole, on compte qu'elle atteint 300.000 âmes, en majorité des originaires d'Algérie. Elle est du reste très diversement répartie. Dans la région parisienne, des quartiers sont envahis par les nord-africains.

M. BOZZI.- Cela me flatte parce que Charleville peut être assimilé à Paris.

M. LE MINISTRE.- Nous prévoyons l'organisation, dans cette région, d'un centre d'accueil de passage et d'orientation. On a demandé la réglementation de l'arrivée en France des Algériens. C'est impossible parce que les Algériens sont des citoyens français et, comme tels, ont le droit de circuler dans l'Union française.

Il serait souhaitable que des mesures soient prises pour éviter que ne tombent dans la métropole des gens qui n'ont



subi avant leur départ d'Algérie aucune préparation. Il y a une véritable exploitation de l'immigration. C'est un problème important très difficile à résoudre. Nous sommes amenés à nous efforcer, sur le plan intérieur, de placer les Algériens qui arrivent dans la métropole dans des conditions les moins possibles, je ne dis pas les meilleures possibles, ce serait exagéré. Ce n'est pas facile.

Il existe, au ministère de l'intérieur, une commission qui a pour but la coordination de l'action gouvernementale en ce qui concerne la main-d'oeuvre musulmane algérienne. Elle est composée de représentants du ministre du travail, du ministre de la santé publique, du gouverneur général de l'Algérie, des I.G.A.M.E. et des préfets. J'envisage d'y joindre, pour y siéger en permanence, des représentants de la préfecture de la Seine et de la préfecture de police. Nous voulons créer un réseau d'action sociale et d'assistance en nous appuyant, la plupart du temps, sur des oeuvres privées. J'ai le sentiment qu'en cette matière, l'initiative privée peut faire beaucoup. Nous apportons une aide aux associations privées qui sont nombreuses et auxquelles le ministère de l'intérieur a accordé, en 1952, 16.875.000 francs de subventions. Le Conseil général de la Seine les a subventionnées pour 25 millions.

Des bureaux d'intervention se proposent de résoudre les difficultés des travailleurs musulmans avec les administrations, les services et les oeuvres de droit commun. Nous avons alloué à 31 bureaux d'intervention en 1952, contre 7 bureaux en 1950, 58 millions de subventions. Des centres d'accueil, de passage et d'orientation ont été créés pour accueillir des musulmans et faciliter leur intégration dans le circuit du travail. Il y en a ainsi, à Paris, Lyon, Marseille, Metz, Longwy, Mulhouse et Grenoble. Le total des subventions accordées à ces centres, en 1952, a été de 48 millions. Enfin, on procède à l'installation d'un réseau de formation professionnelle accélérée et de centres de préformation professionnelle. Il existe un centre de cet ordre à Marseille auquel nous avons accordé, en 1952, une subvention de 11 millions.

En accord avec le ministère de l'Education Nationale, nous nous sommes efforcés de créer des cours du soir pour permettre aux musulmans, qui ne parlent pas ou qui parlent mal le français, d'acquérir des conditions suffisantes pour s'intégrer facilement dans la société métropolitaine. Il y en a 76 comprenant 5.218 adultes. C'est fort peu, sans doute, pour une population de 300.000 nord-africains, mais c'est une amorce. J'ai eu l'occasion de me rendre à un de ces cours, à Issy, où des résultats très intéressants ont été enregistrés.



- 17 -

En ce qui concerne l'hébergement, nous nous sommes efforcés de créer avec le Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale, des foyers qui sont au nombre de neuf et qui contiennent 2.500 places. Un nouveau programme est en cours d'exécution pour 1.230 places. Nous avons attribué à l'hébergement 20 millions. Nous nous efforçons d'y intéresser les industriels et les comités patronaux. En 1952, j'ai visité la région industrielle de l'est et j'ai constaté un accord et une collaboration très heureux entre l'administration et l'organisation patronale pour la création de tels centres. Dans la région d'Hayange et de Longwy, l'action concertée du département, des municipalités et des patrons a obtenu d'intéressantes réalisations.

Dans certains centres, on utilise une méthode que je considère comme heureuse : celle de la promotion. On établit une fiche pour chacun d'eux, on leur donne un abri en dortoir commun. On les observe et on les amène à suivre les cours dont je vous parlais. Selon leur évolution, ils passent du dortoir dans une chambre à quatre. S'ils s'élèvent au point de vue professionnel, intellectuel ou moral, ils passent dans une chambre à deux, puis à une place. J'ai vu des algériens rentrer dans le cadre de maîtrise où ils étaient considérés comme excellents.

Il y a donc une oeuvre sociale extrêmement importante à accomplir non seulement au point de vue humain, mais au point de vue de l'intérêt français.

M. DELRIEU.- Nous vous félicitons, Monsieur le Ministre, de l'orientation qui a été donnée à cette question. La métropole s'aperçoit, peut être un peu tardivement, d'un problème dont la gravité est immense, celui de la non possibilité pour l'Algérie de faire face aux problèmes sociaux posés par une démographie très dense, eu égard à la richesse de l'Algérie - je préférerais dire sa pauvreté : ce serait plus exact.

Ceci est en liaison avec une question qui n'a pas été évoquée : celle du fonds de progrès social. Si l'Algérie pouvait promouvoir facilement cette masse musulmane qui a besoin d'une rapide évolution, si elle avait davantage de moyens, vous ne seriez pas obligés d'appliquer les mesures dont vous avez parlé.

Il y a également un vaste problème qui est celui des migrations à l'intérieur de la France, des départements surpeuplés vers des départements de dépression où l'on pourrait utiliser différentes masses de populations nord-africaines dans de bonnes conditions.

En Algérie, la population s'accroît de 200.000 individus par an et, en raison de cette masse, il est difficile de trouver des solutions sur le plan de la formation technique. On voit mal comment on arriverait à façonner à cette cadence une masse pareille de techniciens. Il faut donc utiliser une partie de la population telle qu'elle est ; population rurale et agricole. On pour-  
/...



rait donc utiliser les Algériens comme paysans et les faire venir avec leur famille. En effet, un des gros défauts du système actuel, c'est qu'on laisse partir des hommes sans leur famille avec l'arrière-pensée et le besoin de retourner plus tard en Algérie.

La partie la plus importante du problème est donc la migration d'un nombre important de familles paysannes algériennes vers la métropole ou l'Union Française. Mais il est nécessaire de faire le maximum sur place car il est plus facile de traiter une masse humaine dans son lieu d'origine que lorsqu'elle a commencé à se mouvoir. Il serait donc indispensable que l'Algérie puisse faire un effort plus important. Il faut bien se rendre compte que celui qui est fait par le budget de l'Algérie et qui correspond à environ 30% des ressources algériennes est considérable. La métropole l'avait bien vu, puisqu'un texte de 26 septembre 1948 a institué un fonds de progrès social. Il n'était pas dit d'une façon précise, mais le contexte le signifiait, que la métropole interviendrait pour moitié avec le budget algérien pour développer ce progrès social comportant l'enseignement, la santé publique et une partie des questions d'habitat.

A l'heure actuelle on est bien loin de la subvention qui avait été prévue puisque, l'année dernière, le budget voté en Algérie, comportait 10 milliards. On pourrait répondre évidemment que le fonds de progrès social devait avoir un autre élément de dotation ; l'abandon par la métropole de la charge militaire qui est imposée à l'Algérie et qui représente 3% des recettes ordinaires, la charge actuelle dépassant largement la possibilité des apports algériens.

Il faut donc organiser cette migration de population qui ne trouve plus à se nourrir parce qu'il n'y a plus de possibilités. L'intention des sénateurs algériens est de demander au Gouvernement, sous forme d'un amendement, dont j'explique le sens, de bien vouloir faire une politique de migration le plus rapidement possible et d'autre part, de bien vouloir inscrire, comme le prévoit la loi de 1948, les sommes sensiblement égales à celles que fournit déjà l'Algérie, sous l'angle du progrès social.

M. WLADECK-L'HUILLIER.- Dans ma commune de banlieue qui comprend 25.000 habitants; il y a 5.000 nord-africains. Je connais la situation épouvantable au point de vue travail et logement des Algériens et Marocains. Je suis quelque peu surpris que l'effort du ministère de l'intérieur porte sur les oeuvres privées et industrielles, alors qu'une tendance de certains services administratifs est d'orienter vers les municipalités les malheureux qui demandent des secours et montrent bien souvent des blessures qu'ils ont reçues en France. Les municipalités sont désarmées pour aider ces populations. Il y aurait donc à rechercher l'aide aux municipalités qui ont un nombre important d'algériens.



M. LE MINISTRE.- Il n'a jamais été dans l'intention du ministère de l'Intérieur d'éliminer les municipalités. Mais en raison des lourdes charges qui pèsent sur les municipalités, il est impossible de leur demander, en l'état actuel des choses, d'installer des dortoirs ou des dispensaires. Ce que nous recherchons actuellement, ce sont les lieux d'hébergement, car les conditions de cet hébergement sont lamentables. Dans certaines rues, il y a des bicoques infames dans lesquelles on trouve des chambres exigües comprenant 8 lits qui se touchent. Ces lits sont occupés en permanence, toutes les 8 heures, c'est le cycle 3/8. Il n'y a bien entendu aucun endroit pour se laver. Le gros effort doit donc tendre à permettre à ces gens de vivre dignes. Nous ne mettons pas les municipalités en dehors et nous sommes prêts à accueillir les efforts que celles-ci pourront faire. Mais je crois que véritablement les seuls qui peuvent agir efficacement sont les industriels qui utilisent cette main-d'oeuvre.

M. Léo HAMON.- Tout en étant hostile à toute discrimination à l'égard d'une catégorie de citoyens français, je ne verrai que des avantages à une législation pénale renforcée contre ceux qui font un trafic humain dans des conditions scandaleuses. Ne pourrait-on prévoir des pénalités spéciales ?

M. le Ministre.- Les caïds sont eux-mêmes des nord-africains. Nous nous heurtons d'autre part à la loi du silence. Ces caïds sont installés en France depuis plusieurs années et sont en relation avec un certain nombre de leurs coreligionnaires. Ils les orientent et naturellement perçoivent une dîme. C'est cela qu'il faudrait réformer, mais on ne peut le faire car les nord-africains qui en sont les victimes ne parlent pas et ont besoin des caïds qui les prennent en charge.

M. Léo HAMON.- Je comprends toutes ces objections, mais je me demande tout de même si vos services ne pourraient pas mettre sur pied une législation s'appliquant aux nord-africains qui vont dans les centres où vous désirez aboutir à une promotion humaine. Comment se recrute le personnel enseignant de ces cours pour nord-africains ?

Une autre question que j'ai à vous poser porte sur le terme même de nord-africain. Je voudrais vous demander, si, en fait, ces centres ne s'occupent que des Algériens ou si, pratiquement, leur activité s'étend aux nord-africains des deux protectorats.

J'ai été, d'autre part, très heureux d'entendre parler de migration. Mais le problème central est celui du logement. Ce que vous obtenez du français de la métropole qui, se déplaçant avec sa famille est hébergé dans un hôtel, vous ne l'obtiendrez pas du musulman. Peut-être faudrait-il envisager, en accord avec le Gouvernement général de l'Algérie, là où des migrations massives sont attendues, un effort de construction de logements



modestes.

Une dernière question : je crois savoir que, dans la commune de M. Waldeck-L'Huillier, les nord-africains sont bien reçus. Il n'en est pas de même partout et, dans un certain nombre de communes, on ignore que les algériens sont citoyens, en constatant qu'ils ne sont pas inscrits sur les listes électorales, ce qui fait que ces nord-africains sont l'objet d'une moindre attention de la part du personnel municipal... Vous comprenez ce que je veux dire. Je souhaiterais que, par une circulaire, vous rappeliez à l'ensemble des administrateurs locaux que les algériens sont citoyens français et que la République leur doit, même dans le partage des secours des bureaux de bienfaisance, la simple solidarité nationale.

Mme DEVAUD.- Je vous avais signalé l'année dernière, monsieur le Ministre, le grave problème des enfants de 12 à 18 ans qui arrivaient seuls ou accompagnés de cousins ou d'amis et qui erraient dans les rues de Paris, sans possibilité de scolarisation à cause de l'absence de formation de base. J'avais demandé à M. le Directeur de l'enseignement primaire de se préoccuper de cette question? Il était disposé à le faire, mais il s'est heurté à des difficultés financières. Lorsque son projet fort intéressant a dû être mis sur pieds, il n'a pu le réaliser. L'affaire est actuellement en panne. Voudriez-vous, vous préoccuper de la question, Monsieur le Ministre ? Nous nous trouvons dans une impossibilité matérielle. Il est un fait certain, c'est qu'il s'agit de citoyens français et qu'on ne peut pas leur appliquer une réglementation quelconque. C'est malheureux pour eux et pour nous. Il y a certains coins qui sont envahis de nord-africains arrivant sans préparation aucune et qui ne peuvent être employés. Ils sont alors utilisés dans la journée pour des trafics de cigarettes ou autres et le soir, à des choses sur lesquelles vous me permettrez de ne pas insister. La solution n'est évidemment pas dans la mise sur pieds d'un plan pénal, mais dans l'organisation des migrations.

Je remercie M. Delrieu d'avoir parlé de la pauvreté de l'Algérie ; c'est une notion que n'a pas le Français de la métropole qui n'a fait que survoler la côte algérienne mais n'a pas vu l'arrière pays.

M. DELRIEU souhaite qu'ayant affaire à des populations agricoles, nous organisions une migration agricole. Cela a été essayé, mais est très difficile car nous avons assisté, dans certaines régions agricoles, à une transformation à peu près complète des usages et de la contexture agricole. Actuellement, ce ne sont plus des manoeuvres qui sont nécessaires, mais de véritables techniciens. Dans une ferme que je connais bien, il y avait auparavant 60 ouvriers ; il n'y en a plus que 14 et ce sont des techniciens, conducteurs de tracteurs ou d'élévateurs. Cela suppose donc une formation à laquelle on s'attache, du reste.



- 21 -

M. le Secrétaire d'Etat à l'Enseignement Technique va prochainement faire un voyage d'études en Algérie, afin de développer les centres tels que ceux que j'ai eu l'occasion de voir. Sans doute est-ce insuffisant, mais il faut bien commencer par quelque chose. L'Etat n'est pas Dieu le Père et ne peut créer le monde en sept jours. J'ai tout de même vu dans ces centres du Département d'Alger, de petits algériens apprenant le métier qu'ils utiliseraient plus tard dans la commune même. Ceci est excellent parce qu'on évite que ces nord-africains partent ailleurs. On a donc utilisé les Nord-Africains dont nous parlions dans la Beauce ou dans le Nord de la France ; cela n'a pas donné de bons résultats. Peut-être est-ce possible dans les régions méridionales. En tout cas, on les plante mal comme ouvriers agricoles. Ce qu'il faudrait, c'est essayer de les planter comme métayers...

M. VERDEILLE.- On pourrait les utiliser comme bergers.

M. LE MINISTRE.- Qu'y a-t-il comme troupeaux. On ne sent plus le besoin d'élever le mouton actuellement.

M. VERDEILLE.- Vous ne ferez pas d'un berger de Kabylie un conducteur de tracteur ou un cultivateur. Mais j'ai étudié spécialement la question du mouton. Vous avez que le dépeuplement des campagnes s'accélère à une rapidité effrayante. Un hameau qui avait 100 habitants il y a une trentaine d'années n'en a plus qu'un seul aujourd'hui. Il me semble que ces kabyles, qui sont peut-être de mauvais cultivateurs, pourraient être d'excellents bergers et, peut-être, les meilleurs bergers qu'on puisse trouver. On pourrait obtenir un résultat dans les Landes ou dans le Lot-et-Garonne que je connais plus particulièrement. La société de Roquefort, en particulier, a besoin de lait de brebis ; elle n'arrive pas à en trouver au point qu'elle doit avoir recours à la Corse.

M. LE MINISTRE.- Je suis prêt à aider tout ce qui tend à fixer en France les éléments qui nous manquent. Ce que je souhaite surtout c'est que les éléments qui viennent ici ne soient pas des éléments perdus ; et, malheureusement, ils sont souvent perdus.

Vous parliez tout à l'heure, Madame Devaud, des enfants ; il y a aussi des adultes et la chose est très grave.

Tout à l'heure, M. Léo Hamon m'a demandé de fixer le régime entre marocains et algériens.

.../...



En matière de main-d'oeuvre, les Marocains sont des étrangers et ne peuvent entrer en France qu'avec un contrat de travail. Par contre, les Algériens en arrivant à Marseille, cherchent un employeur. C'est pour cette raison que le nombre des Marocains travaillant en France est faible par rapport à celui des Algériens.

Je voudrais répondre à M. Delrieu que le fonds de progrès social a été créé, en 1945, avec les normes de cette époque; depuis, elles ont changé. La première réunion de ce fonds a eu lieu en juin dernier. Il faut revoir, entièrement, le problème de la contribution de la métropole aux finances algériennes. L'Algérie ne peut pas supporter les charges dues à son développement, notamment en matière d'enseignement. Lors de la discussion des crédits d'investissement - on souhaitait 32 milliards, j'ai réussi à faire inscrire 27 milliards, il y aura peut-être une augmentation de 1 milliard et demi, ce n'est pas sûr - le ministre de l'Education Nationale et moi-même avons décidé la nomination d'une commission chargée d'établir le bilan des besoins scolaires et un programme de constructions scolaires, en Algérie; ce qui entraînera la contribution et l'intervention de la métropole.

M. DELRIEU.- Le problème est posé sous l'angle métropolitain. Il s'agit d'absorber une population de 200.000 âmes, naissant chaque année en Algérie et que le pays ne peut plus absorber. Le problème s'aggrave de jour en jour. Les assemblées métropolitaines doivent prendre conscience de ces obligations ou, alors, il faut en tirer certaines conclusions que vous me permettez de ne pas évoquer pour l'instant.

M. LE MINISTRE.- Ce n'est dans l'esprit de personne et, notamment, dans l'esprit du Gouvernement.

M. DELRIEU.- M. le Ministre a accompli de gros efforts dont je viens de le féliciter. La migration pose des problèmes financiers. Des individus seraient très heureux, grâce à des prêts, de venir s'installer sur des petites propriétés. Ils réussiraient, incontestablement.

Aucune solution ne peut absorber les 200.000 âmes par an dans leur ensemble. Le problème ne peut être réglé que par l'adaptation de groupes de part et d'autre. L'Algérie poursuit, également son but de fixer une partie de sa population. Mme Devaud évoquait le problème de l'industrialisation.



Ce n'est qu'une petite formule. Il s'agit de la migration massive d'une population rurale.

Mme DEVAUD.- Depuis sept ans que je suis parlementaire, j'ai posé au moins deux fois par an la question des nord-africains.

M. DELRIEU.- C'est la preuve qu'aucune solution n'a été apportée.

Mme DEVAUD.- Je voudrais rappeler à M. Delrieu que, depuis une conversation que nous avons eue dans les couloirs de l'Assemblée algérienne, son optique a singulièrement évolué. Je m'en réjouis, puisqu'elle se rapproche de la mienne.

Il y a deux ans, la Nouvelle-Calédonie eut besoin d'une main-d'oeuvre de 2.000 hommes. On fit appel aux Japonais. Pourquoi n'a-t-on pas dirigé vers ce territoire des Nord-Africains ? Il serait peut-être plus logique que l'Union Française fit appel à ses membres plutôt qu'à des étrangers.

M. LE MINISTRE.- Quand je suis allé en Algérie, je me suis préoccupé du problème de la migration. J'ai proposé une idée : envoyer une partie de cette population dans la boucle du Niger ou à Madagascar. J'ai trouvé, de la part d'une certaine partie de l'Assemblée algérienne, une telle réticence, que je n'ai plus jamais osé en reparler. J'ai cependant demandé qu'on fit une étude sur cette question. Cependant, il faudrait éviter d'avoir l'air de considérer qu'on serait heureux d'envoyer, ailleurs, ces populations. C'est une question politique. Ces problèmes algériens me passionnent, mais ils sont délicats. Des solutions qui paraissent logiques et faciles, dans des conversations comme celle-ci, s'avèrent singulièrement difficiles, lorsqu'il s'agit de les réaliser.

M. ENJALBERT.- La question va s'aggraver sans cesse. L'Algérie est à base agricole, mais elle s'équipe en machines. Nous allons vers une régression de l'emploi de la main-d'oeuvre en agriculture par suite du développement du machinisme agricole. De grandes usines ont été implantées, mais leur personnel est en chômage partiel ou total. Les Algériens qui viennent en France sont d'origine paysanne. Arrivés dans les centres industriels français, ce sont des manoeuvres. Lorsque le plein emploi n'est pas réalisé, ils deviennent chômeurs. La métropole devrait faire un effort en préparant et en dégrossissant sur place cette main-d'oeuvre dans des organisations d'instruction professionnelle.



Indemnités des maires et adjoints.

M. LE MINISTRE.- Une circulaire sur les conditions d'application de la loi du 24 juillet 1952, relative aux indemnités de fonction des maires et adjoints a été adressée aux préfets, le 19 décembre 1952. Cette circulaire se réfère à un avis du Conseil d'Etat aux termes duquel il résulte des dispositions des articles premier, 2 et 9, de la loi sus-visée du 24 juillet 1952, qu'il appartient aux conseils municipaux de fixer le montant des indemnités dans la limite des maxima prévus à l'article premier.

Ce n'est donc pas une obligation, pour les conseils municipaux, d'inscrire les indemnités telles qu'elles ont été fixées. Ils ont à apprécier s'ils accordent le plafond ou s'ils restent en-dessous de celui-ci. C'est l'avis du Conseil d'Etat. C'était, également, l'idée de M. Cordonnier, président de la commission de l'intérieur, aujourd'hui disparu, au moment du vote de cette loi.

M. Jacques GADOIN.- Pour que la loi fût respectée, il suffirait que le conseil municipal inscrivît dans le budget : "indemnité aux maires et adjoints, 1 franc". Le rapport de M. Hamon contenait un point de vue tout différent.

M. LE MINISTRE.- L'interprétation du Conseil d'Etat se réfère à la loi et non au rapport de M. Hamon. Dans cette affaire, je ne prends pas partie, j'applique l'avis du Conseil d'Etat. Cet avis date du 2 décembre 1952.

M. Jacques GADOIN.- Il est tout à fait en contradiction avec l'opinion des membres de la Commission.

Cette loi constitue une obligation, pour les communes. L'insertion du mot "maxima" à l'article premier a permis au Conseil d'Etat, de se baser sur la loi de 1884 qui prévoit la gratuité des fonctions de maires et d'adjoints.

M. LE MINISTRE.- Le Conseil d'Etat a eu connaissance des travaux préparatoires avant de rendre son arrêt.

M. PIC.- J'avais posé la question ? en même temps que M. Gadoin. Il est hors de doute que vous n'êtes pas en cause dans ce problème, Monsieur le Ministre. Notre sentiment, unanime, c'est que l'esprit dans lequel le Parlement a voulu cette loi n'est pas celui qui, en définitive préside à son application. Nous n'avons pas voulu modifier, à l'époque, le texte de l'Assemblée Nationale, pour ne pas entraîner une seconde lecture.

M. Léo HAMON.- Non seulement, les remarques de M. Gadoin et de M. Pic font bien apparaître l'esprit dans lequel nous avons voté la loi, mais nous avons trouvé, dans les discussions de l'Assemblée Nationale, et notamment dans ce que j'appellerai le "dialogue Kir", des arguments qui nous permettaient de penser que



- 25 -

l'Assemblée Nationale s'était placée au même point de vue que le nôtre.

Le Conseil d'Etat, dans son avis, a préféré la lettre de l'article premier à l'indication très nette des travaux préparatoires ; à cela vous ne pouvez rien.

Je me permets de vous poser la question suivante : ou bien vous considérez que cet avis n'est qu'un avis ~~qui~~ ne vous lie absolument pas et vous pouvez faire état de la manifestation de volonté du Parlement ; ou bien vous ne le pouvez pas étant donné l'avis du Conseil d'Etat et il faut alors trancher par un texte ce qui requiert un texte. Je suggère donc devant vous qu'aux dispositions spéciales qui accompagnent le budget et règle l'ancienneté requise, un article bis dise par exemple : "le mot maximum de l'article premier est supprimé."

M. LE MINISTRE.- Je préfère cette dernière solution. Je suis persuadé qu'en prenant contact avec la Commission de l'Intérieur de l'Assemblée Nationale, il y a de grandes chances pour que cet article nouveau subsiste en deuxième lecture.

M. PIC.- Je voudrais attirer votre attention sur la question des indemnités que sont autorisés à percevoir les conseillers généraux. Ces indemnités sont fixées par une circulaire du Ministre de l'Intérieur du 5 décembre 1949. Ces indemnités sont de deux sortes : indemnités de déplacements et indemnités de séjour.

En ce qui concerne les indemnités de séjour, je dois faire remarquer que de nombreux parlementaires ont leur domicile dans un endroit où le chemin de fer n'existe pas ou bien est un moyen de locomotion beaucoup trop lent. Or, précisément, les tracasseries de la Cour des Comptes, des percepteurs-receveurs municipaux sont un véritable scandale. Dans mon département, un receveur municipal a refusé de payer une indemnité au directeur du laboratoire d'hygiène municipale du chef-lieu du département de Valence sous prétexte que la signature du bénéficiaire était illisible. Voilà donc un docteur de Valence qui est obligé de changer sa signature.

M. LE MINISTRE.- Il n'y a aucun texte qui puisse établir les normes d'une signature. J'ai connu un procureur qui signait avec une sorte de gamma.

.../...



- 26 -

M. PIC.- Restant sur les frais de déplacement, j'indique que cette indemnité est calculée sur le prix du billet de chemin de fer en première classe. Or, vous savez fort bien que les conseillers généraux ne peuvent pas toujours bénéficier du chemin de fer pour se rendre à leurs obligations, comme je viens de le dire. Ils sont remboursés au prix de 8 F,50 le kilomètre, alors que les fonctionnaires ont droit à 27 francs lorsqu'ils utilisent une 9 C.V.; 21 F pour une voiture de 6 à 8 CV; 18 F pour une voiture de moins de 5 CV.

M. LE MINISTRE.- Il faut admettre que le Conseiller Général pourra utiliser autre chose que le chemin de fer et qu'il sera remboursé au tarif des fonctionnaires.

Il y a, de la part de la Cour des Comptes, une opposition à toute modification de la circulaire. Nous pouvons essayer de sortir une circulaire interministérielle, mais je crains que nous ayons beaucoup de difficultés car les fonctionnaires du ministère des finances sont extrêmement respectueux des décisions de la Cour des chiffres. Si nous n'obtenions pas satisfaction, il faudrait en arriver au système qui a été employé pour les indemnités des maires et adjoints et avoir une disposition législative.

Je prends l'engagement, dans les jours à venir, de prendre contact avec le ministère des finances pour chercher à résoudre la question dans le sens que vous indiquez : application aux conseillers généraux du régime appliqué aux fonctionnaires.

M. PIC.- Il y a un deuxième point : celui du séjour. Il est dit que le séjour ne peut s'appliquer qu'aux sessions du conseil général et pour les commissions réglementaires, c'est-à-dire celles dont font partie les conseillers généraux et qui se réunissent pendant la session. Si vous voulez qu'une session ne se prolonge pas pendant 15 jours, il y a lieu de convoquer les commissions organiques un jour ou deux avant l'ouverture de la session.

Mais il y a plus grave : seules, ces commissions donnent droit à des indemnités. Or, dans certaines manifestations dans les départements - la visite d'un ministre par exemple - les conseillers généraux sont conviés à participer à la cérémonie. Ceci n'étant pas une commission réglementaire, n'est pas remboursé. C'est ce qui s'est passé il y a trois mois, lors de l'érection d'un monument aux morts du Vercors où les conseillers généraux se sont vus refuser les indemnités de déplacement pour la participation à cette cérémonie, sous prétexte que ce n'était pas une commission réglementaire.

Enfin, la Cour des comptes exige la justification de ces frais de séjour. Cela suppose une quantité de pièces justificatives, si

.../...



bien que, pour un mandat de quelques milliers de francs, il est nécessaire d'avoir cinq ou six pièces avec quantité de procès-verbaux. Nous allons mourir sous la paperasserie...

M. LE MINISTRE.- Le Ministre de l'Intérieur ne peut que transmettre vos doléances au Ministre des Finances. Mais vous savez combien les finances ont le souci des contrôles nombreux et variés : ce qui n'empêche pas qu'il y ait toujours des fraudes.

M. VERDEILLE.- En ce qui concerne l'administration générale des conseils généraux, la loi prévoit que le président d'une assemblée départementale ne peut pas être membre de la Commission départementale. Il me semble que cela est nuisible au bon fonctionnement de l'administration départementale car le Président d'un conseil général est, en général, le mieux informé et il arrive que la Commission départementale voie mal certains problèmes et que le président du conseil général soit dans l'obligation de désavouer la commission départementale.

M. LE MINISTRE.- Ceci est une question de règlement interne.

M. BOZZI.- Je suis président du conseil général et... demi parlementaire (sourires). Je dois indiquer que je suis convoqué à toutes les séances de la commission départementale.

M. DEUTSCHMANN.- Je ne partage pas le point de vue de M. Pic. J'ai été pendant trente ans le président des receveurs municipaux de France. Une instruction générale du 20 juin 1859 dit que "le comptable n'a pas à apprécier le mérite des faits..." Dans le cas présent, j'aurais fait légaliser la signature du docteur et le comptable aurait été obligé de payer. Il faut regretter que l'administration des finances s'arroge des droits qu'elle n'a pas puisqu'elle ne doit être qu'un appareil d'exécution. Il serait souhaitable qu'une fois pour toutes ce soit l'appareil législatif qui détermine les conditions dans lesquelles l'administration doit fonctionner. Sur ce point, je rejoins ce qu'a dit M. Pic car ces procédés sont véritablement intolérables. On demande de certifier qu'une mention d'approbation du préfet est véritable, autrement dit on demande à un maire de certifier qu'il n'a pas trompé l'administration... C'est dépasser la mesure.

En ce qui concerne le fonds routier national, je dois faire remarquer une chose : les communes pourraient prétendre, ainsi que les départements, recevoir une attribution puisque les usagers de la route n'empruntent pas exclusivement la route nationale. Or, lorsque les ponts et chaussées tracent une nouvelle voie, lorsque cette nouvelle voie est établie, qu'il y a des canalisations sous ladite voie, on s'adresse aux communes pour payer les frais occasionnés par cette canalisation. Il serait souhaitable que le génie rural prenne à son compte, non seulement l'établissement de la voie, mais également les dépenses accessoires.



- 28 -

M. LE MINISTRE.- Ceci relève des travaux publics, mais je reconnais que c'est tout à fait exact. Je ferai part de votre observation au Ministre des Travaux Publics.

M. LE PRESIDENT.- M. Léo Hamon souhaiterait que l'on revienne à la tradition en assortissant le budget de l'Intérieur d'une notice explicative.

M. LE MINISTRE.- Cela a été appliqué en 1949 par M. Jules Moch ; à un moment où le budget de l'Intérieur était particulièrement volumineux et où certains parlementaires étaient nouveaux. le Budget comportait alors 400 pages et 120 chapitres.

Or, le budget de 1953 est la reconduction pure et simple de celui de 1952. Je ne vois pas, dès lors, l'intérêt qu'il y aurait à rédiger ce document qui serait fort important et coûterait fort cher alors que *je n'* ai aucun crédit.

M. Léo HAMON.- La question se pose pour l'année suivante. Il est possible qu'en 1954 vous ayez certains crédits...

M. LE MINISTRE.- Rassurez-vous ; je n'aurai pas un centime. Ne me demandez pas de faire cette dépense.

M. PIC.- Comptez-vous reprendre la question de la documentation communale ?

M. LE MINISTRE.- Je la poursuis mais par quels moyens ? Je n'ai pas la possibilité de réalisations. Ne me demandez pas d'envoyer aux maires une documentation utile en dépensant une somme peu importante. Je ne pense pas que mon successeur éventuel ait plus de chances que moi...

M. Léo HAMON.- Je conclus que la plus belle fille du monde ne peut donner que ce qu'elle a !

M. LE MINISTRE.- M. Hamon m'a demandé de trouver des postes de dégagements pour les Préfets. Je perds mon temps à en rechercher. Autrefois, il n'y avait pas de statut pour les personnels des différentes fonctions. On a créé des statuts, ce qui a enlevé toute souplesse aux mutations d'un ministère à un autre. Vous me demandez de nommer des sous-préfets ; si j'en avais la possibilité statutaire je nommerais tous les sous-préfets que vous souhaiteriez. Or, les nominations ne sont possibles que dans la proportion de 1 à 10.

M. Léo HAMON.- Je pense que la question vous dépasse et c'est le Président du Conseil qui devra assurer au corps préfectoral un certain nombre de débouchés en dehors de votre administration.

.../...



Je me permets de penser que le corps préfectoral ne peut pas avoir sa souplesse et les débouchés nécessaires si vous n'avez pas la possibilité de nommer des préfets à des postes de Directeurs des hôpitaux, Trésoriers payeurs généraux, etc...

Je sais parfaitement, Monsieur le Ministre, les difficultés que vous avez. C'est, non pas pour vous faire un reproche mais pour vous aider que, si vous le permettez, je vous parlerai de ces problèmes lors de la discussion générale du Budget de l'Intérieur.

Je crois savoir, par ailleurs, que vous avez envisagé la création de postes de préfets délégués.

M. LE MINISTRE.- Non, il y a eu autrefois des préfets adjoints aux I.G.A.M.E. mais l'administration par deux personnes d'un même département, n'est pas possible. Les I.G.A.M.E. ont des charges de plus en plus importantes. Je voudrais pouvoir nommer, à côté d'eux, un préfet qui aurait une tâche bien déterminée, par exemple, de préparation de la mobilisation, du maintien de l'ordre afin qu'il n'y ait pas chevauchement d'activités, qu'il y ait collaboration entre les deux préfets et non pas subordination. Je voudrais des débouchés, étant donné le nombre de préfets. Je crois que la mesure que vous envisagez est trop schématique.

M. Léo HAMON.- Quelles conséquences tirez-vous du rapport de l'Inspection générale de l'administration, concernant les préfets ? Où en êtes-vous du problème des C.A.T.I.

M. LE MINISTRE.- Nous allons étudier le rapport de l'administration générale. Les tâches des préfets vont être modifiées. Avant d'établir un cadre nouveau, il faut connaître les nouvelles attributions.

On a voulu supprimer les C.A.T.I., c'est une nécessité d'administrer d'aussi près que possible les effectifs et de gérer le matériel de police. M. Fonlupt-Espéraber a cité, à l'Assemblée Nationale, le cas du ravitaillement en essence du poste de police de Saint-Louis. C'est une exagération. Nous devons apporter des améliorations. Je m'efforce de mettre à la tête de ces administrations des gens qui ont le sens pratique.

M. Léo HAMON.- J'ai l'impression que certains C.A.T.I. régionaux sont pléthoriques. L'échelon régional est trop lourd.

M. LE MINISTRE.- Il y a différents points de vue : celui de l'administration, détachée de toute contingence locale, et le souci de certains préfets d'avoir le plus d'autorité possible et qui prendraient bien une part de l'autorité des C.A.T.I.



M. WALDECK-L'HUILLIER.- La Commission a envisagé un article additionnel relatif au système de péréquation des communes de la Seine, concernant le produit de la taxe locale. Le Conseil de la République a été unanime pour adopter une résolution de notre collègue M. Deutschmann, dans ce sens. L'intérêt d'un article additionnel serait de donner des armes au ministre de l'intérieur, étant données les dispositions législatives. La participation de la ville de Paris, par exemple, ne peut être modifiée que par une autre disposition législative.

M. LE MINISTRE.- Depuis mon arrivée au Ministère de l'Intérieur - et je n'ai fait que reprendre les pourparlers déjà engagés avec les services des finances - j'étudie un système de répartition plus équitable des taxes entre Paris et les communes de la Seine. Le problème est à la fois financier, économique et politique. Nous sommes près de la solution. Votre proposition de résolution ne peut pas donner grand'chose. Je prends l'engagement de déposer un projet de loi. Il est inutile d'ajouter un article à la loi de finances et d'appeler l'attention sur ces dispositions. Je vous garantis que la question de la péréquation de la taxe locale entre Paris et les communes de la Seine ne passera pas inaperçue. Je déclarerai que la question est à l'étude et je m'opposerai en séance à l'adjonction de l'article.

M. WALDECK-L'HUILLIER.- La question est à l'étude, depuis plusieurs mois et même depuis plusieurs années. En 1948, et en 1949, dans les nuits traditionnelles de la fin du mois de décembre, j'avais déjà posé la question. Les textes actuels permettent à la ville de Paris d'apporter une part plus importante au fonds de péréquation. La ville participe pour 0,05% alors que le Conseil de la République était d'accord pour fixer cette participation à 0,10%. Nous pourrions vous aider dans vos négociations avec un article additionnel.

M. LE MINISTRE.- Je crains que le dépôt de cet article sur lequel je suis d'accord, en principe, ne complique la situation.

M. WALDECK-L'HUILLIER.- La décision du fonds de péréquation qui vise à la répartition du reliquat de 7600 millions a été modifiée par une majoration des indices T. et C. qui favorise le département de la Seine. Sur la base des cinq milliards qui se sont transformés en sept milliards, la péréquation sera peut-être un peu plus importante. Le fonds national s'est livré à une étude, assortie d'un vœu, demandant que le fonds de péréquation de la Seine soit modifié. C'est pour répondre à ce vœu que nous proposons un article additionnel.

M. LE MINISTRE.- Vous pouvez le proposer, je m'en remettrai à la sagesse du Conseil.



I. 27.1.53.

1 107

- 31 -

LE PRESIDENT.- Personne n'ayant d'autres questions à poser, il ne me reste qu'à remercier le Ministre d'avoir répondu de façon aussi détaillée aux problèmes que nous lui avons posés.

La séance est levée à 13 heures 15.

Le Président,

*Le Président*



## ORDRE DU JOUR

## COMMISSION DE L'INTERIEUR

(ADMINISTRATION GENERALE, DEPARTEMENTALE ET COMMUNALE, ALGERIE)

-:-:-:-:-

Présidence de M. Léon MUSCATELLI, président

-:-:-:-:-

Séance du jeudi 29 janvier 1953

M. MUSCATELLI -:-:-:-:-

La séance est ouverte à 10 heures

-:-:-:-:-

Présents : MM. ASSAILLIT, BOZZI, CHAMPEIX, DELRIEU, FRANCK CHANTE,  
 Jacques GADOIN, Léo HAMON, LACHEVRE, LE BASSER,  
 Waldeck L'HUILLIER, LODEON, Abdallah MAHDI, MONTPIED,  
 Léon MUSCATELLI, PIC, PIDOUX de la MADUERE, RESTAT,  
 RUPIED, SOLDANI, VERDEILLE, ZUSSY.

Excusés : M. DEUTSCHMANN, Mme Marcelle DEVAUD, MM. de LA GONTRIE,  
 SCHWARTZ.

Absents : MM. Georges BERNARD, Raymond BONNEFOUS, ENJALBERT, Georges  
 MARRANE, VAUTHIER.

-:-:-

.../...



- 2 -

ORDRE DU JOUR

I - Examen du rapport de M. Schwartz sur le projet de loi (n° 586, année 1952) portant attribution d'une convention passée entre l'Etat et le département de la Moselle, en vue de la cession à cette collectivité des anciens bâtiments du tribunal de Thionville.

II - Examen du rapport de M. Deutschmann sur la proposition de loi (n° 299, année 1952) tendant à autoriser les inhumations dans les caveaux de famille situés dans les cimetières désaffectés.

III - Dernier examen du Budget de l'Intérieur;

-:-:-:-

COMPTE RENDU

M. MUSCATELLI, président, ouvre la séance.

Les rapports de MM. Schwartz et Deutschmann, absents, sur le projet de loi (n° 586, année 1952) portant attribution d'une convention passée entre l'Etat et le département de la Moselle, en vue de la cession à cette collectivité des anciens bâtiments du tribunal de Thionville et sur la proposition de loi (n° 299, année 1952) tendant à autoriser les inhumations dans les caveaux de famille situés dans les cimetières désaffectés, sont adoptés sans débat et les textes de l'Assemblée Nationale adoptés sans modification.

o

o

o

M. LE BASSER, rapporteur pour avis du Budget de l'Intérieur. Mes chers Collègues, après avoir entendu le Ministre de l'Intérieur, il nous reste maintenant à établir la liste des points sur lesquels j'interviendrai dans la discussion du Budget.

.../...



- 3 -

Je vais vous énumérer la suite des questions qui, selon moi, devraient être évoquées :

1°- la répartition de la taxe locale dans la Seine. Nos collègues parisiens sont, je crois, d'accord pour demander une modification du régime de répartition de la taxe. Je crois savoir qu'ils ont l'intention de déposer un amendement à cet effet. La Commission de l'Intérieur pourrait, en séance, donner un avis favorable à cet amendement;

2°- en ce qui concerne la désétatisation de la police dans les villes de moins de 10.000 habitants, notre collègue M. Gadoin a déposé un amendement tendant à obtenir des précisions de la part du Ministre. Vous savez, en effet, que, depuis deux ou trois ans déjà, il est dans les intentions du Ministère de désétatiser la police dans les communes de moins de 10.000 habitants.

Nous n'avons pas d'objection à faire à cette réforme, ce que nous regrettons c'est l'indécision dans laquelle on laisse les municipalités. Il faudra donc demander au Ministre de préciser ses intentions à cet égard;

3°- en ce qui concerne le statut de la police, M. Pinton a déposé un amendement au chapitre 31.92 tendant à demander au Ministre de promulguer le statut de la police avant la fin du premier trimestre 1953.

Je crois que la Commission est d'accord sur ce point avec M. Pinton. Nous pourrions donc faire notre cet amendement et le soutenir en séance.

(Assentiment).

4°- Le Ministre a l'intention, étant donné la lenteur de l'avancement dans le corps des sapeurs-pompiers, d'augmenter substantiellement le montant des retraites dans ce corps. Le projet qu'a établi le ministère tendrait à accorder aux officiers, des retraites dans certains cas supérieures au traitement d'activité. Ceci nous paraît créer un précédent dangereux et la Commission a fait part de son inquiétude au Ministre. Je crois, pour ma part, que la meilleure solution serait de spécialiser les officiers, c'est-à-dire de leur faire faire toute leur carrière dans les sapeurs-pompiers et d'augmenter leur traitement.

.../...



- 4 -

M. L'HUILLIER.- J'interviendrai en séance sur l'organisation des pompiers dans la région parisienne. Vous savez que, sous l'occupation, les corps des sapeurs-pompiers communaux ont été dissous et, à l'heure actuelle, c'est le régiment de Paris qui assure la protection de toute la Seine. Cet état de choses, qui était justifiable, étant donné la défense passive, ne l'est plus maintenant et il arrive fréquemment que les incendies soient combattus avec moins d'efficacité par les pompiers de Paris quand ils sont appelés à Genevilliers ou à Courbevoie car ils ne connaissent pas aussi bien les localités et les positions des bouches d'incendie. Je demanderai donc au Ministre de rétablir les corps des sapeurs-pompiers communaux.

M. HAMON.- Je suis personnellement partisan de la départementalisation des corps des sapeurs-pompiers mais je pense que l'on pourrait trouver un moyen permettant aux municipalités d'avoir un droit de contrôle plus étendu sur le fonctionnement du régiment de Paris.

M. LE BASSER.- Dans ces conditions, je crois qu'il serait préférable que je n'intervienne pas sur cette question en laissant à nos collègues parisiens le soin de le faire.

5°- il y a également, toujours en suspens, la question des secours d'urgence pour les calamités publiques. Leur montant s'élève, pour 1953, à 55 millions, ce qui est insuffisant.

M. RESTAT.- Il ne faut pas oublier que ces secours sont des secours d'extrême urgence, ils ne sont pas destinés à indemniser les sinistrés, les moyens légaux d'indemnisation existent, vous le savez, ce qui manque ce sont les moyens financiers. Avant guerre, le produit de certaines tranches de la loterie nationale était affecté à la réparation des sinistres, il faudrait demander au Gouvernement de reprendre cette pratique

(Assentiment).

M. LE BASSER.- 6°- la question de la situation des communes qui ont des exploitations gazières déficitaires. Ce problème a été largement traité à plusieurs reprises, je n'y reviendrai pas, je me bornerai à faire, en séance, une intervention demandant au Ministre de protéger les collectivités locales devant les prétentions de Gaz de France.

7°- M. Pinton a déposé un amendement demandant au Ministre de promulguer rapidement le texte réglementaire d'application du statut des agents communaux. Je crois que nous ne pouvons qu'appuyer cet amendement.

(Assentiment).

.../...



- 5 -

8°- Il reste, enfin, la question du recensement. Le Ministre nous a dit qu'il ne pouvait rien faire tant qu'il n'aurait pas les crédits nécessaires. La Commission pourrait demander au Conseil de la République de prendre fermement position sur ce point en demandant au Gouvernement tout entier de dégager les crédits nécessaires à l'exécution d'un recensement général en 1954.

(Assentiment).

Je crois, mes chers Collègues, avoir ainsi fait le tour de toutes les questions évoquées.

Quelqu'un d'autre a-t-il des observations à présenter ?

(Dénégation).

M. LE PRESIDENT.- Dans ces conditions, il ne nous reste qu'à demander à M. Le Basser de soutenir en séance publique les différentes positions prises par la Commission.

La séance est levée à 12 heures.

Le Président,

*Le Président*



Examen pour avis du projet de loi de finances (n° 48, année 1953)

Article cadre relatif à la réforme des finances locales.

COMMISSION de L'INTERIEUR ( ADMINISTRATION GENERALE,  
DEPARTEMENTALE ET COMMUNALE, ALGERIE)

Présidence de M. MUSCATELLI, Président

Séance du mardi 3 février 1953

La séance est ouverte à 11 heures

Présents : MM. Raymond BONNETOUS, BOZZI, CHAMPEIX, DEUTSCHMANN,  
FRANCK-CHANTE, LACHEVRE, LE BASSER, MONTPIED,  
Léon MUSCATELLI, SCHWARTZ, ZUSSY.

Excusés : MM. ASSAILLIT, DELRIEU, Jacques GADOIN, RESTAT.

Absents : MM. Georges BERNARD, ENJALBERT, Mme Marcelle DEVAUD,  
MM. Léo HAMON, de LA GONTRIE, Waldeck L'HUILLIER,  
LODEON, Abdallah MAHDI, Georges MARRANE, PIC,  
PIDOUX de la MADUERE, RUPIED, SOLDANI, VAUTHIER,  
VERDEILLE.



ORDRE DU JOUR

- 2 -

Examen pour avis du projet de loi de finances (n° 48, année 1953)

Article cadre relatif à la réforme des finances locales.

-----

COMPTE RENDU

M. MUSCATELLI, Président, ouvre la séance.

Mes chers collègues, je vous ai réunis afin que la Commission puisse prendre connaissance de l'article 118 W de la loi de finances relatif à la réforme des finances locales.

Aux termes de cet article la réforme doit être réalisée avant le 31 décembre 1953 par voie législative, faute de quoi elle sera réalisée par décret.

Au cas où le Parlement voterait la réforme, je crois que la Commission de l'Intérieur du Conseil de la République devrait émettre le vœu, à l'occasion de l'examen de l'article 118 W, qu'elle soit saisie, au fond, du texte et non pour avis. Etes-vous d'accord sur ce point ?

(Assentiment)

Je pense que cette position de principe devrait être formulée en séance par notre rapporteur pour avis.

L'article 118 W n'appelle de ma part aucune autre observation.

Quelqu'un a-t-il une remarque à formuler ?

Personne ne demandant la parole, M. Deutschman est ensuite désigné comme rapporteur pour avis du projet de loi

../..



de finances pour l'exercice 1953.

°  
° °

M. ZUSSY est nommé rapporteur de la proposition de résolution n° 18, année 1952, tendant à inviter le Gouvernement à présenter un projet de loi substituant les collectivités locales aux droits et aux obligations des occupants de locaux d'habitation dirigés par elles vers des Maisons de retraite et des Hospices de vieillards.

°  
° °

M. VERDEILLE est nommé rapporteur de la proposition de résolution n° 688, année 1952, tendant à inviter le Gouvernement à apporter une aide immédiate aux victimes des inondations qui ravagent Bordeaux, les villes de banlieue et certains secteurs du département de la Gironde et à prendre toutes dispositions pour éviter le retour de pareilles catastrophes,

et de la proposition de résolution de M. Denvers, n° 78, année 1953, tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux populations de la région côtière du Nord et du Pas-de-Calais.

La séance est levée à 11 heures 30.

Le Président,

*Carrière*



## CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

COMMISSION DE L'INTERIEUR (Administration Générale,  
Départementale et Communale, Algérie)

Présidence de M. Léon MUSCATELLI, Président

Séance du jeudi 5 mars 1953

La séance est ouverte à 10 heures 35

Présents : MM. BONNEFOUS, BOZZI, CHAMPEIX, DEUTSCHMANN, ENJALBERT,  
FRANCK-CHANTE, Jacques GADOIN, Léo HAMON, LE  
BASSER, MONTPIED, MUSCATELLI, RUPIED, SOLDANI,  
ZUSSY.

Excusés : MM. ASSAILLIT, BERNARD, DELRIEU, SCHWARTZ.

Absents : Mme DEVAUD, MM. LACHEVRE, de LA GONTRIE, L'HUILLIER,  
LODEON, MAHDI, MARRANE, PIC, PIDOUX DE LA MADUERE,  
RESTAT, VAUTHIER, VERDEILLE.



Ordre du Jour

- I - Désignation d'un rapporteur pour la proposition de loi (n°II4, année 1953) relative à l'application à l'Algérie, à la Martinique, à la Guadeloupe, à la Réunion et à la Guyane, de l'article 2 de la loi n° 50-1513 du 8 décembre 1950, modifiant l'article 20 de la loi du 25 ventôse an XI concernant organisation du notariat.
- II - Désignation de quatre candidats aux postes de membres du Conseil National des Services publics.

--

Compte-rendu

-----

M. LE PRESIDENT MUSCATELLI.- La séance est ouverte.

M. RUPIED est nommé rapporteur de la proposition de loi (n° II4, année 1953) relative à l'application à l'Algérie, à la Martinique, à la Guadeloupe, à la Réunion et à la Guyane, de l'article 2 de la loi n° 50-1513 du 8 décembre 1950, modifiant l'article 20 de la loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat.

--

MM. DEUTSCHMANN, SCHWARTZ, SOLDANI et FRANCK-CHANTE sont désignés comme candidats aux postes de membres du Conseil National des services publics.

--

M. RUPIED.- Mes chers collègues, je puis, si vous le voulez, vous présenter mon rapport immédiatement sur la proposition de loi n° II4, année 1953) relative à l'application à l'Algérie

/...



- 3 -

à la Martinique, à la Guadeloupe, à la Réunion et à la Guyane de l'article 2 de la loi n° 50-1513 du 8 décembre 1950, modifiant l'article 20 de la loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat.

La loi n° 50-1513 du 8 décembre 1950 a simplifié les règles de forme des testaments authentiques et mystiques en modifiant les articles 971, 972, 973, 974, 976, 977, 979, 980 et 1007 du Code civil et elle a également modifié l'article 20 de la loi du 25 ventôse an XI en classant les actes de suscription des testaments mystiques parmi les actes en brevet dont les notaires ne sont pas tenus de garder minute.

En ce qui concerne les modifications apportées par cette loi aux articles du code civil précités, elles paraissent applicables de plano, tant à l'Algérie, en vertu de l'article 9 de la loi du 20 septembre 1947 portant statut organique de l'Algérie, qu'aux autres départements d'outre-mer en vertu de l'article 73 de l'actuelle Constitution.

Mais il n'en va pas de même pour ce qui regarde la modification apportée à l'article 20 de la loi du 25 ventôse an XI.

En effet, cette dernière loi, chartre de l'organisation du notariat dans la Métropole, n'était pas applicable aux départements d'Outre-Mer.

Cette organisation avait été légalement établie : pour la Guadeloupe et la Martinique, par le décret du 14 juin 1864; pour la Réunion, par le décret du 29 juin 1879 et pour la Guyane, par l'ordonnance coloniale du 24 février 1820.

Il en résulte que la loi du 8 décembre 1950, modifiant la loi de ventôse ne peut, par elle-même, changer les textes, toujours en vigueur, régissant particulièrement les quatre départements d'Outre-Mer précités.

Il semble, d'autre part, très douteux que la même modification soit applicable de plein droit à l'Algérie.

C'est dans ces conditions que, pour uniformiser la législation dans les départements métropolitains et d'outre-mer, pour faire bénéficier ces derniers de la réforme simplificatrice, pour supprimer toute hésitation et toute contestation, l'Assemblée Nationale, dans sa séance du 17 février dernier, a adopté, sans débat, la proposition de loi qui est aujourd'hui soumise à votre examen.

/...



Je vous propose de donner un avis favorable à ce texte.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 11 heures.

Le Président,

*Georges Teule*



## CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

COMMISSION DE L'INTERIEUR (ADMINISTRATION GENERALE,  
DEPARTEMENTALE ET COMMUNALE, ALGERIE)

Nomination de rapporteurs et co-rapporteurs :

du projet de loi (n° 241, année 1953) portant extension à l'Algérie de diverses dispositions législatives en vigueur dans la métropole et relatif aux dispositions pénales et de procédure pénale et aux dispositions de procédure civile  
Présidence de M. FRANCK-CHANTE, Vice-Président  
Algérienne.

du projet de loi (n° 185, année 1953) tendant à l'institution d'une classe de citoyens algériens pour les membres des mahakmas et les maours de justice de paix d'Algérie;

de la proposition de loi (n° 164, année 1953) tendant à compléter l'article 10 de la loi du 25 septembre 1951 instituant des dispositions d'encadrement pour les personnes ayant pris une part active et continue à la Résistance et à prévoir des dispositions temporaires aux règles de recrutement et de promotion dans les emplois publics;

de la proposition de loi (n° 183, année 1953) tendant à homologuer les dispositions de la loi du 32 votée par l'Assemblée nationale le 10 juillet 1952, instituant un système d'allocation familiale au profit des marins-pêcheurs;

de la proposition de loi (n° 195, année 1953) tendant à modifier l'article 10 de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale;

de la proposition de résolution (n° 71, année 1953) tendant à inviter le Gouvernement à réglementer, dans les documents publics, l'emploi des initiales et prénoms étrangers pour

Présents : MM. CHAMPEIX, DEUTSCHMANN, Mme DEVAUD, MM. ENJALBERT, FRANCK-CHANTE, Jacques GADOIN, l'HUILLIER, MAHDI, MARRANE, MONTPIED, PIDOUX de la MADUERE, RUPIED, SCHWARTZ.

Excusés : MM. ASSAILLIT, BOZZI, MUSCATELLI, VERDEILLE/

Absents : MM. Georges BERNARD, BONNEFOUS, DELRIEU, Léo HAMON, LACHEVRE, de la GONTRIE, LE BASSER, LODEON, PIC, RESTAT, SOLDANI, VAUTHIER, ZUSSY.

(n° 241, année 1953) portant extension à l'Algérie de diverses dispositions législatives en vigueur dans la métropole et relatif aux dispositions pénales et de procédure pénale et



ORDRE DU JOUR

Nomination de rapporteurs et éventuellement examen :

- du projet de loi (n° 241, année 1953) portant extension à l'Algérie de diverses dispositions législatives en vigueur dans la métropole et relatif aux dispositions pénales et de procédure pénale et aux dispositions de procédure civile devant assortir les décisions votées par l'Assemblée Algérienne.
- du projet de loi (n° 185, année 1953) tendant à l'institution d'une caisse de retraite et de prévoyance pour les membres des mahakmas et les acuns de justices de paix d'Algérie;
- de la proposition de loi (n° 164, année 1953) tendant à compléter l'article 6 de la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951 instituant des bonifications d'ancienneté pour les personnes ayant pris une part active et continue à la Résistance et à prévoir des dérogations temporaires aux règles de recrutement et d'avancement dans les emplois publics;
- de la proposition de loi (n° 193, année 1953) tendant à homologuer et modifier la décision n° 52 - A - 32 votée par l'Assemblée algérienne au cours de sa session extraordinaire de juin-juillet 1952, instituant un système d'allocations familiales au profit des marins-pêcheurs;
- de la proposition de loi (n° 199, année 1953) tendant à modifier l'article 10 de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale;
- de la proposition de résolution (n° 71, année 1953) tendant à inviter le Gouvernement à réglementer, dans les documents publics, l'emploi des initiales et graphismes abrégés pour les appellations françaises ou étrangères.

-:-:-:-:-

COMPTE RENDU

M. FRANCK-CHANTE, Président, ouvre la séance.

M. SCHWARTZ est nommé rapporteur du projet de loi (n° 241, année 1953) portant extension à l'Algérie de diverses dispositions législatives en vigueur dans la métropole et relatif aux dispositions pénales et de procédure pénale et

.../...



et aux dispositions de procédure civile devant assortir les décisions votées par l'Assemblée Algérienne.

M. MAHDI est nommé rapporteur du projet de loi (n° 185, année 1953) tendant à l'institution d'une caisse de retraite et de prévoyance pour les membres des mahakmas et les aouns de justices de paix d'Algérie.

M. DEUTSCHMANN est nommé rapporteur de la proposition de loi (n° 164, année 1953) tendant à compléter l'article 6 de la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951 instituant des bonifications d'ancienneté pour les personnes ayant pris une part active et continue à la Résistance et à prévoir des dérogations temporaires aux règles de recrutement et d'avancement dans les emplois publics.

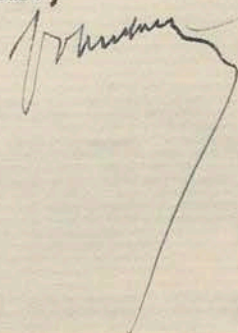
M. ENJALBERT est nommé rapporteur de la proposition de loi (n° 193, année 1953) tendant à homologuer et modifier la décision n° 52 - A - 32 votée par l'Assemblée Algérienne au cours de sa session extraordinaire de juin-juillet 1952, instituant un système d'allocations familiales au profit des marins-pêcheurs.

M. SCHWARTZ est nommé rapporteur de la proposition de loi (n° 199, année 1953) tendant à modifier l'article 10 de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale.

M. CHAMPEIX est nommé rapporteur de la proposition de résolution (n° 71, année 1953) tendant à inviter le Gouvernement à réglementer, dans les documents publics, l'emploi des initiales et graphismes abrégés pour les appellations françaises ou étrangères.

La séance est levée à 10 heures 30

Le Président,





## COMMISSION DE L'INTERIEUR

(Administration Générale, Départementale  
et Communale, Algérie)

-O-O-O-O-O-O-O-O-O-O-O-O-

Présidence de M. MUSCATELLI, Président

-O-O-O-O-O-O-O-O-

Séance du Jeudi 2 Juillet 1953

-O-O-O-O-O-O-

La séance est ouverte à 10 Heures 30

-oOo-

Présents : MM. BOZZI, CHAMPEIX, Mme Marcelle DEVAUD,  
MM. ENJALBERT, FRANCK-CHANTE, Jacques GADOIN,  
Léo HAMON, LODEON, Abdallah MAHDI, Georges  
MARRANE, Léon MUSCATELLI, PIC, RESTAT, RUPIED,  
SCHWARTZ, VAUTHIER, VERDEILLE, ZUSSY.

Excusés : MM. ASSAILLIT, DEUTSCHMANN, LE BASSER, MONTPIED,  
SOLDANI.

Absents : MM. Georges BERNARD, Raymond BONNEFOUS, DELRIEU,  
LACHEVRE, de LA GONTRIE, Waldeck L'HUILLIER,  
PIDOUX de LA MADUERE.

-oOo-

.../...



- 2 -

ORDRE DU JOUR

## Rapports :

- de M. SCHWARTZ sur :
  - le projet de loi (n° 241, année 1953) portant extension à l'Algérie de diverses dispositions législatives en vigueur dans la Métropole et relatif aux dispositions pénales et de procédure pénale et aux dispositions de procédure civile devant assortir les décisions votées par l'Assemblée algérienne ;
  - la proposition de loi (n° 199, année 1953) tendant à modifier l'article 10 de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale ;
- de M. MAHDI sur le projet de loi (n° 185, année 1953) tendant à l'institution d'une caisse de retraite et de prévoyance pour les membres des mahakmas et les aouns de justice de paix d'Algérie ;
- de M. DEUTSCHMANN sur la proposition de loi (n° 164, année 1953) tendant à compléter l'article 6 de la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951 instituant des bonifications d'ancienneté pour les personnes ayant pris une part active et continue à la Résistance et à prévoir des dérogations temporaires aux règles de recrutement et d'avancement dans les emplois publics ;
- de M. ENJALBERT sur la proposition de loi (n° 193, année 1953) tendant à homologuer et modifier la décision n° 52 - A - 32, votée par l'Assemblée Algérienne au cours de sa session extraordinaire de juin-juillet 1952, instituant un système d'allocations familiales au profit des marins-pêcheurs ;
- de M. CHAMPEIX sur la proposition de résolution (n° 71, année 1953) de M. Ernest Pezet, tendant à inviter le Gouvernement à réglementer dans les documents publics l'emploi des initiales et graphismes abrégés pour les appellations françaises ou étrangères.



- 3 -

COMPTE-RENDU

M. MUSCATELLI, Président, ouvre la séance.

M. VERDEILLE est nommé rapporteur de la proposition de résolution (n° 282, année 1953) de M. de Bardonnêche tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les sinistrés des Hautes-Alpes.

M. VAUTHIER est nommé rapporteur de la proposition de résolution (n° 71, année 1953) de M. Ernest Pezet, tendant à inviter le Gouvernement à réglementer dans les documents publics, l'emploi des initiales et graphismes abrégés pour les appellations françaises ou étrangères, en remplacement de M. Champeix.

°  
° °

M. LE PRESIDENT.- La parole est à M. Schwartz pour son rapport sur le projet de loi (n° 241, année 1953) portant extension à l'Algérie de diverses dispositions législatives en vigueur dans la Métropole et relatif aux dispositions pénales et de procédure pénale et aux dispositions de procédure civile devant assortir les décisions votées par l'Assemblée algérienne.

M. SCHWARTZ.- Mes chers collègues, je vous propose d'adopter le texte de l'Assemblée Nationale sous réserve des deux observations ci-après :

1°) L'article 10 du texte que nous examinons fixe le chiffre des amendes en vigueur en Algérie sans tenir compte de la loi du 14 avril 1952 qui a prescrit le doublement du taux des amendes correctionnelles. Or, cette loi a été déclarée applicable à l'Algérie. Il faut donc doubler les chiffres de l'article 10 ;

2°) L'article 12 a été également élaboré avant le vote en première lecture par l'Assemblée Nationale, le 24 Mars 1953, du projet de loi concernant les amendes de simple police dont le taux a été également relevé.

.../...



- 4 -

Ce projet de loi est en instance devant le Conseil de la République ; quand il aura été adopté, il faudra modifier en conséquence le taux des amendes prévues à l'article 12.

Sous réserve de ces deux modifications, le texte de l'Assemblée Nationale est adopté sans débat.

°  
° °

M. SCHWARTZ, Rapporteur de la proposition de loi (n° 199, année 1953) tendant à modifier l'article 10 de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale. - Mes chers collègues, M. Guthmuller, député, a déposé le 13 novembre 1952 une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ramener le nombre des conseillers municipaux dans les communes de 100 habitants ou moins, au chiffre de 9, motif pris que dans les communes de moins de 100 habitants, il n'est souvent pas possible de trouver 13 conseillers et qu'on y est parfois dans l'obligation de demander des conseillers aux communes voisines.

Vous savez en effet que, d'après l'article 10 de la loi municipale du 5 avril 1884, modifié par la loi n° 47-1744 du 6 septembre 1947, le conseil municipal se compose de 11 membres dans les communes de 500 habitants et au-dessous.

Au cours de la discussion de cette proposition de résolution devant la Commission de l'Intérieur de l'Assemblée Nationale, ce texte a été, dans un souci d'efficacité, transformé en proposition de loi tendant à prescrire que le Conseil municipal se compose de 9 membres dans les communes de 500 habitants et au-dessous.

Je vous propose d'émettre un avis conforme.

Je fais cependant observer qu'une fois ce texte promulgué, il faudra songer, semble-t-il, à modifier l'article 8 de la loi n° 48-1471 du 23 septembre 1948 relative à l'élection des sénateurs, membres du Conseil de la République. Ledit article prévoit, en effet, que les conseils

.../...



- 5 -

municipaux élisent, dans les communes de moins de 9.000 habitants, un délégué sénatorial pour les conseils municipaux de 11 membres, 3 délégués pour les conseils municipaux de 13 membres, 5 pour ceux de 17 membres, 7 pour ceux de 21 membres et 15 pour ceux de 23 membres. Il semble donc qu'il faille prévoir que les conseils municipaux se composant de 9 membres élisent, eux aussi, un délégué.

C'est sous le bénéfice de cette observation que je vous propose d'émettre un avis favorable à cette proposition de loi.

°  
° °

LE PRESIDENT donne lecture des rapports de MM. MAHDI et DEUTSCHMANN, qui se sont fait excuser.

Ces rapports tendent à l'adoption sans modifications des textes votés par l'Assemblée Nationale.

Il en est ainsi décidé.

°  
° °

M. ENJALBERT, Rapporteur de la proposition de loi (n° 193, année 1953) tendant à homologuer et modifier la décision n° 52 - A - 32 votée par l'Assemblée algérienne au cours de sa session extraordinaire de juin-juillet 1952, instituant un système d'allocations familiales au profit des marins-pêcheurs: Mes chers collègues, dans sa séance du 26 Juin 1952, l'Assemblée algérienne votait une décision n° 52 - A - 32 instituant un système d'allocations familiales au profit des marins-pêcheurs.

.../...



- 6 -

Cette décision réparait une injustice flagrante puisque, depuis 1945, le régime des allocations familiales était appliqué aux marins pêcheurs inscrits maritimes métropolitains. La prestation de 1.000 francs par mois et par enfant, adoptée par l'Assemblée algérienne, était nettement inférieure à celle versée dans la métropole. Ce chiffre avait été accepté par les marins-pêcheurs algériens, lassés de présenter des revendications sans cesse refusées, dans un esprit de très large compréhension.

Cette décision avait été préalablement adoptée à l'unanimité des 4<sup>me</sup> et 5<sup>me</sup> commissions, l'administration s'était ralliée à son texte et l'Assemblée algérienne l'avait votée à une très forte majorité.

Cette décision ne fut, cependant, point homologuée.

Le refus d'homologation du Gouvernement était basé sur les points suivants :

La qualité des prestataires, l'instauration de cotisations et de prestations fixées en valeur absolue et le manque d'équilibre qui existe entre les cotisations et les prestations.

#### A. - Qualité des prestataires.-

Un décret du 8 juin 1946 assimile les marins-pêcheurs métropolitains aux travailleurs indépendants ; or, ce décret n'a pas été rendu applicable à l'Algérie, ce qui, légalement, exclut du cadre des travailleurs indépendants les marins-pêcheurs algériens.

D'autre part, la loi du 13 décembre 1926, dite "Code du travail maritime", stipule dans son article 32 que, dans le système de rémunération "à la part", ces parts peuvent être considérées comme des salaires ; cette loi est applicable à l'Algérie.

Donc, juridiquement parlant, les marins-pêcheurs algériens n'ont pas la qualité de travailleurs indépendants, ce qui annule le premier argument.

.../...



- 7 -

B. - Cotisations et prestations fixées  
en valeur absolue.

Les marins-pêcheurs métropolitains "à la part" jouissent d'un régime spécial d'allocations familiales à forme forfaitaire depuis 1945. La décision de l'Assemblée algérienne faisait prendre les marins-pêcheurs algériens "à la part" en charge par les caisses algériennes d'allocations familiales des travailleurs des ports, avec le même régime d'allocations et de prestations calculé en valeur absolue et forfaitairement.

Signalons, en passant, que les patrons et les marins-pêcheurs algériens, travaillant à la part, sont des inscrits maritimes, soumis aux mêmes servitudes, que leurs camarades métropolitains. Donc, sous un statut civil, ils sont justiciables d'une réquisition pour les besoins de la Défense Nationale puisqu'ils sont suivis, au jour le jour, dans les matricules de l'Inscription maritime.

En conséquence, le deuxième argument ne peut être pris en considération.

C. - Manque d'équilibre entre les cotisations  
et les prestations.

Cet argument est ainsi traduit dans le refus d'homologation :

"... le manque d'équilibre entre les cotisations et les prestations est contraire à une saine gestion des allocations familiales".

Nous ne répondrons pas nous-mêmes à cet argument ; nous nous contenterons de citer textuellement un passage de la réponse adressée par le Ministre des Travaux Publics, des Transports et du Tourisme au président du Comité central des pêches maritimes algériennes :

"Par ailleurs, il n'est pas inutile de rappeler que la Caisse d'allocations familiales de la pêche maritime de la métropole présente, chaque année, un déficit très important que doit combler le budget de la Sécurité sociale.

.../...



- 8 -

Vous reconnaîtrez très certainement avec moi que la fusion réclamée aurait pour résultat certain une augmentation sensible de ce déficit"...

Donc, les arguments du Gouvernement ne valent pas ; c'est pourquoi d'ailleurs l'Assemblée Nationale a finalement homologué la décision de l'Assemblée Algérienne. Je vous demande de confirmer son point de vue.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 11 Heures 15.

Le Président,



## CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

COMMISSION DE L'INTERIEUR (Administration Générale,  
départementale et communale, Algérie)

-----

Présidence de M. Léon MUSCATELLI, Président

-----

Séance du jeudi 16 juillet 1953

-----

La séance est ouverte à dix heures trente

-----

Présents :

MM. ASSAILLIT, BONNEFOUS, BOZZI, CHAMPEIX, DEUTSCHMANN, Mme Marcelle  
DEVAUD, MM. ENJALBERT, LODEON, MONTPIED, MUSCATELLI, RUPIED,  
SOLDANI, VAUTHIER, ZUSSY.

Excusés :

MM. FRANCK CHANTE, Jacques GADOIN, LE BASSER, RESTAT, SCHWARTZ,  
VERDEILLE.

Délégué : M. RUPIED, par M. LACHEVRE.

Absents : MM. BERNARD, DELRIEU, HAMON, de LA GONTRIE, L'HUILLIER, MAHDI,  
MARRANE, PIC, PIDOUX DE LA MADUERE.

-----

/...



Ordre du Jour

- I - Examen du rapport de M. Vauthier sur la proposition de résolution (n° 71, année 1953) de M. Pezet, tendant à inviter le Gouvernement à réglementer, dans les documents publics, l'emploi des initiales et graphismes abrégés pour les appellations françaises et étrangères.
- II - Désignation d'un rapporteur pour la proposition de résolution (n° 325, année 1953) de M. Plazanet tendant à inviter le Gouvernement à secourir les populations de la Seine victimes de l'orage du 30 juin 1953.

-\*-

Compte-rendu.

M. MUSCATELLI, Président, ouvre la séance.

M. VAUTHIER donne lecture de son rapport sur la proposition de résolution (n° 71, année 1953) de M. Pezet, tendant à inviter le Gouvernement à réglementer, dans les documents publics, l'emploi des initiales et graphismes abrégés pour les appellations françaises et étrangères.

Ses conclusions sont adoptées à l'unanimité et le texte de M. Pezet est approuvé sans changement.

Mme DEVAUD est nommée rapporteur de la proposition de résolution (n° 325, année 1953) de M. Plazanet tendant à inviter le Gouvernement à secourir les populations de la Seine victimes de l'orage du 30 juin 1953.

o.o

M. MUSCATELLI.- Mes chers collègues, vous avez tous été informés, par la presse, des incidents qui ont ensanglanté le 14 juillet à Paris. Les manifestants nord africains se sont heurtés au service d'ordre. Il y a eu sept tués parmi les manifestants et de nombreux blessés de part et d'autre.

/...



Vous êtes parfaitement au courant des difficultés soulevées par l'immigration d'une très nombreuse main-d'oeuvre nord africaine en France. C'est un sujet qui est évoqué à chaque discussion budgétaire et, malgré nos nombreuses mises en garde, les Gouvernements successifs n'ont pas encore abordé le règlement de cette question.

Nous n'avons pas le droit d'interpeller le Gouvernement et je crois qu'il n'y aurait aucun intérêt à lui poser une question orale avec débat, car elle ne viendrait certainement pas avant la suspension de nos travaux, pour les vacances d'été.

Ce qu'il faut faire, je crois, c'est étudier très sérieusement cette question et faire approuver, par le Conseil de la République, un projet de solution qui serait soumis au Gouvernement. Je vous proposerai, donc, de désigner une sous-commission restreinte qui, munie des pouvoirs d'enquête, étudierait sur place, c'est-à-dire en Algérie et dans les régions françaises où la main-d'oeuvre nord africaine est abondante, les conditions d'une amélioration de l'état de choses existant.

Il ne fait pas de doute que la source principale des difficultés se trouve en Algérie; d'une part, parce que c'est là que devrait être contrôlée l'immigration et, d'autre part, parce qu'il importe de mettre fin, en Algérie même, aux causes de l'immigration.

Le fond du problème réside dans une modification de l'économie algérienne. L'Algérie est un pays pauvre, dont la population s'accroît chaque année d'au moins 200.000 âmes.

Il faut donc trouver, sur place, une utilisation rationnelle de la main-d'oeuvre.

Mme DEVAUD.- Avant de savoir que cette question serait abordée en Commission, j'avais posé, de mon propre chef, une question orale avec débat au Gouvernement.

Je la retirerai, bien volontiers, si la Commission doit consacrer tous ses efforts à l'examen de cette question.

M. VAUTHIER.- On prétend qu'il n'est pas possible de contrôler l'immigration nord africaine, car les Algériens sont citoyens français.

Je vous rappelle que les habitants de l'Ile de la Réunion, qui sont également citoyens français, ne peuvent pas quitter le département pour la Métropole, sans une autorisation préfectorale et sans offrir certaines garanties, telle que le dépôt d'une



caution pour assurer leur rapatriement.

La réorganisation économique de l'Algérie demandera de très longues années. Il faudrait prendre, en tout cas, et immédiatement, des mesures semblables à celles en vigueur à La Réunion.

Les Algériens n'auront pas lieu d'en être vexés, puisque la Réunion est une terre française, depuis plus longtemps que l'Algérie.

LE PRESIDENT.- Je suis tout à fait d'accord. Il importe, en tout cas, de mettre fin au plus tôt aux procédés de racolage utilisés en Algérie, par des compagnies de transport sans scrupule qui organisent des départs d'Algériens vers la Métropole, dans un but purement lucratif.

Je crois que notre sous-commission devrait comprendre trois ou quatre membres, afin de ne pas alourdir la marche de ses travaux.

Quels sont les commissaires qui désireraient en faire partie ?

La Commission désigne : Mme Devaud, MM. Champeix, Bonnefous et Muscatelli.

M. LE PRESIDENT.- Je demanderai en votre nom, au Conseil de la République, les pouvoirs d'enquête nécessaires et nous ferons notre possible pour provoquer un débat sur cette question dès la rentrée du mois d'octobre.

Je vous demanderai de me faire confiance pour provoquer une réunion prochaine de la sous-commission.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 11 heures 15.

Le Président,

*Bonnefous*



COMMISSION DE L'INTERIEUR (ADMINISTRATION  
GENERALE, DEPARTEMENTALE ET COMMUNALE, ALGERIE)

---\*---\*---\*---\*---\*

Présidence de M. RUPIED, Doyen d'âge

---\*---\*---\*---\*---\*

Séance du jeudi 23 juillet 1953

---\*---\*---\*---\*---\*

La séance est ouverte à 10 heures 30

---\*---\*---\*---\*

Présents : MM. CHAMPEIX, DELRIEU, DEUTSCHMANN, Mme DEVAUD, MM.  
ENJALBERT, Léo HAMON, LOBEON, MARRANE, MONTPIED,  
RUPIED, SCHWARTZ.

Excusés : MM. ASSAILLIT, BONNEFOUS, BOZZI, FRANCK-CHANTE, GADOIN,  
MUSCATELLI, RESTAT, VERDEILLE, ZUSSY.

Délégué : M. DELRIEU (par M. LACHEVRE).

Absents : MM. Georges BERNARD, de la GONTRIE, LE BASSER, l'HUILLIER,  
MAHDI, PIC, PIDOUX DE LA MADUERE, SOLDANI, VAUTHIER.

---\*---\*---

.../...



ORDRE DU JOUR

## I - Désignations de rapporteurs pour :

- le projet de loi (n° 352, année 1953) déterminant les modalités d'application à l'Algérie de l'acte dit loi du 2 juillet 1941 portant modification des dispositions relatives à la répression des infractions aux dispositions de la législation du travail, et rendant applicable à l'Algérie la loi n° 51-144 du 14 février 1951 abrogeant les dispositions législatives qui, en matière de droit commun, suppriment ou limitent le droit qui appartient aux juges d'accorder le sursis aux peines qu'ils prononcent et de faire bénéficier le coupable de circonstances atténuantes;
- le projet de loi (n° 355, année 1953) étendant à l'Algérie la loi n° 51-1409 du 7 décembre 1951 relative à la procédure en matière de contestations nées à l'occasion des élections des délégués du personnel et des délégués au comité d'entreprise.

## II - Désignation éventuelle d'un membre de la Commission chargé de participer au prochain congrès international des sciences administratives.

## III - A l'issue de la séance de la Commission, réunion de la sous-commission chargée d'enquêter sur les problèmes posés par la main-d'oeuvre Nord-africaine en France.

- \* - \* - \* - \* - \* - \* - \*

COMPTE RENDU

M. RUPIED, Doyen d'âge, ouvre la séance.

\* \* \*

\*

.../...



M. DELRIEU est nommé rapporteur :

1°) du projet de loi (n° 352, année 1953) déterminant les modalités d'application à l'Algérie de l'acte dit loi du 2 juillet 1941 portant modification des dispositions relatives à la répression des infractions aux dispositions de la législation du travail, et rendant applicable à l'Algérie la loi n° 51-144 du 11 février 1951 abrogeant les dispositions législatives qui, en matière de droit commun, suppriment ou limitent le droit qui appartient aux juges d'accorder le sursis aux peines qu'ils prononcent et de faire bénéficier le coupable de circonstances atténuantes.

2°) du projet de loi (n° 355, année 1953), étendant à l'Algérie la loi n° 51-1409 du 7 décembre 1951 relative à la procédure en matière de contestations nées à l'occasion des élections des délégués du personnel et des délégués au comité d'entreprise.

\* \*

\*

La Commission désigne ensuite M. Léo Hamon pour participer au prochain congrès international des sciences administratives qui se tiendra à Istambul dans le courant du mois d'août.

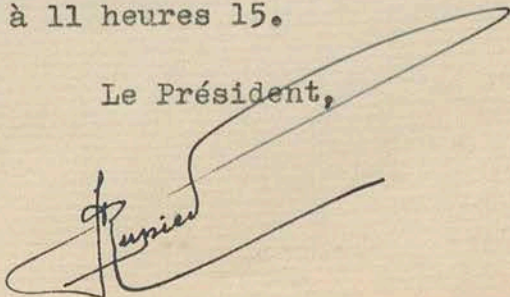
\* \*

\*

M. MUSCATELLI étant retenu au Ministère de l'Intérieur par une conférence portant sur les problèmes algériens, la réunion de la sous-commission chargée d'enquêter sur les problèmes posés par la main-d'oeuvre nord-africaine en France est reportée à une date ultérieure.

La séance est levée à 11 heures 15.

Le Président,





## ORDRE DU JOUR

I - Rapports de M. Delrieu sur les projets de loi :

## COMMISSION DE L'INTERIEUR

(ADMINISTRATION GENERALE, DEPARTEMENTALE ET COMMUNALE, ALGERIE)

-:-:-:-:-

Présidence de M. Léon MUSCATELLI, président

-:-:-:-:-

Séance du jeudi 12 novembre 1953

-:-:-:-:-

La séance est ouverte à 10 heures 30

-:-:-:-

Présents : MM. Raymond BONNEFOUS, DELRIEU, DEUTSCHMANN, Mme Marcelle DEVAUD, MM. ENJALBERT, Waldeck L'HUILLIER, Léon MUSCATELLI, PIDOUX de la MADUERE, RESTAT, SOLDANI, VAUTHIER, ZUSSY.

Excusés : MM. ASSAILLIT, Georges BERNARD, BOZZI, CHAMPEIX, FRANCK CHANTE, Léo HAMON, LACHEVRE, MONTPIED, PIC, SCHWARTZ, VERDEILLE.

Absents : MM. Jacques GADOIN, de LA GONTRIE, LE BASSER, LODEON, Abdallah MAHDI, Georges MARRANE, RUPIED.

-:-:-:-

.../...



- 2 -

ORDRE DU JOUR

I - Rapports de M. Delrieu sur les projets de loi :

- (n° 352, année 1953) déterminant les modalités d'application à l'Algérie de l'acte dit loi du 2 juillet 1941 portant modification des dispositions relatives à la répression des infractions aux dispositions de la législation du travail et rendant applicable à l'Algérie la loi n° 51-144 du 11 février 1951 abrogeant les dispositions législatives qui, en matière de droit commun, suppriment ou limitent le droit qui appartient aux juges d'accorder le sursis aux peins qu'ils prononcent et de faire bénéficier le coupable de circonstances atténuantes ;
- (n° 355, année 1953) étendant à l'Algérie la loi n° 51-1409 du 7 décembre 1951 relative à la procédure en matière de contestations nées à l'occasion des élections des délégués du personnel et des délégués au comité d'entreprise.

II - Désignation d'un rapporteur pour la proposition de résolution (n° 463, année 1953), de Mme Thome-Patenôtre, tendant à inviter le Gouvernement à faire procéder, en 1954, à un dénombrement général de la population.

III - Eventuellement, exposé de M. Léo Hamon sur le dernier Congrès international des sciences administratives.

-:-:-:-

COMPTE RENDU

Le Président, M. MUSCATELLI, ouvre la séance et donne la parole à M. Delrieu, rapporteur.

M. DELRIEU.- Mes chers Collègues, le projet de loi n° 352 a pour objet de rendre applicables à l'Algérie :

- d'une part, l'acte dit loi du 2 juillet 1941 portant modification des dispositions relatives à la répression des infractions aux dispositions de la législation du travail ;

- d'autre part, la loi n° 51-144 du 11 février 1951 abrogeant les dispositions législatives qui, en matière de droit commun, suppriment ou limitent le droit qui appartient aux juges d'accorder le sursis aux peines qu'ils prononcent et de faire bénéficier le coupable de circonstances atténuantes.

.../...



- 3 -

1°- La loi du 2 juillet 1941 a eu pour effet de rendre plus sévère la répression des infractions à la législation du travail ; les sanctions antérieurement prévues étaient, en effet, souvent inopérantes par suite de la lenteur de la procédure alors en vigueur ou de la disproportion entre la faute commise et la répression.

Le projet de loi n° 352 adapte au code algérien du Travail les modifications qui ont été apportées par cette loi du 2 juillet 1941 au Code métropolitain. Les taux des amendes prévues dans ce projet sont identiques à ceux qui sont actuellement en vigueur en Métropole, compte tenu des lois qui sont successivement intervenues pour multiplier uniformément les taux des amendes pénales fixées par tous les codes ou lois en vigueur (la dernière de ces lois étant celle du 14 avril 1952);

2°- La loi du 11 février 1951 a eu une portée beaucoup plus générale, car elle concerne non plus seulement la répression des infractions à la législation du travail mais l'ensemble du droit pénal. De plus, au contraire de celle du 2 juillet 1941, elle apporte un adoucissement à la pénalité puisqu'elle abroge en bloc toutes les dispositions législatives qui étaient contenues dans les codes ou lois diverses et qui, par dérogation au droit commun, limitaient la possibilité pour le juge d'accorder le sursis ou les circonstances atténuantes.

Il était nécessaire, sur ce point également, d'aligner la législation algérienne sur celle de la Métropole. Tel avait été l'objet d'un projet de loi spécial que le Gouvernement avait déposé sous le n° 2240 et que la Commission de l'Intérieur de l'Assemblée Nationale a décidé de joindre à celui 1269, portant extension de la loi précédente du 2 juillet 1941.

Je vous demande d'adopter sans modification le texte voté par l'Assemblée Nationale.

Le rapport est adopté sans débat.

o

o

o

M. DELRIEU.- Mes chers Collègues, La législation relative aux comités d'entreprise (ordonnance du 22 février 1945 et la loi du 7 juillet 1947) et la législation relative aux délégués du personnel dans les entreprises (lois des 16 avril 1946 et 7 juillet 1947) sont applicables en Algérie.

.../...



- 4 -

Aux termes de ces législations, le juge de paix avait reçu compétence pour connaître des contestations nées, soit à l'occasion des élections des délégués du personnel, soit à l'occasion des élections des délégués au comité d'entreprise.

La loi n° 51-1409 du 7 décembre 1951 a eu pour objet de préciser les règles de la procédure qui devra être suivie devant le juge de paix pour le règlement de ces contestations ; cette procédure se trouve simplifiée à l'extrême (introduction de l'instance par simple déclaration au greffe - simple avertissement donné aux parties - absence de frais, etc...)

En Par le jeu du régime législatif de l'Algérie, cette loi du 7 décembre 1951 n'est pas applicable de plano aux trois départements algériens. Il importait de rétablir sur ce point l'identité de législation qui existait auparavant en cette matière entre la France et l'Algérie, d'autant plus que les simplifications de procédure réalisées par la loi du 7 décembre 1951 constituent un progrès certain.

Je vous demande également d'adopter sans modification le texte voté par l'Assemblée Nationale.

Le rapport est adopté sans débat.

o

o

o

M. LE PRESIDENT.- Je dois vous faire connaître que Mme Devaud, M. Pic et M. Lachèvre sont candidats au rapport de la proposition de résolution (n° 463, année 1953), de Mme Thome-Patenotre, tendant à inviter le Gouvernement à faire procéder, en 1954, à un dénombrement général de la population.

M. L'HUILLIER.- Il faudrait régler cette question d'urgence car, dans le projet de budget de 1954, les dépenses pour le recensement sont inscrites mais une partie est mise à la charge des communes.

En effet la subvention pour dépenses d'intérêt général, allouée par l'Etat aux communes, est réduite cette année de moitié.

.../...



M. DEUTSCHMANN.- Cette façon de procéder de la part de l'Etat est inadmissible. On pourrait d'ailleurs faire un dénombrement plus sommaire qui reviendrait moins cher.

Mme DEVAUD.- Non, je pense qu'il faut faire un recensement très complet. Les accords internationaux nous y obligent d'ailleurs.

M. DELRIEU.- Je suis de l'avis de Mme Devaud. Si vous demandez à faire un recensement sommaire, c'est-à-dire comportant uniquement le dénombrement de la population, vous fournirez un argument de plus à l'Etat pour qu'il mette à la charge des communes une partie de la dépense.

M. ZUSSY.- Le prochain Congrès des Maires de France se réunira le 25 novembre. Il y aurait intérêt à ce que la question du recensement, qui y sera évoquée, soit étudiée par nous auparavant.

M. LE PRESIDENT.- Je vous propose de tenir une réunion spéciale à cet effet le mardi 17 novembre à 15 heures.

Cette proposition est adoptée.

La séance est levée à 11 heures.

Le Président,

*Le Président*



## COMMISSION DE L'INTERIEUR

(ADMINISTRATION GENERALE, DEPARTEMENTALE ET COMMUNALE, ALGERIE )

-:-:-:-:-

Présidence de M. FRANCK CHANTE, Vice-Président

-:-:-:-:-

Séance du mercredi 17 novembre 1953

-:-:-:-:-

La séance est ouverte à 14 heures 30

-:-:-:-:-

Présents : MM. ASSAILLIT, Raymond BONNEFOUS, CHAMPEIX, DELRIEU, Mme Marcelle DEVAUD, MM. ENJALBERT, FRANCK CHANTE, Jacques GADOIN, Léo HAMON, LACHEVRE, Waldeck L'HUILLIER, LODEON, Georges MARRANE, RUPIED.

Excusés : MM. Georges BERNARD, BOZZI, DEUTSCHMANN, LE BASSER, MONTPIED, Léon MUSCATELLI, SCHWARTZ, SOLDANI, VERDEILLE.

Absents : MM. de LA GONTRIE, Abdallah MAHDI, PIC, PIDOUX de la MADUERE, RESTAT, ZUSSY.

-:-:-

.../...



ORDRE DU JOUR

- Rapport de Mme Devaud sur la proposition de résolution (n° 463, année 1953), de Mme Thome-Patenôtre, tendant à inviter le Gouvernement à faire procéder en 1954 à un dénombrement général de la population.

--:--:--:--:--

COMPTE RENDU

Le Président, M. Frand-Chante, ouvre la séance et donne la parole à Mme Devaud pour son rapport.

Mme DEVAUD.- Mes chers Collègues, je vous propose l'adoption de la proposition de résolution de Mme Thome-Patenôtre. Je crois que nous sommes tous d'accord, en effet, sur l'urgence et la nécessité de procéder à un dénombrement de la population.

Je vous rappelle qu'en France, depuis 1851, le dénombrement de la population était effectué tous les cinq ans en vertu de la loi du 22 juillet 1791 et de l'ordonnance du 16 janvier 1822.

Le dernier recensement date de 1946. Le suivant aurait dû avoir lieu en 1951 ; faute de crédits le recensement n'a pas eu lieu.

Depuis cette date, à chaque examen du Budget du Ministère de l'Intérieur, plusieurs de nos Collègues sont intervenus pour signaler la nécessité de procéder au recensement. En effet, les chiffres de 1946 ne correspondent plus à la réalité actuelle. De nombreux mouvements de population se sont produits dus, pour une part, au retour des sinistrés dans leur département d'origine et, pour une autre part, au développement de certaines régions. C'est ainsi que le département de la Moselle, par exemple, a vu sa population augmenter dans de notables proportions à la suite du développement de l'industrie sidérurgique.

Certains maires ont commis l'imprudence, l'année passée, de proposer au Ministre de l'Intérieur de prendre à leur charge une partie des frais du recensement, à la suite de quoi le Ministre du Budget a prévu, pour cette année, une réduction de moitié de la subvention aux communes, allouée par l'Etat au titre d'intérêt général, cette somme étant destinée à financer une partie du recensement.

.../...



- 3 -

Cette initiative nous paraît, à tous, particulièrement regrettable car le dénombrement pur et simple de la population n'est que l'un des aspects du recensement.

L'Institut National de la Statistique profite, en effet, du recensement pour établir des statistiques très variées concernant les différentes professions, la population scolaire, les exploitations agricoles, la population étrangère, l'état du patrimoine immobilier de la France.

A l'heure actuelle, nos représentants dans les différents congrès internationaux sont handicapés car ils ne disposent d'aucune référence démographique convenable. Vous savez, par ailleurs, que l'O.N.U. a décidé qu'en 1961 il serait procédé à un recensement général de la population mondiale. Il me paraît, toutefois, impossible que la France attende cette date pour recenser sa population.

Les frais du recensement s'élèvent à trois milliards. Quelque lourde que soit cette dépense, il faut tout de même la faire car elle est d'une nécessité indiscutable.

Le recensement est oeuvre d'intérêt national c'est pourquoi le Budget de l'Etat doit, seul, en supporter les frais.

M. Waldeck L'HUILLIER.- Je suis tout à fait d'accord avec Mme Devaud. Je précise, toutefois, que l'absence de recensement gêne plus particulièrement les communes sinistrées à deux points de vue : d'abord en ce qui concerne la subvention d'intérêt général qui est allouée en tenant compte du nombre d'habitants ensuite, en ce qui concerne la taxe locale et, ce, sur deux points différents. Je vous rappelle, tout d'abord, que le chiffre de recettes garanti est basé sur le nombre d'habitants ; en outre, le système de péréquation de la taxe est basé sur le centime démographique, qui est établi en fonction de la population des communes.

M. RUPIED.- Je suis également d'accord pour que l'on procède à un recensement. Je regrette cependant que les frais en soient si élevés. Je suis certain qu'avec une meilleure organisation l'on pourrait s'en tirer à meilleur compte.

M. LE PRESIDENT.- Personne ne fait d'objection à l'adoption des conclusions de Mme Devaud ? Son rapport est, en conséquence, adopté.

La séance est levée à 15 heures 15.

Le Président,

*M. Waldeck L'Huillier*



— ♪ — ! — ♪ — ♪ — ♪ — ♪ — ♪ — ♪ — ♪ — ♪ — ♪ — ♪ — ♪ — ♪ — ♪ —

Présidence de M. MUSCATELLI, Président

— : — : — : — : — : — : — : — : — : — : — : — : —

Séance du jeudi 10 décembre 1953

[illegible]

La séance est ouverte à 10 heures 35

—●—●—●—●—●—●—●—●—●—

Présents : MM. ASSAILLIT, BONNEFOUS, BOZZI, DELRIEU, DEUTSCHMANN,  
Mme DEVAUD, MM. ENJALBERT, FRANCK CHANTE, Jacques  
GADOIN, HAMON, MONTPIED, MUSCATELLI, PIC, PIDOUX DE  
LA MADUERE, RESTAT, RUPIED, SOLDANI, VAUTHIER.

Suppléants: MM. DUPIC, CHAINTRON

Excusés : MM. CHAMPEIX, LACHEVRE, LE BASSER, LODEON, SCHWARTZ,  
VERDEILLE, ZUSSY.

Absents : MM. BERNARD, de LA GONTRIE, L'HUILLIER, MAHDI, MARRANE.

— • — • — • — • — • —



Ordre du Jour

- Premier examen du budget du Ministère de l'Intérieur.
- Exposé de M. Léo Hamon sur le congrès international des sciences administratives.

-\*-

Compte-rendu.-

LE PRESIDENT MUSCATELLI ouvre la séance.

°°°

M. PIC est nommé rapporteur pour avis du budget du Ministère de l'Intérieur.

°°°

La parole est, ensuite, à M. Léo Hamon pour son exposé.

M. Léo HAMON.- Mes chers collègues.- Le rapport n° 34 du 12 janvier 1951, j'ai déposé au nom de la Commission de l'Intérieur sur ma propre proposition de résolution n° 828, vous a déjà exposé ce qu'était l'Institut International des Sciences Administratives, son évolution depuis la guerre et son congrès de Florence en 1950.

Je rappellerai ici, simplement, que l'Institut International des sciences administratives a son origine dans un premier congrès de Bruxelles en 1910, que son secrétariat s'est établi dans cette ville et qu'il a tenu, depuis, sept congrès. L'O.N.U. l'a, en 1949, reconnu comme organisation auxiliaire et l'a associé à ses travaux ; après la guerre, les pays anglo-saxons ont pris à sa vie une part très grande, en même temps que le resserrement des relations internationales, le développement de l'assistance internationale, etc... créaient un intérêt accru pour des échanges plus étendus d'informations et d'expériences administratives.

/...



- 3 -

- I -

Le congrès, qui a lieu tous les trois ans, s'est déroulé à Istanbul du 6 au 14 septembre 1953. La délégation française était nombreuse (la plus importante après la délégation turque).

Aux sept délégués officiels (M. René Cassin, vice-président du Conseil d'Etat - M. Parent, premier président de la Cour des Comptes - M. Puget, conseiller d'Etat - M. Charles Eisenmann, professeur à la Faculté de Droit de Paris - M. Bourdeau de Fontenay, directeur de l'école nationale d'administration - M. Grégoire, directeur de la fonction publique - M. Léo Hamon, Sénateur) étaient, en effet, venus s'ajouter de nombreux fonctionnaires, membres du Conseil d'Etat, de la Cour des Comptes ou Inspecteurs des Finances, M. Milhaud, Président de l'Institut Technique des Administrations publiques, etc...

Comme à Florence, le congrès s'est divisé en deux formations de travail correspondant au comité scientifique et au comité des pratiques administratives - organismes de travail permanents de l'Institut.

Le Comité scientifique a étudié les juridictions administratives internationales, les cas concrets de contentieux administratif, les subventions comme moyens d'administration, l'administration en matière économique.

Le Comité des pratiques administratives a étudié les problèmes administratifs relatifs à l'exécution d'un programme de développement économique, le budget comme programme de travail du Gouvernement, l'obtention de normes professionnelles et morales élevées dans les services publics.

Des séances communes ont été consacrées à l'administration en matière économique, la formation des fonctionnaires nationaux, internationaux et supra-nationaux.

Le comité scientifique correspondait plus particulièrement à l'activité traditionnelle de l'Institut tournée vers les sciences administratives, elles-mêmes centrées, selon la conception continentale traditionnelle, autour du droit administratif; l'influence française y prévalait sans conteste. Notre compatriote; M. Henri Puget présidait ce comité.

L'étude des pratiques administratives correspondait au souci apporté par l'Amérique qui tend à mettre au premier plan les techniques de l'administration. M. Donald Stone présidait aux travaux de ce Comité.

/...



- 4 -

- A -

a) l'étude des juridictions administratives internationales est la suite du développement même des services internationaux. A Florence, on s'était penché sur le statut des fonctionnaires internationaux ou supranationaux (Communauté charbon acier, Conseil de l'Europe, O.T.AN. ) Le nombre accru de ces fonctionnaires conduit à envisager l'institution de tribunaux administratifs pour assurer leurs droits : le personnel de l'O.N.U. bénéficie ainsi de la garantie d'un tribunal international dont les décisions relatives à l'indépendance politique du fonctionnaire international ont eu récemment quelque retentissement.

La juridiction internationale administrative, en voie d'élaboration, subit naturellement l'influence de la construction administrative française et du Conseil d'Etat, reconnus en droit administratif comparé comme protégeant sans doute au mieux l'administré.

C'est ainsi qu'une Française, Mme Bastide Basdevant, a présidé le tribunal international de l'O.N.U., que le statut de la Cour de Justice dans la communauté charbon-acier porte manifestement l'empreinte des conceptions françaises de la juridiction administrative.

b) l'étude des cas concrets de contentieux administratif avait été suggérée à Florence par le professeur suédois Herlitz afin de permettre aux juristes des différents pays de confronter les règles de procédure et de fond applicables dans leurs pays respectifs à une situation concrète donnée. Malgré le choix judicieux des situations retenues comme exemples, cette méthode d'étude du droit administratif comparé ne semble pas avoir encore donné tout le profit qu'en attendaient ses inspirateurs. Il nous paraît cependant y avoir là un procédé à retenir pour la confrontation des différents systèmes juridiques existants.

c) les subventions comme moyen d'administration, appelaient l'étude des cas dans lesquels une administration, au lieu d'assumer elle-même, par le procédé du service public, la satisfaction d'un besoin, se borne à favoriser cette satisfaction en subventionnant, à cet effet, une autre personne publique ou privée.

Ce mode d'action pose, on le voit, de nombreux problèmes :

- quand y a-t-il lieu à subvention ?
- quand doit-elle être obligatoire ou facultative ?
- qui a qualité pour décider l'octroi d'une subvention, son montant doit-il être discrétionnaire ou fixé à l'avance par application de barèmes ?

/...



- 5 -

- quelles doivent être les modalités du contrôle de celui qui accorde la subvention, les conditions auxquelles elle peut être subordonnée, etc...

L'étude de ces nombreux problèmes a, semble-t-il, été seulement ébauchée.

d) l'administration en matière économique avait fait l'objet d'un rapport général de M. Puget. Parmi les rapports nationaux, on remarquait les rapports français, turc, yougoslave.

Le délégué turc a fait le bilan des expériences d'économie mixte pratiquées en Turquie quant à leur origine, leur capital, leur direction et le mode de solution de leurs problèmes.

La mise à l'ordre du jour de ce sujet correspondait naturellement au développement des interventions de l'Etat en matière économique.

Quelles sont les modalités de ces interventions et quelles doivent en être les règles, quel est le bilan de l'expérience ? Ces questions ont-elles aussi été seulement ébauchées car on a pu constater qu'au départ il convenait de préciser la nature même des notions évoquées.

- B -

a) l'importance des problèmes relatifs à l'exécution des programmes de développement économique ou d'assistance technique est caractéristique des circonstances dans lesquelles se déroule aujourd'hui le travail de l'Institut ; extension pratique de l'assistance technique internationale, désir des Etats-Unis (principaux bailleurs de fonds de cette assistance) devait, les dépenses faites, produire le maximum d'effet utile, souci des différentes nations assistées de retirer le maximum de profit de cette coopération sans aliéner pour autant leur indépendance, souci, enfin, de certains pays d'élargir leur influence intellectuelle, à propos de l'étude de ces problèmes pratiques.

Le délégué des Philippines a rappelé l'importance de l'assistance technique pour le maintien de la paix.

/...



Le rapport de M. Donald Stone insistait sur l'appareil administratif propre à permettre la meilleure mise en oeuvre d'un programme d'assistance technique. On a examiné particulièrement les exemples concrets d'un pays sous-développé : Porto-Rico et d'un pays à la civilisation très développée : l'Autriche, les procédés dits de "la corporation publique", les méthodes de coordination des divers services.

b) l'étude du budget montrait la transformation de son rôle. Jadis moyen de contrôle du Parlement sur l'exécutif (la doctrine anglaise classique parlait du pouvoir de la bourse), le budget est devenu avant tout, par son volume, un élément essentiel non seulement pour la redistribution du revenu national, mais encore pour la mise en rapport des besoins et des demandes de certaines catégories de dépenses et d'autres, de l'exécution des programmes de développement du pays.

Il touche ainsi toute la vie économique et l'examen du budget a été ainsi l'occasion d'un remarquable rapport de M. Stamatii, Directeur Général du Ministère des Finances d'Italie, résumant très brillamment les problèmes mêmes de la planification.

M. Parent, Premier Président de la Cour des Comptes et M. Saramite, Conseiller référendaire à la Cour des Comptes, Secrétaire du Comité Français "coût et rendement des services publics" exposèrent nos méthodes de présentation, le travail de la Commission des Comptes de la Nation, l'étude du prix de revient des différents services, etc...

M. le Premier Président Parent a encore mis en lumière le désaisissement consenti par le Parlement français, en fait, en faveur du Commissariat au Plan, les problèmes techniques posés par un budget d'investissement nécessairement valable, pour un cycle d'années et dans lequel les reports de paiement deviennent normaux et non exceptionnels.

"L'évolution des attributions de l'Etat fait qu'on pense davantage à l'équilibre économique" a-t-il fait observer, d'où la recherche d'une comptabilité nationale avec des méthodes nouvelles.

Dans des pays comme la Yougoslavie, le budget de l'Etat embrasse une part beaucoup plus grande du revenu national. Encore faut-il observer que la recherche d'une plus grande autonomie des différentes industries conduit à délaier les règles de l'unité et de l'universalité du budget.



Les délégués hollandais ont indiqué comment étaient établies leurs méthodes de bilan et comment ils distinguaient, du calcul des dépenses courantes, l'évaluation du coût véritable d'un service.

L'organisation du budget, a montré le délégué du Portugal, ne peut être la même dans différents pays, cependant que le délégué italien insistait sur le rôle politique du budget. Et le délégué de l'Autriche, en même temps qu'il indiquait les problèmes juridiques posés dans un pays à constitution rigide comme le sien, insistait sur la nécessaire liaison entre l'action d'assistance, le gouvernement - et les corporations intermédiaires.

Analysant le cas de son jeune pays sans routine et sans expérience à la fois, M. Rosolio, délégué d'Israël, a signalé la distinction du budget courant et du budget de développement et recherché les ressources les plus propres à financer les programmes de développement.

Il a fait observer que la part des dépenses administratives dans un tel budget variait avec le développement de l'action d'investissement et montre comment se posait le problème des reports et décalages de paiement dans les investissements à long terme.

c) L'inégalité de développement des traditions administratives morales entre les différents pays intéressés avait fait mettre à l'ordre du jour l'obtention de normes professionnelles et morales plus élevées dans les services publics.

Comment faire pour que, dans les pays sous-développés, bénéficiaires d'un programme d'assistance technique, la conscience professionnelle des fonctionnaires prenne au plus vite la rigueur et les exigences qu'on lui connaît dans les pays occidentaux.

Cette question, inséparable, on le voit, de celle de la formation des fonctionnaires, a fait l'objet de différentes observations. On a mis en lumière la nécessité de garantir aux fonctionnaires un niveau de vie matérielle qui les mette à l'abri du besoin et de ses tentations; on a insisté sur le développement de leur conscience civique.

M. Bourdeau de Fontenay, dans une intervention très remarquée, a souligné la nécessité de développer le sens de l'humain, une approche humaine des problèmes - M. Grégoire et lui-même ont indiqué qu'il serait illusoire, voire ridicule, de prétendre obtenir une élévation de la moralité des fonctionnaires par la pratique de cours de morale, lesquels feraient sourire plus que

.../...



réfléchir - et que l'élévation véritable de la moralité devrait être demandée à l'exemple, à l'esprit de corps, à la participation à un idéal national. Ainsi fut posé le problème du loyalisme politique du fonctionnaire et M. Grégoire a pu rapprocher sans les juger, mais simplement pour les exposer, le système anglais qui met le fonctionnaire en dehors de la vie politique et le système français qui semble attendre un surcroît de civisme chez le fonctionnaire, de sa participation à tous les courants de la vie publique. Le droit d'association et le droit de grève des fonctionnaires devaient, ainsi, être évoqués.

On a échangé des informations sur l'ouverture de l'éventail des rémunérations qui varie nécessairement avec l'ensemble du milieu social d'un pays donné.

- C -

La formation des fonctionnaires a été l'occasion pour M. Bourdeau de Fontenay d'exposer la conception et le fonctionnement de l'Ecole Nationale d'Administration dont nous avons pu, une fois de plus, mesurer tout l'attrait.

Dans plusieurs pays neufs, en Israël, en Amérique du Sud, la tendance paraît être de créer des Ecoles d'Administration sur le modèle français, ce qui ouvre à notre pays des possibilités d'influence non négligeables.

Mais convient-il de créer des Ecoles Nationales d'Administration non plus seulement pour les hauts fonctionnaires, mais pour ceux d'un rang moyen ? Plus généralement, quelle part faire à la méthode française qui, au moins dans sa tradition la plus classique, tend à mettre l'accent sur la formation du fonctionnaire préalablement à son recrutement ou sur la méthode américaine, dite de "In Service Training" qui, recrutant beaucoup plus rapidement avec moins de garanties de stabilité, s'attache davantage au perfectionnement des fonctionnaires une fois nommés. Le Centre des Hautes Etudes Administratives marque ainsi une évolution de la pratique française vers le système américain.

d) Formation des fonctionnaires et assistance technique présentent d'ailleurs naturellement des questions communes : une des formes de l'assistance technique internationale ne consiste-t-elle pas, pour des pays plus développés, à faciliter la formation des fonctionnaires de pays moins développés ? Les méthodes de cette aide ont fait l'objet d'une intéressante communication de M. Chautant, Inspecteur Général des P.T.T. et Président de l'Institut Technique des Administrations Publiques.

.../...



Quelle part faire à l'envoi de fonctionnaires en stage dans le pays plus développé ? Quelle part, au contraire, à la venue de fonctionnaires du pays plus développé dans le pays assisté ? Faut-il surtout envoyer de jeunes fonctionnaires qui ont une plus longue carrière devant eux mais moins d'influence immédiate, ou des fonctionnaires plus âgés à influence plus grande ? Faut-il limiter les échanges aux catégories supérieures de fonctionnaires ou en faire aussi bénéficier des fonctionnaires de catégories plus modestes qui pourront, dans leurs propres cadres, servir d'exemple et répandre la connaissance des méthodes de pays étrangers autour d'eux ?

M. Bourdeau de Fontenay a insisté sur la nécessité de soustraire tout fonctionnaire supra-national à l'influence de l'Etat national d'origine et de lui donner la sérénité d'esprit requise.

Il a aussi fait observer que des cycles d'informations prépareraient utilement sur place le fonctionnaire à la connaissance des pays où il doit se rendre ultérieurement.

M. Hodson a de même insisté sur la préparation pratique nécessaire pour résoudre les difficultés de langues; M. Gaudemet, sur la nécessité, pour le fonctionnaire international, d'une formation venant s'ajouter à celle du fonctionnaire national; il a signalé l'intérêt d'instituts internationaux spécialisés, tels ceux de Nancy et de Bruges, associant dès à présent des fonctionnaires et des étudiants de nationalités diverses.

Tels sont, très brièvement résumés, quelques uns des problèmes qui ont été évoqués à propos de chacune des matières énumérées.

- D -

Les travaux de l'Institut se sont enfin achevés par une révision de ses statuts et la désignation d'une nouvelle direction.

A l'issue de ce congrès, l'Institut des Sciences Administratives a procédé à une transformation de ses statuts. Celle-ci était désirée pour plusieurs raisons : l'accroissement du nombre des pays adhérents, la reconnaissance par l'O.N.U. officialisant l'Institut international recommandaient la transformation des statuts soumis à la loi belge en raison du siège de l'Institut et conçus sur le modèle de statuts d'une association.

../...



Les Américains auraient voulu substituer à l'association une manière de fondation.

Les statuts adoptés en fait, réalisent un compromis par lequel, malgré les critiques de certains délégués français et turcs, les Etats et les sections nationales tendent à être considérés au lieu et place des individus comme les membres principaux.

Le Président sortant, M. Leimgruber, Chancelier fédéral suisse, arrivait à expiration de ses pouvoirs. On s'est demandé si la présidence devait être donnée à une autre "petite nation", conformément à la tradition, ou à une grande et, dans l'affirmative, à laquelle.

Les deux questions ont été tranchées à notre avantage puisque M. Cassin, vice-président du Conseil d'Etat, qui avait suppléé M. Leimgruber pendant sa maladie, a été, à l'unanimité, élu président de l'Institut pour trois ans (il sera le premier président français).

Le Comité de Direction prévu comporte les présidents de comités et le bureau proprement dit.

Tel est le résumé des travaux du congrès.

Quelles conclusions comportent-ils ?

- quant au choix des sujets,
- quant aux méthodes et influences en présence et compte tenu de l'expérience d'autres rencontres,
- quant à l'attitude à recommander à la France.

## - II -

### Choix des sujets

Plusieurs délégués ont regretté que les confrontations auxquelles il avait été procédé n'aient pas donné tout ce qui pouvait en être attendu de précisions; pour plusieurs sujets, nous l'avons vu, les questions ont simplement pu être esquissées.

.../...



Ces déconvenues mêmes illustrent les difficultés qui se présentent dans le choix des sujets de toute rencontre semblable. Si l'on retient des questions précises limitées, elles risquent de paraître médiocrement intéressantes pour des délégués de qualité que leurs fonctions habituent à embrasser de vastes horizons; si l'on retient des sujets plus vastes, le danger est que certains délégués s'en tiennent à des généralités, voire à des banalités. Les sujets qui préoccupent les délégations varient d'ailleurs avec l'ampleur d'horizon des personnes, voire des pays. Ceux qui dominent le mieux leur matière sont enclins à considérer les questions les plus vastes qu'ils renouvellent par leur manière même de les aborder. Ils pensent par exemple au problème du contentieux administratif national et international né de l'insuffisance technique du pouvoir judiciaire pour garantir les droits individuels, au budget économique et à ses rapports avec la Comptabilité nationale, aux rapports de l'administration et du pouvoir politique.

Mais le traitement utile de ces problèmes généraux exige cependant une formation intellectuelle assez forte et plus nombreux sont peut-être les pays, voire les fonctionnaires, qui s'attachent à des sujets plus pratiques : recrutement du personnel, place et rôle des services dits "organisation et méthode", opportunité d'un planing central, structure des administrations, place et rôle des services budgétaires, matériels administratifs, cartes perforées, etc...

L'ordre du jour est, on le voit, presque fatalement compromis entre des préoccupations de divers ordres.

- III -

Méthodes en présence

Il est assez simple d'énoncer après l'expérience quelques règles techniques propres à augmenter la fécondité de telles rencontres : il faut exiger plus sévèrement l'envoi préalable des rapports nationaux et du rapport général afin que chaque délégué puisse, avant d'arriver, connaître avec précision les informations apportées par d'autres et se tracer une liste précise des points qu'il entend discuter; peut-être convient-il de donner au Président un pouvoir plus actif de direction des débats, etc...

.../...



Ces questions techniques ont été évoquées dans les discussions au cours desquelles les délégués ont fait le bilan du congrès; une intervention critique de M. Eisenmann, professeur à la Faculté de Droit de Paris, a beaucoup frappé et, à la demande notamment de plusieurs représentants français, on a décidé la création d'une commission appelée à mettre au point les méthodes de travail des congrès ultérieurs.

Mais plus profonde est la différence des méthodes, de l'attaque des problèmes qui tient aux mentalités, continentale, (principalement française) ou anglo-saxonne (principalement américaine).

Dans une récente conférence à la Fondation des Sciences politiques, un fonctionnaire français qui apporte dans les rencontres internationales les mêmes qualités d'esprit que nous avons pu reconnaître dans la gestion des services qui lui sont confiés, M. Grégoire, caractérisait justement deux conceptions différentes de l'administration :

- la conception classique française, selon laquelle l'administration est un service inséparable de fins déterminées, dont l'esprit est plus important que les techniques et commande l'emploi de tous les éléments-contingents;

- une conception américaine selon laquelle l'administration est un ensemble de techniques dégagées par l'expérience, utilisables par n'importe quel service, aussi bien par de grandes administrations privées que par des administrations publiques.

L'administration française part d'un régime d'inégalité juridique, notre système napoléonien et cherche à garantir l'individu, dans ce système différent en tout état de cause, de l'entreprise privée.

Les Américains partent d'un régime d'égalité et étudient des techniques qui ne sont pas indissolublement liées aux services publics.

La méthode américaine, en faisant abstraction des considérations politiques, paraît même plus objective et offre aux pays neufs comme aux organisations techniques des Nations Unies un immense attrait, elle fait croire qu'il suffit d'adopter les procédés techniques des pays évolués pour les rattraper.

La conception française conduit nécessairement à réfléchir sur l'ensemble de la situation politique et sociale d'une nation pour chercher l'administration qui y correspond et permet aux intéressés de retrouver leurs préoccupations et leurs expériences réelles.



## - IV -

En tout état de cause, quels enseignements pratiques tirer pour nous de telles rencontres ?

- A.- J'ai, dans mon rapport de 1951, insisté sur l'intérêt pratique intellectuel que devait présenter, pour des parlementaires, la fréquentation de hauts fonctionnaires nationaux et étrangers : elle crée la confiance entre hommes appelés à collaborer à des postes différents; elle élargit l'horizon intellectuel des uns et des autres. Nous ne reviendrons pas sur ces réflexions.
- B.- L'assise géographique de l'Institut s'élargit. Les pays du Moyen-Orient y prennent un intérêt accru.

Certes, le congrès d'Istanbul n'a pas donné ce que l'on en attendait, beaucoup de pays arabes s'étant abstenus lorsqu'ils ont su qu'ils ne pouvaient obtenir l'exclusion d'Israël; mais l'Allemagne occidentale était, pour la première fois, représentée au congrès de l'Institut : si sa présence fut discrète, elle est évidemment appelée à manifester, dans les rencontres ultérieures, la recherche d'une reprise d'influences.

- C.- Par le nombre des nations et notamment des jeunes nations représentées, ces rencontres sont, pour les conceptions et méthodes nationales plus anciennes de l'administration, une occasion de confrontation. On connaît ce dont on entend parler et qui se manifeste - on oublie les absents.

La présence d'une délégation française aussi nombreuse a été heureuse à Istanbul : dans cette Turquie, où la langue française est encore prépondérante mais subit dans les jeunes générations une très sévère concurrence anglo-saxonne, c'est le Français qui a été employé presque exclusivement au Comité scientifique, à égalité au Comité des Pratiques. Les interventions de notre délégation ont attiré sur elle l'attention (nous avons aussi entendu dans notre langue d'excellentes interventions des délégués d'Etats associés).

Négliger de telles occasions serait renoncer à l'influence intellectuelle que nous revendiquons. Ce serait aussi priver les jeunes pays de tout ce que peut leur donner notre méthode d'esprit qui est justement de faire une place plus grande que d'autres à l'humain, à la considération d'un contexte social et politique déterminé.

.../...



L'élection d'un président français, les initiatives françaises en vue d'une réforme des méthodes, nous donnent des possibilités d'influence accrues - elles seraient compromises si l'effort nécessaire n'était pas fait pour assurer en permanence une représentation française valable.

Notre pays devrait aussi insister pour la publication à frais communs des travaux des congrès; ceux de Florence n'ont pas encore été intégralement publiés car on avait pensé que l'impression devrait être laissée à la charge du pays d'accueil; si nous faisons modifier cette pratique, nous y trouverions l'avantage de faire "sortir" effectivement les travaux faits... et de créer un précédent heureux pour l'hypothèse où, un jour prochain, Paris ou telle autre ville française, accueillerait une session de l'Institut.

Signalons aussi que la section française n'est pas en état de s'acquitter, envers l'Institut, de la cotisation qui résulte de l'application des barèmes statutaires à sa population. La nation qui préside l'Institut a ses "impayés".

M. le Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères, à qui j'en faisais l'observation lors de la discussion du budget des Affaires Etrangères, m'objectait que la contribution du budget français n'était pas déterminée par l'application des conventions internationales, mais forfaitaire et unilatéralement fixée par le Département ministériel intéressé.

Cette observation, littéralement exacte, ne tient pas compte du fait que la reconnaissance de l'Institut par l'O.N.U., en lui conférant un rôle officiel, donne à ses statuts une autorité supplémentaire et qu'il faut mettre la section française en mesure de faire face à des obligations ainsi qualifiées, si l'on veut prétendre et tenir la place que nous assignent notre tradition et notre présent.

Mais nous n'aurons pas assuré une représentation suffisante à la France si notre vigilance se limite aux rencontres de l'Institut : l'assistance technique internationale ouvre d'autres perspectives, pose d'autres problèmes, requiert sans cesse l'envoi de techniciens à l'étranger.

Ceux-ci apportent naturellement dans des pays jeunes les méthodes de leur nation d'origine, ses disciplines, ses exemples et son influence : or, à plusieurs reprises, là où des experts français étaient désirés et même demandés, notre pays



n'a pas répondu aux offres faites, faute de Français volontaire pour partir; on a dû constater, dans d'autres circonstances, que les services techniques de l'O.N.U. n'apportaient pas une bonne volonté particulière au recrutement de techniciens français; tantôt nos candidats, même les meilleurs, étaient bien vite jugés insuffisants, tantôt, fait plus grave, les conditions mêmes exigées des candidats aboutissaient pratiquement, tacitement mais certainement, à l'éviction des Français; on demandait par exemple une longue expérience de l'administration publique et des affaires privées : or le cumul de ces expériences, fréquent en Amérique, est pratiquement exceptionnel en France. C'est ainsi, semble-t-il, que l'Institut d'études administratives qui vient de s'ouvrir à Ankara ne comporte aucun Français, les candidatures de nos compatriotes ayant été écartées par application de ces critères.

Il convient donc, si nous voulons maintenir l'influence française, à la fois de réagir contre la tendance de certains services internationaux, de combattre les évictions implicites - et aussi d'avoir des candidats français valables en toutes circonstances.

Ceci exige sans doute un encouragement à l'accomplissement de missions à l'étranger. Le goût des voyages peut paraître moins développé en France qu'ailleurs; mais c'est une raison d'en favoriser le progrès.

J'ai déjà eu occasion de le dire au cours du débat sur le budget des Affaires étrangères. Ne faut-il pas envisager, à la fois, l'obligation dans certaines fonctions publiques d'accepter des séjours temporaires à l'étranger comme on accepte un séjour en province ou dans l'Union Française - et ne faut-il pas aussi tracer les règles administratives qui assureront aux fonctionnaires français accomplissant un stage à l'étranger, la meilleure prise en compte de ce temps - et de bonnes conditions de réintégration.

Le Ministère des Finances ne s'est-il pas récemment refusé à admettre la création de postes en surnombre qui auraient assuré aux Français détachés une certitude de réintégration ?

Signalons aussi l'intérêt que présenterait la mise en circulation des guides d'administration française, l'établissement de listes d'experts, la diffusion de certains documents tels que les rapports des centres de Hautes Etudes Administratives.

.../...



Faut-il ajouter à l'usage de ceux qui seraient tentés de voir dans les initiatives suggérées l'occasion de nouvelles dépenses et n'en comprendraient pas la raison d'être, que le maintien et l'extension de l'influence française ne sont pas seulement affaire d'un orgueil national, après tout bien légitime, mais ont aussi leur intérêt politique et même économique.

Un pays dont l'administration est attentive aux disciplines françaises sera mieux disposé, dans des circonstances importantes à seconder notre diplomatie, à rechercher notre alliance: de hauts fonctionnaires formés "à la française" comprendront mieux les intérêts de la France; les courants culturels déterminent aussi les courants économiques. Les industries françaises, l'édition française, nos entreprises de travaux publics, etc... etc..., trouveront plus facilement des clients dans des pays plus attentifs à la France. Ce n'est pas par hasard que, récemment, en Amérique latine, des entreprises françaises ont pu obtenir la commande de travaux importants, construction de métro, etc...

Soyons en tout cas assurés que si nous ne devenons pas plus actifs, nous serons supplantés avant longtemps, non seulement par l'influence américaine, mais encore par l'influence allemande revenue.

o  
o     o

Ainsi apparaît la portée de telles rencontres. Elles sont techniquement utiles par les confrontations d'expériences qu'elles permettent. Chaque délégué repart avec, sur les pratiques étrangères, une documentation qu'il ne tient qu'à lui de méditer et de faire connaître dans son administration; mais plus importants encore sont les contacts humains dont de telles sessions sont l'occasion. C'est pourquoi il faut choisir avec soin ceux à qui on donne l'honneur d'y représenter la France.

Ainsi apparaît aussi l'utilité nationale de telles rencontres. "Si vous y allez en savant, disait justement M. Grégoire dans l'exposé déjà cité, vous risquez d'être déçu. Si vous y allez en missionnaire de l'action culturelle française, il dépend de vous de n'être pas déçu".

Je ne saurais résumer nos propres conclusions mieux que par cette citation.



M. le Président.- Je remercie M. Hamon de l'excellent exposé qu'il vient de nous faire. Je crois que la Commission serait d'accord pour qu'il constitue le rapport que M. Hamon pourrait présenter en notre nom sur la proposition de résolution qu'il déposerait.

C'est la procédure que nous avons déjà adoptée lorsque M. Hamon était allé au congrès de Florence.

Il en est ainsi décidé.

Nous sommes aujourd'hui un peu freinés par le temps mais j'aimerais qu'ultérieurement un débat puisse s'instaurer sur les conclusions que nous a soumises l'orateur.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 12 heures.

Le Président,

*Le Président*



COMMISSION DE L'INTERIEUR

(Administration générale, départementale  
et communale, Algérie)

-----

Présidence de M. MUSCATELLI, Président

-----

Séance du Mardi 29 Décembre 1953

-----

La séance est ouverte à 18 Heures

-----

Présents : MM. Georges BERNARD, BOZZI, CHAMPEIX, DELRIEU,  
DEUTSCHMANN, Mme Marcelle DEVAUD, MM. ENJALBERT,  
Jacques GADOIN, Léo HAMON, de LA GONTRIE, Waldeck  
L'HUILLIER, Abdallah MAHDI, Léon MUSCATELLI, PIC,  
ZUSSY.

Excusés : MM. ASSAILLIT, Raymond BONNEFOUS, FRANCK-CHANTE,  
LACHEVRE, RESTAT, SCHWARTZ, SOLDANI, VERDEILLE.

Absents : MM. LE BASSER, LODEON, Georges MARRANE, MONTPIED,  
PIDOUX de la MADUERE, RUHIED, VAUTHIER.

-----

../..



- 2 -

ORDRE DU JOUR

Examen pour avis du Budget du Ministère de l'Intérieur.

-:-

COMPTE-RENDU

LE PRESIDENT ouvre la séance et donne la parole à M. Pic, Rapporteur pour avis.

M. PIC.- Mes chers collègues, vous avez entre les mains le rapport qu'a établi M. Masteau au nom de la Commission des Finances.

Il est très complet et je n'entreprendrai pas de le paraphraser. Cependant, pour la commodité de la discussion, je vous proposerai d'examiner le budget dans l'ordre des principaux chapitres qu'a développés plus particulièrement M. Masteau.

Une remarque préliminaire s'impose. Les principales économies qu'a réalisées le Ministre de l'Intérieur portent sur les subventions aux collectivités locales; c'est un état de choses que vous serez unanimes à déplorer comme moi.

Effectifs de l'Administration centrale.

M. PIC.- Je crois qu'il faudrait demander au Ministre sa position sur les problèmes posés par les débouchés et l'avancement des administrateurs civils. Vous savez que,

../..



- 3 -

de par la loi, certains postes de la carrière préfectorale sont réservés aux agents de l'administration centrale. Il semble que les dispositions législatives ne soient pas respectées à l'heure actuelle et ceci nuit aux conditions d'avancement des administrateurs civils.

La Commission est d'accord pour présenter cette observation au Ministre.

Administration préfectorale.

M. PIC.- Outre les remarques formulées par M. Masteau, je vous proposerai d'attirer l'attention du Ministre sur deux points :

1°) Il est regrettable que le classement territorial des préfectures soit constamment modifié. Les règles qui président à ces modifications n'ont rien à voir avec une bonne gestion administrative. La règle semble en effet s'établir peu à peu de modifier les classes des préfectures selon l'importance des parlementaires qui représentent le département envisagé. Cette pratique doit cesser absolument.

2°) Il faut critiquer la tendance, qui se transforme de plus en plus en règle générale, qui consiste à n'accorder de classe personnelle aux sous-préfets qu'après mutation préalable. Cette manière de procéder paraît contraire à l'esprit dans lequel les classes personnelles ont été instituées.

Pour souligner enfin l'embouteillage du corps préfectoral à l'heure actuelle, je ne peux mieux faire que de vous donner les précisions suivantes : il existe 44 préfets en service détaché, 90 sous-préfets en service détaché, 8 préfets hors cadre et 10 sous-préfets dans la même position. Connaissant le nombre de nos départements, vous voyez la situation dans laquelle se trouvent les fonctionnaires du corps préfectoral.

La Commission est d'accord sur les observations formulées par M. Pic.

..//..



- 4 -

M. PIC.- L'Assemblée Nationale a disjoint les chapitres concernant la protection civile, entendant par là protester contre l'absence de crédits d'équipement de la protection civile dans le budget 1954. Notre Commission des Finances a rétabli ces crédits, car elle a estimé qu'il était nécessaire, avant toute chose, de dégager une doctrine de la protection civile avant d'obtenir les crédits d'équipement nécessaires. Je vous demanderai de choisir entre les deux positions.

La Commission décide de proposer la disjonction des crédits suivant en cela l'opinion de M. Waldeck L'Huillier, malgré une intervention en sens contraire de Mme Devaud.

#### Sûreté Nationale.

M. PIC.- L'Assemblée Nationale a disjoint les chapitres 31-41 et suivants pour protester contre le fait que les décrets fixant le classement hiérarchique des divers emplois des personnels de police n'ont pas établi une parité de rémunérations entre les fonctionnaires comparables de la Sûreté nationale et de la Préfecture de Police.

Notre Commission des Finances a rétabli ces crédits, estimant que la Sûreté Nationale avait bénéficié, à l'occasion des révisions indiciaires, de mesures tendant à réduire cette disparité. Aussi, je vous proposerai de choisir entre les deux positions.

M. Léo HAMON.- Nous ne pouvons pas nous mettre en retrait vis-à-vis de l'Assemblée Nationale sur ce point. Le Ministre de l'Intérieur n'a pas tenu ses promesses vis-à-vis de la Sûreté, il faut l'obliger à respecter sa parole.

La Commission adopte le point de vue de M. Léo Hamon et charge M. Pic de déposer l'amendement correspondant.

../..



Subventions aux collectivités locales.

M. PIC.- C'est ici le point essentiel du Budget. C'est une question qui vous est d'ailleurs très connue et que je n'exposerai pas en détail. Vous savez qu'en fin de compte le Ministre des Finances a amputé de 900 millions le montant de la subvention aux communes pour dépenses d'intérêt général afin de payer une partie du recensement. Ce procédé est inadmissible et m'amènera à poser au Ministre les deux questions suivantes :

1°) Comment se fait-il qu'il ait accepté un abattement de 25 % sur le montant de cette subvention alors qu'il est le tuteur des collectivités locales ?

2°) Pense-t-il sérieusement pouvoir procéder à un recensement dont les frais ne dépasseraient pas 900 millions, alors que chacun sait qu'une opération de cette envergure coûtera à peu près 3 milliards.?

La question des subventions mise à part, il reste à envisager les conséquences très graves de certains décrets pris par le Gouvernement dans le courant du mois de septembre en vertu des pouvoirs qui lui avaient été conférés par le Parlement. Je pense plus spécialement au décret du 5 septembre 1953, qui a suspendu la perception de la taxe locale sur certains produits alimentaires. L'application de ce décret entraînera une moins-value de recettes de l'ordre de 15 milliards pour les communes. Le Gouvernement, vous le savez, a promis que cette perte de recettes serait compensée par une subvention. Malheureusement, je n'ai vu nulle part dans le budget la prévision des crédits nécessaires. Je vous propose donc de demander au Ministre de l'Intérieur :

1°) quand l'Etat remboursera-t-il les communes ?

2°) sur quels crédits se fera le remboursement ?

Vous savez que la Commission des Finances, pour protester contre cet état de choses, a voté un abattement de 80 millions sur les crédits de matériel du Ministère. Je vous proposerai d'appuyer en séance publique cette position.

La proposition de M. Pic est adoptée à l'unanimité.



- 6 -

M. PIC.- En ce qui concerne les articles du projet de budget, je voudrais appeler votre attention sur les articles 4 bis et 4 quater.

Article 4 bis.- Cet article, dû à l'initiative de la Commission des Finances de l'Assemblée Nationale, a été voté en première lecture à une très large majorité. Il permet l'intégration dans le corps des administrateurs civils de l'Intérieur de certains agents supérieurs, détenteurs de diplômes de l'Enseignement supérieur, et qui ne réunissaient pas, en 1946, les conditions requises pour être intégrés dans le nouveau corps des administrateurs civils.

Notre Commission des Finances, qui avait adopté l'année dernière un article additionnel tendant à l'application de ces dispositions, a adopté l'article 4 bis voté par l'Assemblée Nationale.

Il ne faudrait pas, cependant, en réparant une injustice commise, courir le risque de réduire les possibilités d'avancement qui s'ouvrent actuellement aux administrateurs civils en fonctions. C'est pourquoi la Commission des Finances a proposé d'insérer entre le 2<sup>me</sup> et le 3<sup>me</sup> alinéa du texte voté par l'Assemblée Nationale les dispositions suivantes :

"Toutefois, les dispositions des alinéas 1 et 6 de l'article 14 du décret susvisé n° 45-2414 du 18 octobre 1945 ne sont, en principe, applicables que pour les intégrations à la classe de début. L'intégration à la 2<sup>me</sup> classe ne pourra être prononcée que sur proposition de la Commission paritaire des administrateurs civils qui déterminera les modalités du reclassement. Les fonctionnaires intéressés bénéficieront, le cas échéant, de l'indemnité compensatrice prévue par l'article 3 du décret n° 47-1457 du 4 août 1947.

"Pour l'application des alinéas qui précèdent, la Commission d'intégration est la commission administrative paritaire des administrateurs civils du Ministère de l'Intérieur".

../..



- 7 -

Je vous proposerai d'approuver la rédaction de la Commission des Finances.

Il en est ainsi décidé à l'unanimité.

Article 4 quater.— Cet article résulte d'un amendement adopté par l'Assemblée Nationale et vise à régler le problème des droits acquis des pensionnés de la Caisse Nationale des retraites des agents des collectivités locales.

En effet, la loi du 3 juillet 1941 a interdit aux collectivités locales de servir à leurs retraités des pensions supérieures à celles allouées par l'Etat à ses fonctionnaires; elle avait toutefois, pour la période antérieure au 1er juillet 1941, laissé subsister la rémunération des années de services selon les règlements en vigueur, s'ils étaient plus avantageux que celui de l'Etat.

Ultérieurement, après la réforme des pensions de l'Etat opérée par la loi du 20 septembre 1948 et celle des pensions des collectivités locales effectuée par le décret du 5 octobre 1949, le Conseil d'Etat a estimé que toutes les pensions locales devaient désormais suivre les règles de liquidation de droit commun, sans tenir compte des règles antérieures.

Le présent article a pour objet essentiel de revenir sur cette interprétation. Mais cette solution paraît entraîner une charge supplémentaire très élevée pour la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales. Or, la situation de la Caisse est déjà critique puisque le Trésor a été dans l'obligation de lui avancer 6 milliards.

Dans ces conditions, et en raison des incidences financières de cet article additionnel vis-à-vis de la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales, il a paru opportun à notre Commission des Finances de vous en proposer la disjonction, non dans le but de le rejeter, mais afin qu'une étude plus complète soit entreprise par la Commission de l'Intérieur, en liaison, s'il lui paraît nécessaire, avec les Ministères de l'Intérieur et des Finances.



- 8 -

Notre Commission des Finances est, par ailleurs, toute disposée à examiner très favorablement les conclusions qui seront dégagées de cette étude complémentaire, qui paraît indispensable.

Je vous proposerai cependant de ne pas suivre la position de notre Commission des Finances, car finalement ce sont les communes qui combleront le déficit de la Caisse et l'Etat n'a rien à voir dans cette affaire. Je vous proposerai donc de déposer un amendement tendant au rétablissement de l'article 4<sup>ter</sup>, tel qu'il a été voté par l'Assemblée Nationale.

Il en est ainsi décidé à l'unanimité.

M. PIC.- Voilà les principales observations que j'avais à présenter sur le budget. L'un de nos collègues a-t-il d'autres propositions à suggérer ?

M. DELRIEU.- Je ne proposerai pas d'amendement, mais je marquerai en séance publique mon mécontentement au sujet de la façon dont est approvisionné en crédits le Fonds de progrès social en Algérie.

Je serais, pour ma part, partisan de sa suppression et je proposerai qu'en revanche le budget de l'Etat prenne en charge le financement de certains grands services sociaux de l'Algérie comme, par exemple, la santé publique et l'enseignement.

M. Léo HAMON.- Je serai, pour ma part, opposé à cette conception de l'aide que doit apporter la Métropole à l'Algérie.

En effet, il ne faut pas que les fonds que l'Etat donne à l'Algérie se fondent dans une masse générale de crédits. Il est bon que notre aide soit apparente et publique, pour des raisons psychologiques sur lesquelles je n'ai pas besoin d'insister.

M. LE PRESIDENT.- Cette question pourra être effleurée au cours de la discussion du budget, mais je crois que nous pourrions l'étudier plus utilement lorsque nous serons moins pressés par le temps.

.../...



- 9 -

M. DELRIEU.- Une dernière remarque enfin à propos de l'article 21. Cet article porte extension à l'Algérie des dispositions de l'article 15 de la loi du 31 décembre 1951, instituant un fonds de garantie au profit des victimes d'accidents automobiles. La rédaction de ce texte a paru défectueuse à la Commission des Finances en ce sens qu'elle ne vise que les trois départements algériens, ce qui risquerait, à son avis, d'exclure les territoires du Sud. C'est pourquoi elle propose de substituer aux mots : "survenus sur le territoire des trois départements d'Algérie", les mots suivants : "survenus sur le territoire de l'Algérie".

*Del'* Je m'élève contre cette rédaction qui ne signifie rien du tout. L'expression "territoire de l'Algérie" n'a aucune valeur juridique et il suffit simplement pour respecter le statut <sup>7</sup>l'Algérie de supprimer le mot "trois" dans la rédaction de l'Assemblée Nationale. En effet, l'Algérie est composée de départements et à partir du moment où on les vise, il n'y a pas d'ambiguïté possible.

La Commission adopte le point de vue de M. Delrieu et charge M. Pic de déposer l'amendement correspondant.

La séance est levée à 18 Heures.

Le Président,

*Le Président*



## CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

COMMISSION DE L'INTERIEUR (Administration générale,  
départementale et communale, Algérie).

-----

Présidence de M. MUSCATELLI, Président

-----

Séance du vendredi 1er janvier 1954

-----

La séance est ouverte à 14 h. 35

-----

Présents : MM. DELRIEU, DEUTSCHMANN, ENJALBERT, HAMON, LE BASSER,  
L'HUILLIER, MAHDI, MARRANE, MUSCATELLI, PIC,  
RESTAT, RUPIED.

Excusés : MM. ASSAILLIT, BONNEFOUS, BOZZI, CHAMPEIX, FRANCK-  
CHANTE, Jacques GADOIN, SCHWARTZ, ZUSSY.

Absents : MM. BERNARD, Mme DEVAUD, MM. LACHEVRE, de LA GONTRIE,  
LODEON, MONTPIED, PIDOUX DE LA MADUERE, SOLDANI,  
VAUTHIER, VERDEILLE.

-----

/...



- 2 -

Ordre du Jour

- Nouvel examen pour avis du budget du Ministre de l'Intérieur.  
Rapporteur : M. Pic.

-\*-

Compte-rendu

LE PRESIDENT MUSCATELLI ouvre la séance et donne la parole à M. Pic, rapporteur.

M. PIC.- Mes chers collègues, lors de l'examen précédent du budget du Ministère de l'Intérieur, vous savez que nous avons pris la décision de proposer au Conseil de la République la reprise, dans le texte de l'Assemblée Nationale, de l'article 4 quater.

Il s'agit de rétablir les droits d'agents envers lesquels des engagements avaient été pris par des caisses de retraites particulières.

Notre Commission des finances avait disjoint cet article en estimant qu'il créait des dépenses nouvelles à la charge du budget de l'Etat.

Je crois savoir que le Gouvernement a l'intention, en séance publique, d'opposer l'article 17 de la Constitution à notre amendement.

J'ai pensé qu'au cas où cette éventualité se réaliserait, il serait bon de prévoir une position de repli.

M. L'HUILLIER.- L'article 17 de la Constitution ne peut être opposé au rétablissement de l'article 4 quater, d'une part, parce que l'Assemblée Nationale, elle-même, avait adopté ce texte et, d'autre part, parce que les avantages consentis au personnel des collectivités locales seront finalement pris en charge par les communes.

Il n'y a donc aucune incidence financière sur le budget de l'Etat.

/...



- 3 -

M. PIC.- Sur le fond, je suis assez d'accord avec M. L'Huillier.

Supposons, toutefois, qu'en séance publique la Commission des Finances déclare notre amendement irrécevable. Nous risquons de nous retrouver devant le néant.

Je vous propose, donc, de prévoir un nouvel amendement qui tendrait à rétablir l'article 4 quater, dans le texte suivant :

"Les agents tributaires de la C.N.R.A.C.L. (Caisse Nationale de Retraites des Agents des Collectivités Locales) dont les pensions ont été ou seront concédées en application des articles 3 et 4 de la loi du 3 juillet 1941, bénéficieront, sous réserve des dispositions prévues à l'article 4 in fine de ladite loi, des émoluments qui résulteraient de l'application à leur profit, sur la base des traitements en vigueur au 31 décembre 1953 définis à l'article 16 du décret du 5 octobre 1949 et pour les services antérieurs au 1er juillet 1941, des modalités de liquidation fixées par les règlements de retraites régulièrement approuvés avant le 1er juillet 1941".

La nouvelle rédaction que je propose, et que m'a, d'ailleurs suggéré le Ministère de l'Intérieur, ne risque pas de tomber sous le coup de l'article 17 et elle a l'avantage de sauvegarder les droits acquis par les agents des collectivités locales.

La Commission adopte la proposition de M. Pic.

La séance est levée à 15 heures.

Le Président,

*Le Président*



SJ

ORDRE DU JOUR

Constitution de la Commission.

COMMISSION DE L'INTERIEUR (ADMINISTRATION GENERALE,  
DEPARTEMENTALE ET COMMUNALE, ALGERIE)

---\*---\*---\*---\*---

Le Président, M. RUPIED, ouvre la séance.

Présidence de M. RUPIED, Président d'âge

notre réunion appelle la constitution de notre Bureau. Nous allons procéder à cette élection. Quels sont les candidats?

---\*---\*---\*---

De nombreux candidats proposent la réélection du Bureau dans son ensemble.

Séance du Vendredi 15 Janvier 1954

Le Président, M. RUPIED, propose de se réunir dans son entier le Bureau.

---\*---\*---

Cette résolution est faite par acclamations.

La séance est ouverte à 11 heures

Président ---\*---

Vice-Présidents ---\*---

Secrétaires ---\*---

Présents : MM. ASSAILLIT, Georges BERNARD, Raymond BONNEFOUS, BOZZI, DELRIEU, Mme Marcelle DEVAUD, MM. ENJALBERT, FRANCK-CHANTE, Jacques GADOIN, Léo HAMON, LACHEVRE, de LA GONTRIE, LODEON, MAHDI ABDALLAH, Georges MARRANE, Léon MUSCATELLI, PIC, PIDOUX DE LA MADUERE, RESTAT, Marcel RUPIED, SOLDANI, VERDEILLE.

Délégués : MM. MUSCATELLI ( par M. Robert GRAVIER), ENJALBERT ( par M. SCHWARTZ).

Excusés : MM. CHAMPEIX, DEUTSCHMANN, LE BASSER, ZUSSY.

Absents : MM. WALDECK L'HUILLIER, VAUTHIER.



Int. 15.1.54

ORDRE DU JOUR

- Constitution de la Commission.

COMPTE-RENDU

Le Président, M. RUPIED, ouvre la séance.

M. RUPIED.- Mes chers collègues, l'ordre du jour de notre réunion appelle la constitution de notre Bureau. Nous allons procéder à cette élection. Quels sont les candidats?

De nombreux commissaires proposent la reconduction du Bureau dans son ensemble.

LE PRESIDENT.- Je vous propose donc de réélire dans son entier le Bureau sortant.

Cette réélection est faite par acclamations.

Sont donc réélus pour l'année 1954 :

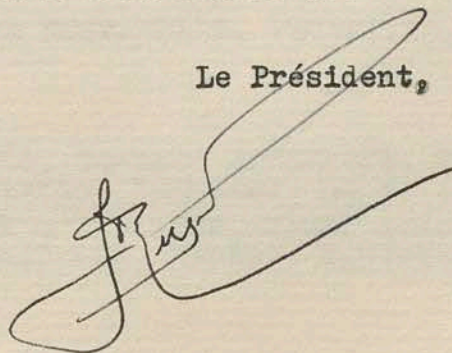
Président ..... M. MUSCATELLI

Vice-Présidents ..... M. VERDEILLE  
M. FRANCK-CHANTE

Secrétaires ..... M. VAUTHIER  
M. GADOIN.

La séance est levée à 11 heures 30.

Le Président,





J.V.

177+

COMMISSION DE L'INTERIEUR

(Administration générale, départementale et communale,  
Algérie)

-----

Présidence de M. FRANCK-CHANTE, Vice-Président

-----

Séance du Jeudi 25 Février 1954

-----

La séance est ouverte à 10 Heures

-----

Présents : MM. ASSAILLIT, BOZZI, Mme Marcelle DEVAUD,  
MM. FRANCK-CHANTE, Jacques GADOIN, Robert GRAVIER,  
Léo HAMON, LODEON, Georges MARRANE, Marcel RUPIED,  
SCHWARTZ, SOLDANI.

Excusés : MM. CHAMPEIX, Léon MUSCATELLI, VERDEILLE, ZUSSY.

Suppléant : M. TAMZALI.

Absents : MM. Georges BERNARD, Raymond BONNEFOUS, DELRIEU,  
DEUTSCHMANN, ENJALBERT, LACHEVRE, de LA GONTRIE,  
LE BASSER, Waldeck L'HUILLIER, MAHDI Abdallah,  
PIC, PIDOUX de LA MADUERE, RESTAT, VAUTHIER.

-----

../..



- 2 -

ORDRE DU JOUR

Examen du rapport de M. Léo HAMON sur sa proposition de résolution (n° 671, année 1953) tendant à inviter le Gouvernement à assurer la diffusion à l'étranger des méthodes françaises des Sciences administratives et à développer sa coopération avec l'Institut International des Sciences Administratives.

-:-:-

COMPTE-RENDU

Le Président, M. FRANCK-CHANTE, ouvre la séance et donne la parole à M. Léo Hamon pour son rapport.

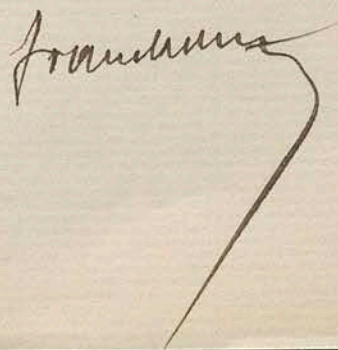
M. Léo HAMON.- Mes chers collègues, j'ai fait ronéotyper mon rapport. Je crois donc inutile de vous le lire. Je suis toutefois à la disposition de ceux d'entre vous qui auraient des questions à me poser.

M. LE PRESIDENT.- Personne ne demandant la parole, je mets aux voix les conclusions du rapport de M. Léo Hamon, tendant à l'adoption de sa propre proposition de résolution.

Le rapport est adopté sans débat à l'unanimité.

La séance est levée à 10 Heures 30.

Le Président,





CONSEIL  
de la  
REPUBLIQUE

----

Le 22 Février 1954.

Commission de l'Intérieur

--:-

J.V.

R A P P O R T

fait

~~au nom de~~ la Commission de l'Intérieur (Administration générale, départementale et communale, Algérie) sur la proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assurer la diffusion à l'étranger des méthodes françaises des sciences administratives et à développer sa coopération avec l'Institut International des Sciences administratives,

par M. Léo HAMON,  
Sénateur.

--:-

Mesdames, Messieurs,

- I -

OBJET DU RAPPORT

Le rapport n° 34 du 12 Janvier 1951, que nous avons déposé au nom de la Commission de l'Intérieur sur notre propre proposition de résolution n° 828, vous a déjà relaté ce qu'était l'Institut International des Sciences Administratives, son évolution depuis la Guerre et son Congrès de Florence en 1950.

Nous rappellerons donc ici, simplement, que l'Institut International des Sciences Administratives a été fondé lors d'un Congrès tenu à Bruxelles en 1910, que son secrétariat s'est établi dans cette ville et qu'il a tenu, depuis, sept congrès.

.../...



L'O.N.U. l'a, en 1949, reconnu comme organisation auxiliaire et l'a lié à ses travaux ; après la guerre, les pays anglo-saxons ont pris part très grande à sa vie, en même temps que le resserrement des relations internationales, le développement de l'assistance internationale etc... créaient un intérêt accru pour des échanges plus étendus d'informations et d'expériences administratives.

Dans le rapport précité, nous avons déjà montré cette évolution nous nous permettons de vous renvoyer ici à nos précédentes explications qui constituent ainsi une préface naturelle au présent rapport.

Dans les développements ci-après, nous voudrions résumer les travaux du dernier Congrès pour étudier ensuite les enseignements qu'ils comportent.

- II -

LE CONGRES DE 1953.

En 1951 et 1952 avaient eu lieu les round-table de Nice-Monaco et de Knocke. Le Congrès, qui a lieu tous les trois ans, s'est déroulé à Istanbul du 6 au 14 septembre 1953. La délégation française était nombreuse (la plus importante après la délégation turque).

Aux sept délégués officiels (M. René Cassin, Vice-Président du Conseil d'Etat - M. Parent, Premier Président de la Cour des Comptes - M. Tuget, Conseiller d'Etat, - M. Charles Eisenmann, professeur à la Faculté de Droit de Paris - M. Bourdeau de Fontenay, Directeur de l'Institut National d'Administration - M. Grégoire, Directeur de la Fonction Publique - M. Léo Hamon, Sénateur) étaient, en effet, venus s'ajouter de nombreux fonctionnaires, membres du Conseil d'Etat, de la Cour des Comptes ou Inspecteurs des Finances, M. Milhaud, Président de l'Institut Technique des Administrations publiques, etc...

Comme à Florence, le Congrès s'est divisé en deux formations de travail correspondant au Comité scientifique et au Comité des pratiques administratives - organismes de travail permanents de l'Institut.

Le Comité scientifique a étudié les juridictions administratives internationales, les cas concrets de contentieux administratif, les subventions comme moyens d'administration, l'administration en matière économique.

Le Comité des pratiques administratives a étudié les problèmes ministériels relatifs à l'exécution d'un programme de développement économique, le budget comme programme de travail du Gouvernement, l'attention de normes professionnelles et morales élevées dans les services publics.



- 3 -

Des séances communes ont été consacrées à l'administration en matière économique, à la formation des fonctionnaires nationaux, internationaux et supra-nationaux.

Ainsi que nous l'avons déjà exposé dans notre rapport sur le Congrès de Florence, le Comité Scientifique correspondait plus particulièrement à l'activité traditionnelle de l'Institut tournée vers les Sciences administratives, elles-mêmes centrées autour du droit administratif, selon la conception continentale traditionnelle ; l'influence française y prévalait sans conteste. Notre compatriote, M. Henri Iugot, présidait ce Comité.

L'étude des pratiques administratives correspondait à un souci, apporté par l'Amérique, qui est de mettre au premier plan l'étude des techniques de l'administration. M. Donald Stone présidait aux travaux de ce Comité.

- A -

#### SECTION SCIENTIFIQUE

a) L'étude des juridictions administratives internationales est la suite du développement même des services internationaux. A Florence, on était penché sur le statut des fonctionnaires internationaux ou supra-nationaux (Communauté charbon-acier, Conseil de l'Europe, O.T.A.N.). Le nombre accru de ces fonctionnaires conduit à envisager l'institution de tribunaux administratifs pour assurer leurs droits : le personnel de l'O.N.U. bénéficie ainsi de la garantie d'un tribunal international dont les décisions relatives à l'indépendance politique du fonctionnaire international ont eu récemment quelque retentissement.

Juridiction et jurisprudence internationales administratives, en voie d'élaboration, subissent naturellement l'influence de la construction administrative française et de l'exemple du Conseil d'Etat, reconnus par le droit administratif comparé comme les meilleurs protecteurs de l'administré.

C'est ainsi qu'un professeur français, Mme Bastid Basdevant, a présidé le Tribunal International de l'O.N.U., que le Statut de la Cour de Justice dans la Communauté charbon-acier porte manifestement l'empreinte des conceptions françaises de la juridiction administrative.

b) L'étude des cas concrets de contentieux administratifs avait été suggérée à Florence par le Professeur suédois Herlitz afin de permettre aux juristes des différents pays de confronter les règles de procédure et de fond applicables dans leurs pays respectifs à une

.../...



situation concrète donnée. Malgré le choix judicieux des situations retenues comme exemples, cette méthode d'étude du droit administratif comparé ne semble pas avoir encore donné tout le profit qu'en attendaient ses inspirateurs. Il nous paraît cependant y avoir là une tâche à retenir pour la confrontation des différents systèmes juridiques existants, de leur économie générale comme de leurs solutions particulières.

c) Les subventions comme moyen d'administration, appelaient l'étude des cas dans lesquels une administration, au lieu d'assumer elle-même, par le procédé du service public, la satisfaction d'un besoin, se borne à favoriser cette satisfaction en subventionnant, à cet effet, une autre personne publique ou privée.

Ce mode d'action pose, on le voit, de nombreux problèmes :

- quand y a-t-il lieu à subvention ?
- quand doit-elle être obligatoire ou facultative ?
- qui a qualité pour décider l'octroi d'une subvention, son montant doit-il être discrétionnaire ou fixé à l'avance par application de barèmes ?
- quelles doivent être les modalités du contrôle exercé par celui qui accorde la subvention, les conditions auxquelles elle peut être donnée, etc...

L'étude de ces nombreux problèmes a, semble-t-il, été seulement ébauchée.

d) L'administration en matière économique avait fait l'objet d'un rapport général de M. Puget, Parmi les rapports nationaux, on remarquait les rapports français, turc, yougoslave.

Le délégué turc a fait le bilan des expériences d'économie pratiquées en Turquie exposant leur origine, la constitution de leur capital, leur direction et le mode de solution de leurs problèmes.

La mise à l'ordre du jour de ce sujet correspondait naturellement au développement des interventions de l'Etat en matière économique.

Quelles sont les modalités de ces interventions et quelles doivent en être les règles, quel est le bilan de l'expérience ? Ces questions ont-elles aussi été seulement ébauchées, car on a pu constater qu'au départ il convenait de préciser la nature même des problèmes évoqués.



- 5 -

- B -

## SECTION DES PRATIQUES ADMINISTRATIVES

a) L'importance des problèmes relatifs à l'exécution des programmes de développement économique ou d'assistance technique est caractéristique des circonstances dans lesquelles se déroule aujourd'hui le travail de l'Institut :

extension pratique de l'assistance technique internationale, désir des Etats-Unis (principaux bailleurs de fonds de cette assistance), éviter les dépenses faites, produire le maximum d'effet utile, souci des différentes nations assistées de retirer le maximum de profit de cette coopération sans aliéner pour autant leur indépendance, souci, enfin, de certains pays d'élargir leur influence intellectuelle, à propos de l'étude de ces problèmes pratiques.

Le délégué des Philippines a rappelé l'importance de l'assistance technique pour le maintien de la paix.

Le rapport de M. Donald Stone insistait sur l'appareil administratif propre à permettre la meilleure mise en oeuvre d'un programme d'assistance technique. On a examiné particulièrement les exemples concrets d'un pays sous-développé : Porto-Rico - et d'un pays à la civilisation très développée : l'Autriche, les procédés dits de la coopération publique, les méthodes de coordination des divers services.

Notons tout particulièrement des communications intéressantes de M. Igler, délégué autrichien, qui montra la nécessité de poursuivre dans les pays démocratiques évolué l'exécution des programmes d'assistance technique, en tenant compte des institutions représentatives existantes, de l'opinion, etc...

Il faut, a aussi fait observer M. Igler, distinguer entre les programmes poursuivis par les programmes économiques d'assistance. Nous avons nous-même mis en lumière la nécessité d'associer l'opinion tant publique que parlementaire, à l'exécution de tels programmes et d'utiliser à cet effet des techniques d'informations convenables.

Le Délégué israélien présenta de judicieuses observations sur les rapports entre l'assistance publique et les différents budgets d'une même nation.

b) L'étude du budget montrait la transformation de son rôle. Jadis moyen de contrôle du Parlement sur l'exécutif (la doctrine anglaise parlait du "pouvoir de la bourse") le budget est devenu avant tout, par son volume, un élément essentiel non seulement pour la redistribution du revenu national, mais encore pour la mise en rapport des besoins et des demandes de certaines catégories de dépenses et d'autres, de l'exécution des programmes de développement du pays.

.../...



Il touche ainsi toute la vie économique et l'examen du budget a été ainsi l'occasion d'un remarquable rapport de M. Stamatii, Directeur général au Ministère des Finances d'Italie, résumant très brillamment les problèmes mêmes de la planification.

M. Parent, Premier Président de la Cour des Comptes et M. Sarantzi, Conseiller référendaire à la Cour des Comptes, Secrétaire du Comité Français "coût et rendement des services publics" exposèrent nos méthodes de présentation, le travail de la Commission des Comptes de la Nation, l'étude du prix de revient des différents services, etc...

M. le Premier Président Parent a encore mis en lumière le désinvestissement consenti en fait par le Parlement français en faveur du Commissariat au Plan, les problèmes techniques posés par un budget d'investissement nécessairement valable pour un cycle d'années, et dans lequel les reports de paiement deviennent normaux et non exceptionnels.

"L'évolution des attributions de l'Etat fait qu'on pense davantage à l'équilibre économique" a-t-il fait observer, d'où la recherche d'une comptabilité nationale avec des méthodes nouvelles.

Dans des pays comme la Yougoslavie, le budget de l'Etat embrasse une part beaucoup plus grande du revenu national. Encore faut-il observer que la recherche d'une plus grande autonomie des différentes industries conduit à délaisser les règles de l'unité et de l'université du budget.

Les délégués hollandais ont indiqué comment étaient établies leurs méthodes de bilan et comment ils distinguaient, du calcul des dépenses courantes, l'évaluation du coût véritable d'un service.

L'organisation du budget a montré le délégué du Portugal, ne peut être la même dans différents pays, cependant que le délégué italien insistait sur le rôle politique du budget. Et le délégué de l'Autriche, en même temps qu'il indiquait les problèmes juridiques posés par le budget dans un pays à constitution rigide comme le sien, insistait sur la nécessaire liaison entre l'action d'assistance, le Gouvernement et les corporations intermédiaires.

Analysant le cas de son jeune pays sans routine et sans expérience à la fois, M. Rosolio, Délégué d'Israël, a signalé la distinction du budget courant et du budget de développement et recherché les ressources les plus propres à financer les programmes de développement.

Il a fait observer que la part des dépenses administratives dans un tel budget variait avec le développement de l'action d'investissement et montré, lui aussi, comment se posait le problème des reports et décalages de paiement dans les investissements à long terme.



- 7 -

c) L'inégalité de développement des traditions administratives morales entre les différents pays intéressés avait fait mettre à l'ordre du jour l'obtention de normes professionnelles et morales plus élevées dans les services publics.

Comment faire pour que, dans les pays sous-développés, bénéficiaires d'un programme d'assistance technique, la conscience professionnelle des fonctionnaires prenne au plus vite la rigueur et les exigences qu'on lui connaît dans les pays occidentaux ?

Cette question, inséparable, on le voit, de celle de la formation des fonctionnaires, a fait l'objet de différentes observations. On a mis en lumière la nécessité de garantir aux fonctionnaires un niveau de vie matériel, qui les mette à l'abri du besoin et de ses tentations ; on a insisté sur le développement de leur conscience civique.

M. Bourdeau de Fontenay, dans une intervention très remarquée, a souligné la nécessité de développer le sens de l'humain, une approche humaine des problèmes - M. Grégoire et lui ont indiqué qu'il serait illusoire, voire ridicule, de prétendre obtenir une élévation de la moralité des fonctionnaires par la pratique de cours de morale, lesquels feraient sourire plus que réfléchir - et que l'élévation véritable de la moralité devrait être demandée à l'exemple, à l'esprit de corps à la participation à un idéal national.

Ainsi fut-on amené à poser le problème du loyalisme politique du fonctionnaire et M. Grégoire a pu rapprocher, sans les juger, mais simplement pour les exposer, le système anglais qui met le fonctionnaire en dehors de la vie politique et le système français qui semble attendre un surcroît de civisme chez le fonctionnaire, de sa participation à tous les courants de la vie publique. Le droit d'association et le droit de grève des fonctionnaires devaient ainsi être évoqués.

On a échangé des informations sur l'ouverture de l'éventail des rémunérations qui varie nécessairement avec l'ensemble du milieu social d'un pays donné.

- C -

#### SEANCES COMMUNES

La formation des fonctionnaires a été l'occasion pour M. Bourdeau de Fontenay d'exposer la conception et le fonctionnement de l'Ecole Nationale d'Administration dont nous avons pu, une fois de plus, mesurer tout l'attrait.

Dans plusieurs pays neufs, en Israël, en Amérique du Sud, la tendance paraît être de créer des Ecoles d'Administration sur le modèle français, ce qui ouvre à notre pays des possibilités d'influence non négligeables.



Mais convient-il de créer des Ecoles Nationales d'Administration non plus seulement pour les hauts fonctionnaires, pour pour ceux d'un rang moyen ? Plus généralement, quelle part faire à la méthode française, qui, au moins dans sa tradition la plus classique, tend à mettre l'accent sur la formation du fonctionnaire préalablement à son recrutement ou sur la méthode américaine, dite de "In Service Training" qui, recrutant beaucoup plus rapidement avec moins de garanties de stabilité, s'attache davantage au perfectionnement des fonctionnaires une fois nommés ?

Le Centre des Hautes Etudes administratives marque ainsi une évolution de la pratique française vers le système américain. On a particulièrement apprécié les observations de M. Samuel, délégué anglais, Reming et , délégués américains, Directeur suédois de l'Institut administratif d'Ankara.

e) Formation des fonctionnaires et assistance technique présentent d'ailleurs naturellement des questions communes : une des formes de l'assistance technique internationale ne consiste-t-elle pas, pour des pays plus développés, à faciliter la formation des fonctionnaires de pays moins développés ?

Les méthodes de cette aide ont fait l'objet d'une intéressante communication de M. Chautant, Inspecteur Général des F.T.T. et Président de l'Institut technique des administrations publiques. Quelle part faire à l'envoi de fonctionnaires en stage dans le pays plus développé ; quelle part, au contraire, à la venue de fonctionnaires du pays plus développé dans le pays assisté ? Faut-il surtout envoyer de jeunes fonctionnaires qui ont une plus longue carrière devant eux, mais moins d'influence immédiate, ou des fonctionnaires plus âgés à influence plus grande ? Faut-il limiter les échanges aux catégories supérieures de fonctionnaires ou en faire aussi bénéficier des fonctionnaires de catégories plus modestes, qui pourront, dans leurs propres cadres, servir d'exemple et répandre la connaissance des méthodes de pays étrangers autour d'eux ?

M. Bourdeau de Fontenay a insisté sur la nécessité de soustraire tout fonctionnaire supra-national à l'influence de l'Etat national d'origine et de lui donner la sérénité d'esprit requise.

Il a aussi fait observer que des cycles d'informations prépareraient utilement sur place le fonctionnaire à la connaissance des pays où il doit se rendre ultérieurement.

M. Hodson a de même insisté sur la préparation pratique nécessaire pour résoudre les difficultés de langues ; M. Gaudemet, sur la nécessité pour le fonctionnaire international, d'une formation venant s'ajouter à celle du fonctionnaire national ; il a signalé l'intérêt d'instituts internationaux spécialisés, tels ceux de Nancy et de Bruges associant dès à présent des fonctionnaires et des étudiants de nationalités diverses.



- 9 -

Tels sont, très brièvement résumés, quelques-uns des problèmes qui ont été évoqués à propos de chacune des matières énumérées.

- D -

### STATUT ET PRESIDENCE DE L'INSTITUT.

Les travaux de l'Institut se sont enfin achevés par une révision de ses statuts et la désignation d'une nouvelle direction.

A l'issue de ce Congrès, l'Institut des Sciences Administratives a procédé à une transformation de ses statuts. Celle-ci était désirée pour plusieurs raisons : l'accroissement du nombre des pays adhérents, la reconnaissance par l'O.N.U. officialisant l'Institut international recommandaient la transformation des statuts, soumis à la loi belge en raison du siège de l'Institut et conçus sur le modèle des statuts d'une association.

Les Américains auraient voulu substituer à l'association une manière de fondation.

Les statuts adoptés en fait réalisent un compromis par lequel, malgré les critiques de certains délégués français et turcs, les Etats et les sections nationales tendent à être considérés aux lieu et place des individus comme les membres principaux.

Le Président sortant, M. Leimgruber, Chancelier fédéral suisse arrivait à expiration de ses pouvoirs. On s'est demandé si la présidence devait être donnée à une autre "petite nation" conformément à la tradition, ou à une grande, et, dans l'affirmative, à laquelle.

Les deux questions ont été tranchées à notre avantage puisque M. Cassin, Vice-Président du Conseil d'Etat, qui avait suppléé M. Leimgruber pendant sa maladie, a été, à l'unanimité, élu Président de l'Institut pour trois ans (il sera le premier président français).

Le Comité de Direction prévu comporte les Présidents de Comités et le Bureau proprement dit.

Tel est le résumé des travaux du Congrès.

Quelles conclusions comportent-ils ?

- quant au choix des sujets,
- quant aux méthodes et influences en présence,
- et compte tenu de l'expérience d'autres rencontres,
- quant à l'attitude à recommander à la France.

.../...



### CHOIX DES SUJETS

Plusieurs délégués ont regretté que les confrontations auxquelles il avait été procédé n'aient pas donné tout ce qui pouvait en être attendu de précisions : pour plusieurs sujets, nous l'avons vu, les questions ont simplement pu être esquissées.

Ces déconvenues même illustrent les difficultés qui se présentent dans le choix des sujets de toute rencontre semblable. Si l'on retient des questions précises, limitées, elles risquent de paraître médiocrement intéressantes pour des délégués de qualité que leurs fonctions habituent à embrasser de vastes horizons ; si l'on retient des sujets plus vastes, le danger est que certains délégués s'en tiennent à des généralités, voire à des banalités. Les sujets qui préoccupent les délégations varient d'ailleurs avec l'ampleur de l'horizon familial aux personnes, voire aux pays. Ceux qui dominent le mieux leur matière sont enclins à considérer les questions les plus vastes, qu'ils renouvellent par leur manière même de les aborder. Ils pensent, par exemple, au problème du contentieux administratif national et international, né de l'insuffisance technique du pouvoir judiciaire pour garantir les droits individuels, au budget économique et à ses rapports avec la Comptabilité nationale, aux rapports de l'administration et du pouvoir politique.

Mais le traitement utile de ces problèmes généraux exige une formation intellectuelle assez forte et plus nombreux sont peut-être les pays, voire les fonctionnaires, qui s'attachent à des sujets plus pratiques et limités : recrutement du personnel, place et rôle des services dits "organisation et méthode", opportunité d'un "planing central", structure des administrations, place et rôle des services budgétaires, matériels administratifs, cartes perforées, etc...

L'ordre du jour est, on le voit, presque fatalement un compromis entre des préoccupations de divers ordres.

### METHODES EN PRESENCE

Il est assez simple d'énoncer après l'expérience quelques règles techniques propres à augmenter la fécondité de telles rencontres : il faut exiger plus sévèrement l'envoi préalable des rapports nationaux et du rapport général afin que chaque délégué puisse, avant d'arriver, connaître avec précision, les informations apportées par d'autres et tracer une liste précise des questions qu'il entend discuter et qu'il peut se préparer à traiter ; peut-être convient-il de donner au Président un pouvoir plus actif de direction des débats, etc...



- 11 -

Ces questions techniques ont été évoquées dans les discussions au cours desquelles les délégués ont fait le bilan du Congrès ; une intervention critique de M. Eisenmann, Professeur à la Faculté de Droit de Paris, a beaucoup frappé, et à la demande notamment de plusieurs représentants français, il a été décidé de créer une commission appelée à mettre au point les méthodes de travail des congrès ultérieurs.

Mais, il faut aussi reconnaître la différence des méthodes, de "l'attaque" des problèmes tenant aux mentalités continentales (principalement française) ou anglo-saxonne (principalement américaine).

Dans une récente conférence à la Fondation des Sciences politiques, un fonctionnaire français qui apporte dans les rencontres internationales les mêmes qualités d'esprit que nous avons pu reconnaître dans sa gestion des services qui lui sont confiés, M. Grégoire, caractérisait justement deux conceptions différentes de l'administration :

- la conception classique française, selon laquelle l'administration est un service inséparable de fins déterminées, dont l'esprit est plus important que les techniques et commande l'emploi de tous les éléments-contingents ;

- une conception américaine, selon laquelle l'administration est un ensemble de techniques dégagées par l'expérience, utilisables par n'importe quel service, aussi bien par de grandes administrations privées que par des administrations publiques.

L'administration française part d'un régime d'inégalités juridique, notre système napoléonien, et cherche à garantir l'individu dans ce système différent, en tout état de cause, de l'entreprise privée.

Les Américains partent d'un régime d'égalité et étudient des techniques qui ne sont pas indissolublement liées aux services publics.

La méthode américaine, en faisant abstraction des considérations politiques, paraît plus objective et offre aux pays neufs comme aux organisations techniques des Nations Unies un grand attrait ; elle fait croire qu'il suffit d'adopter les procédés techniques des pays évolués pour les rattraper.

La conception française conduit nécessairement à réfléchir sur l'ensemble de la situation politique et sociale d'une Nation pour chercher l'administration qui y correspond et permet aux intéressés de mieux retrouver leurs préoccupations et leurs expériences réelles.



### LES SEMINAIRES D'ETUDES ADMINISTRATIVES

Les Congrès de l'Institut ne sont pas les seules rencontres propres à illustrer ces réflexions.

Aussitôt après la session de l'Institut, s'est tenu à Ankara un Séminaire d'Etudes administratives.

Si son organisation technique a pu être appréciée, des délégués se sont plaints du caractère trop autoritaire des ordres du jour préalables, eu égard à la haute qualité des participants, d'un "dirigisme intellectuel" et d'une emprise excessive de la technicité, le tout d'ailleurs mal supporté.

Différents problèmes y sont posés :

- rapport du politique et de l'administratif ;
- délégation d'autorités ;
- service du personnel ;
- méthodes de recrutement, de sélection et de formation ;
- problèmes budgétaires.

L'abondance des sujets évoqués a fait que certains seulement ont été traités, leur choix même a été affaire d'influences nationales.

Certains délégués ont estimé que l'excès de préparation par les services de l'O.N.U. avait abouti à faire trop grande la place aux questions techniques - ... et aux préoccupations américaines.

Les reproches semblent avoir été moins graves pour le déroulement du Séminaire de Rio de Janeiro. Les participants français ont eu la meilleure impression. Encore faut-il noter que la classification des questions traitées était spécifiquement américaine et que sujets et participants furent trop nombreux pour permettre la rigueur d'examen.

Il sera intéressant de suivre les enseignements du Séminaire de Rangoon qui doit se dérouler ces prochains mois, l'O.N.U. suscitant, on le voit, une série de rencontres régionales.



- 13 -

- VI -

ENSEIGNEMENTS POUR LA FRANCE.

En tout état de cause, quels enseignements pratiques tirer pour nous de telles rencontres ?

- A.- Nous avons, dans notre rapport de 1951, insisté sur l'intérêt pratique intellectuel que devait présenter, pour des parlementaires, la fréquentation de hauts fonctionnaires nationaux et étrangers : elle crée la confiance entre hommes appelés à collaborer à des postes différents ; elle élargit l'horizon intellectuel des uns et des autres. Nous ne reviendrons pas sur ces réflexions.
- B.- L'assise géographique de l'Institut s'élargit. Les pays du Moyen-Orient y prennent un intérêt accru.

Certes, le Congrès d'Istanbul n'a pas donné ce que l'on en attendait, beaucoup de pays arabes s'étant abstenus lorsqu'ils ont su qu'ils ne pouvaient obtenir l'exclusion d'Israël ; mais, l'Allemagne occidentale était, pour la première fois, représentée au Congrès de l'Institut : si sa présence fut discrète, elle est évidemment appelée à manifester, dans les rencontres ultérieures, la recherche d'une reprise d'influences.

- C.- Par le nombre des Nations, et notamment des jeunes nations représentées, ces rencontres sont, pour les conceptions et méthodes nationales plus anciennes de l'administration, une occasion de confrontation ; on connaît ceux dont on entend parler et qui se manifestent, on oublie les absents.

La présence d'une délégation française aussi nombreuse a été heureuse à Istanbul : dans cette Turquie, où la langue française est encore prépondérante, mais subit auprès des jeunes générations une très sévère concurrence anglo-saxonne, c'est le français, qui a été employé presque exclusivement au Comité Scientifique, à égalité au Comité des Pratiques. Les interventions de notre délégation ont attiré sur elle l'attention (nous avons aussi entendu dans notre langue d'excellentes interventions des délégués d'Etat associés).

Négliger de telles occasions, de faire connaître hommes et pensées de France serait renoncer à l'influence intellectuelle que nous revendiquons. Ce serait aussi priver les jeunes pays de tout ce que peut leur donner notre méthode d'esprit, qui est justement de faire une place plus grande que d'autres à l'humain, à la considération d'un contexte social et politique déterminé.

L'élection d'un président français, les initiatives françaises en vue d'une réforme des méthodes de travail nous donnent des possibilités d'influence accrues - elles seraient compromises si l'effort nécessaire n'était pas fait pour assurer en permanence une représentation française valable.

.../...



Notre pays devrait aussi insister pour la publication à frais communs des travaux des Congrès ; ceux de Florence n'ont pas encore été intégralement publiés, car on avait pensé que l'impression devrait être laissée à la charge du pays d'accueil ; si nous faisons modifier cette pratique, nous y trouverions l'avantage de faire "sortir" effectivement les travaux faits, ... et de créer un précédent heureux pour l'hypothèse où, un jour prochain, Paris ou telle autre ville française accueillerait une session de l'Institut ;

Signalons aussi que la section française n'est pas en état de s'acquitter, envers l'Institut, de la cotisation qui résulte de l'application des barèmes statutaires à sa population. La nation qui préside l'Institut a ses "impayés".

M. le Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères, à qui nous en faisons l'observation lors de la discussion du budget des Affaires Etrangères, dans la séance du 3 Décembre 1953, nous objectait que la contribution du budget français n'était pas déterminée par l'application des conventions internationales, mais forfaitaire et unilatéralement fixée par le Département ministériel intéressé (J.O. C.R. Débat p. 2050, 2051, sur la chapitre 42-32).

Cette observation, littéralement exacte, ne tient pas compte du fait que la reconnaissance de l'Institut par l'O.N.U., en lui conférant un rôle officiel, donne à ses statuts une autorité supplémentaire et qu'il faut mettre la section française en mesure de faire face à ses obligations ainsi qualifiées, si l'on veut prétendre tenir la place que nous assignent notre tradition et notre présent.

Mais, nous n'aurons pas assuré une représentation suffisante à la France, si notre vigilance se limite aux rencontres de l'Institut ; l'assistance technique internationale ouvre d'autres perspectives, pose d'autres problèmes, requiert sans cesse l'envoi de techniciens à l'étranger.

Ceux-ci apportent naturellement dans des pays jeunes les méthodes de leur nation d'origine, ses disciplines, ses exemples et son influence ; or, à plusieurs reprises, là où des experts français étaient désirés et même demandés, notre pays n'a pas répondu aux offres faites, faute de Français volontaires pour partir ; on a dû constater, dans d'autres circonstances, que les services techniques de l'O.N.U. n'apportaient pas une bonne volonté particulière au recrutement de techniciens français : tantôt nos candidats, même les meilleurs, étaient bien vite jugés insuffisants, tantôt, fait plus grave, les conditions même exigées des candidats aboutissaient pratiquement, tacitement mais certainement, à l'éviction des Français ; on demandait, par exemple, une longue expérience de l'administration publique et des affaires privées à la fois



or, le cumul de ces expériences, fréquent en Amérique, est pratiquement exceptionnel en France. C'est pourquoi, semble-t-il, l'Institut d'études administratives qui vient de s'ouvrir, à Ankara, ne comporte aucun Français, les candidatures de nos compatriotes ayant été écartées par application de ces critères.

Il convient donc, si nous voulons maintenir l'influence française, de réagir contre la tendance de certains services internationaux, de combattre les évictions implicites - et aussi d'avoir des candidats français valables en toutes circonstances.

Ceci exige sans doute un encouragement à l'accomplissement de missions à l'étranger. Le goût des voyages peut paraître moins développé en France qu'ailleurs ; c'est précisément une raison d'en favoriser le progrès.

Nous avons déjà eu occasion de le dire au cours du débat sur le Budget des Affaires Etrangères ! Ne faut-il pas, à la fois, envisager l'obligation dans certaines fonctions publiques d'accepter des séjours temporaires à l'étranger comme on accepte un séjour en province ou dans l'Union Française - et ne faut-il pas aussi tracer les règles administratives qui assureront aux fonctionnaires français accomplissant un stage à l'étranger, la meilleure prise en compte de ce temps - et de bonnes conditions de réintégration ?

Le Ministère des Finances s'est, paraît-il, récemment refusé à admettre la création de postes en surnombre qui auraient assuré aux Français détachés une certitude de réintégration ; c'est l'exemple des errements à abandonner.

Signalons aussi l'intérêt que présenterait la mise en circulation de guides des administrations françaises, l'établissement de listes d'experts, la diffusion de certains documents tels que les rapports du Centre des Hautes Etudes Administratives.

Nous nous bornerons, ici, à effleurer ces questions ; aussi, bien rejoignent-elles l'ensemble du problème de l'expansion culturelle française à l'étranger sur lequel le Conseil de la République a déjà eu l'occasion, dans sa séance précitée, de faire connaître ses préoccupations et ses souhaits.

Faut-il ajouter, à l'usage de ceux qui seraient tentés de voir dans les initiatives suggérées, l'occasion de nouvelles dépenses et n'en comprendraient pas la raison d'être, que le maintien et l'extension de l'influence française ne sont pas seulement affaire d'un orgueil national, après tout bien légitime, mais ont aussi leur intérêt politique et même économique ?



Un pays dont l'administration est attentive aux disciplines françaises sera mieux disposé, dans des circonstances importantes, à seconder notre diplomatie, à rechercher notre alliance : de hauts fonctionnaires formés "à la française" comprendront mieux les intérêts de la France. Les courants culturels déterminent aussi les courants économiques; les industries françaises, l'édition française, nos entreprises de travaux publics, etc... trouveront plus facilement des clients dans des pays plus attentifs à la France. Ce n'est pas par hasard que, récemment, en Amérique latine, des entreprises françaises ont pu obtenir la commande de travaux importants, construction de métro etc...

Soyons, en tout cas, assurés que, si nous ne devenons pas plus actifs, nous serons supplantés avant longtemps, non seulement par l'influence américaine, mais encore par l'influence allemande revenue.

o  
o o

Ainsi, apparaît la portée de telles rencontres. Elles sont techniquement utiles par les confrontations d'expériences qu'elles permettent. Chaque délégué repart avec, sur les pratiques étrangères, une documentation qu'il ne tient qu'à lui de méditer et de faire connaître dans son administration ; mais plus importants encore sont les contacts humains dont de telles sessions sont l'occasion. C'est pourquoi il faut choisir avec soin ceux à qui on donne l'honneur de représenter la France.

Mais, ainsi apparaît aussi l'utilité nationale de telles rencontres. "Si vous y allez en savant, disait justement M. Grégoire, dans l'exposé déjà cité, vous risquez d'être déçu. Si vous y allez en missionnaire de l'action culturelle française, il dépend de vous de n'être pas déçu".

Nous ne saurions résumer nos propres conclusions mieux que par cette citation.

Le Conseil de la République, informé de ces problèmes, aidera à la mesure de ses moyens, cette forme de la pensée française s'il demande au Gouvernement, une fois de plus, comme il l'a déjà fait en 1951 :



- 17 -

- de favoriser chez nous, par la création de chaires et d'enseignements appropriés, le développement des disciplines administratives (nous ne consacrerons pas de développement particulier à ce problème qui a davantage sa place dans l'étude des services de l'Education Nationale, du Ministère de l'Intérieur ou de la Présidence du Conseil) ;
- de fournir des moyens matériels plus corrects et même simplement statutaires à ceux qui représentent la France dans les organismes compétents de l'O.N.U. ou de l'U.N.E.S.C.O. ou des organismes qu'ils emploient ;
- d'apporter tout son soin à faire passer le plus d'influence française dans la mise en oeuvre de l'assistance technique en matière administrative.

R

Telles sont les raisons pour lesquelles nous vous proposons d'adopter la proposition de résolution dont la teneur suit :

"Le Conseil de la République invite le Gouvernement à développer sa coopération avec l'Institut International des Sciences administratives, à accroître la participation de la France à l'assistance technique internationale en matière administrative et, plus généralement, à prendre toutes initiatives utiles pour assurer la connaissance et l'influence des méthodes françaises d'administration et de sciences administratives".



## CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

J.V.

COMMISSION DE L'INTERIEUR  
 (ADMINISTRATION GENERALE, DEPARTEMENTALE ET COMMUNALE, ALGERIE)

-:-:-:-:-

Présidence de M. MUSCATELLI, Président

-:-:-:-:-

Séance du Jeudi 25 Mars 1954

-:-:-:-:-

La séance est ouverte à 10 Heures 30

-:-:-:-

Présents : MM. CHAMPEIX, DELRIEU, Mme Marcelle DEVAUD,  
 MM. ENJALBERT, Jacques GADOIN, Robert GRAVIER,  
 LE BASSER, Waldeck L'HUILLIER, LODEON, Abdallah  
 MAHDI, Georges MARRANE, Léon MUSCATELLI, Marcel  
 RUPIED.

Excusés : MM. ASSAILLIT, Raymond BONNEFOUS, BOZZI, FRANCK-  
 CHANTE, SCHWARTZ, ZUSSY.

Absents : MM. Georges BERNARD, DEUTSCHMANN, Léo HAMON,  
 LACHEVRE, de LA GONTRIE, PIC, PIDOUX de LA MADUERE,  
 RESTAT, SOLDANI, VAUTHIER, VERDEILLE.

-:-:-:-

.../...



- 2 -

ORDRE DU JOUR

Désignation d'un rapporteur pour le projet de loi (n° 106, année 1954) relatif aux conseils de prud'hommes en Algérie.

--

COMPTE-RENDU

Le Président, M. MUSCATELLI, ouvre la séance.

M. DELRIEU est nommé rapporteur du projet de loi (n° 106, année 1954) relatif aux conseils de prud'hommes en Algérie.

o

o o

LE PRESIDENT.- Mes chers collègues, le Conseil de la République va être bientôt saisi du projet de réforme fiscale.

Deux articles de ce projet de loi concernent<sup>nt</sup> des taxes locales. Je pense que vous voudrez vous saisir pour avis de ce texte. Nous pourrions même, d'ores et déjà, désigner notre rapporteur pour avis.

(Assentiment).

../..



- 3 -

M. Waldeck L'HUILLIER est nommé rapporteur pour avis.  
La séance est levée à 11 Heures .

Le Président,

*Emile Lhuillier*



CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE  
LL.

COMMISSION DE L'INTERIEUR  
(ADMINISTRATION GENERALE, DEPARTEMENTALE ET COMMUNALE, ALGERIE)

-----

Présidence de M. Léon MUSCATELLI, Président

-----

Séance du jeudi 1er avril 1954

-----

La séance est ouverte à 10 heures 30

-----

Présents : MM. Raymond BONNEFOUS, CHAMPEIX, DELRIEU, DEUTSCHMANN,  
Mme Marcelle DEVAUD, MM. ENJALBERT, FRANCK-CHANTE,  
Jacques GADOIN, Waldeck L'HUILLIER, LODEON, Georges  
MARRANE, Léon MUSCATELLI, PIC.

Excusés : MM. ASSAILLIT, BOZZI, Robert GRAVIER, LE BASSER, Abdallah  
MAHDI, RESTAT, SCHWARTZ, ZUSSY.

Suppléants: MM. AUBERGER, BENMILOUD Khelladi, Paul CHEVALLIER.

Absents : MM. Georges BERNARD, Léo HAMON, LACHEVRE, de LA GONTRIE,  
PIDOUX de la MADUERE, Marcel RUPIED, SOLDANI, VAUTHIER,  
VERDEILLE.

---



ORDRE DU JOUR

- I - Rapport de M. DELRIEU sur le projet de loi (n° 106, année 1954) relatif aux conseils de prud'hommes en Algérie.
- II - Rapport de M. LODEON sur la proposition de résolution (n° 543, année 1952), de M. SCHWARTZ, tendant à inviter le Gouvernement à prendre pour base, en ce qui concerne l'application des lois d'organisation municipale, le total général de la population des communes.
- III - Nomination d'un rapporteur pour la proposition de résolution (n° 382, année 1953) de M. BERTAUD, tendant à inviter le Gouvernement :
- 1°) à dégager d'urgence la responsabilité personnelle pécuniaire de comptables communaux mis en débet par la Cour des Comptes, à l'occasion du remboursement par certains agents communaux logés, de la valeur du logement ou des avantages accessoires du logement;
  - 2°) à rappeler aux comptables les règles de déférence qu'ils doivent observer à l'égard des maires, chargés de l'administration communale et les limites de leurs droits dans l'accomplissement des tâches qu'ils leur incombent;
  - 3°) à compléter la loi du 28 avril 1952, portant statut général du personnel des communes et des établissements publics communaux pour conférer aux assemblées communales le droit de fixer la liste du personnel logé soit par nécessité de service, soit dans l'intérêt du service et, s'il y a lieu, de réglementer le remboursement de la valeur représentative du logement et de ses accessoires.

-:-

COMPTE RENDU

M. MUSCATELLI, Président, ouvre la séance et donne la parole à M. Delrieu pour son rapport.

.../...



M. DELRIEU.- Mes chers collègues, le projet de loi qui nous est soumis met fin à une situation transitoire dans le domaine des conseils de prud'hommes résultant, d'une part, de l'état de guerre et, d'autre part, du vote du statut de l'Algérie.

Ce texte harmonise cette partie de la législation du travail avec les principes énoncés par le statut organique de l'Algérie. Déposé en juillet 1952 par le Gouvernement, ce projet de loi a été amendé par la Commission de l'Intérieur de l'Assemblée Nationale le 20 mars 1953 et adopté sans débat le 9 mars 1954.

Il correspond à un besoin pressant de mise au point de la législation pour tout ce qui concerne l'électorat, l'éligibilité et le fonctionnement des conseils de prud'hommes des départements algériens. Il ne soulève, à l'exception d'ajustements de détail, qu'un problème : celui du vote des femmes musulmanes en la matière.

Il établit une égalité absolue entre tous les citoyens, augmentant le nombre des prud'hommes pour maintenir à la fois la parité parfaite entre les catégories ouvrières et patronales, comme entre les collèges électoraux.

J'ai à appeler votre attention sur certaines modifications de forme et sur un point important touchant le fond du problème.

Tout d'abord, l'article 19 doit être libellé dans les termes mêmes du projet gouvernemental pour des raisons de clarté et dans l'intérêt du personnel visé :

"Le statut et la rémunération des secrétaires et secrétaires-adjoints des conseils de prud'hommes sont fixés par règlement d'administration publique pris sur le rapport du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice."

Contrairement à ce qui a été dit lors de la discussion du texte devant la Commission de l'Intérieur de l'Assemblée Nationale, les secrétaires des conseils de prud'hommes d'Algérie ne sont pas soumis, en ce qui concerne leur statut et leur rémunération, aux dispositions de l'article 19 du Livre IV du Code du travail, modifié par la loi du 11 avril 1946.

En effet, la loi du 11 avril 1946 a réformé l'article 19 du Livre IV du Code du travail sans se référer à la loi du



27 mars 1907 qui régit seule les conseils de prud'hommes en Algérie. Elle est, par suite, inapplicable en Algérie.

Au surplus, cette loi du 11 avril 1946 n'a pas, en fait, pu recevoir exécution dans la Métropole, le décret d'application n'ayant pas pu unifier les situations des secrétaires en fonction dans les conditions les plus diverses.

Il convient donc de reprendre l'article 19 et de modifier pour concordance, la deuxième ligne de l'article premier en y ajoutant le chiffre "19".

Les articles 22, 23 et 24 doivent, eux aussi, subir quelques retouches ayant pour but de les adapter à la loi du 28 mars 1953 qui a modifié, entre-temps, les articles 22 et 23 du Livre IV du Code du travail.

Le nouveau texte a abaissé de 25 à 21 ans l'âge de l'électorat, et de 30 à 25 celui de l'éligibilité.

Pour le reste de ces deux articles, ce ne sont que des corrections de fautes d'impression "domaniers" au lieu de "douaniers" ou d'omissions "d'administrateurs de sociétés anonymes...".

La question de fond est la suivante : doit-on accorder le droit de vote en matière prud'homale aux femmes algériennes alors qu'elles ne détiennent pas ce droit en matière d'élections politiques ?

Le projet de loi qui nous est soumis accorde ce droit de vote aux femmes musulmanes.

Ces dispositions ont été insérées par la Commission de l'Intérieur et votées par l'Assemblée Nationale, sans observation du Gouvernement, qui ne les avait cependant pas prévues dans son propre projet.

En fait, ce problème est posé dans des conditions spéciales par suite de l'évolution politique interne de l'Algérie. La loi n° 47-1853 sur le statut organique des départements algériens (article 4) prévoit l'extension du droit de vote aux femmes musulmanes sur décision de l'Assemblée Algérienne, pour fixation des modalités d'application de ce principe. Or, celle-ci n'a pas résolu pour l'instant ce problème, ce qui écarte provisoirement les femmes musulmanes des listes électorales et des urnes.



Mais l'Assemblée Nationale, anticipant, uniquement en matière des conseillers prud'hommes, sur les décisions de l'Assemblée Algérienne, a décidé dans les articles 22 et 24 d'inscrire sur les listes spéciales des prud'hommes les femmes remplissant les conditions générales d'électorat, malgré leur non inscription sur les listes électorales politiques.

Pour remédier aux difficultés d'application qui en résulteront, l'Assemblée Nationale confie aux Ministres intéressés le soin d'arrêter par décret la procédure d'inscription en attendant la décision de l'Assemblée Algérienne sur l'ensemble.

Je demanderais à la Commission de prendre position sur ce point.

Mme DEVAUD.- Je suis tout à fait partisane de l'adoption du vote des femmes musulmanes en matière prud'homale. Cette expérience pourra être utile et constituer une sorte de test.

En effet, les femmes qui exercent une profession de commerçant sont beaucoup plus évoluées que l'ensemble de la population féminine algérienne et je pense qu'il n'y a pas péril à leur confier le droit de vote. D'après leurs réactions, nous pourrions voir si ce droit de vote peut être étendu en matière législative.

Je rappellerai, d'ailleurs, que les femmes françaises ont eu le pouvoir de voter en matière prud'homale avant d'avoir le pouvoir de voter en matière législative.

M. CHAMPEIX.- Je suis parfaitement d'accord avec Mme Devaud.

M. MUSCATELLI.- Je partage également tout à fait le sentiment de notre collègue.

M. DELRIEU.- Je proposerai donc au Conseil de la République l'adoption du texte de l'Assemblée Nationale.

Sous le bénéfice de ces observations, je vous demanderais d'adopter le projet de loi sans autre modification.

Il en est ainsi décidé à l'unanimité.

o

o o

.../...



Le rapport de M. Lodéon sur la proposition de résolution (n° 543, année 1952) de M. Schwartz, tendant à inviter le Gouvernement à prendre pour base, en ce qui concerne l'application des lois d'organisation municipale, le total général de la population des communes, est ensuite adopté sans débat.

o

o o

M. Deutschmann est nommé rapporteur de la proposition de résolution (n° 382, année 1953) de M. Bertaud, tendant à inviter le Gouvernement :

- 1 - à dégager d'urgence la responsabilité personnelle pécuniaire de comptables communaux mis en débet par la Cour des Comptes, à l'occasion du remboursement par certains agents communaux logés, de la valeur du logement ou des avantages accessoires du logement;
- 2 - à rappeler aux comptables les règles de déférence qu'ils doivent observer à l'égard des maires, chargés de l'administration communale, et les limites de leurs droits dans l'accomplissement des tâches qui leur incombent;
- 3 - à compléter la loi du 28 avril 1952, portant statut général du personnel des communes et des établissements publics communaux pour conférer aux assemblées communales le droit de fixer la liste du personnel logé soit par nécessité de service, soit dans l'intérêt du service et, s'il y a lieu, de réglementer le remboursement de la valeur représentative du logement et de ses accessoires.

o

o o

M. le Président.- Je vous proposerais, mes chers collègues, de demander au Conseil de la République les pouvoirs d'enquête nécessaires pour que nous puissions terminer notre examen des problèmes posés en France par la main-d'œuvre nord-africaine. Après avoir étudié en Algérie certaines des données de ce problème, il nous reste maintenant à examiner la situation dans la Métropole.



Je crois que chacun des membres de la délégation qui est allée en Algérie pourrait visiter une région plus particulière. Nous demanderions des crédits pour une période de huit jours.

Il en est ainsi décidé.

- Mme DEVAUD est chargée de visiter la région du Rhône et des Bouches-du-Rhône;
- M. CHAMPEIX, la région du Nord et du Pas-de-Calais;
- M. BONNEFOUS, la région du Sud-Ouest;
- M. MUSCATELLI, la région des bassins miniers de Lorraine.

La séance est levée à midi 30.

Le Président,

*La séance est levée*



## CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

## COMMISSION DE L'INTERIEUR

(ADMINISTRATION GENERALE, DEPARTEMENTALE et COMMUNALE,  
ALGERIE)

-----

Présidence de M. Léon MUSCATELLI, président

-----

Séance du mardi 6 avril 1954

-----

La séance est ouverte à 14 heures 35

-----

Présents : MM. ASSAILLIT, CHAMPEIX, Mme Marcelle DEVAUD,  
MM. FRANCK CHANTE, Robert GRAVIER, LACHEVRE,  
Waldeck L'HUILLIER, LODEON, Georges MARRANE,  
Léon MUSCATELLI, PIC, SCHWARTZ.

Excusés : MM. Raymond BONNEFOUS, BOZZI, DELRIEU, Jacques GADOIN,  
ZUSSY.

Absents : MM. Georges BERNARD, DEUTSCHMANN, ENJALBERT, Léo HAMON,  
de LA GONTRIE, LE BASSER, Abdallah MAHDI, PIDOUX  
de la MADUERE, RESTAT, Marcel RUPIED, SOLDANI,  
VAUTHIER, VERDEILLE.

-----

.../...



- 2 -

ORDRE DU JOUR

- Examen pour avis du projet de loi (n° 172, année 1954) portant réforme fiscale.

M. Waldeck L'Huillier, rapporteur pour avis.

-:-:-:-:-

COMPTE RENDU

M. MUSCATELLI, président, ouvre la séance et donne la parole à M. Waldeck L'Huillier, rapporteur pour avis du projet de loi portant réforme fiscale.

M. Waldeck L'HUILLIER.- Mes chers Vollègues, j'ai assisté aux travaux de la Commission des Finances portant sur le projet de loi de réforme fiscale. Vous savez que deux articles de ce projet concernent essentiellement les recettes des collectivités locales, il s'agit de l'article 4 et de l'article 22 n.

L'article 22 n, voté par l'Assemblée Nationale, tendait à assurer une garantie de recette aux collectivités locales pendant la période de transition que nous allons traverser.

A l'examen, cet article est apparu à la Commission des Finances comme dépassant le but poursuivi. En effet, en s'inspirant de cette disposition, les départements et les communes recevront, pour chacune des années 1954 et 1955, une recette au moins égale au montant de l'attribution directe de la taxe locale qu'elles ont encaissée au cours de l'année 1953 ou, éventuellement, de l'année 1952 si l'attribution de cette dernière année a été plus élevée.

Notre Collègue, M. Pic, a fait valoir que cette disposition soulevait deux objections sérieuses. A quelle préoccupation, en effet, répond ce texte ? Manifestement à la crainte que le présent projet n'entraîne, pour les collectivités locales, des pertes de recettes. Or, la seule disposition susceptible d'avoir une incidence sur les projets locaux consiste dans l'exonération des affaires réalisées par les entrepreneurs de travaux visés à l'article 4. Ne serait-il pas plus logique et également plus équitable de prévoir que ce sera seulement dans la mesure où l'exonération accordée aux entrepreneurs entraînera des moins values pour les budgets locaux que ces moins values seront prises en charge par l'Etat ?

.../...



- 3 -

La formule proposée par l'Assemblée Nationale est critiquable car la garantie ne jouerait que deux ans, ce qui est insuffisant. En revanche, elle favoriserait les communes qui ont eu des travaux pendant la période de référence et qui ne les ont plus, alors qu'au contraire, les communes qui projettent des travaux ne verraient pas leurs recettes augmentées pour autant.

Pour ces raisons, M. Pic a proposé à la Commission des Finances un article 22 n modifié de la façon suivante :

"Les moins values par rapport à la législation en vigueur au 1er janvier 1954 affectant les reccources des collectivités locales et du fonds national de péréquation du fait de l'exonération en matière de taxes locales y compris la surtaxe visée à l'article 1574 du Code général des Impôts, des affaires réalisées par des entrepreneurs de travaux immobiliers seront prises en charge et remboursées par l'Etat aux collectivités locales et au fonds national de péréquation.

"Un décret fixera les modalités d'application du présent article."

Je ne puis qu'approuver cette rédaction et remercie M. Pic de l'avoir mise au point. J'aurai simplement une observation supplémentaire à faire : je proposerai d'ajouter après les mots : "en matière de taxe", les mots : "et de surtaxe". Il convient, en effet, de viser la surtaxe dont l'apport de recettes n'est pas négligeable pour certaines communes.

Je me demande, en outre, s'il ne serait pas nécessaire de prévoir que l'Etat remboursera ces pertes de recettes aux communes mensuellement et non pas trimestriellement.

M. PIC.- Je crois que le délai de versement d'un mois serait beaucoup trop bref et obligerait les services des Finances à un travail trop compliqué. Les communes pourraient, je crois, se contenter de remboursements trimestriels.

M. Waldeck L'HUILLIER.- Je crois, en effet, que les remboursements trimestriels seront suffisants.

Je proposerai à la Commission un amendement à l'article 18. Cet article prévoit une taxe spéciale sur les engrais

.../...



- 4 -

et précise que des décrets fixeront la manière dont une partie de cette taxe sera reversée au fonds national de péréquation.

Je crois qu'il serait bon de préciser que ces remboursements ne pourront être inférieurs à ceux qui auront été perçus par les communes si la taxe locale avait été maintenue.

M. LE PRESIDENT.- Quelqu'un a-t-il une objection à faire à l'amendement de M. Waldeck L'Huillier ?

L'amendement est accepté.

M. Waldeck L'HUILLIER.- Je proposerai, puisque tout le monde semble être d'accord, deux amendements à l'article 22 n.

1°- ajouter après les mots: "en matière de taxe", les mots: "et de surtaxe" ;

2°- à la 7e ligne de cet article, après les mots : "seront prises en charge et remboursées", ajouter le mot: "trimestriellement".

M. LE PRESIDENT.- La Commission est-elle d'accord pour adopter ces amendements ?

Les amendements sont adoptés à l'unanimité.

M. LE PRESIDENT.- Vous serez donc chargé, Monsieur Waldeck L'Huillier, de défendre ces trois amendements en séance publique au nom de la Commission.

La séance est levée à 15 heures 15.

Le Président,

*Le Président*



M.J.

## CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

- 2 -

SEANCE DU JOUR

I - Nomination du rapporteur pour :

- la proposition de loi (n° 205, année 1954) tendant à modifier l'article 2 de la loi n° 53-225 du 20 mars 1953 relative à la compensation de l'arrestation du 8 mai 1945;

COMMISSION DE L'INTERIEUR

(ADMINISTRATION GENERALE, DEPARTEMENTALE ET COMMUNALE, ALGERIE)

-:-:-:-:-

Présidence de M. FRANC-CHANTE, vice-président

-:-:-:-:-

Séance du jeudi 20 mai 1954

-:-:-:-:-

La séance est ouverte à 10 heures 35

-:-:-

Présents : MM. CHAMPEIX, DEUTSCHMANN, Mme Marcelle DEVAUD,  
MM. ENJALBERT, FRANCK-CHANTE, Jacques GADOIN,  
Robert GRAVIER, Waldeck l'HUILLIER, RESTAT,  
Marcel RUPIED, SOLDANI, ZUSSY.

Excusés : MM. BOZZI, LODEON, Léon MUSCATELLI.

Absents : MM. ASSAILLIT, Georges BERNARD, Raymond BONNEFOUS,  
DELRIEU, Léo HAMON, LACHEVRE, de LA GONTRIE,  
LE BASSER, Abdallah MAHDI, Georges MARRANE,  
PIC, PIDOUX de la MADUERE, SCHWARTZ, VAUTHIER,  
VERDEILLE.

-:-

.../...



- 2 -

ORDRE DU JOUR

## I - Nomination de rapporteurs pour :

- la proposition de loi (n° 205, année 1954) tendant à modifier l'article 2 de la loi n° 53-225 du 20 mars 1953 relative à la commémoration de l'armistice du 8 mai 1945;
- la proposition de loi (n° 218, année 1954) tendant à refuser l'homologation de la décision n° 53-A-32 votée par l'Assemblée algérienne au cours de sa session ordinaire de novembre-décembre 1953, tendant à étendre à l'Algérie les dispositions de l'article 6 de la loi du 19 juillet 1952 relative à la situation des fonctionnaires anciens combattants et à modifier l'article 6 de la loi n° 52-843 du 19 juillet 1952 relatif à l'amélioration de la situation des fonctionnaires anciens combattants et victimes de la guerre ;
- le projet de loi (n° 219, année 1954) complétant la loi n° 52-1403 du 30 septembre 1952 édictant les mesures de contrôle, les règles des contentieux et les pénalités des régimes de sécurité sociale, de mutualité agricole et des accidents du travail en Algérie ;
- la proposition de loi (n° 224, année 1954) tendant à refuser l'homologation de certaines dispositions du premier alinéa de l'article 2 de la décision n° 53-A-9 votée par l'Assemblée algérienne au cours de sa session extraordinaire juin-juillet 1953 tendant à étendre aux étudiants d'Algérie le bénéfice de la sécurité sociale, et à modifier le premier alinéa de l'article 2 de ladite décision ;
- le projet de loi (n° 232, année 1954) portant création d'une troisième Chambre au Tribunal de première instance de Blida ;
- la proposition de loi (n° 237, année 1954) relative aux services militaires accomplis par les étrangers antérieurement à l'acquisition de la nationalité française ;
- la proposition de résolution (n° 241, année 1954), de M. Jean Bertaud, tendant à inviter le Gouvernement à surseoir à toute mesure d'exécution se référant aux dispositions de l'article 8 de l'acte dit loi du 14 septembre 1941, tant que le Parlement n'aura pas délibéré sur la proposition de loi ayant pour objet l'abrogation de l'acte précité et le rétablissement du droit pour certaines communes de demander la nomination d'un redevendeur municipal spécial dans les conditions de la loi du 5 avril 1884.

-:-:-

.../...



- 3 -

COMPTE RENDU

LE PRESIDENT, M. FRANCK-CHANTE, ouvre la séance.

M. Rupied est nommé rapporteur de la proposition de loi (n° 205, année 1954) tendant à modifier l'article 2 de la loi n° 53-225 du 20 mars 1953 relative à la commémoration de l'armistice du 8 mai 1945.

M. LE PRESIDENT.- Si vous le voulez bien, nous allons étudier au fond, dès maintenant, cette affaire.

Le texte qui nous a été transmis par l'Assemblée Nationale résulte d'une erreur. En effet, ce texte reproduit très exactement les termes de la loi du 20 mars 1953 qui devait être modifiée.

Nous avons deux solutions devant nous : soit donner un avis négatif à la proposition de loi, ce qui serait la meilleure solution au point de vue procédure; soit donner un avis favorable en précisant bien que l'erreur de l'Assemblée Nationale ne nous a pas échappé.

M. RESTAT.-J'aimerais autant que l'on puisse adopter cette deuxième solution car je craindrais que la presse, qui ne sera pas au courant de l'affaire, déclare, dans le cas contraire, que nous sommes hostiles au principe d'un 8 mai férié.

La Commission adopte le point de vue de M. Restat.

\*

\* \*

Sont nommés rapporteurs :

- M. Enjalbert pour :

- la proposition de loi (n° 218, année 1954) tendant à refuser l'homologation de la décision n° 53-A-32 votée par l'Assemblée Algérienne au cours de sa session ordinaire de novembre-décembre 1953, tendant à étendre à l'Algérie les dispositions de l'article 6 de la loi du 19 juillet 1952 relative à la situation des fonctionnaires anciens combattants et à modifier l'article 6 de la loi n° 52-843 du 19 juillet 1952 relatif à l'amélioration de la situation des fonctionnaires anciens combattants et victimes de la guerre ;

- la proposition de loi (n° 224, année 1954) tendant à refuser l'homologation de certaines dispositions du premier alinéa de l'article 2 de la décision n° 53-A-9 votée par l'As-

.../...



- 4 -

semblée Algérienne au cours de sa session extraordinaire de juin-juillet 1953 tendant à étendre aux étudiants d'Algérie le bénéfice de la sécurité sociale, et à modifier le premier alinéa de l'article 2 de ladite décision ;

- le projet de loi (n° 232, année 1954) portant création d'une troisième Chambre au tribunal de première instance de Blida.

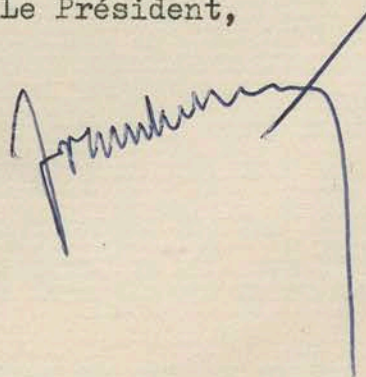
- Mme Devaud pour le projet de loi (n° 219, année 1954) complétant la loi n° 52-1403 du 30 décembre 1952 édictant les mesures de contrôle, les règles des contentieux et les pénalités des régimes de sécurité sociale, de mutualité sociale, de mutualité sociale agricole et des accidents du travail en Algérie.

- M. Restat pour la proposition de loi (n° 237, année 1954) relative aux services militaires accomplis par les étrangers antérieurement à l'acquisition de la nationalité française.

- M. Deutschmann pour la proposition de résolution (n° 241, année 1954), de M. Jean Bertaud, tendant à inviter le Gouvernement à surseoir à toute mesure d'exécution se référant aux dispositions de l'article 8 de l'acte dit loi du 14 septembre 1941, tant que le Parlement n'aura pas délibéré sur la proposition de loi ayant pour objet l'abrogation de l'acte précité et le rétablissement du droit pour certaines communes de demander la nomination d'un receveur municipal spécial dans les conditions de la loi du 5 avril 1884.

La séance est levée à 12 heures.

Le Président,





## CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

COMMISSION DE L'INTERIEUR (ADMINISTRATION GENERALE,  
DEPARTEMENTALE, COMMUNALE, ALGERIE)

-----

Présidence de M. MUSCATELLI, Président

-----

Séance du jeudi 3 juin 1954

-----

La séance est ouverte à 10 h. 35

-----

Présents. - MM. BOZZI, CHAMPEIX, DELRIEU, DEUTSCHMANN, ENJALBERT,  
Jacques GADOIN, LODEON, MAHDI, MUSCATELLI, PIC,  
SCHWARTZ, SOLDANI, VAUTHIER, VERDEILLE.

Excusés : MM. ASSAILLIT, Georges BERNARD, BONNEFOUS, Mme Marcel-  
le DEVAUD, MM. FRANCK CHANTE, GRAVIER, LE BASSER,  
RESTAT, ZUSSY.

Absents : MM. Léo HAMON, LACHEVRE, de LA GONTRIE, L'HUILLIER,  
MARRANE, PIDOUX DE LA MADUERE, RUPIED. /...



Ordre du Jour

## I - Rapports de M. Enjalbert sur :

- a) la proposition de loi (n° 218, année 1954) tendant à refuser l'homologation de la décision n° 53-A-32 votée par l'Assemblée algérienne au cours de sa session ordinaire de novembre - décembre 1953, tendant à étendre à l'Algérie les dispositions de l'article 6 de la loi du 19 juillet 1952 relative à la situation des fonctionnaires anciens combattants, et à modifier l'article 6 de la loi n° 52-843 du 19 juillet 1952 relatif à l'amélioration de la situation des fonctionnaires anciens combattants et victimes de la guerre ;
- b) la proposition de loi (n° 224, année 1954) tendant à refuser l'homologation de certaines dispositions du premier alinéa de l'article 2 de la décision n° 53-A-9 votée par l'Assemblée algérienne au cours de sa session extraordinaire de juin - juillet 1953 tendant à étendre aux étudiants d'Algérie le bénéfice de la sécurité sociale, et à modifier le premier alinéa de l'article 2 de ladite décision ;
- c) le projet de loi (n° 232, année 1954) portant création d'une troisième Chambre au Tribunal de première instance de Blida.

II - Rapport de Mme Devaud sur le projet de loi (n° 219, année 1954) complétant la loi n° 52-1403 du 30 décembre 1952 édictant les mesures de contrôle, les règles des contentieux et les pénalités des régimes de sécurité sociale, de mutualité sociale agricole et des accidents du travail en Algérie.

III - Rapport de M. Restat sur la proposition de loi (n° 237, année 1954) relative aux services militaires accomplis par les étrangers antérieurement à l'acquisition de la nationalité française.

IV - Rapport de M. Deutschmann sur la proposition de résolution (n° 241, année 1954) de M. Jean Bertaud, tendant à inviter le Gouvernement à surseoir à toute mesure d'exécution se référant aux dispositions de l'article 8 de l'acte dit loi du 14 septembre 1941, tant que le Parlement n'aura pas délibéré sur la proposition de loi ayant pour objet l'abrogation de l'acte précité et le rétablissement du droit pour certaines communes de demander la nomination



- 3 -

d'un receveur municipal spécial dans les conditions de la loi du 5 avril 1984.

- \* - \*

### Compte-rendu

LE PRESIDENT MUSCATELLI ouvre la séance et donne la parole à M. Enjalbert pour son rapport sur la proposition de loi (n° 218, année 1954) tendant à refuser l'homologation de la décision n° 53-A-32 votée par l'Assemblée algérienne au cours de sa session ordinaire de novembre - décembre 1953, tendant à étendre à l'Algérie les dispositions de l'article 6 de la loi du 19 juillet 1952 relative à la situation des fonctionnaires anciens combattants, et à modifier l'article 6 de la loi n° 52-843 du 19 juillet 1952 relatif à l'amélioration de la situation des fonctionnaires anciens combattants et victimes de la guerre.

M. ENJALBERT.- Dans son article 6, relatif à l'amélioration de la situation des anciens combattants et victimes de la guerre, la loi n° 52-843 du 19 juillet 1952 stipule que les dispositions de l'article 23 de la loi de finances du 9 décembre 1927 et celles des articles 33 et 34 de la loi du 19 mars 1928 sont étendues aux fonctionnaires, agents et ouvriers de l'Etat, fonctionnaires des départements, communes et des établissements publics départementaux et communaux ayant participé à la campagne 1939-1945 ainsi qu'aux anciens combattants d'Indochine.

Par suite de l'absence d'un article additionnel étendant le bénéfice de ces dispositions aux fonctionnaires, agents et ouvriers intéressés du cadre algérien, une grave injustice provoque les récriminations des associations d'anciens combattants.

Le statut organique de l'Algérie (loi du 20 septembre 1947) prévoit, en effet, le vote obligatoire d'une disposition législative additionnelle pour l'octroi aux ressortissants algériens du bénéfice accordé aux fonctionnaires anciens combattants de la métropole par l'article 6 de la loi du 19 juillet 1952.

Pour combler cette lacune, l'Assemblée algérienne, dans sa séance du 17 novembre 1953 adoptait une décision n° 53-A-32 pour étendre à l'Algérie le bénéfice de cet article. Aux termes des articles 15 et 16 du statut de l'Algérie, cette décision devrait être homologuée par décret dans un délai de six semaines sous peine d'être exécutoire de plein droit.

/...



- 5 -

LE PRESIDENT.- Je mets aux voix les conclusions de M. ENJALBERT.

Ces conclusions sont adoptées à l'unanimité.

°°°

LE PRESIDENT.- La parole est à M. Enjalbert pour son rapport sur la proposition de loi (n° 224, année 1954) tendant à refuser l'homologation de certaines dispositions du premier alinéa de l'article 2 de la décision n° 53-A-9 votée par l'Assemblée algérienne au cours de sa session extraordinaire de juin - juillet 1953 tendant à étendre aux étudiants d'Algérie le bénéfice de la sécurité sociale, et à modifier le premier alinéa de l'article 2 de ladite décision.

M. ENJALBERT.- L'Assemblée algérienne s'appuyant sur l'article 14 de la loi du 20 septembre 1947 portant statut organique de l'Algérie a adopté au cours de sa séance du 23 juin 1953 une proposition de décision n° 53-A-9 tendant à étendre aux étudiants d'Algérie le bénéfice de la sécurité sociale déjà accordé aux étudiants métropolitains.

Cette proposition de décision prévoyait dans son article 2 que seraient affiliés obligatoirement à ce régime les étudiants qui, n'étant ni assurés sociaux, ni ayants droit d'assuré social, seraient âgés de moins de 27 ans et que, d'autre part, un arrêté du Gouverneur général fixerait les conditions dans lesquelles cette limite d'âge pourrait être dépassée.

Le Ministre de l'Intérieur notifia au Président de l'Assemblée algérienne le refus partiel d'homologation pour la disposition qui fixe l'âge limite à 27 ans au lieu de 26, âge fixé pour les étudiants métropolitains par l'article 2 de la loi du 23 novembre 1948

L'Assemblée algérienne justifiait cet allongement supplémentaire d'une année par la longueur de certaines études et par le fait que les étudiants musulmans commencent généralement plus tardivement leurs études. Il faut également remarquer que cette limite de 27 ans coïncide avec la limite des sursis militaires.

Je serais tenté de suivre l'Assemblée algérienne dans son raisonnement, mais nous risquerions de faire retarder pour un grand laps de temps l'application de la sécurité sociale aux étudiants algériens.

Je vous demande, en conséquence, de bien vouloir adopter la proposition de loi.

/...



- 6 -

LE PRESIDENT.- Je mets aux voix les conclusions de M. Enjalbert.

Elles sont adoptées à l'unanimité.

°°°

M. ENJALBERT.- Le 12 mai 1953, le Gouvernement déposait le projet de loi n° 6159, qui tendait à la création d'une troisième chambre au tribunal civil de Blida, projet qui fut adopté par l'Assemblée Nationale le 9 avril 1954.

Comme le faisait remarquer l'exposé des motifs, ce tribunal qui comporte actuellement deux Chambres est composé d'un président, d'un vice-président, d'un juge d'instruction, de quatre juges, d'un procureur de la République et de deux substituts.

Les statistiques du Ministère de la Justice prouvent qu'au cours des années 1949-1951, non seulement ce tribunal est en fête des tribunaux comprenant deux chambres, mais encore que son rôle est plus chargé que celui de certaines juridictions de la métropole possédant trois et même quatre chambres.

Je vous propose donc pour mettre fin à cette anomalie d'adopter le projet de loi qui crée une troisième chambre au tribunal de première instance de Blida.

Les conclusions du rapport sont adoptées à l'unanimité.

°°°

LE PRESIDENT.- Mme Devaud s'est fait excuser. Son rapport sur le projet de loi n° 219 est donc renvoyé à une séance ultérieure.

°°°

LE PRESIDENT.- La parole est à M. Restat pour son rapport sur la proposition de loi (n° 237, année 1954) relative aux services militaires accomplis par les étrangers antérieurement à l'acquisition de la nationalité française.

/...



M. RESTAT.- L'Assemblée Nationale a adopté sans débat dans sa séance du 9 avril 1954, la proposition de loi relative aux services militaires accomplis par les étrangers antérieurement à l'acquisition de la nationalité française.

Ce texte s'imposait en effet car il ne fait que compléter les mesures prévues par l'article 6 de la loi du 19 juillet 1952, relatif à l'amélioration de la situation des fonctionnaires anciens combattants et par le décret n° 53-1364 du 30 décembre 1953 en faisant bénéficier non seulement des majorations d'ancienneté, mais aussi de toutes les mesures en ce qui concerne l'avancement, les titres ou décorations, etc... les étrangers ayant accompli des services dans les armées alliées pendant les guerres 1914-1918 et 1939-1945 et ayant ensuite acquis la nationalité française.

Il serait anormal que ces hommes, qui sont devenus des Français et qui se sont battus dans nos rangs, ne bénéficient pas des avantages que reçoivent nos anciens combattants puisque, par l'acquisition de notre nationalité, ils ont prouvé qu'ils étaient déjà Français de coeur au moment des combats et ont ainsi renoncé aux avantages que leur pays d'origine leur aurait accordés.

Le texte adopté par l'Assemblée Nationale a le mérite d'unir les dispositions de la loi du 19 juillet 1952 et celles du décret du 30 décembre 1953 et de faire bénéficier de ces dispositions ceux qui ont servi aussi bien pendant les campagnes de 1939-1945 que pendant celles de 1914-1918.

Pour ces raisons je vous demanderai de bien vouloir adopter, sans le modifier, le texte de l'Assemblée Nationale.

Les conclusions de M. Restat sont adoptées à l'unanimité.

°  
° °

M. DEUTSCHMANN.- La proposition de résolution n° 241 de l'année 1954, présentée par notre collègue Jean Bertaud, tendant à inviter le Gouvernement à surseoir à toute mesure d'exécution se référant aux dispositions de l'article 8 de l'acte dit loi du 14 septembre 1941, fait suite à la proposition de loi n° 8152 du même auteur, et ayant pour objet l'abrogation de la réglementation en vigueur, en vue de rétablir le droit, pour certaines communes, de demander la nomination d'un receveur municipal spécial et d'en assurer la présentation dans les conditions de la loi du 5 avril 1884.



Les raisons données par notre collègue sont parfaitement valables et, sans préjuger du vote du Parlement sur ladite proposition de loi, on doit pouvoir admettre que la mesure d'autorité de l'acte dit loi du 14 septembre 1941 - Le Parlement n'ayant eu à en délibérer - soit, sinon annulée, tout au moins sensiblement modifiée et que soit conféré le droit, pour les communes importantes, d'obtenir dans l'intérêt général, une recette municipale spéciale.

Sans reprendre l'intégralité du texte ancien de la loi du 5 avril 1884, il est souhaitable de voir redonner aux villes de plus de 20.000 habitants, le droit absolu d'avoir une recette municipale spéciale, dont le receveur serait nommé par le pouvoir central, sur une liste de trois noms - de candidats qualifiés - dressée par le conseil municipal, suivant les dispositions anciennes de la loi du 5 avril 1884; de redonner, également, ce même avantage aux communes de plus de 10.000 habitants, dans le cas où il n'existerait pas de perception dans la commune.

Les receveurs spéciaux, ainsi désignés, s'intégreraient dans le cadre des personnels du Trésor et seraient rémunérés suivant les règles actuellement en vigueur. Le personnel de bureau continuerait à être prélevé dans les mêmes conditions.

Il semble difficile, dans le cadre des lois en vigueur (les prescriptions de la loi de 1884 étant remplacées par celles de la loi du 14 septembre 1941) de surseoir à la nomination des comptables. Les postes ne pouvant fonctionner sans responsable, le titulaire serait, éventuellement, remplacé par un intérimaire désigné par l'administration des finances.

Je pense que la meilleure formule serait de demander à l'Assemblée Nationale la discussion d'urgence de la proposition de loi n° 8152 qui résoudrait le problème une fois pour toutes, notre assemblée ne pouvant pas adresser une telle invite à l'Assemblée Nationale, c'est au Gouvernement que je propose de demander la solution rapide de ce problème par le dépôt d'un projet de loi.

Les conclusions de M. Deutschmann sont adoptées à l'unanimité.

o  
o o

/...



M. DEUTSCHMANN.- Bien que cette affaire ne soit pas à l'ordre du jour, j'aimerais, si vous n'y voyez pas d'inconvénient, vous présenter mon rapport sur la proposition de résolution n° 382, année 1953, de M. Jean Bertaud, relative aux personnels logés des communes.

M. LE PRESIDENT.- J'étais absent à la dernière séance, mais je crois bien que votre rapport a déjà été adopté.

M. DEUTSCHMANN.- Effectivement, mais je voudrais toutefois en donner lecture à la commission avant de le déposer.

Voici mon texte :

La proposition de résolution présentée par notre collègue Bertaud a coïncidé avec un examen de la même question au Conseil national des services publics qui fonctionne au Ministère de l'Intérieur.

Le 2 avril 1954, la Commission du personnel dudit Conseil national, où siègent les représentants de l'Administration de tutelle des collectivités départementales et communales, ainsi que des différentes catégories de personnel, a adopté à l'unanimité un projet d'arrêté ministériel qui répond exactement aux préoccupations de notre collègue et dont le texte est le suivant:

#### Projet d'Arrêté

Fixant les conditions d'occupation par des agents des communes et de certains établissements publics communaux, d'immeubles appartenant à ces collectivités.

#### Article premier

Les agents des communes et des établissements publics communaux et intercommunaux visés à l'article premier de la loi n° 52-432 du 28 avril 1952 ne peuvent occuper un logement dans des locaux appartenant à l'une des collectivités ou détenus par elle à un titre quelconque, que s'ils sont bénéficiaires d'une concession de logement ou d'un acte de location passé avec la collectivité.



Article 2.

Lorsque l'occupation est étrangère à toute considération de service, elle doit faire l'objet d'un acte de location selon les règles de droit commun.

Lorsque l'occupation répond à une nécessité absolue ou est utile pour le service, elle doit faire l'objet d'un acte de concession qui ne peut résulter que d'un arrêté pris dans les conditions et formes prévues aux articles ci-après.

Article 3.

Il y a nécessité absolue de service lorsque l'Assemblée délibérante décide que le titulaire d'un emploi ne peut accomplir normalement son service sans être logé par la collectivité et que cet avantage constitue pour l'intéressé le seul moyen d'assurer la continuité du service ou de répondre aux besoins d'urgence liés à l'exercice de ses fonctions.

Article 4.

Il y a utilité de service lorsque l'Assemblée délibérante décide que, sans être absolument nécessaire à l'exercice de la fonction, le logement présente un intérêt certain pour la bonne marche du service.

Article 5.

Dans le cadre des dispositions des articles 3 et 4 du présent arrêté, le conseil municipal ou la commission administrative fixe par délibération la liste des emplois dont les titulaires sont susceptibles de bénéficier d'une concession de logement par nécessité absolue ou par utilité de service et détermine la situation et la consistance des locaux mis à la disposition des titulaires de ces emplois, ainsi que les conditions financières générales de chaque concession.

Un arrêté du maire ou du président de la commission administrative concède un logement à chaque agent titulaire d'un emploi figurant dans la délibération visée à l'alinéa précédent.

/...



Cet arrêté fixe, en exécution de cette délibération, les modalités de la concession et le montant de la redevance, compte tenu de la situation de l'agent.

#### Article 6.

Seules les concessions de logement accordées par nécessité absolue de service comportent la gratuité de la prestation du logement nu/ Les délibérations visées à l'article 5 doivent préciser si cette gratuité s'étend à la fourniture de l'eau, du gaz, de l'électricité et du chauffage ou à certains seulement de ces avantages.

Les concessions de logement par utilité de service ne comportent pas, en principe, la fourniture gratuite, par l'administration, de l'eau, du gaz, de l'électricité et du chauffage.

#### Article 7.

Les concessions de logement par utilité ou par nécessité absolue de service étant, de par leur nature, impersonnelles, leur durée est strictement limitée à celle pendant laquelle les intérêts occupent les emplois énumérés dans les délibérations susvisées.

#### Article 8.

En cas de concession de logement par utilité de service, la redevance due pour les locaux occupés est déterminée conformément à la législation relative aux loyers des locaux à usage d'habitation.

Le montant de cette redevance peut être déterminé de façon à tenir compte de certaines sujétions, notamment des charges anormales que la concession de logement ferait supporter à son bénéficiaire.

#### Article 9.

Toutes les occupations de logement par les agents visés à l'article premier, dans un immeuble appartenant à une collectivité locale ou détenu par elle, quelles que soient leur ancienneté ou la nature de l'acte qui les autorise, devront faire l'objet d'une révision dans le délai de six mois à partir de la publication du présent arrêté.



Celles qui n'auront pas été maintenues ou qui n'auront pas été régularisées devront prendre fin à l'expiration de ce délai.

Article 10.

Le directeur de l'administration départementale et communale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

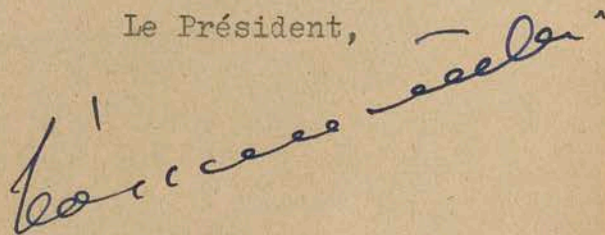
Pour ce qui est de la responsabilité des comptables communaux le président de la commission a déclaré qu'en fonction de la nouvelle réglementation envisagée, la Cour des comptes serait disposée à reviser sa position.

Dans ces conditions, je vous propose d'adopter, sans la modifier, la proposition de résolution de notre collègue Jean Bertaud.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 12 heures.

Le Président,

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'L. Bertaud', written over a horizontal line.



## CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

COMMISSION DE L'INTERIEUR (Administration

Générale, Départementale et Communale, Algérie).

-:-:-:-:-

Présidence de M. MUSCATELLI, Président

-:-:-:-:-

Séance du jeudi 10 juin 1954

-:-:-:-:-

La séance est ouverte à 10 heures

-;-:-:-:-

Présents : MM. BONNEFOUS, DELRIEU, DEUTSCHMANN, LE BASSER, LODEON, MUSCATELLI, PIC, RESTAT.

Excusés : MM. BERNARD, CHAMPEIX, FRANCK CHANTE, GRAVIER, SCHWARTZ.

Absents : MM. ASSAILLIT, BOZZI, Mme Marcelle DEVAUD, MM. ENJALBERT, GADOIN, Léo HAMON, LACHEVRE, de LA GONTRIE, Waldeck L'HUILLIER, MAHDI, Georges MARRANE, PIDOUX DE LA MADUERE, RUPIED, SOLDANI, VAUTHIER, VERDEILLE, ZUSSY.



Ordre du Jour

- Nominations de rapporteurs pour :

a) la proposition de loi (n° 297, année 1954) tendant à établir la parité au sein des conseils généraux des départements algériens entre la représentation du 1er collège et celle du 2ème collège.

b) le projet de loi (n° 301, année 1954) autorisant la cession à l'Etat par la ville de Paris d'une parcelle du Bois de Vincennes en vue de la construction d'un lycée de jeunes filles.

-\*-

Compte-rendu.

M. MUSCATELLI, Président, ouvre la séance.

La Commission nomme M. Bonnefous, rapporteur de la proposition de loi (n° 297, année 1954) tendant à établir la parité au sein des conseils généraux des départements algériens entre la représentation du 1er collège et celle du 2ème collège.

o°o

M. Léo Hamon est ensuite nommé rapporteur du projet de loi (n° 301, année 1954) autorisant la cession à l'Etat par la ville de Paris d'une parcelle du Bois de Vincennes, en vue de la construction d'un lycée de jeunes filles.

La séance est levée à 10 heures 45.

Le Président,

*Le Président*



COMMISSION DE L'INTERIEUR

(ADMINISTRATION GENERALE, DEPARTEMENTALE ET COMMUNALE, ALGERIE)

-:-:-:-:-

Présidence de M. Léon MUSCATELLI, président

-:-:-:-:-

Séance du jeudi 1er juillet 1954

-:-:-:-:-

La séance est ouverte à 10 heures 35

-:-:-:-:-

Présents : MM. Raymond BONNEFOUS, DELRIEU, DEUTSCHMANN,  
Mme Marcelle DEVAUD, MM. ENJALBERT, Robert GRAVIER, Léon  
Léo HAMON, LODEON, Abdallah MAHDI, Georges  
MARRANE, Léon MUSCATELLI, RESTAT, SCHWARTZ,  
VAUTHIER.

Suppléant : M.

Excusés : MM. CHAMPEIX, FRANCK CHANTE, ZUSSY; ASSAILLIT.

Absents : MM. Georges BERNARD, BOZZI, Jacques GADOIN,  
LACHEVRE, de LA GONTRIE, LE BASSER, Waldeck  
L'HUILLIER, PIC, PIDOUX de la MADUERE, Marcel  
RUPIED, SOLDANI, VERDEILLE.

-:-:-:-



ORDRE DU JOUR

I - Rapport de M. Bonnefous sur la proposition de loi (n° 297, année 1954) tendant à établir la parité au sein des conseils généraux des départements algériens entre la représentation du 1er collège et celle du 2e collège.

II - Rapport de M. Léo Hamon sur le projet de loi (n° 301, année 1954) autorisant la cession à l'Etat par la Ville de Paris d'une parcelle du Bois de Vincennes en vue de la construction d'un lycée de jeunes filles.

III - Rapport de Mme Devaud sur le projet de loi (n° 219, année 1954) complétant la loi n° 52-1403 du 30 décembre 1952 édictant les mesures de contrôle, les règles des contentieux et les pénalités des régimes de sécurité sociale, de mutualité sociale agricole et des accidents du travail en Algérie.

IV - Désignation de rapporteurs pour :

- la proposition de résolution (n° 316, année 1954), de M. Méric, tendant à inviter le Gouvernement à déposer dans les délais les plus brefs les textes législatifs indispensables qui doteraient les "communes-dortoirs" de moyens financiers leur permettant de faire face à leurs obligations dans de bonnes conditions sans imposer anormalement la population sédentaire desdites communes
- la proposition de loi (n° 325, année 1954) tendant à fixer définitivement le régime législatif et réglementaire de l'Algérie en ce qui concerne l'exercice de la pharmacie.

-:-:-:-:-

COMPTE RENDU

M. MUSCATELLI, président, ouvre la séance.

Le rapport de Mme DEVAUD sur le projet de loi (n° 219, année 1954) complétant la loi n° 52-1403 du 30 décembre 1952 édictant les mesures de contrôle, les règles des contentieux et les pénalités des régimes de sécurité sociale, de mutualité sociale agricole et des accidents du travail en Algérie est adopté à l'unanimité, sans débat.

\*

\* \*

.../...



- 3 -

En l'absence de M. Léo Hamon, le Président donne lecture à la Commission du rapport que celui-ci lui a fait parvenir sur le projet de loi (n° 301, année 1954) autorisant la cession à l'Etat par la Ville de Paris d'une parcelle du Bois de Vincennes en vue de la construction d'un lycée de jeunes filles:

A la date du 25 mai 1954, l'Assemblée Nationale a adopté un projet de loi autorisant la cession à l'Etat par la Ville de Paris d'une parcelle du Bois de Vincennes en vue de la construction d'un lycée de jeunes filles.

Le texte adopté est conforme au projet de loi déposé par le Gouvernement le 29 mars 1954.

L'avis de l'Assemblée Nationale a été émis à l'unanimité sur le rapport de M. Quinson, au nom de la Commission de l'Intérieur.

I - L'utilité de créer un lycée de jeunes filles dans le Bois de Vincennes ne saurait être contestée : seul existe à proximité le lycée Hélène Boucher, situé cours de Vincennes, dans Paris ; mais cet établissement (qui ne comporte d'ailleurs pas d'internat) dessert les 12e, 19e et 20e arrondissements. Il a déjà 2.031 élèves et ne saurait en recevoir davantage. Toute la banlieue Est (Vincennes, Saint-Mandé, Bagnolet, Montreuil, Fontenay-sous-Bois, Nogent, Champigny, le Perreux, Romainville) ne possède pas de lycée de jeunes filles.

En fait, les jeunes filles de cette région (qui compte plus d'un demi million d'habitants) fréquentent des cours privés, laïcs, comme celui de Vincennes, ou religieux. Il y a ainsi dans l'organisation de l'enseignement public secondaire une carence évidente, qui s'aggraverait encore (s'il n'y était très vite porté remède) avec la construction de 900 logements à Vincennes et Bagnolet, prévue pour les années à venir. L'importance de la population légitime ainsi déjà la construction d'un lycée : Elle est davantage encore commandée par les projets en cours.

II - Le projet de l'Etat tend à créer un lycée de jeunes filles avec internat de 1.400 élèves se décomposant comme suit pour 42 classes :

310 externes ;  
260 externes surveillées ;  
600 demi-pensionnaires ;  
250 internes.

8 classes de 6e ;  
8 classes de 5e ;  
6 classes de 4e ;  
6 classes de 3e ;  
5 classes de 2e ;  
5 classes de 1ère ;  
4 classes pour préparation 2e partie <sup>du</sup> baccalauréat.

.../...



- 4 -

Les frais de construction s'élèveraient à 600.000.000 de francs, figurant au budget de l'Education Nationale (loi de finances de 1953), soit :

100.000.000 de francs pour 1954 ;  
200.000.000 de francs pour 1955 ;  
200.000.000 de francs pour 1956 ;  
100.000.000 de francs pour 1957.

Le lycée serait construit sur un terrain situé face au Château de Vincennes, c'est-à-dire à un endroit heureusement choisi parce que central tant par sa station de métro que par un certain nombre de lignes d'autobus.

Conformément à la pratique, le terrain doit, en pareil cas, être donné par les collectivités locales intéressées. Mais, au terme d'une convention du 20 juillet 1860 ratifiée en vertu d'une loi du 24 juillet 1860, le Bois de Vincennes appartient à la Ville de Paris. Le terrain devait donc être demandé à la Ville de Paris encore qu'il se trouve situé en dehors de son enceinte proprement dite.

La Ville de Paris donne ainsi un terrain pour le profit des communes de banlieue et cette situation particulière fait que la Ville doit en équité recevoir une contre-partie pour une cession de terrain qui ne lui profite pas directement.

III - Aussi, l'article 3 du projet de loi prévoit qu'en compensation de l'affectation prévue, l'Etat devra remettre à la disposition de la Ville des terrains d'une surface équivalente en vue de leur aménagement en espace libre.

On peut regretter que la rédaction du texte législatif ne soit pas ici plus précise. Des renseignements recueillis, il résulte cependant que les terrains d'une surface équivalente, dont la remise est envisagée, sont une autre parcelle du Bois de Vincennes actuellement occupée par l'autorité militaire (terrain pris sur le polygone).

Cette compensation a été prévue par le Conseil municipal de Paris dans sa délibération du 2 juillet 1954 et il faut considérer la rédaction du projet de loi déposé par le Gouvernement comme impliquant l'engagement par l'Etat de donner le terrain envisagé.

On pourra regretter, à cet égard, que l'engagement ne soit pas davantage précisé non plus que son mécanisme de réalisation, mais votre rapporteur entend souligner que l'adoption du présent texte et de l'affectation du terrain cédé par la Ville de Paris doivent avoir pour suite la très rapide réalisation de l'engagement de l'Etat. Il appartiendra à M. le Préfet de la Seine, en sa double qualité de représentant du Gouvernement, de veiller à la

.../...



- 5 -

réalisation de ce qui, répétons-le, constitue de la part de l'Etat, un véritable engagement.

Ainsi, sera réalisée sans réduction de la superficie vraiment libre du Bois de Vincennes une construction scolaire nécessaire à l'éducation des jeunes de la banlieue.

Telles sont les raisons pour lesquelles ~~vous~~<sup>je</sup> vous propose~~rais~~ d'émettre un avis favorable au projet de loi.

Le rapport de M. Léo Hamon est adopté sans débat, à l'unanimité.

\*

\* \*

M. BONNEFOUS.- La proposition de loi dont je suis rapporteur tend à établir la parité au sein des conseils généraux des départements algériens entre la représentation du 1er Collège et celle du 2e Collège.

Ce texte n'appelle de ma part que peu d'observations, si ce n'est sur un point :

L'article 2 de la proposition de loi stipule que le Bureau de chaque conseil général comportera un nombre égal d'élus de chacun des deux collèges, proposés par leurs collègues respectifs; la présidence des conseils généraux sera attribuée chaque année à un élu d'un collège différent.

Cette règle de l'alternance, qui a été votée par l'Assemblée Nationale, semble aller au delà des désirs des élus du deuxième Collège qui avaient déposé la proposition de loi. Elle me paraît, en outre, peu fondée à partir du moment où il y a, à l'intérieur des bureaux des conseils généraux algériens, parité entre les deux collèges.

Je rappellerai d'ailleurs que, d'ores et déjà, dans les trois départements algériens, des élus du 2e collège ont été portés à la présidence de leur assemblée. L'alternance existe donc déjà en fait et la disposition qui figure dans la loi me paraît de nature à restreindre les libertés des élus du 2e collège puisque l'alternance jouerait tous les ans. Vous savez qu'en France, les bureaux des conseils généraux sont généralement reconduits chaque année pendant la période qui sépare les renouvellements par moitié de ces assemblées. Il me semblerait bon que la même règle fût suivie en Algérie. Je proposerai donc la suppression de l'article 2.

.../...



- 6 -

M. DELRIEU.- Je me rallie entièrement aux conclusions de notre rapporteur. L'expérience de l'alternance annuelle est déjà pratiquée à l'Assemblée Algérienne où elle n'a donné que de mauvais résultats car elle a abouti à faire régner dans cette assemblée une atmosphère pré-électorale constante.

La seule difficulté qui se pose est la suivante : nos élus du 2e collège ne considéreront-ils pas que le Conseil de la République s'est placé, sur ce point, en retrait de l'Assemblée Nationale.

M. MAHDI.- Comme M. Bonnefous, je suis hostile au principe de l'alternance inséré dans une loi mais je crains comme M. Delrieu que notre geste soit mal compris. Ne pourrait-on pas, tout en fixant le principe, laisser à chaque conseil général le soin de déterminer la durée de l'alternance ?

M. LE PRESIDENT.- A titre d'information, je puis vous indiquer que j'ai reçu la visite du Président du Conseil Général de Constantine, qui est un Musulman et qui est hostile à l'alternance précisée dans le texte de loi car elle existe déjà en fait.

M. Léo HAMON.- Je me bornerai à rappeler que j'ai déposé, en 1948, une proposition de loi qui tendait à régler le problème qui vient devant nous aujourd'hui ; j'aimerais que notre rapporteur pût le rappeler. Ceci dit, je suis également hostile à l'alternance légale.

M. LE PRESIDENT.- C'est également mon avis car nous faisons en Algérie une politique d'assimilation et il faut éviter toute mesure marquant une différence entre chacun des deux collèges.

M. DELRIEU.- Je serais partisan de la suppression de l'article 2 et surtout des mots : "proposés par leurs collègues respectifs"; je préférerais, en effet, que le bureau du conseil général soit désigné par l'assemblée tout entière, comme cela se fait dans la métropole.

M. Léo HAMON.- Je suis également de cet avis mais je crois qu'il faut se rallier à la position que prendront, dans cette affaire, nos collègues musulmans, dont je serais heureux d'avoir l'avis. Quoiqu'il en soit, je voterai ce qu'ils voteront.

M. SCHWARTZ.- Ne pourrions-nous pas supprimer l'article 2 et rédiger comme suit l'article premier :

"La parité de représentation est établie au sein des conseils généraux des départements algériens, et de leurs bureaux, entre le 1er et le 2e collèges".

.../....



- 7 -

M. Léo HAMON.- Cette solution me paraît satisfaisante ; si nos collègues du 2<sup>e</sup> collège déposent un amendement en séance à ce texte, nous pourrions l'adopter.

M. LE RAPPORTEUR.- Ne pourrions-nous pas supprimer simplement la première phrase de l'article 2, qui est la plus mauvaise comme l'a souligné M. Delrieu, quitte à laisser subsister la seconde phrase ?

M. Léo HAMON.- J'accepterai cette proposition à condition que l'on remplace, dans la seconde phrase, les mots : "chaque année", par le mot "alternativement".

M. LE PRESIDENT.- Cette solution me semble bonne. Je la mets aux voix.

La proposition est adoptée à l'unanimité.

M. LE PRESIDENT.- Les articles premier et 2 sont adoptés dans la rédaction que nous venons d'établir. Les articles 3 et 4 demeurent sans changement.

\*

\* \*

M. LE PRESIDENT.- Mes chers Collègues, j'ai à vous donner connaissance d'une lettre que vient de m'adresser M. le Ministre de l'Intérieur, en voici la teneur :

"Monsieur le Président,

"Dès mon arrivée Place Beauvau, je me suis immédiatement préoccupé, avec le désir d'aboutir, du problème des libertés locales depuis si longtemps évoqué dans les deux Assemblées.

"Je suis partisan de rendre aux collectivités locales une autonomie réelle compatible toutefois avec les intérêts généraux de l'Etat.

"Dans ce but, je viens de demander la convocation du Conseil National des Services départementaux et communaux pour le 9 juillet prochain, en vue de lui soumettre les projets de loi organiques prévus par l'article 89 de la Constitution et tendant à étendre les libertés locales.

.../...



- 8 -

"Je vous serais obligé de bien vouloir en aviser les membres de la Commission.

"Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

"signé : F. MITTERRAND."

Je répondrai, en votre nom, à M. le Ministre pour lui donner acte de sa communication.

J'ai également reçu une lettre de M. Driant, Président du Conseil Général de la Moselle, qui me demande d'attirer l'attention du Ministre de l'Intérieur sur le problème de la subvention allouée par l'Etat aux collectivités locales pour la remise en état de leur réseau routier.

M. RESTAT.- Si vous abordez cette question avec le Ministre de l'Intérieur, ne pourriez-vous pas évoquer avec lui la question des recettes du fonds spécial d'investissement routier qui semblent croître chaque année, alors que les subventions que cet organisme alloue aux collectivités locales diminuent régulièrement?

Mme DEVAUD.- Sur un point différent, je voudrais que l'on attire l'attention du Ministre de l'Intérieur sur le fait que le Ministre de l'Education Nationale supprime chaque année des classes élémentaires dans les lycées, la charge de ces classes retombant sur les collectivités locales.

Il y a là un accroissement de dépenses pour nos communes qui est tout à fait injustifié.

M. LE PRESIDENT.- J'attirerai l'attention de M. Mitterrand sur toutes ces questions et je vous en rendrai compte.

La séance est levée à 12 heures.

Le Président,

*Le Président*



CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

J.V.

COMMISSION DE L'INTERIEUR  
(ADMINISTRATION GENERALE, DEPARTEMENTALE ET COMMUNALE,  
ALGERIE)

-----

Présidence de M. Léon MUSCATELLI, Président

-----

Séance du Jeudi 22 Juillet 1954

-----

La séance est ouverte à 11 Heures

-----

Présents : MM. ASSAILLIT, BOZZI, CHAMPEIX, DELRIEU, DEUTSCHMANN,  
FRANCK-CHANTE, Robert GRAVIER, LACHEVRE, Waldeck  
L'HUILLIER, Abdallah MAHDI, Léon MUSCATELLI, PIC,  
PIDOUX DE LA MADUERE, SOLDANI, VERDEILLE.

Excusés : MM. Georges BERNARD, LE BASSER, LODEON.

Absents : M. Raymond BONNEFOUS, Mme Marcelle DEVAUD, MM.  
ENJALBERT, Jacques GADOIN, Léo HAMON, de LA GONTRIE,  
Georges MARRANE, RESTAT, Marcel RUPIED, SCHWARTZ,  
VAUTHIER, ZUSSY.

-----

../..



- 2 -

ORDRE DU JOUR

- I - Rapport de M. Delrieu sur la proposition de loi (n° 325, année 1954) tendant à fixer définitivement le régime législatif et réglementaire de l'Algérie, en ce qui concerne la pharmacie.
- II - Désignation d'un rapporteur pour :
- a) la proposition de loi (n° 411, année 1954), relative à la titularisation des assistantes sociales appartenant aux administrations centrales de l'Etat ;
  - b) le projet de loi (n° 409, année 1954), tendant à fixer l'époque des élections pour la reconstitution du Conseil Général de la Guadeloupe dissous par décret du 24 décembre 1953 ;
  - c) le projet de loi (n° 407, année 1954), tendant à modifier le décret du 14 septembre 1925 sur les monuments historiques en Algérie.

-:-:-

COMPTE RENDU

Le Président, M. MUSCATELLI, ouvre la séance et donne la parole à M. Delrieu, pour son rapport sur la proposition de loi (n° 325, année 1954), tendant à fixer définitivement le régime législatif et réglementaire de l'Algérie, en ce qui concerne la pharmacie.

M. DELRIEU.- Mes chers collègues, la loi du 9 Juillet 1952 a rendu applicable à l'Algérie la codification des textes législatifs relatifs à la pharmacie, réalisée par le décret du 6 novembre 1951, provisoirement et jusqu'à l'entrée en vigueur de la codification spéciale à ces territoires.

../..



- 3 -

Ce texte ne pouvant avoir par définition qu'une valeur provisoire, il convient maintenant de donner à l'art pharmaceutique une unité de but et de technique, car il serait inconcevable qu'un médicament ou un poison puissent être définis différemment suivant qu'on se trouve en Métropole ou en Algérie.

D'autre part, la répartition des officines en Algérie, où certaines communes atteignent des dimensions énormes avec des densités de population très variables, ne peut être comparable à celle de la Métropole. Il convient également de prendre en considération l'existence du Gouvernement Général qui présente une compétence administrative indiscutable.

Signalons encore que le Code de la Santé publique a prévu certaines conditions pour l'ouvertures d'officines nouvelles.

L'article 571 réglemente ces créations suivant le nombre d'habitants dans la Métropole. L'article 572 indique une codification spéciale pour les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle. L'article 573 fixe les conditions dans lesquelles des créations peuvent être autorisées dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion.

Aucun article ne prévoit une codification nouvelle pour l'Algérie ; les trois départements sont donc encore sous le régime du décret n° 46-510 du 25 mars 1946 qui fixe les conditions de créations d'officines en tenant compte de la proportion de la population musulmane par rapport à l'ensemble de la population.

L'Algérie ne vit donc pas en complète légalité dans le domaine pharmaceutique puisque la loi n° 47-1853 du 20 septembre 1947 a supprimé toute discrimination entre les citoyens qui l'habitent.

L'intervention du décret n° 53-1001 du 5 octobre 1953 portant codification des textes législatifs concernant la santé publique n'a cependant pas eu pour effet de rendre caduque en Algérie la loi du 9 juillet 1952, bien que ce décret, par son article 3, ait abrogé le décret du 6 novembre 1951.

.../...



- 4 -

Il convient, par conséquent, de faire intervenir une codification spéciale à l'Algérie de telle façon que l'on aboutisse à un alignement dont l'intérêt ne saurait échapper puisqu'il s'agit aussi bien du secteur public que du secteur privé.

Pour ces raisons, je vous propose d'adopter sans modification le texte de l'Assemblée Nationale.

Il en est ainsi décidé.

°  
° °

La Commission nomme ensuite :

- M. Soldani, rapporteur de la proposition de loi (n° 411, année 1954), relative à la titularisation des assistantes sociales appartenant aux administrations centrales de l'Etat;
- M. Pic, rapporteur du projet de loi (n° 409, année 1954), tendant à fixer l'époque des élections pour la reconstitution du Conseil Général de la Guadeloupe dissous par décret du 24 décembre 1953 ;
- M. Delrieu, rapporteur du projet de loi (n° 407, année 1954), tendant à modifier le décret du 14 septembre 1925 sur les monuments historiques en Algérie.

La séance est levée à 11 Heures 45.

Le Président,

*Concurrez*



COMMISSION DE L'INTERIEUR

(ADMINISTRATION GENERALE, DEPARTEMENTALE ET COMMUNALE, ALGERIE)

-:-:-:-:-

Présidence de M. Léon MUSCATELLI, président

-:-:-:-:-

Séance du jeudi 26 août 1954

-:-:-:-:-

La séance est ouverte à 11 H.

-:-:-:-:-

Présents : MM. DELRIEU, DEUTSCHMANN, ENJALBERT, Robert GRAVIER,  
LE BASSER, Abdallah MAHDI, Georges MARRANE,  
Léon MUSCATELLI, PIC, SOLDANI.

Excusés : MM. ASSAILLIT, Georges BERNARD, CHAMPEIX, Mme Marcelle  
DEVAUD, MM. FRANCK CHANTE, Jaques GADOIN, SCHWARTZ.

Suppléants : MM. Etienne GAY, Alain POHER.

Absents : MM. Raymond BONNEFOUS, BOZZI, Léo HAMON, LACHEVRE,  
de LA GONTRIE, Waldeck L'HUILLIER, LODEON,  
PIDOUX de la MADUERE, RESTAT, Marcel RUPIED,  
VAUTHIER, VERDEILLE, ZUSSY.

-:-:-:-

..//..



ORDRE DU JOUR

I - Rapport de M. Delrieu sur le projet de loi (n° 407, année 1954) tendant à modifier le décret du 14 septembre 1925 sur les monuments historiques en Algérie.

II - Rapport de M. PIC sur le projet de loi (n° 409, année 1954) tendant à fixer l'époque des élections pour la reconstitution du Conseil général de la Guadeloupe, dissous par décret du 24 décembre 1953.

III - Rapport de M. Soldani sur la proposition de loi (n° 411, année 1954) relative à la titularisation des assistantes sociales appartenant aux administrations centrales de l'Etat.

-:-:-:-:-

COMPTE RENDU

M. MUSCATELLI, président.- La séance est ouverte. Je donne la parole à M. Delrieu.

M. DELRIEU.- L'archéologie forme, dans les trois départements algériens, un ensemble unique au monde. Les hommes ont été attirés, au cours des siècles, le long des sites accueillants de la Méditerranée africaine.

Une superposition de civilisations y accumule des richesses artistiques incomparables. Des vieux gisements préhistoriques jusqu'à la période arabe, des vestiges multiples marquent le passage des berbères, des phéniciens, des carthaginois, des romains, des vandales et des byzantins.

Un inventaire complet n'a pas pu encore être dressé malgré les efforts du service des Antiquités du Gouvernement Général d'Algérie, dont les moyens furent bien souvent trop sommaires et insuffisants.

Le texte de base des monuments historiques est constitué par le décret du 14 septembre 1925, largement dépassé par les conditions actuelles.

L'essor pris par les fouilles, l'intérêt grandissant avec les découvertes archéologiques, le développement de l'urbanisme renaissant, nécessitent une codification protectrice de l'oeuvre accomplie et de celle restant à réaliser.



Il faut protéger méthodiquement le patrimoine national, les documents du passé, ces reliques antiques qui nous ouvrent petit à petit la connaissance de nos origines.

Il convient donc de donner à l'Archéologie de nos départements algériens les moyens nécessaires pour la continuation de la haute mission dont elle est chargée.

C'est le but de ce projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, que je vous demande d'adopter sans modification.

Il en est ainsi décidé à l'unanimité.

\*

\* \*

M. PIC.- Mes chers Collègues, le projet de loi qui vous est soumis tend à fixer l'époque des élections pour la reconstitution du Conseil général de la Guadeloupe, dissous par décret du 24 décembre 1953. Avant d'examiner le texte lui-même, une observation préalable s'impose.

La dissolution du Conseil général est une chose extrêmement grave. Dans l'histoire de la III<sup>e</sup> République, quatre conseils généraux seulement ont été dissous ; trois l'ont été en 1871 avant le vote de la loi du 10 août 1871.

Dans ces trois cas, l'Assemblée Nationale de l'époque annula les décrets de dissolution, estimant que le Gouvernement avait obéi en les prononçant à des préoccupations purement politiques.

Un seul Conseil général a été dissous après le vote de la loi de base : celui des Bouches-du-Rhône, dissous par décret du 28 mai 1874 ; le même jour, le Gouvernement déposait un projet de loi tendant à fixer l'époque des élections pour la reconstitution de ce conseil général.

En effet, l'article 35 de la loi du 10 août 1871, stipule que "pendant les sessions de l'Assemblée Nationale une dissolution d'un Conseil général ne peut être prononcée par le chef du pouvoir exécutif que sous l'obligation expresse d'en rendre compte à l'Assemblée dans le plus bref délai possible."



Le projet de loi qui fut déposé à l'époque expliquait, de façon détaillée, les motifs du Gouvernement quant à la dissolution du Conseil général des Bouches-du-Rhône.

En 1953, nous n'avons rien vu de semblable. Le décret de dissolution est du 24 décembre, il ne rend compte de rien ; le projet de loi est du 31 décembre et son exposé des motifs ne rend compte de rien. La discussion vient six mois plus tard, le Gouvernement n'expose pas les raisons de la dissolution malgré le texte formel de l'article 35 de la loi du 10 août 1871.

Pour ces raisons, je vous demanderai de m'autoriser à faire la mise au point qui s'impose en séance publique.

M. MARRANE.- Il faut non seulement protester contre le précédent mais demander au Ministre de l'Intérieur les explications nécessaires sur cette dissolution.

M. PIC.- Si vous le désirez, je demanderai les justifications nécessaires au Gouvernement en séance publique.

M. GAY.- Ne pourriez-vous pas, vous-même, nous donner les précisions que vous pouvez détenir.

M. PIC.- Très volontiers. Il s'agit, en résumé, d'une opposition entre la majorité du Conseil général et le Préfet ; ce dernier étant soutenu par la minorité. Cette opposition a produit une longue série d'incidents qui se sont terminés par une sorte de scandale lors de la dernière élection du président du Conseil général.

M. GAY.- A votre avis, l'état de choses existant au sein de ce Conseil général motivait-il cette dissolution ?

M. PIC.- Certainement pas. Avant toute autre chose, il eut fallu déplacer le préfet.

M. LE PRESIDENT.- La Commission paraît unanime, mon cher Rapporteur, pour vous prier de bien vouloir faire, en séance publique, les observations qui s'imposent au Gouvernement.

M. PIC.- Ce point étant réglé, passons à l'examen des deux articles.

L'article premier prévoit, dans son premier alinéa, que les élections auront lieu le troisième dimanche suivant la promulgation de la loi. Ce délai me paraît trop court car il faut noter que le troisième dimanche suivant la promulgation n'implique pas forcément un délai de trois semaines. Il faut tenir compte, en outre, du fait que septembre est, pour les Antilles,



la période des cyclones et que les vacances s'y prolongent jusqu'en octobre. Je vous proposerai donc, de fixer la date des élections au 10 octobre.

(Assentiment général).

M. PIC.- L'article 2 du projet me paraît nécessiter quelques retouches. Il faut, tout d'abord, supprimer la phrase qui, dans cet article, stipule que les dates arrêtées pour le renouvellement du Conseil général de la Guadeloupe ne pourraient être changées "même en cas de modification des dispositions législatives relatives à la fixation de la date des élections." C'est vraiment un procédé curieux que celui qui consiste à dire qu'aucune loi à venir ne saurait modifier une loi de caractère particulier.

Je vous propose, par ailleurs, d'harmoniser le texte de cet article avec les dispositions générales de la loi relative au regroupement des dates des élections, que nous venons de voter très récemment. Aux termes de cette loi, c'est en avril 1955 que sera renouvelée la série sortante des conseillers généraux. Il me paraît tout à fait inutile de faire réélire en entier le Conseil général de la Guadeloupe en octobre et de procéder à un premier renouvellement six mois après.

Je proposerai donc de rédiger comme suit l'article 2 :

"Les Conseillers généraux soumis au premier renouvellement resteront en fonction jusqu'à l'ouverture de la session de printemps 1958 et seront renouvelés en avril 1958."

La Commission unanime adopte la proposition du rapporteur.

Le projet de loi ainsi modifié est adopté dans son ensemble à l'unanimité.

La séance est levée à 12 heures 30.

Le Président,

*Le Président*



CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

LL

COMMISSION DE L'INTERIEUR

(ADMINISTRATION GENERALE, DEPARTEMENTALE ET COMMUNALE, ALGERIE)

-----

Présidence de M. MUSCATELLI, président

-----

Séance du jeudi 4 novembre 1954

-----

La séance est ouverte à 10 heures 30

-----

Présents : MM. BOZZI, CHAMPEIX, DEUTSCHMANN, Mme Marcelle DEVAUD,  
MM. ENJALBERT, LACHEVRE, de La GONTRIE, Waldeck  
L'HUILLIER, Léon MUSCATELLI, SOLDANI, VAUTHIER,  
VERDEILLE.

Excusés : MM. Georges BERNARD, Raymond BONNEFOUS, FRANCK-CHANTE,  
Jacques GADOIN, Robert GRAVIER, Léo HAMON, SCHWARTZ.

Absents : MM. ASSAILLIT, DELRIEU, LE BASSER, LODEON, MAHDI Abdallah,  
Georges MARRANE, PIC, PIDOUX de la MADUERE, RESTAT,  
Marcel RUPIED, ZUSSY.

-----



ORDRE DU JOUR

I - Rapport de M. Soldani sur la proposition de loi (n° 411, année 1954), portant titularisation des assistants et assistantes de service social.

II - Désignation de rapporteurs pour :

- a) le projet de loi (n° 467, année 1954) portant extension à l'Algérie de la loi validée du 3 avril 1942 prohibant la conclusion de pactes sur le règlement des indemnités dues aux victimes d'accidents;
- b) le projet de loi (n° 499, année 1954) sur l'exécution des travaux géodésiques et topographiques en Algérie;
- c) la proposition de loi (n° 588, année 1954), relative à la réparation d'actes dommageables commis en Moselle et en Alsace par l'administration allemande.

-:-

COMPTE RENDU

M. MUSCATELLI, président, ouvre la séance.

Le rapport de M. Soldani est renvoyé à la séance du 18 novembre.

\*

\* \*

M. Vauthier est nommé rapporteur du projet de loi (n° 467, année 1954) portant extension à l'Algérie de la loi validée du 3 avril 1942 prohibant la conclusion de pactes sur le règlement des indemnités dues aux victimes d'accidents.

\*

\* \*

.../...



- 3 -

M. Enjalbert est nommé rapporteur du projet de loi (n° 499, année 1954) sur l'exécution des travaux géodésiques et topographiques en Algérie.

\*

\* \*

M. Schwartz est nommé rapporteur de la proposition de loi (n° 588, année 1954) relative à la réparation d'actes dommageables commis en Moselle et en Alsace par l'administration allemande.

\*

\* \*

Mme DEVAUD.- A la suite des événements qui viennent de se dérouler en Algérie, ne pensez-vous pas, mes chers collègues, qu'il serait intéressant que nous puissions entendre M. Mitterrand, Ministre de l'Intérieur, sur l'évolution de la situation dans les départements algériens ?

M. MUSCATELLI.- Je me suis entretenu dans la journée d'hier avec M. Mitterrand des problèmes algériens et je ne pense pas qu'il voie un inconvénient quelconque à venir nous apporter des précisions. Nous pourrions lui proposer de venir devant la Commission le jeudi 18 novembre; je le verrai moi-même à ce sujet.

Assentiment.

\*

\* \*

M. MUSCATELLI.- Notre collègue M. Deutschmann a posé au Secrétaire d'Etat aux Finances et aux Affaires Economiques une question orale avec débat sur les subventions d'équilibre aux collectivités locales. Cette affaire est inscrite à la séance du mardi 16 novembre.

Je pense qu'il y aurait tout intérêt à ce que M. Deutschmann nous expose brièvement les motifs de sa question afin que nous puissions soutenir sa position en séance publique.

.../...



M. DEUTSCHMANN.- Bien volontiers. Le motif de ma question est d'ailleurs très simple : l'article 7 de la loi du 14 septembre 1941 a accordé aux communes une somme de 250 millions à titre de subvention exceptionnelle.

Par circulaire du 27 mars 1942, le Ministre des Finances a précisé que ces sommes constituaient bien une subvention. A l'heure actuelle, le Ministre des Finances ne veut plus considérer cette subvention que comme une avance de trésorerie et en réclame le remboursement aux communes.

Il s'agit là d'une application de la méthode bien connue du Ministère des Finances.

Je déposerai devant le Conseil de la République une motion demandant le respect pur et simple de la loi.

M. L'HUILLIER.- Je soutiendrai moi-même la position de M. Deutschmann qui est absolument justifiée.

M. de La GONTRIE.- La Commission pourrait déposer elle-même la motion à la place de M. Deutschmann.

M. LE PRESIDENT.- Ce n'est pas possible réglementairement parlant mais plusieurs de nos collègues pourraient contresigner la motion que déposera M. Deutschmann et celui-ci pourra faire état de l'accord complet de la Commission. Nous pourrions charger M. L'Huillier, si vous le préférez, de parler au nom de la Commission.

Assentiment.

M. LE PRESIDENT.- Il n'y a plus rien à l'ordre du jour.

La séance est levée à 11 heures.

Le Président,

*Le Président*



ORDRE DU JOUR

COMMISSION DE L'INTERIEUR (ADMINISTRATION GENERALE,  
DEPARTEMENTALE ET COMMUNALE, ALGERIE)

-----

Présidence de M. FRANCK-CHANTE, vice-président

-----

Séance du jeudi 18 novembre 1954

-----

La séance est ouverte à 10 heures 15

-----

Présents : MM. Raymond BONNEFOUS, BOZZI, CHAMPEIX, DELRIEU,  
DEUTSCHMANN, Mme Marcelle DEVAUD, MM. ENJALBERT,  
FRANCK-CHANTE, Léo HAMON, LACHEVRE, Georges MARRANE,  
RESTAT, Marcel RUPIED, SCHWARTZ, VAUTHIER.

Excusés : MM. ASSAILLIT, Georges BERNARD, Jacques GADOIN, Robert  
GRAVIER, LE BASSER, Léon MUSCATELLI, ZUSSY.

Absents : MM. de La GONTRIE, Waldeck L'HUILLIER, LODEON, Abdallah  
MAHDI, PIC, PIDOUX DE LA MADUERE, SOLDANI, VERDEILLE.

Suppléants: MM. CHAPALAIN, Etienne GAY, LEONETTI, REVEILLAUD.

-----



Int. 18.11.54

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

Int. 18/11/54

- 3 -

- 2 -

ORDRE DU JOUR

- Audition de M. MITTERRAND, Ministre de l'Intérieur,  
relative à la situation dans les départements algériens.

Je suis certain d'être votre interprète à tout en  
adressant à M. Mascarelli nos vœux de prompt guérison.

Sans autre préambule, nous venons à l'ordre du jour  
quelque peu inquiétant pour nous de l'Algérie et je donne  
la parole à M. le Ministre de l'Intérieur.

-:-

M. François MITTERRAND, Ministre de l'Intérieur.  
Messieurs, j'ai le plaisir, devant l'Assemblée  
nationale, mais aussi devant vous, Messieurs, de rapporter  
des éléments de fait de ce qui concerne l'Algérie. Je me  
réjouis de cette occasion qui m'est offerte de reprendre  
contact avec vous. Je ne pense pas que ce soit le cas.

Les événements d'Algérie ont été au premier chef  
à la suite des attentats de la nuit de 20-21 septembre. Cette  
nuit-là, sept attentats ont été perpétrés et ont causé  
nombre d'habitants à la honte et à l'effroi. On a vu  
à Milan : sept personnes ont été tuées et une vingtaine  
de bombes ont causé des dégâts considérables.

J'ai été très étonné de voir que par M. le  
gouverneur général Lemaire, qui a été très actif devant ce  
phénomène qui n'était pas sans conséquence, on a voulu  
la dire la presse. On a dit que les attentats ont  
été pris immédiatement. Mais, Messieurs, il est vrai que  
j'avais décidé qu'il y avait une situation de crise dans  
passage en Algérie. Les attentats ont été au premier chef  
du ministère de l'Intérieur. J'ai décidé de constituer  
certain nombre de commissions pour aller sur le terrain,  
non point pour en faire état, mais pour aller faire le coup  
de feu dans l'Algérie. Cela pour que les pouvoirs publics  
puissent avoir une idée de la situation de la situation de  
notre présence dans les localités, dans les zones d'insécurité  
général, afin que l'on puisse en faire état dans la presse  
dominer la situation. Et c'est pourquoi j'ai décidé de rap-  
porter ces renseignements. L'Assemblée, Messieurs, est



La séance est ouverte à dix heures quinze minutes.

M. LE PRESIDENT. Monsieur le ministre, au nom de la commission, je vous remercie d'avoir bien voulu répondre à son invitation. J'excuse notre président M. Muscatelli, qu'une fièvre intestinale retient à la chambre. Cela m'amène à présider cette commission.

Je suis certain d'être votre interprète à tous en adressant à M. Muscatelli nos vœux de prompt guérison.

Sans autre préambule, nous entrons dans le sujet quelque peu inquiétant pour nous de l'Algérie et je donne la parole à M. le ministre de l'intérieur.

M. François MITTERAND, ministre de l'intérieur. Madame, messieurs, j'ai eu l'occasion, devant l'Assemblée nationale, mais pas encore devant votre Assemblée, de rapporter des éléments de faits en ce qui concerne l'Algérie. Je me réjouis de cette occasion qui m'est offerte de prendre contact avec vous. Je ne pense pas que ce soit la seule.

Les événements d'Algérie ont été connus du public à la suite des attentats de la nuit de la Toussaint. Cette nuit-là, sept assassinats se sont produits et un certain nombre d'attentats à la bombe et de tentatives d'incendie. Bilan : sept personnes tuées et quatre blessées. Une vingtaine de bombes ont causé des dégâts divers.

J'ai été avisé dans la nuit de ces faits par M. le gouverneur général Léonard, qui me demandait, devant ce phénomène qui n'était pas aussi imprévisible qu'a voulu le dire la presse. Un certain nombre de décisions ont été prises immédiatement. Elles ont suivi celles que j'avais décidées quinze jours auparavant au cours de mon passage en Algérie. Des ordres ont été donnés sur le plan du ministère de l'intérieur. J'ai décidé l'envoi d'un certain nombre de compagnies républicaines de sécurité, non point comme on l'a dit, pour aller faire le coup de feu dans l'Aurès, mais parce qu'il nous paraissait presque aussi importante pour nous la manifestation de notre présence dans les localités, dans les douars éloignés, afin que personne ne doute de notre volonté de dominer la situation. Il nous semblait important de rassurer ces populations. Immédiatement, ces C.R.S. ont



Int. 18/11/54

commencé à agir. A l'heure actuelle, 20 C.R.S. sont sur le territoire algérien. Dans le même moment, avec MM. Temple et Chevalier, des dispositions étaient prises pour le transport des troupes aux points sensibles, de telle sorte que l'apport militaire sur le territoire de l'Afrique du Nord est extrêmement accru, bien qu'il ne fût pas négligeable à son point de départ, mais moins efficace quant à son adaptation aux conditions éventuelles d'une lutte. Ceci est une autre affaire, qui ne pouvait pas être réglée par nous-même en l'espace de cinq mois.

Immédiatement une grande émotion s'est emparée de l'Algérie et de la métropole. Des explications ont été tentées. Avant d'en venir là, je voudrais vous donner le bilan du 2 novembre au matin.

Des attaques armées ont eu lieu dans la région de Constantine en huit endroits différents, notamment à Kenchala, Biskra. Les attaques ont été surtout concentrées autour de l'Aurès.

Des attentats à la bombe ont eu lieu dans le département de Constantine, surtout à Biskra et dans l'Aurès, d'autres à Alger, répartis dans la ville même, en différents endroits, surtout industriels. A Oran, rien de cela. Par contre, dans ce département, des sabotages de lignes, de poteaux téléphoniques en quinze ou vingt endroits, des barrages de routes en trois ou quatre endroits. Au total, 60 à 70 actions criminelles, dont 20 attaques à la bombe, une douzaine d'incendies, 7 tués, 4 blessés.

L'affaire semble se cristalliser davantage dans l'Aurès. Des attentats semblaient être dirigés sur Batna, Kenchala, Biskra. Des bandes armées, dont le nombre est difficilement appréciable, ont surtout opéré dans la région de Kenchala et à l'intérieur même de l'Aurès. Ces attaques se sont concentrées aussi sur la petite localité de Arris, dans le but de l'inv estir. Des routes ont été coupées, des incursions de rebelles eurent lieu dans la localité pour exiger des habitants, sous la menace des armes, de l'argent et plus encore des recrues. Des destructions et des attentats ont eu lieu à l'intérieur du massif, qui s'étend sur 7.000 kilomètres carrés. Toutes ces attaques n'indiquent pas, toutefois, que l'on se trouve véritablement devant une bande armée et entièrement organisée. Les rebelles sont courageux, actifs et sans scrupule, les déprédations sont nombreuses et abominables, mais on constate autre chose pour l'instant qu'une action coordonnées du type que l'on a pu connaître dans le passé.

La question était de savoir, ceci afin d'orienter les recherches, dans quelles mesures un apport étranger s'était mêlé à l'apport autochtone. Je veux parler de



l'apport de propagande surtout venu du Caire, mais aussi de la radio d'au-delà du rideau de fer et de la radio de Tétouan dont l'objectif est l'excitation permanente, la glorification permanente de l'attentat en représentant les actions isolées de terroristes comme entrant dans un vaste plan de libération nationale. Vous connaissez ces thèmes. Je n'ai pas besoin, je l'imagine, de les rapporter. Leur portée est indéniable sur le plan international.

On ne peut exagérer la présence de Tunisiens. Il y a une infiltration à travers la frontière. Vous voyez sur la carte la qualité du relief de l'Aurès, et les possibilités d'infiltration pour des gens audacieux et qui exécutent des mots d'ordre. Toutefois, il ne serait pas vrai d'affirmer que l'essentiel de notre action tourne autour des fellagas qui seraient transportés dans l'Aurès.

Il existe des consignes, des mots d'ordre venus de Tunisie qui exhortent les combattants locaux dans le cadre d'une révolte générale de l'Afrique du Nord et peut-être de l'Islam. Le nombre infime de gens qui se propulsent dans l'Aurès est composé soit de ceux qui, depuis des années, des décades, peut-être des siècles, ont coutume de considérer l'Aurès comme citadelle inviolable- d'autres que nous ont connu la difficulté- soit de ceux qui, à l'intérieur de l'Algérie, les hors la loi, trouvent un refuge commode dans ce massif. Cela fait à la fois un de quelques éléments généralement dirigeants et expérimentés- cela est triste à dire- venant de Tunisie, de quelques éléments locaux, qui ont l'habitude de se tenir en dehors des lois de la société organisée, combattants immédiats pour des causes mal étudiées et enfin de hors la loi ou de chefs d'organisations politiques qui se sentiraient mal à l'aide ou en danger dans les autres parties de l'Algérie. Ces éléments amalgamés sont répartis en diverses bandes qui, vous avez pu vous en rendre compte en lisant les journaux, exécutent des attaques sur des petites localités, soit, au contraire, quittent le contact avec les troupes du maintien de l'ordre ou bien encore se fixent pour tâche d'attaquer les villages éloignés, de couper les routes ou bien d'assassiner.

Tout cela crée une impression de désordre, et ce qui est beaucoup plus douloureux, une impression d'insécurité.

Les colons et la population musulmane dans son ensemble, ont marqué une solidité extraordinaire face à ces événements. Cela crée une ambiance d'insécurité et de panique contre laquelle il faut être ferme. On doit comprendre ce réflexe. Nous devons accroître autant que possible les conditions de sécurité des gens qui ont travaillé dans ces régions et qui risquent de se trouver privés à la fois de ce pays qui est devenu le leur et des fruits de leur travail.



leur travail.

Si je devais exprimer tranquillement et carrément mon avis, je dirais que les conclusions à tirer de ces événements ne sont pas forcément celles qu'on a bien voulu jusque là généraliser.

On a d'abord parlé de surprise. On a voulu s'en prendre aux services de sécurité de l'Algérie; Il est certain que ces services ne sont pas parfaits, loin de là ! Je n'ai pas encore eu le temps de faire exactement l'inventaire de mon héritage. J'ai pu constater que, en général, les policiers de là-bas ne connaissent pas l'arabe et que, pour s'informer, ils recouraient à des agents dont on ne peut pas dire que la fidélité à notre égard soit supérieure à leurs sentiments pour ceux dont ils ont la charge de surveiller l'activité. Cela c'est sûr. Il y a là une leçon pour l'avenir.

Toutefois, la vérité est que ce n'est pas cette nuit de la Toussaint que devait <sup>estaler</sup> l'insurrection et ce n'est pas une insurrection. Une vingtaine de bombes ont éclaté. 500 on été saisies, alors qu'elles étaient encore en voie de fabrication.

M. Leonard et le général Cherrières, non seulement m'avaient informé mais m'avaient tenu au courant au cours de conversations à Batna, à Constantine, à Alger et à Paris, que, dans l'excitation générale et avec leurs campagnes de propagande, les dirigeants d'un certain nombre d'organisations souhaitaient créer l'intincelle qui ferait sauter la machine dans le courant du mois de janvier.

Les événements de la nuit de la Toussaint ont, sans aucun doute, dépassé les intentions de ceux que je crois être les chefs du mouvement. Comment expliquer cela ? Je ne prétends pas pouvoir me mettre à leur place et juger de ce qui se passe dans leur tête, mais un événement fort important s'est produit au cours des dernières semaines et que les spécialistes des problèmes algériens ont pu suivre : la scission du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques, parti de violence qui soutient et situe avec beaucoup de précision, sans ambages, sa doctrine et son objectif : aboutir à l'indépendance de ce qu'il appelle le peuple algérien, afin de créer une nation, un état qui serait séparé de la France.



- 11 -

Ce mouvement emploie d'autres thèmes que celui de l'indépendance, ainsi celui de la solidarité avec les autres populations musulmanes à travers le monde. A côté d'un réflexe très ancien lié à une sorte de mouvement de caractère semi-religieux, semi-racial, il y a un réflexe très moderne qui consiste à dire : "Pourquoi, après tout, l'Algérie n'entrerait-elle pas dans le grand cycle de la révolution que connaît le monde et pourquoi ne pas aboutir à la création d'une nation algérienne ?"

Tels sont les deux thèmes utilisés par le M.T.L.D.

Les méthodes ont été longuement discutées et il y a eu des désaccords, certains pensant qu'il fallait agir avec lenteur et habileté, d'autres estimant nécessaire le recours à la violence. Ainsi, une fraction, groupée derrière Messali Hadj, entendait refuser toute possibilité d'accord et de travail en commun avec les Algériens d'origine européenne, tandis qu'une autre fraction estimait devoir aménager ses positions sans renoncer pour autant, disait-elle, à ses buts. C'est ainsi que les élus de la ville d'Alger avaient accepté de collaborer avec M. Chevallier.

C'est autour de cette collaboration au sein de la ville d'Alger que les passions se sont révélées. Ceux qui étaient alors appelés les "mous", les "temporiseurs" sont devenus minoritaires. Ils ont alors été exclus et, par suite, ils ont dû quitter l'organisation. C'est à ce moment-là que s'est créé un groupe activiste composé essentiellement de jeunes.

Les représentants de ce groupement autonome se sont rendus compte que la scission risquait d'entraîner la ruine de l'organisation. Aussi ont-ils pressé le mouvement, mais non sans commettre quelques imprudences, car, à l'heure actuelle, ils ont dû faire deux constatations.

La première, c'est que, nulle part, la population n'a suivi. On a assisté à des actes isolés, mais survenant la même nuit sur l'ensemble du territoire, ce qui prouve quelque chose de précis, de minuté et l'existence d'une organisation. Seulement, contrairement à ce que l'on a souvent constaté dans l'histoire de l'Afrique du Nord, aucun mouvement de masse ne s'est produit.

Il est certain que les chefs du M.T.L.D. les plus connus, ceux dont on peut connaître les réactions parce qu'ils sont en mesure d'être surveillés, ont été surpris et dépassés par cette précipitation qu'ils ont condamnée en tant que méthode.



La deuxième constatation que les émeutiers de la Toussaint ont dû faire, c'est que, par cet acte préliminaire sanglant, ils ont dressé contre eux, non seulement le maximum possible des forces militaires et de police de la France, mais encore qu'ils ont créé un grand trouble au sein de la population musulmane et que des éléments considérés par nous comme incertains ont refusé jusqu'ici de s'engager dans cette affaire.

Je me garderai de faire des prévisions, ne pouvant affirmer ce qui se passera s'agissant d'une population de 9 millions d'individus. Seulement, il apparaît qu'après dix-sept jours un recul indiscutable se manifeste, non pas des actions isolées qui se poursuivent ici et là, mais de l'organisation ; les faits le prouvent.

Par contre, dans l'Aurès, quatre de nos soldats ont été tués. Dans cette région, il s'agit d'une campagne ayant des caractéristiques militaires, mais nous faisons extrêmement attention à ne pas donner aux populations musulmanes le sentiment qu'un combat est engagé contre elles. Il faut, au contraire, leur montrer qu'il s'agit de forces de sécurité.

Les activités terroristes se sont développées, tout en se concentrant dans certaines régions. Des tentatives ont eu lieu du côté d'Oran ou d'Orléansville, mais elles ont provoqué une réaction dont l'effet a été heureux.

Donc, pratiquement, l'essentiel des opérations se concentre dans l'Aurès. Mais, à vrai dire, ce ne sont pas ces opérations qui m'inquièteraient le plus si je devais m'inquiéter, car l'Aurès correspond à des caractéristiques bien définies qui n'échappent pas au commandement militaire. Ce type de petite guérilla est un phénomène extrêmement connu dont les chefs militaires connaissent les détours depuis la guerre d'Indochine et les événements survenus en Europe ces dernières années. En outre, politiquement, les opérations de l'Aurès ne signifieraient pas une possibilité d'enflammation de l'ensemble de l'Algérie, à moins qu'elles ne puissent déborder militairement sur la totalité du territoire.

Beaucoup plus inquiétante ou dangereuse, à mon sens, serait l'action d'une organisation dont nous n'aurions pas arrêté les vrais responsables ou qui ~~s'existerait~~ trouverait suffisamment de forces de renouvellement et qui se lancerait dans la voie du terrorisme individuel de façon à semer l'épouvante.



Une action de ce genre ne peut, à la longue, s'imposer et réussir que si elle rencontre une population favorable dans son ensemble à de tels excès. Or je tiens à déclarer, à l'honneur de la fidélité algérienne, qu'il semble bien que, la masse de la population ne se prêtant pas à cette activité terroriste, ceux qui s'y livrent ne trouvent pas sur place les concours indispensables, notamment les conditions de refuge et d'abri. Contrairement à ce qui se passe dans d'autres pays, on ne se trouve pas en présence d'une sorte de complicité générale.

Les phénomènes politiques qui se produisent en Algérie ne peuvent évidemment être séparés de ceux qu'on a pu constater depuis la mer de Chine jusqu'aux rivages de l'Atlantique. Toutefois, il existe une différence fondamentale en ce qui concerne la position de la France, car, dans le cas présent, nous avons la charge d'assurer la défense du territoire national et, en même temps, de l'unité de la Nation. De ce fait, alors qu'il était parfaitement admissible qu'ici et là on puisse discuter et aménager des compromis, dans le cas présent je considère - et le Gouvernement avec moi - que l'ombre d'un compromis ou même d'une conversation puisse avoir lieu en Algérie.

Il y a des émeutiers qui attentent à l'unité nationale. Ils doivent être traités comme on les traitent dans tous les pays sains et organisés, c'est-à-dire comme des rebelles, sans pitié. Ont-ils pitié, eux, du pays ?

J'ai donné des instructions qui ne sont pas toujours suivies là où l'on garde une liberté d'appréciation, c'est-à-dire dans le secteur où je ne puis donner que des conseils et des indications et non pas des ordres : je veux parler de la justice. Je souhaiterais que l'on considérât nécessaire, comme cela s'est produit durant toutes les périodes de l'histoire de France où il a fallu se défendre, que les responsables de ces événements comprennent qu'il ne faut pas plaisanter avec l'unité de la Nation.

Personnellement, si j'ai la possibilité d'obtenir, à la fois des Assemblées et des services qui ont une liberté d'appréciation, que les responsables soient châtiés d'une manière qui ne pardonne pas, je le ferai sans le moindre remords ni la moindre pitié.

Par contre, j'ai sévi contre toutes les tentatives que j'ai pu constater tendant à sortir du cadre de la loi. Je veux parler, d'une part, des tentatives de répression collective et, d'autre part, des moyens, quelquefois inadmissibles, employés pour châtier, en dehors de la justice, les responsables supposés de ces émeutes.



Il faut, en effet, que la population sente qu'elle est française dans les faits et non pas seulement dans le droit et qu'elle se trouve à l'abri de nos lois. Il ne saurait être question de raser un village ou de le bombarder parce qu'il se trouve dans une zone pourrie.

Il est bien évident que les opérations ne sauraient se dérouler sans dégâts, mais je puis dire que j'ai rencontré, non seulement auprès du gouverneur général, mais également auprès des responsables militaires de la région de l'Aurès, une compréhension et une intelligence des faits tout à fait conformes aux traditions françaises. Chacun sent très bien son devoir et je n'ai pas constaté jusqu'à lors la moindre infraction à une règle qui s'impose à nous.

Mais il n'est pas facile, lorsqu'on est dans l'action, de mener une action de ce genre en restant exactement dans les limites de la légalité fixées. Il faut à la fois fixer l'objectif, c'est-à-dire frapper les chefs, les responsables et les exécutants - et cela impitoyablement - tout en évitant une généralisation qui serait coupable et injuste.

J'ai cru nécessaire de proposer au Gouvernement la dissolution du M.T.L.D. Ce parti, depuis longtemps, ne cachait pas ses objectifs. Puisqu'au lieu de se contenter de répandre une doctrine il est passé à l'action, je ne vois pas pourquoi n'aurais pas agi comme il a dû le faire, en d'autres périodes, à l'égard d'autres mouvements.

Un parti qui prend les armes contre l'unité nationale doit être dissous. Il existe une loi à cet effet. Et si, demain, d'autres partis veulent agir de la même façon, nous ferons de même. Mon devoir étant écrit dans les textes législatifs, j'appliquerai tout simplement les textes que la loi m'autorise à mettre en oeuvre.

Cela signifie-t-il que nous allons, en Algérie, méconnaître les droits de l'opposition ? Bien au contraire. Je dirai même que l'action excessive et maladroite des extrémistes d'Algérie montre d'autant plus aux autres le chemin qui leur est ouvert : celui de l'opposition dans le cadre de la loi par les moyens que la démocratie met à leur disposition. Quiconque exercera son droit de critique dans le cadre de la loi sera, non seulement autorisé, mais même protégé dans le cadre de la même loi. Seulement, il y a un point limite et tous ceux qui estimeront devoir voler au secours du M.T.L.D., considérant, par exemple, qu'il s'agit de défendre les droits du peuple algérien ou ceux de l'Islam, trouveront en moi un adversaire résolu.



Je ne suis pas suspect aux yeux de nos populations d'Afrique du Nord car j'ai consacré assez d'années de ma vie à l'étude de la culture arabe et aux problèmes de l'Islam. Mais, aujourd'hui, après cent-vingt années de présence française suivies de la création d'une communauté nouvelle, j'ai la charge de maintenir ce qui constitue une province au même titre qu'à celles qui sont venues, au cours des siècles, arrondir le domaine français.

Il ne peut pas y avoir d'équivoque sur ce point et je ne pense pas que quelqu'un imagine vraiment qu'il soit possible d'obtenir la séparation de la France et de l'Algérie. En tout cas, si quelqu'un venait à le penser, toutes les forces à notre disposition feraient la démonstration qu'il s'agit d'une erreur.

Je ne vous donnerai pas le total des effectifs stationnés en Algérie, car je ne crois pas que ces chiffres puissent être rendus publics. Seulement, je me tiendrai à la disposition des présidents et des rapporteurs des commissions de l'intérieur, des finances et de la défense nationale pour leur fournir toutes indications chiffrées qui leur permettront d'apprécier l'effort accompli sur ce terrain, en Algérie, durant ces derniers mois et je suis convaincu que vous accepterez de faire confiance à vos représentants à cet effet.

Il est certain que nous souffrons lourdement de l'inorganisation provoquée par la guerre de 1939-45, la difficile après-guerre et la guerre d'Indochine. Nous n'avons pratiquement plus d'armée d'Afrique, car les troupes qui y étaient stationnées ont été en grande partie transportées en Indochine. D'autre part, nombreux sont les hommes de grande qualité, formés aux rudes disciplines de l'armée - tels les légionnaires de Sidi-bba-Abbès - qui ne peuvent être employés pour les opérations de maintien de l'ordre parce que leur encadrement se trouve, à l'heure actuelle, à douze mille kilomètres de là.

Je passe maintenant à l'utilisation des événements d'Algérie sur le plan politique. On entend dire : "Voilà un gouvernement qui, après avoir abandonné l'Indochine, puis l'Inde et négocié en Tunisie met en cause l'Algérie", comme si le gouvernement auquel j'appartiens n'avait pas été obligé de consacrer, par des textes diplomatiques, les graves échecs antérieurs, comme si, en Tunisie, les problèmes du terrorisme et du désordre ne se posaient pas depuis un nombre d'années que je ne saurais définir, comme si, aux Indes, dans trois des territoires sur cinq, les administrateurs n'étaient pas, en fait, réduits à vivre dans une chambre d'hôtel sans pouvoir exercer une activité quelconque.



J'ajoute qu'en ce qui concerne l'Algérie personne n'aurait le droit d'affirmer des choses de cet ordre. Pourquoi ? Parce que la thèse qu'ont développée un certain nombre d'hommes politiques avant d'être responsables du Gouvernement était fondée sur la nécessité de trouver un arrangement correct et honorable en Asie afin de pouvoir affermir les positions fondamentales de la France qui sont les positions africaines.

Il n'y a plus d'armée d'Afrique. Or, lorsqu'on examine le passé militaire de la France en Afrique du Nord, on constate que les grands succès militaires et l'avance civilisatrice ont toujours été associés à l'implantation de l'armée. Là où l'armée était, non pas simplement un instrument de combat, mais en même temps un instrument technique et pacifique - pour la construction de la route ou du pont, pour prêter le médecin militaire - partout où l'armée a joué ce rôle social, la présence française est restée indiscutée. Par contre, les périodes durant lesquelles cette méthode a été abandonnée ont été marquées par un recul.

Depuis longtemps - dès avant 1939 - les événements m'ont contraint à rechercher l'origine des choses. Partout, on observe que notre armée s'est alourdie, qu'elle s'est installée dans des casernements à l'intérieur des villes de telle sorte qu'elle a cessé de jouer, en Algérie, le rôle qui lui était assigné par l'histoire.

Puis, il y a cette question de l'appauvrissement des cadres. Sans cadres, il n'y a plus de troupes. Pourtant, en Algérie, il y avait plus d'hommes à la veille de cette nuit de la Toussaint qu'au 18 juin dernier, moment où j'en ai pris la charge. Je ferai état de la comparaison des chiffres auprès des responsables que j'ai énumérés tout à l'heure. Ils pourront constater l'effort considérable accompli depuis cinq mois, tant en ce qui concerne les hommes que le matériel. Naturellement, il est inutile de vous dire que les événements ont démultiplié notre effort. et qu'aujourd'hui les chiffres sont très probants.

Seulement - vous le pensez bien - ce n'est pas la simple utilisation de l'armée qui permettra de résoudre le problème algérien. Oui, c'est l'armée qui peut tenir et réduire le massif de l'Aurès. Oui, c'est l'armée qui, par sa présence à Biskra, à Kenchela, à Batna, en petite ou en grande Kabylie peut assurer et maintenir la sécurité face à des actions de caractère terroriste ou même militaire. Mais ce n'est pas l'armée qui pourra empêcher, par exemple, une bombe d'éclater au milieu d'un marché. Ce n'est plus l'armée qui va assurer, par ce moyen et pour toujours, le civisme et le loyalisme des populations africaines.



Nous venons d'entrer dans le domaine politique et administratif, dans celui des forces de répression appartenant au pouvoir civil et qui s'appelle la police de renseignement et dans celui de la politique qui tend à ce que le régime offre aux populations des chances d'existence suffisamment développées pour que, chez eux, l'espérance, l'avenir, en un mot l'intérêt soit français. S'il n'en était pas ainsi, qu'iriez-vous exiger d'eux ? Ce serait aller à rebours de l'histoire.

Puis, arriver à tenir par la force des armées, c'est très beau, mais combien de temps y parviendra-t-on ? Et quand bien même on y parviendrait cinquante ans ? Mais il ne s'agit pas de cela.

Il faut créer un bloc avec l'Afrique noire, face au bloc qui se développe à l'Est et à celui qui se développe à l'Ouest, une masse sur laquelle le drapeau français puisse flotter qui aille des Flandres au Congo, c'est-à-dire de Lille à Brazzaville. C'est cela l'essentiel d'une politique tout le reste étant accidentel, temporaire, même quelquefois superfétatoire et conduisant à une diminution de potentiel.

Je ne veux pas dire par là que les départements d'outre-mer soient tenus à l'écart, mais l'axe même de la politique se situe du nord au sud et passe par l'Algérie. Donc il faut considérer le problème politique dans le vrai sens du terme, c'est-à-dire l'évolution du peuple.

Ayant eu l'occasion de l'évoquer devant l'Assemblée algérienne, j'avais tenté d'indiquer un certain nombre de directions dont je vous épargnerai l'énumération. Je voulais que le statut fût davantage appliqué en ce qui concerne les responsabilités accordées aux élus locaux, que le nombre de ceux-ci fût multiplié, que, de plus en plus, le peuple algérien, dans le cadre du peuple français, fût appelé à des responsabilités. Or, là-dessus, on a observé une timidité permanente. Evidemment, cela présente des risques, mais la voie opposée ne ferait-elle pas courir des risques encore plus grands ?

Puis, sur le plan des investissements, il faut qu'un effort soit fait pour créer plus de prospérité. Evidemment, il ne s'agit pas de tout régler d'un coup, car il faudrait des centaines et des centaines de milliards. Mais vous aurez bientôt l'occasion d'étudier le budget. L'effort que nous proposerons n'est pas encore exactement déterminé, mais, de toute façon, le Gouvernement est décidé à faire un effort assez imposant pour créer de nouvelles sources de richesse.



J'ai évoqué d'autres problèmes devant l'Assemblée algérienne : celui de l'école, qui pose des questions tragiques, celui de la formation professionnelle. L'école offre les moyens d'acquérir les plus hauts diplômes sans qu'ensuites des situations correspondantes soient offertes aux bénéficiaires. D'autre part, la formation professionnelle est trop peu développée, de telle sorte qu'on ne trouve pas les cadres moyens capables de mener à bien, dans la pratique, l'édification agricole et industrielle et, en même temps, d'offrir les satisfactions de l'existence dans une société équilibrée. Tout le monde ne peut être avocat ou professeur, mais on peut être parfaitement heureux et avoir toutes les chances de parvenir à un équilibre social si l'on a un métier. C'est ce métier qu'il faut donner.

Puis, dans l'administration, il faudrait que la proportion d'algériens soit plus grande. On cite des chiffres, en indiquant qu'il y a parité. Mais celle-ci n'est qu'apparente et il faudrait l'établir réellement.

Je résume : action du Gouvernement en présence des événements, problème militaire, renforts en nombre et en qualité. C'est ce que nous essayons de faire tous les jours en n'ignorant pas qu'on ne peut pas improviser.

Toutefois, je dois signaler que des troupes spécialisées, qui connaissent les formes modernes de cette guérilla qui a de plus en plus tendance, dans le monde moderne, à remplacer les batailles rangées, vont rentrer d'Indochine. Elles nous permettront de disposer d'hommes et d'un commandement mieux adaptés à cette tâche.

D'autre part, méthodes de police ou de renseignement. Il y a là une oeuvre de longue haleine à accomplir. Moi qui croyait connaître l'Algérie, j'ai été stupéfait de constater que la plupart des gens chargés de me renseigner ne connaissaient même pas la langue originelle de la population. Voilà un énorme scandale qui n'est d'ailleurs pas récent. On parle souvent de l'école. On ferait bien d'y envoyer ceux qui sont chargés de nous représenter dans ces pays pour y apprendre les usages, les traditions et la langue de la population.

Action de répression indispensable à l'égard des chefs et des exécutants sur le plan du terrorisme, mais pas de répression collective. Cela, je ne l'accepterai jamais mais car j'ai trop en tête certains souvenirs des plus affreux et concernant l'Algérie.



Problème politique : démontrer constamment à la masse que nous lui faisons confiance. Ne pas manquer, dans la pratique, une occasion de le faire. Charger même certaines fractions de la population de participer au premier rang au rétablissement de l'ordre. Nous avons reçu des propositions véritablement émouvantes de gens qui s'étonnent presque qu'on ne fasse pas appel à eux.

Enfin, sur le plan de cette reprise en main, en finir avec cette sorte de ségrégation inavouée qui fait que l'on s'adresse à l'administrateur en oubliant de prendre l'avis des représentants de la population.

Il est possible de mettre sur pied un plan d'action portant sur les grands travaux, la création de nouvelles zones d'exploitation, l'implantation d'industries là où c'est possible, la fixation sur place des populations autochtones par l'accession à la petite propriété, l'école et la fonction publique. Enfin, en ce qui concerne les droits d'une opposition respectueuse de la loi, je crois qu'il y a des leçons à tirer de ces douloureux événements.

Je m'excuse du caractère peut-être trop décousu de mon exposé. Je suis à votre disposition pour répondre aux questions et même pour reprendre devant vous le problème sur un plan plus général.

J'ajoute que ces événements constituent une épreuve morale extrêmement pénible pour le Gouvernement et il ne faut jamais envier les gouvernements qui ont à régler des problèmes touchant à l'unité nationale. Cela oblige à une sévérité qui, sur le plan personnel et humain, est vraiment pénible, mais qui n'entamera en rien ma résolution d'être implacable parce que le grande pitié que nous devons avoir est d'abord pour la France et la France africaine qu'on a essayé d'atteindre par les moyens épouvantables que j'ai tenté, tout à l'heure, de vous décrire.

M. LE PRESIDENT. Monsieur le ministre, je vous remercie de ces explications et je vais donner maintenant la parole à ceux de nos collègues qui désireraient vous poser des questions.

M. DELRIEU. Je suis en grande partie d'accord avec M. le ministre quant aux positions qu'il a prises et aux déclarations qu'il vient de faire.



D'abord, je veux le remercier d'avoir fait face énergiquement à la menace et je lui fais confiance, ainsi qu'au gouvernement pour ce qui est d'une action rapide - cette rapidité est indispensable si l'on veut qu'elle soit efficace - en vue de limiter les dégâts et d'éviter que l'agitation ne gagne de proche en proche.

D'autre part, M. le ministre a parfaitement analysé la situation dans son analyse, mais je me permettrai de lui faire part de quelques petites réserves dont il serait utile, je crois, de tenir compte, en ce qui concerne les mesures à prendre.

Vous disiez tout à l'heure, monsieur le ministre, que, d'après les renseignements obtenus, ~~xxxxx~~ l'évolution de la situation n'était pas imprévisible ni imprévue. C'est un sentiment que je ne partage pas et voici un exemple qui prouve que je dois avoir raison, tout au moins en ce qui concerne mon département : le jour même où se déclarait le mouvement, un haut fonctionnaire du département de Constantine partait en week-end se reposer quarante-huit heures, avec sa femme et ses enfants, précisément dans la région de l'Aurès. S'il avait su quelque chose, il n'y serait certainement pas allé et aurait renseigné le gouvernement général. Cela laisse supposer que, dans les échelons élevés, on ne savait rien, tout au moins rien de précis.

Nous étions tous angoissés. Des réactions de la population laissaient supposer qu'un travail sournois s'accomplissait. On sentait une hostilité, dans les exploitations agricoles, du personnel habituellement aimable.

Je crois qu'à l'heure actuelle, tout le problème tourne autour des méthodes de renseignement. Vous avez fait une critique rapide des services de la police où l'on recrutait du personnel métropolitain venant en Algérie sans connaître l'Arabe. Il fallait y penser un peu plus tôt.

Donc on a manqué totalement de renseignements et de très graves responsabilités sont encourues, de ce fait, dans les hautes sphères algériennes. Il en résulte un manque de confiance envers les chefs qui ont laissé le pays tomber dans cette situation et je pense que vous voudrez bien me dire ce que compte faire le Gouvernement pour régler cette question.



A l'heure actuelle, une angoisse profonde, frisant souvent la panique, s'est emparée du pays. Il n'est pas amusant de risquer sa vie tous les jours. Je veux bien que les faits ne donnent pas l'impression d'une situation très grave, mais il ne faudrait pas les minimiser, car ils sont loin de correspondre à ce qu'auraient voulu les acteurs de cette affaire qui ont peut-être lancé le mouvement trop rapidement. S'ils ne sont pas parvenus à mettre le pays à feu et à sang, ce n'est pas une raison pour nous réjouir trop vite.

Dans notre malheur, nous avons la chance que la sonnette d'alarme ait été tirée par les adversaires de l'ordre eux-mêmes. Mais ce serait une erreur de croire qu'ils ne sont pas capables de faire plus et mieux.

D'ailleurs, il y a de véritables constitutions de maquis. Dans certains villages de la région de Constantine, dans le mien en particulier, des jeunes gens ont disparu dans les vingt-quatre ou quarante-huit heures qui ont suivi le mouvement et ils n'ont pas reparu depuis. Des bruits, des indices laissent entendre qu'ils sont dans une zone située à vingt kilomètres au nord-est de Constantine, zone boisée, difficile d'accès, dans laquelle se trouvent des douars reconnus favorables au M.T.L.D. qui ont certainement servi de refuges. Ces gens-là ne sont pas partis pour rien. Ils l'ont fait parce que c'était le mot d'ordre et certainement pour constituer des troupes de choc. Comme cette région est bien loin de l'Aurès, celui-ci ne saurait donc constituer la seule menace.

De même, vous savez certainement qu'en Kabylie, en particulier, des groupes errent dans la montagne et leurs intentions ne sont certainement pas pures.

Un autre fait qui doit avoir une signification : la multitude des télégrammes adressés par des familles d'Algérie à leurs enfants travaillant dans la métropole pour les rappeler. La formule employée est toujours anodine : "père malade", "mère gravement atteinte", etc. Mais quand, d'un même village, partent plusieurs centaines de télégrammes analogues, cela ne manque pas d'avoir un sens et j'aimerais savoir ce que vous en pensez.

Vous savez, je pense, qu'en métropole certain parti politique regroupe des ouvriers musulmans pour leur inculquer des connaissances para-militaires. Je me demande si ce n'est pas des troupes de ce genre qu'on recrute de cette façon. C'est encore un élément auquel vous n'avez pas fait allusion et dont il faudrait tenir compte.



D'autre part, vous avez dit que les incidents étaient très localisés. Je ne suis pas d'accord.

M. LE MINISTRE. Je me suis sans doute mal exprimé.

Au contraire, ils ont eu lieu sur tous les points du territoire, mais j'ai voulu dire que, nulle part, il n'y avait eu extension du mouvement à la suite d'un incident, autrement dit que la masse n'a jamais suivi.

M. DELRIEU. En tout cas, j'attire l'attention de la commission pour qu'elle partage mon inquiétude et mon angoisse. Les phénomènes plus ou moins généralisés que l'on constate laissent supposer l'existence d'une animation clandestine. Le mouvement risquerait d'éclater si les mesures que vous avez prises n'étaient pas suffisantes et je crains qu'elles ne le soient pas.

Vous nous avez dit que la prise de mesures pour rétablir l'ordre ne suffisait pas pour assurer l'avenir. Nous sommes bien d'accord. Depuis longtemps, d'abord à l'Assemblée algérienne, puis au Parlement, nous avons dit que le problème algérien était avant tout économique et social et non pas tellement politique.

Pour mieux vous faire comprendre ma pensée, je prends un exemple paradoxal et qui vous semblera peut-être même ridicule. Si demain, on donnait deux bulletins de vote à chaque musulman, le problème ne serait pas réglé pour autant et vous n'auriez pas sauvé l'Algérie ni redressé la situation. Par contre, si vous parveniez à donner à chacun, par le travail, un kilog de pain, la situation serait améliorée. Voilà la situation de l'Algérie.

Il est un développement sur lequel nous avons attiré l'attention des hauts fonctionnaires et des ministres, c'est le développement démographique, lequel a provoqué la misère. Tous les moyens seront bons pour redresser la situation, par exemple l'émigration vers la métropole ou certains territoires de l'Union française comme Madagascar qui est un pays neuf où l'on peut faire vivre des centaines de milliers d'individus de plus.

Donc le problème est politique, si l'on veut, mais dans le bon sens du mot, c'est-à-dire qu'il faut se placer sur le plan économique et social et j'attire votre attention sur la nécessité de développer beaucoup plus largement les investissements.



- 23 à 30 -

CONSEIL DE LA REPUBLIQUE

Je conclurai en attirant encore l'attention de mes collègues sur la valeur d'un mot. Beaucoup de personnes emploient - et vous l'avez fait vous-même, monsieur le ministre - le terme de loyalisme.

M. LE MINISTRE. J'ai d'abord dit "civisme".

M. DELRIEU. D'accord, mais ce n'est pas pour vous que je le dis, car je sais que vous en mesurez le sens mieux que quiconque.

M. LE MINISTRE. On doit dire : "civisme et loyauté".

M. DELRIEU. Le terme "loyalisme" ne convient pas, car il n'est pas question de vassalité.

C'est sur cette mise au point que je termine.

M. LACHEVRE. Je voudrais connaître la réaction des très nombreux Algériens actuellement en France en présence des événements d'Algérie. Quel est l'état d'esprit des travailleurs ? Y a-t-il eu des manifestations ?

M. RAKA. Pour préciser la pensée de ce député, je voudrais poser la question sous la forme de M. Delrieu et la même. M. Delrieu a dit tout à l'heure : Mais si on donne ses bulletins de vote aux Algériens, on s'expose aux risques pour autant les questions qui touchent à la politique intérieure et sociale. Je voudrais dire que dans ce cas les problèmes économiques et sociaux - ce qu'on ne pourra pas faire car il faudra il me semble que pour s'exposer à ces risques on ne peut pas toutes ces questions qui se posent, on s'expose pas aux risques d'une participation plus efficace aux affaires du pays.

Cette constatation m'amène à dire que les événements d'aujourd'hui ne sont pas une simple affaire de politique intérieure. C'est une affaire de politique internationale. Quand on parle de la situation politique en Algérie, on se rend compte que la situation politique est plus complexe qu'on ne le croit. On se rend compte que l'Algérie est une terre de conflits, et que c'est une terre où il faut être très prudent. Je voudrais dire que si on ne veut pas former le R.P.D., le résultat n'est pas merveilleux. Il est plus facile d'être un parti loyal que d'être un parti illégal. Je voudrais dire que, en conclusion, à l'heure où l'opposition est si importante pour l'Algérie, on ne peut pas se désolidariser. Il est plus facile de se désolidariser que de se solidariser.



M. VAUTHIER. M. le ministre nous disait tout à l'heure qu'il manquait de renseignements et il soulignait ce fait pénible et paradoxal, que ceux qui étaient chargés de le renseigner ignoraient la langue du pays où ils se trouvaient. De même que l'on a pu dire que nous sommes toujours en retard d'une guerre, nous pourrions dire que, sur ce point, nous sommes en retard d'une rébellion. C'était déjà le cas à Madagascar.

Qu'est devenu le corps des officiers de renseignements - les officiers des affaires indigènes - que j'ai connu il y a vingt ans, quand j'étais au Maroc ? Nos voisins d'Afrique, les Anglais, par exemple, apprennent la langue du pays où ils se trouvent. Je suis sûr qu'ils comprennent ce que disent les Maû-Maû. Pratiquant une politique d'assimilation - ce qui est à l'honneur de la France - nous pensons d'abord à enseigner le français, mais nous devrions aussi nous soucier d'envoyer au delà de la France métropolitaine des Français connaissant les langues parlées dans ces contrées. Nous avons pour cela une Ecole des langues orientales. Il faut un minimum de formation pour être administrateur en Algérie, en Afrique du Nord, à Madagascar.

M. LE PRESIDENT. La parole est à M. Hamon.

M. HAMON. Pour préciser la nuance de ma pensée, je voudrais forcer la différence entre la pensée de M. Delrieu et la mienne. M. Delrieu a dit tout à l'heure : Même si on donne des bulletins de vote aux Musulmans, on n'aura pas réglé pour autant les questions qui tiennent aux problèmes politiques et sociaux. Je voudrais dire que même si on règle les problèmes économiques et sociaux - ce qu'on ne pourra pas faire car il faudrait une richesse que nous n'avons pas - on ne réglerait pas toutes ces questions si, en même temps, on n'accorde pas aux Musulmans une participation plus efficace aux affaires du pays.

Cette constatation m'amène à dire que les événements d'aujourd'hui ne sont pas sans quelque rapport avec une série de succès politiques pour lesquels je n'ai pas toujours partagé l'euphorie générale. Quand je parlais des événements politiques en Algérie, et de l'évolution de la situation politique depuis plusieurs années, et qu'on me disait que l'U.D.M.A. de Ferhat Abbas était écrasé, j'ajoutais : Si ce n'est que pour renforcer le M.F.L.D., le résultat n'est pas merveilleux. Il est plus facile d'abattre un parti légal que d'abattre un parti illégal. Je dirais qu'en fait, on aboutissait à décourager l'opposition modérée pour fourbir les armes de l'opposition immodérée. Il eût été plus franc et plus logique de dissoudre



le M.T.L.D. qui, de toute façon, était hors du jeu. Maintenant il faut aller vers l'avenir en essayant de ne pas retomber dans certaines erreurs.

Toute la presse d'hier rapportait la déclaration d'un homme, M. Ben Chenouf, qui pose le problème de cette opposition modérée et légale dont vous avez parlé. Je m'étais entretenu de cette question avec M. Naegelen il y a quelques années et il avait bien voulu me répondre que tout son effort n'aurait pas de sens s'il ne trouvait pas l'appui d'une force musulmane - Je n'ose dire loyaliste - civique, nationale, et en même temps suffisamment indépendante pour avoir vis-à-vis de ses coreligionnaires l'autorité que n'ont pas nécessairement ceux qui ont toujours été les conformistes. Je repose ce problème dont je n'ose dire qu'il n'a pas été résolu jusqu'à ce jour : Quelle est l'attitude, quelles sont les possibilités des éléments civiques et non conformistes ?

Voici ma deuxième question. La France métropolitaine est un pays d'imprégnation politique pour les populations musulmanes. Les Musulmans qui viennent en France en repartent teints politiquement. Vous avez dissous le M.T.L.D. Je suis loin de le regretter, mais il n'existe pas de vie politique pour prendre la suite. Si un certain nombre d'encouragements ne sont pas donnés, si un certain nombre d'initiatives sociales, syndicales, peut-être même politiques ne sont pas favorisées, vous n'aurez pas nécessairement à vous louer de ceux qui remplaceront l'influence du M.T.L.D.. Il y a, là aussi, une initiative à prendre.

Troisième point, les opérations militaires. Je suis un peu troublé par ce qu'a dit M. Delrieu sur le nombre de points de cristallisation, maquis, etc.. Puis-je vous demander quelles sont, selon vous, les perspectives de temps ? Pourrions-nous espérer une rapide mise au point ?

Je voudrais vous louer, monsieur le ministre, d'avoir indiqué votre souci d'éviter les opérations collectives. C'est un fait, quand commence une lutte clandestine, que parmi les effets escomptés par les clandestins, il y a la sympathie. Vous avez marqué que vous étiez conscient de ce péril. Je voudrais, non seulement que vous mettiez en évidence la participation musulmane au maintien de l'ordre, mais que vous précisiez aussi qu'en ce qui concerne les dégâts causés par les opérations militaires, les lois de la République sur le jeu d'indemnisation seront appliquées intégralement et rapidement.

Vous avez rappelé qu'il était nécessaire d'aller de l'avant. Vous avez demandé la multiplication des élus locaux. Je crois qu'il serait très heureux, pour illustrer



la confiance de la République dans les populations musulmanes, que ce soit dans le moment présent, que vous étendiez le nombre des communes de plein exercice et que la République ne craignepas d'étendre la démocratie locale. On a trop tardé, et le résultat : ce sont les mouvements d'aujourd'hui. Il faut oser, car l'expérience prouve que ne pas oser ne rapporte pas.

Je voudrais, à propos de la participation aux fonctions d'autorité des Musulmans, évoquer un souvenir. J'avais demandé au Gouverneur général s'il pouvait faire connaître, afin de régler certaines attaques dont nous étions l'objet, le nombre des Musulmans occupant un emploi public. Je voulais donner au Gouverneur général l'occasion de prouver que la République appliquait effectivement le principe d'assimilation. Il m'a été répondu que ma question ne pouvait recevoir une réponse, les lois de la République interdisant toute discrimination religieuse ou raciale sur les titulaires d'une fonction publique. J'ai pu faire observer au directeur de l'Algérie de l'époque que ce n'était pas une réponse très sérieuse et qu'il vaudrait mieux éviter qu'elle paraisse au Journal officiel.

Il faut voir le problème de face. Si les statistiques sont bonnes - sans confondre le modeste fonctionnaire et le fonctionnaire important - publiez les. Sinon, ne les publiez pas, mais veillez à pouvoir en donner de meilleures avant longtemps.

M. LE PRESIDENT. La parole est à Mme Devaud.

Mme DEVAUD. Je reviens sur ce qu'a dit M. Hamon pour ajouter ceci : Puisque, en raison de la laïcité de notre République, on ne peut pas donner de statistique concernant les emplois occupés par des Nord-Africains dans l'administration, il serait désirable que les cartes d'identité ne portent pas la mention de "Français musulmans". Je demande que soit appliqué le principe de la laïcité.

Vous avez dit que les événements n'étaient ni imprévisibles, ni imprévus. Je ne crois pas qu'ils aient été prévus. Je voudrais d'ailleurs savoir comment certaines sortes de manoeuvres aient pu se dérouler ici ou là en Algérie, dans les milieux algériens, sans que le gouverneur général en ait été informé. Ces événements se sont déroulés pendant plusieurs mois, et je n'ai pas l'impression que le gouverneur général ait jamais pris des dispositions pour y mettre fin ou pour y parer.

Vous avez dit, par ailleurs, que, au point de vue



militaire, nous n'avions pas adopté "la lutte". Comment se fait-il qu'il n'y ait jamais eu de coordination sur le plan militaire entre ce que fait l'autorité militaire en Algérie et l'autorité militaire en Tunisie? Comment se fait-il, par ailleurs, que, malgré les pertes de cadres et les pertes d'équipement en Indochine, on n'ait pas essayé de conserver en Algérie quelques unités organisées et prêtes à agir au premier événement ? Il semble qu'il y ait là, à la fois de la part du gouvernement général et de l'autorité militaire, une certaine imprévoyance. J'ai aussi le sentiment très net qu'il n'y a guère de coordination entre l'autorité militaire et le gouvernement général. Je ne veux pas ici utiliser des renseignements que je possède, mais l'autorité militaire prend quelquefois des initiatives que le gouvernement général ignore complètement.

Je voudrais également vous demander ce que vous pensez des informations qui ont été rapportées dans la presse française, diffusées par Radio-Moscou, dont vous venez de dire qu'elle a encouragé la rebellion. Dans la nuit du 7 au 8 novembre, cette radio a affirmé qu'elle condamnait les attentats individuels et le terrorisme. Il semble qu'il y ait une certaine contradiction entre ce qui s'est passé avant les événements - puisque vous nous assurez que la radio de derrière le rideau de fer a donné des ordres de terrorisme - et les émissions postérieures aux événements.

Vous nous avez parlé de la nécessité où vous vous êtes trouvé de dissoudre le M.T.L.D.. J'approuve cette mesure. Je regrette simplement que le P.P.A. ayant autrefois dissous on ait jugé bon de laisser se reconstituer le M.T.L.D.. Vous avez parlé des droits de l'opposition. J'espère qu'ils seront respectés en Algérie. Je rappelle que les élections algériennes ont souvent prouvé que ces droits n'étaient pas respectés. Quand on ne se conduit pas d'une façon tout à fait démocratique, on augmente la puissance et la force de rebellion de certains éléments, comme ceux du M.T.L.D.. Vous avez dit qu'il était nécessaire de faire une grande politique de l'Union française pour arriver à dissoudre ces éléments troubles qui perturbent, en ce moment, l'Algérie. Il y a déjà de longues années que l'on aurait dû s'attaquer à ce problème. Ne croyez-vous pas que les 160 milliards que l'on doit prêter à l'Egypte pour construire le barrage du Haut-Nil, pourraient être plus utilement employés en Algérie à l'heure actuelle ?

Je crois qu'il y aurait un énorme effort à faire en matière de formation professionnelle. Lors d'une enquête effectuée en Algérie, on nous a montré deux ou trois centres prototypes parfaitement installés, mais nous attendons la suite. Un effort de scolarisation doit être fait. Il est navrant de constater que 60 % des Nord-Africains venant en France



ne savent<sup>pas</sup> parler un seul mot de français .

Je crois qu'il y aurait également intérêt à profiter du passage dans l'armée de nombreux Nord-Africains pour les informer de la vie métropolitaine qu'ils méconnaissent quand ils débarquent à Marseille. Ils sont toujours en retard d'une étape sur leurs camarades métropolitains lorsqu'il s'agit de trouver du travail.

Je regrette que nous ne possédions pas suffisamment de fonctionnaires en Algérie capables de parler la langue arabe. Lors de mon passage aux Antilles, comme je manifestais ma surprise du manque de coordination dans l'administration de ce nouveau département, on me répondit : Nous avons connu 36 gouverneurs pendant que nous avons connu 3 évêques. L'administration religieuse est solide ; l'administration républicaine est solide au point de vue républicain, mais elle est incohérente. C'est la même chose en Algérie.

M. LE PRESIDENT. La parole est à M. Champeix.

M. CHAMPEIX. Je vous salue, monsieur le ministre, de considérer que le problème qui se pose n'est pas un problème de répression collective mais que c'est un problème social et humain.

Je ne suis pas d'accord avec M. Hamon. Je veux bien que l'on donne aux Algériens la possibilité d'exercer plus largement leur vote, mais avant de donner aux gens les droits du citoyen, je voudrais qu'on en fasse d'abord des citoyens, qu'on en fasse des hommes et des ouvriers. Il faut que tout cela soit mené de front. Si nous pensons qu'il y a des éléments de trouble, il faut reconnaître que ces éléments ne pourraient pas mener leur action s'ils ne trouvaient pas une situation humaine pitoyable. 10 % de la population kabyle vient en France. Ces Nord-Africains prélèvent, non pas sur leur salaire mais sur ce que leur donnent les lois sociales, des sommes qui représentent 80 % du budget familial de leur famille. Ce chiffre se passe de commentaires.

Il y a un problème d'éducation qui se pose, dès l'école primaire ; problème de la formation professionnelle, problème de la formation professionnelle accélérée. Je crois que l'on n'a pas suffisamment utilisé l'armée. A ce propos, d'après certains renseignements, la moyenne des conscrits de Kabylie, alors que la population est saine physiquement, ne pesaient que 52 kilos. Cela prouverait bien que la population est sous-alimentée.



Nous avons appris également que beaucoup de jeunes n'étaient pas incorporés. Or, ces populations aimeraient le ~~métier~~ militaire. Si on avait, en ce moment, une saine conception de l'organisation militaire, il serait possible de donner à ces jeunes une formation ouvrière pendant le temps militaire et même une culture générale. Nous les préparerions ainsi au rôle de citoyens qu'ils seraient appelés à remplir lorsqu'ils seraient libérés. C'est un problème d'éducation, c'est un problème de politique sociale, un problème d'investissements. J'ai été heureux d'apprendre que c'était votre préoccupation première.

M. LE PRESIDENT. La parole est à M. Chapalain.

M. CHAPALAIN. On peut se demander si, à la suite de ces événements, la population musulmane a gardé confiance dans l'organisation actuelle des pouvoirs qui sont en place. C'est à vous d'apprécier s'il n'y a pas lieu de prendre des mesures immédiates pour que cette confiance subsiste. Sans la confiance, rien ne pourra être fait.

Vous nous avez dit que vous n'aviez pas de prévision pour l'avenir. Dans ce mouvement, il y a une unité d'action qui, c'est évident, est d'ordre international. Ceci est plus important, à mon avis, que tous les autres aspects de cette question. Les problèmes sociaux et administratifs, nous pouvons les résoudre dans le cadre intérieur de l'Algérie; mais ce que nous ne pouvons pas résoudre seuls, c'est le problème international. Il faudrait que le Gouvernement déclarât que la perennité de la présence française en Algérie est indiscutable. Il s'agit d'un département français et non pas de l'Indochine. Il faut que l'on sache que la France entend faire respecter ses droits dans les départements algériens sur le plan international. M. le président du conseil, pas plus qu'aucun membre du Gouvernement, n'a fait de déclaration sur ce point.

M. LE MINISTRE. Si !

M. CHAPALAIN. Pas sur le plan international.

On n'utilise pas, en Afrique du Nord, toute une population qui nous est dévouée, je veux parler des anciens combattants. Ils sont prêts à nous aider et à s'organiser pour l'avenir.

Je terminerai en disant qu'il n'y a pas un aspect de politique d'unité en Afrique du Nord, ni pour la Tunisie, ni pour l'Algérie. Il n'y a pas unité de direction. Il faudrait qu'il y ait une politique définie pour l'Afrique,



- 37 -40 -

Int. 18/11/54

qui est partie intégrante de la France. Si nous perdons l'Afrique du Nord, nous perdons notre sécurité en France. Vous vous occupez, monsieur le ministre, de l'Algérie. Il y a un ministre pour la Tunisie et le Maroc. Mais ce que vous ferez dans un coin de l'Afrique du Nord, vous serez obligé de le faire dans le reste de l'Afrique du Nord.

mière impression, aussi bien dans les milieux civils que dans l'armée et la police, a été qu'il existait une sorte de carence de la police des renseignements. Comment admettre que, de la frontière de Tunisie à la frontière du Maroc, ces événements puissent se produire sans que la police ait pu être renseignée. Cette impression est ancrée dans les esprits. On s'est demandé si la police des renseignements avait été prévue ainsi que les autorités administratives ? Il est certain que des précautions auraient dû être prises. C'est le droit de tout Gouvernement de se défendre contre une manifestation qui attente à l'unité de l'Etat. Sous certains régimes d'autorité, les organisations qui attentent à l'unité de l'Etat, sont décapitées. Dans notre système démocratique faut-il attendre que les manifestations soient en cours pour prendre les mesures d'autorité nécessaires afin d'arrêter le mouvement ? Cette intervention est une spontanéité dès la première heure.

Il y a également des conséquences qu'il faut éviter. Que se serait-il produit si une action rapide n'avait pas été menée - tout le monde reconnaît que l'action du Gouvernement a été efficace et rapide - pour arrêter ce mouvement insurrectionnel. Dans ce pays d'Algérie, qu'on ne peut pas comparer aux protectorats voisins, où nous ne sommes pas en présence d'un Sultan ou d'un Bey, en Algérie, où tout de même il y a un million de Français qui collaborent très étroitement et amicalement avec la population musulmane, il est à craindre que nous aurions assisté à une organisation d'auto-défense. Si nous entrons dans cette voie, l'avenir peut devenir très sombre. Cette situation ne ferait alors que nourrir la haine entre les deux populations.

Il y a un deuxième aspect du problème. Il ne faut pas décevoir avec les musulmans français qui ont toujours fait confiance à la France et qui, sur leur vie, ont rallié, et sont prêts à mourir pour nous-mêmes. Ces musulmans sont en danger, menacés plus lourdement que nous ne le sommes, par conséquent il ne faut pas décevoir à ces musulmans qui ont soutenu l'œuvre française, le peuple qui leur sécurité n'est pas assurée. Ces dirigeants français pourraient, dès lors, tenter d'être experts de nous-mêmes à cet



M. ENJALBERT. Mon collègue, M. Delrieu, et plusieurs membres de la commission, ont bien situé l'atmosphère qui règne en Algérie et viennent de jeter des lueurs sur l'avenir. Je voudrais vous faire part des impressions recueillies sur place. J'ai vécu, <sup>de très près</sup> là-bas, dans mon département. Au matin de la Toussaint, la première impression, aussi bien dans les milieux civils que dans l'armée et la police, a été qu'il existait une sorte de carence de la police des renseignements. Comment admettre que, de la frontière de Tunisie à la frontière du Maroc, ces événements puissent se produire sans que la police ait pu être renseignée. Cette impression est ancrée dans les esprits. On s'est demandé si la police des renseignements avait été prévenue ainsi que les autorités administratives ? Il est certain que des précautions auraient dû être prises. C'est le droit de tout Gouvernement de se défendre contre une manifestation qui attente à l'unité de l'Etat. Sous certains régimes d'autorité, les organisations qui attentent à l'unité de l'Etat, sont décapitées. Dans notre système démocratique faut-il attendre que les manifestations soient en cours pour prendre les mesures d'autorité nécessaires afin d'arrêter le mouvement ? Cette impression est née spontanément dès la première heure.

Il y a également des conséquences qu'il faut éviter. Que ce serait-il produit si une action rapide n'avait pas été menée - tout le monde reconnaît que l'action du Gouvernement a été effective et rapide - pour arrêter ce mouvement insurrectionnel. Dans ce pays d'Algérie, qu'on ne peut pas comparer aux protectorats voisins, où nous ne sommes pas en présence d'un Sultan ou d'un Bey, en Algérie, où tout de même il y a un million de Français qui collaborent très étroitement et amicalement avec la population musulmane, il est à craindre que nous aurions assisté à une organisation d'autodéfense. Si nous entrons dans cette voie, l'avenir peut devenir très sombre. Cette situation ne ferait alors que semer la haine entre les deux populations.

Il y a un deuxième aspect du problème. Il ne faut pas décourager les Musulmans fidèles qui ont toujours fait confiance à la France et qui, aux yeux de ces rebelles, se sont <sup>soulevés</sup> pour nous-mêmes. Ces Musulmans sont en danger, menacés plus lourdement que nous ne le sommes, par conséquent il ne faut pas donner à ces Musulmans qui ont soutenu l'oeuvre française, le sentiment que leur sécurité n'est pas assurée. Ces éléments fidèles pourraient, dès lors, douter et se séparer de nous peu à peu.



Il y a une grande masse qui est en équilibre instable qui attendra qu'un des plateaux de la balance penche pour se précipiter dans l'autre.

Vous connaissez parfaitement le problème. Il y a, comme vient de le dire un de nos collègues à l'instant, des difficultés au point de vue des renseignements. Il y a également la nécessité peut-être pour la France, d'unifier un peu sa politique musulmane. Il faut une politique d'ensemble, non seulement des Musulmans de l'Union française, mais aussi il faut suivre la politique musulmane dans les pays étrangers. Lorsqu'il s'agit d'un Musulman algérien, c'est votre ministère qui est compétent ; pour les Musulmans des territoires d'outre-mer, c'est le ministère de la France d'outre-mer ; pour les Musulmans de Tunisie, c'est le ministère des affaires étrangères. Chaque ministère a sa formule, son équipe particulière avec, peut-être, des vues particulières. Il y a peut-être aussi un manque de cohésion entre les différents ministères. Il serait sans doute nécessaire de créer une équipe qui aurait vraiment une vue d'ensemble des populations musulmanes mondiales. Cette équipe, répartie entre les différents ministères, nous pourrions obtenir plus de cohésion et plus d'unité dans ce domaine. Il faut, évidemment, ne pas décevoir les populations musulmanes qui sont à nos côtés ? Nous leur avons ouvert les portes aussi largement que nous avons pu. Leurs organisations professionnelles agricoles sont à côté des nôtres ; les Musulmans siègent à nos côtés dans les Caisses de crédit agricole et ils apportent même une clientèle beaucoup plus nombreuse que la nôtre. Nous avons pu constater que l'organisation du crédit agricole en Algérie a sauvé les Musulmans des griffes d' l'usure ; c'est là un service immense que la France a rendu aux Algériens mais il ne faut pas, je le répète, les décevoir. Il faut continuer notre action, par conséquent, donner à ces populations, l'impression que la France peut, avec la sécurité, leur offrir un avenir meilleur.

M. BONNEFOUS. Monsieur le ministre, j'ai écouté votre exposé avec d'autant plus d'intérêt que j'ai eu l'honneur, comme Mme Devaud et M. Champeix, de faire partie d'une mission d'enquête que la commission de l'intérieur a envoyée en Algérie l'année dernière sous la conduite de notre président.

Je voudrais confirmer ce que vient de dire Mme Devaud, ainsi que M. Champeix en ce qui concerne l'unanimité des conclusions auxquelles nous avons abouti et quelle que soit, d'ailleurs, l'appartenance politique des uns et des autres commissaires.



Nous nous sommes préoccupés du problème de la main-d'oeuvre algérienne et des problèmes économiques et nous avons été effrayés par le paupérisme d'une partie de l'Algérie, de la Kabylie en particulier, effrayés par l'insuffisance du marché du travail dans ces départements par rapport à l'excédent de population.

M. Champeix, comme Mme Devaud, vous ont fait part de certaines suggestions en ce qui concerne l'absorption par l'armée, d'éléments beaucoup plus nombreux. Beaucoup d'Algériens souhaiteraient faire leur service militaire et ne sont pas recrutés. L'armée est une école. Entre autres choses, il serait éminemment souhaitable qu'un nombre beaucoup plus important d'Algériens fassent leur service militaire dans la métropole.

La seconde partie de notre enquête s'est déroulée en France. En ce qui me concerne, j'ai été impressionnée par la méconnaissance qu'a la masse du public métropolitain des problèmes algériens. L'Algérie est une terre française. Les métropolitains, dans leur grande masse, ignorent tout des problèmes algériens. Sans doute, dans les grands centres industriels, en ce qui concerne la main-d'oeuvre, de gros efforts collectifs ont été accomplis, mais dans d'autres régions, cette méconnaissance est totale. ~~Or~~, monsieur le ministre, nous sommes entièrement d'accord avec vous pour considérer qu'il faut multiplier les investissements en Algérie et nous vous suivrons toujours lorsque vous nous proposerez de les accroître. Mais il est indispensable d'éduquer la grande masse du public à l'égard de ces problèmes. Les gens qui ont l'esprit social en France métropolitaine, s'ils connaissaient l'effroyable paupérisme de certaines parties de l'Algérie, jugeraient moins sévèrement l'insurrection et surtout ils accueilleraient peut-être mieux les Algériens qui viennent en France par besoin et non par plaisir.

Votre ministère, et tout particulièrement le ministère de l'information, ont un très grand rôle à jouer pour l'éducation du public, comme de ceux qui sont responsables de la réception de la main-d'oeuvre algérienne en France.

Je ne veux citer qu'un exemple : conformément aux conclusions de notre enquête, j'ai essayé de créer dans ma localité un centre d'hébergement de Nord-Africains. J'ai rencontré des appuis sous forme de crédits ; mais lorsqu'il s'est agi d'installer le centre d'hébergement, nous avons reçu une délégation des habitants du quartier qui s'opposaient à cette installation. Ces Nord-Africains



étaient pourtant honnêtes, sages, raisonnables et habitaient la région depuis plus ou moins longtemps. Je veux souligner cette espèce de prévention injustifiée du public. Si nous voulons, en France, que l'on s'intéresse aux problèmes algériens, dont l'immensité impressionne, il est indispensable que la masse soit beaucoup plus renseignée. L'Algérie est une terre française, on ne saurait trop le répéter et il est impensable que les métropolitains ignorent plus longtemps ces problèmes.

M. LE PRESIDENT.- La parole est à M. le Ministre de l'Intérieur.

M. LE MINISTRE.- Un certain nombre de questions évoquées par les commissaires qui m'ont interrogé, sont revenues presque constamment, comme le problème du service de sécurité et celui de l'autorité.

Pour les services de sécurité, il est bien évident que, à partir du moment où, au cours d'une nuit, sept personnes sont assassinées, que les rebelles causent des dégâts matériels, cela donne un fort argument à ceux qui affirment que nous n'avons pas été prévenus; j'en prends la responsabilité : nous avons été prévenus, mais je crois - il ne faut pas tirer les conclusions abusives - que les événements de la Toussaint n'ont pas été voulus par les chefs de l'émeute. Ils ont été voulus par un petit groupe d'activistes qui ont commis, sur le plan tactique, l'énorme faute d'engager deux mois trop tôt une action générale qui vraiment n'aurait pas éclaté. Je ne puis m'étendre trop longuement sur ce point. Mais un certain nombre de conférences, de réunions et de télégrammes seront connus plus tard. Ils démontreront que, d'une manière évidemment discrète, beaucoup de décisions et de dispositions avaient été prises. Il est certain qu'en régime démocratique beaucoup de choses sont plus difficiles que dans les régimes autoritaires. Il est moins facile d'agir d'une façon préalable sans prêter le flanc à la critique, sans que l'on parle de répression policière. Ce qui est certain c'est qu'il n'aurait pas été possible, dans l'état actuel de nos connaissances, de voir éclater une insurrection générale. Je ne fais pas de prévisions parce que chaque jour apporte sa peine. A la veille de la fête du Mouloud, je me suis adressé aux Algériens par la voie radio-phonique. Que pouvais-je leur dire ? Pouvais-je apporter des paroles d'incertitude à un peuple de 8 à 9 millions d'habitants ? Qui peut répondre qu'il n'y aura pas des fautes et des crimes ?



Je sais ce que je ferai, si je ne sais pas ce que feront les autres. Je suis convaincu que si nous pouvons agir assez vite - et je crois que nous pouvons le faire et nous avons commencé - si nous savons mettre en place le dispositif, nous déjouerons les plans de ceux qui ont commis l'erreur d'agir d'une façon inorganisée. Il faudrait tout reprendre, non pas à zéro, mais enseigner des méthodes nouvelles. Il faudrait nommer un sous-préfet à Tizi-Ouzou, par exemple. Il y a aussi toute une série de choses que je n'ai pas remarquées d'aujourd'hui, mais pour lesquelles je n'exerce mon autorité que depuis trop peu de temps.

En ce qui concerne les services de sécurité, on a dit qu'ils n'étaient pas prévenus. Ils n'étaient pas prévenus que le mouvement éclaterait cette nuit-là, c'est certain, car on aurait évité la mort de sept personnes innocentes. Mais qui pourrait prétendre que l'on peut tenir rigueur absolue à ceux qui ne vous disent pas que c'est cette nuit qu'il y aura sept personnes assassinées ?

Il se pose un problème d'autorité. Si j'avais désavoué le gouverneur général, je l'aurais remplacé. Si je ne l'ai pas remplacé, c'est que je le soutiens. C'est un homme dont je connais depuis longtemps la carrière administrative. C'est un homme qui a eu un très grand courage moral en 1940. C'est un homme qui a témoigné une fidélité absolue à l'égard des hommes politiques en danger à cette époque, et qui est gouverneur général depuis maintenant trois ans. Il a été désigné par mes prédécesseurs, par l'un d'entre eux en particulier, dont vous connaissez la sagesse et le patriotisme : M. Queuille.

Vous avez, avec le gouverneur général, un homme d'une honnêteté scrupuleuse. Ce qui est certain, c'est que l'organisme qu'il dirige est trop lourd et les réflexes sont trop lents. Mais peut-être aurais-je connu, avec un autre gouverneur, d'autres difficultés et d'autres défauts. En tout cas, il s'agit d'un homme qui est foncièrement honnête et grand administrateur. Mon devoir, tant que je lui garde ma confiance, est d'assumer la responsabilité de ses actes devant les Assemblées parlementaires. Je ne manquerai pas de prendre telle ou telle décision si les événements le commandent ; cela est de mon domaine. Je n'ai pas l'intention de bouleverser l'administration en Algérie, je veux dire de changer les hommes, car pour l'administration proprement dite, la conception de M. le gouverneur général me paraît saine.

M. CHAPALAIN. Pourquoi ne pas mettre un I.G.A.M.E.P



au lieu d'un Gouverneur ?

M. LE MINISTRE. Cela m'arrive de le penser. Les cellules locales devraient être multipliées, d'autant plus que, si l'on applique les statuts, les élus locaux devraient avoir plus de responsabilité. Il faudrait que vous ayez plus de conseillers municipaux, ~~de~~ sous-préfets

En ce qui concerne le Gouvernement général, il y a des réformes de structure à apporter. Au fond, qu'est-ce que je pourrais me reprocher en Algérie, sur le plan des hommes ? De n'avoir pas, contrairement à la réputation faite à ce gouvernement, déplacé des hommes ? On a changé les hommes un peu partout. Je n'ai pas l'impression que cela a fait beaucoup plaisir. Ici, zone de tranquillité, je n'ai pas nommé de gouverneur général. Je n'ai pas nommé de nouveaux préfets. J'ai entériné le choix de mes prédécesseurs. En ce qui concerne le département de Constantine, je n'ai pas procédé à une révolution administrative. Dois-je m'en plaindre ?

Je ne vois pas de raison, dans les circonstances actuelles, de procéder à des modifications dans ce domaine. Il est curieux d'observer que beaucoup d'hommes politiques, pas ici, c'est une Assemblée qui est marquée de la sagesse, mais à l'Assemblée nationale - il faut dire aussi que j'ai moins l'occasion d'en subir les effets, - à l'Assemblée nationale, dis-je, j'observe que ce sont souvent ceux qui ont préconisé la mise en place d'un nombre d'hommes en Algérie qui semblent s'en plaindre le plus. Ils proposent des ~~tes~~, ils proposent des changements. Certains voudraient changer de gouvernement mais garder les administrateurs installés par ce gouvernement ou par d'autres. J'aurai l'occasion de dire cela aux tribunes des Assemblées, à ceux qui voudront bien m'interroger sur ce point.

En ce qui concerne les questions posées par M. Delrieu, j'observe qu'il connaît bien le pays qu'il représente. Il n'a pas manqué, depuis que je suis au ministère, de m'apporter des conseils utiles. Ce qu'il a dit est vraisemblable. Si on pouvait recenser les bandes armées, nous n'en serions pas là. A partir du moment où l'on peut dire qu'il y a 3000 terroristes, on pourrait affirmer qu'il n'y aura plus 3000 terroristes. Nous sommes dans un domaine d'imprécision.

Des renforts ont été envoyés. Je n'en donnerai pas la liste. Ils sont considérables. Je dois vous dire que pas une demande de renforts de l'autorité civile ou de l'autorité militaire n'a été refusée. Plus que cela, j'ai envoyé, dans les quinze jours, plus d'effectifs qu'on ne m'en demandait.



J'en donnerai la preuve le moment venu ; j'ai envoyé plus de renforts que les militaires eux-mêmes n'en demandaient. Je ne crois pas être pris en défaut sur ce point. Je pensais qu'une grande masse d'hommes est indispensable, comme je le disais au début de mes explications, non seulement pour assurer le maintien de l'ordre, mais surtout pour affirmer la présence de la France auprès de populations fidèles qui pourraient s'inquiéter de ce désarroi dont parlait M. Enjalbert.

En ce qui concerne les questions reprises par MM. Delrieu et Lachèvre, et encore tout à l'heure par M. Bonnefous, celui des Algériens qui viennent dans la métropole, cela est un vaste problème qui m'intéresse depuis longtemps. Il n'est pas à la veille d'être résolu. Ces Algériens sont exploités à la fois par ceux qui les recrutent et par ceux qui les transportent et ainsi de suite. Cela pose un problème social : Marseille, la région du Nord, les régions sinistrées sont marquées par ce mal social. Toutes les fois qu'il y a un travail de manoeuvres, ce sont des théories de Nord-Africains qui sont utilisés.

Il y a 350.000 Algériens dans la métropole. Aucun mouvement n'est observé.

Nous savons bien que le M.T.L.D. est très bien organisé. On m'a reproché d'avoir attendu 24 heures pour annoncer la dissolution du mouvement. Je crois qu'il était plus sage d'opérer ainsi afin de briser ce mouvement pour un certain temps. Pas un incident ne s'est produit. J'avais envoyé des instructions très précises et il n'y a eu aucun acte de rébellion sur le territoire.

M. LACHEVRE. A Argenteuil, le 28 octobre, il y a eu un incident.

M. LE MINISTRE. Cela est antérieur, monsieur Lachèvre. C'est tout à fait différent. Je vous ai fait le bilan des incidents survenus en France entre Nord-Africains et les forces d'ordre depuis le 1er novembre. Depuis cette date, depuis la tentative d'insurrection, rien ne s'est produit sur le territoire métropolitain. Par contre, le problème algérien, en France, est constant ; l'incident d'Argenteuil, qui a abouti à quatre morts, le démontre.

Rappelez-vous que, l'année dernière, aux fêtes du 14 juillet, sept Algériens ont été abattus par le tir des forces policières. Personne n'en a voulu faire état. C'était pourtant un incident dont la gravité n'est pas à souligner.



- 48 -50 - Int.18/11/54

Depuis le 6 février 1934, il n'y avait jamais tant eu de tués au cours d'une manifestation. Mais depuis le 1er novembre aucun incident ne s'est produit. Je n'en tire pas de conclusions. Je ne dis pas que cela ne se produira pas, mais les mesures prises ont brisé l'élan. J'ai aussi le sentiment que les dirigeants du M.T.L.D. ont été surpris par les événements du 1er novembre.

On m'a questionné sur la situation de Messali Hadj aux Sables d'Olonne ; on m'a dit, à l'Assemblée nationale, qu'il avait reçu des visites ; que cela est inadmissible. Il a reçu ses avocats. Il a même adressé une plainte pour séquestration contre le préfet de la Vendée, qui a failli être inculpé par les soins d'un juge d'instruction très vigilant.



Je suis obligé de me disputer avec beaucoup de gens pour faire appliquer les règles de la souveraineté sur le territoire même de la métropole.

Mme DEVAUD. J'ai l'impression que la propagande politique existe surtout parmi les mécontents qui ne trouvent pas de travail, environ 20 % de la totalité. Mais parmi ceux qui ont des emplois; il y a peu de propagande politique.

M. LE MINISTRE. Je dis simplement qu'il y en a 350.000 qui sont malheureux, et que c'est parmi eux qu'on a tendance à recruter des hommes de main. C'est poussés par la misère qu'ils en viennent là. Cela pose donc un problème.

M. Hamon a fait une analyse de la politique des mouvements d'opposition en Algérie. Je suis d'accord avec lui. La politique qui a consisté à créer un parti pour en détruire un autre est mauvaise. Le P.P.A. a été poussé par la France pour détruire l'U.D.M.A.. Il y a une concurrence stupide.

Les opérations militaires en cours actuellement, sont limitées à l'Aurès. M. Delrieu avait raison de dire que nous pouvons concevoir des inquiétudes en plusieurs autres endroits, notamment en grande Kabylie. Y aura-t-il extension ? Que puis-je dire ? J'espère que non. Je prends des précautions au delà de ce vœu pour que cela ne soit pas. Ce territoire est très étendu, la population très nombreuse. Je fais ce que je peux avec une armée dispersée aux quatre coins du monde. Ce n'est pas facile.

Ce qu'a dit M. Chapalain a de la valeur. C'est la politique que j'ai défendue lorsque j'étais membre de l'opposition. Je n'ai jamais compris que la France ne réclame pas le privilège d'avoir autorité entière sur le bassin occidental de la Méditerranée, étant donné que c'est la seule solution de continuité dans l'étendue du sol national. La Méditerranée est pour nous beaucoup plus importante que l'Atlantique. Nous ne serons pas attaqués demain par les Anglais ou les Américains. Par contre, nous savons ce qui peut passer par la Méditerranée occidentale, les excitations qui viennent de l'Espagne, celles qui viennent du côté oriental, sans compter la complicité anglo-saxonne, chaque fois que nous venons expliquer que nous avons des intérêts qui nous sont propres. Nous avons fait quelque chose dans ce domaine.

Je me suis trouvé d'accord un jour, à l'Assemblée nationale, avec un ami de M. Chapalain avec lequel je suis



souvent en dispute, M. Palewski. Je lui disais : L'article n° 1 de la diplomatie française, c'est de protéger le bassin occidental de la Méditerranée. Si cela n'est pas prévu dans le cadre de l'Alliance atlantique, cela signifie que n'est reconnu que le territoire métropolitain et qu'on ignore notre présence en Afrique du Nord. J'ai toujours soutenu, dans l'opposition, qu'il vaudrait mieux briser notre alliance occidentale si ce point n'était pas reconnu. Qu'ine reconnaît pas cela n'est pas notre ami. Je ne suis pas ministre des affaires étrangères, mais je suis convaincu qu'aucun d'entre vous n'en dira rien à son voisin. (Sourires)

Je dirai à Mme Devaud que la notion de "Français Musulmans" ne peut aujourd'hui se justifier que de la façon suivante : Il y a les Français qui sont soumis au statut civil français et les Français qui ont conservé leur statut personnel musulman. J'ai observé bien des choses choquantes, la façon, par exemple, dont on réunissait, à l'Assemblée algérienne, les parlementaires du 1er collège en oubliant ceux du second. Beaucoup d'erreurs sont commises. Vous avez dit, madame, qu'il fallait se préoccuper de l'économie, du social et du politique. C'est d'abord un problème humain. Il faut comprendre que ces populations souffrent d'une façon extraordinaire du manque d'égards et de courtoisie. Si on ne comprend pas cela, on aura beau résoudre tous les autres problèmes, ce sera tout de même de la ségrégation. Les parlementaires se sont souvent plaints que l'on commettait des erreurs psychologiques dont les conséquences politiques n'étaient pas négligeables.

En ce qui concerne l'unité d'action pour l'Afrique du Nord, il y a des problèmes de droit international qui s'imposent à nous. L'Algérie et les territoires d'outre-mer sont territoires de la République, alors que les protectorats sont des pays souverains et, de ce fait, il n'est pas possible que dans notre organisation gouvernementale il y ait unité de direction. Ce qu'on voudrait surtout, c'est une coordination, une unité d'action, sinon unité de commandement. J'aurais souhaité qu'il y ait un jour la reconstitution du Secrétariat d'Etat aux affaires musulmanes. Mais beaucoup de mes amis font des objections qui sont très valables.

Que faire ? On peut créer, à l'échelon gouvernemental, une coordination suffisante, à la présidence du conseil par exemple. M. Mendès-France m'avait demandé, avant son départ pour les Etats-Unis, de réunir MM. Baron et Fouchet et d'assumer une sorte de présidence de ce Comité commun pour suivre les problèmes d'ordre général.

Sur le plan militaire, il n'est pas exact d'affirmer qu'il n'y a pas eu de contact. J'ai même pris l'initiative



de m'entretenir avec le général de La Tour chaque fois qu'il est venu à Paris depuis qu'il est gouverneur général. Nous avons toujours discuté du problème militaire et des fellaghas tunisiens. En ce moment, toute l'attaque politique se situe sur la Tunisie. Nous avons discuté des conventions applicables, mais le jour où l'on s'expliquera complètement, on pourra faire le compte des forces réunies et des opérations menées dans le même temps contre les fellaghas, alors que le précédent résident général n'avait pu réduire ce problème. Il y a quelque injustice à dire que la discussion serait la cause des troubles. Le phénomène fellagha est antérieur. Une conférence a eu lieu récemment, quinze jours avant les événements du 1er novembre, entre M. Léonard, le général de La Tour et moi-même.

Le problème fellagha à la frontière algérienne n'avait pas été sans que nous le remarquions. Mais, d'après nos renseignements, je dois reconnaître que les autorités situaient la possibilité d'insurrection dans la région de Tebessa, mais pas à la frontière de l'Aurès. On a parlé de la liaison entre Paris et Alger. J'ai créé un bureau de liaison, militaire et civil. L'autorité civile commande. L'Algérie n'est pas en état de siège. Les journaux réclament de grands chefs. C'est la tentation habituelle des démocraties sous laquelle nous ne sommes pas prêts de succomber.

J'ai créé, à Paris, un Comité d'organisation et de liaison qui a à sa disposition tous les moyens de travail utiles dans lequel siègent en permanence les représentants de toutes les forces de C.R.S., des militaires, de la défense nationale, de l'aviation. Le même organisme a été créé en Algérie, dans une unité administrative nouvelle, qui a consisté à mettre sous commandement unique les opérations militaires et civiles de l'Aurès. C'est un jeune sous-préfet de grande valeur qui réunit le commandement entier. Cette unité administrative comprend trois sous-préfectures et quatre communes mixtes qui se partagent le territoire de l'Aurès. Il y a donc sur place un commandement militaire et civil unique. Les commandants militaires sont les adjoints du représentant direct du ministre de l'intérieur, lui-même sous les ordres du préfet de Constantine.

Qu'il y ait une sorte de rivalité entre les services militaires et civiles, c'est certain ; qu'il y ait une immense tentation pour un certain nombre d'officier généraux, d'avoir un théâtre d'opérations, c'est possible. On a toujours assisté à ces phénomènes. Je n'accepterai jamais que l'autorité militaire ait le commandement en Algérie. Ce serait reconnaître notre faillite, car ce serait reconnaître qu'il faut déclarer l'état de siège pour rétablir l'ordre. Dans ce cas là, attention à la suite, mesdames,



messieurs ! Je ne m'y associerai pas.

Enfin, j'aborde le problème de fond évoqué par M. Champeix, le problème de la formation professionnelle et celui de l'accession à la fonction publique. La formation professionnelle doit être faite à l'école au même titre que dans la métropole. Le problème de fond n'est pas résolu, c'est évident. Il n'est pas possible de le résoudre d'ici le mois de décembre. C'est une oeuvre longue, et il faut la commencer tout de suite.

Je voudrais formuler une dernière observation avant de terminer en réponse à une observation de M. Bonnefous. L'extraordinaire carence de l'information de la population métropolitaine à l'égard des problèmes algériens et de l'Afrique du Nord est la démonstration que nous n'avons jamais associé la Nation à la seule grande entreprise moderne que la France ait engagée, c'est-à-dire la projection de sa culture. Quand on songe à l'extraordinaire réussite de la projection britannique dans le monde, quand on voit l'énorme masse du monde chinois, et aujourd'hui la zone d'expansion russe, lorsqu'on se met à rêver sur l'histoire de France et sur la place occupée par la France au cours des siècles, on s'étonne que de si grands efforts n'aient pas donné de plus grands résultats.

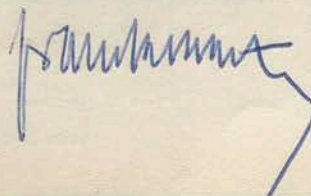
Aujourd'hui, le seul domaine dans lequel la France peut, dans deux ou trois siècles, avec bien des accidents et des évolutions, estimer qu'elle aura, dans la découverte du monde et des espaces inconnus, réalisé sa mission, c'est l'Afrique. C'est par l'extension de notre langue que les richesses de l'esprit national pourront se développer. Attention ! Si on perd l'autorité politique sur ce territoire, avant d'avoir réalisé cette fusion intellectuelle et culturelle, nous aurons manqué notre destin. Voilà le travail à faire pour un pays comme le nôtre. J'estime que les problèmes du Congo sont beaucoup plus importants que les problèmes du Rhin. Mais c'est déjà une hérésie. Je vous prie de m'en excuser.

M. LE PRESIDENT. Nous vous remercions, monsieur le ministre, de l'exposé que vous venez de nous faire.

La séance est levée.

(La séance est levée à douze heures cinquante minutes).

Le Président,





CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

J.V.

COMMISSION DE L'INTERIEUR  
(ADMINISTRATION GENERALE, DEPARTEMENTALE ET COMMUNALE,  
ALGERIE)

-----

Présidence de M. MUSCATELLI, Président

-----

Séance du Jeudi 25 Novembre 1954

-----

La séance est ouverte à 10 heures 30

-----

Présents : MM. BOZZI, DEUTSCHMANN, FRANCK-CHANTE, Jacques  
GADOIN, Robert GRAVIER, LACHEVRE, LODEON, Léon  
MUSCATELLI, RESTAT, Marcel RUPIED, SCHWARTZ, VAUTHIER.

Excusés : MM. ASSAILLIT, Georges BERNARD, Raymond BONNEFOUS,  
CHAMPEIX, DELRIEU, ENJALBERT, PIC, SOLDANI, ZUSSY.

Suppléant: M. Abdenmour TAMZALI.

Absents : Mme Marcelle DEVAUD, MM. Léo HAMON, de LA GONTRIE,  
LE BASSER, Waldeck L'HUILLIER, Abdallah MAHDI,  
Georges MARRANE, PIDOUX de LA MADUERE, VERDEILLE.

-----

.../...



- 2 -

ORDRE DU JOUR

## I - Désignation de rapporteurs pour :

- le projet de loi (n° 606, année 1954) relatif au régime électoral des Chambres de commerce d'Algérie ;
- le projet de loi (n° 607, année 1954) tendant à la constatation de la nullité de l'acte dit "loi du 17 mai 1941" autorisant la mise en exploitation d'un gisement de sel en Algérie ;
- la proposition de résolution (n° 600, année 1954) de M. Plazanet, tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 2 du décret n° 54-982 du 1er octobre 1954 instituant un Fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales.

## II - Désignation du rapporteur pour avis du budget du Ministère de l'Intérieur.

-:-

COMPTE RENDU

M. MUSCATELLI, Président, ouvre la séance.

M. TAMZALI est nommé rapporteur du projet de loi (n° 606, année 1954) relatif au régime électoral des Chambres de commerce d'Algérie.

M. DELRIEU est nommé rapporteur du projet de loi (n° 607, année 1954) tendant à la constatation de la nullité de l'acte dit "loi du 17 mai 1941" autorisant la mise en exploitation d'un gisement de sel en Algérie.

.../...



- 3 -

A la demande de la Commission de l'Agriculture, la Commission décide de se déssaisir quant au fond de la proposition de résolution (n° 600, année 1954) de M. Plazanet, tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 2 du décret n° 54-982 du 1er octobre 1954 instituant un Fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales.

Elle demeurera saisie pour avis.

M. PIC est désigné comme rapporteur pour avis du Budget du Ministère de l'Intérieur.

La séance est levée à 10 heures 40.

Le Président,

*Carrière*



COMMISSION DE L'INTERIEUR

(ADMINISTRATION GENERALE, DEPARTEMENTALE ET COMMUNALE, ALGERIE)

-----

Présidence de M. FRANCK-CHANTE, vice-président

-----

Séance du jeudi 2 décembre 1954

-----

La séance est ouverte à 10 h. 30

-----

Présents : MM. Raymond BONNEFOUS, BOZZI, CHAMPEIX, DEUTSCHMANN,  
ENJALBERT, FRANCK-CHANTE, Marcel RUPIED, SCHWARTZ,  
VAUTHIER, VERDEILLE, ZUSSY.

Excusés : MM. ASSAILLIT, Georges BERNARD, DELRIEU, Mme Marcelle  
DEVAUD, MM. Jacques GADOIN, Robert GRAVIER, LODEON,  
Léon MUSCATELLI.

Absents : MM. Léo HAMON, LACHEVRE, de LA GONTRIE, LE BASSER,  
Waldeck L'HUILLER, Abdallah MAHDI, Georges MARRANE,  
PIC, PIDOUX de la MADUERE, RESTAT, SOLDANI.

-----



- 2 -

ORDRE DU JOUR

I - Rapport de M. Schwartz sur la proposition de loi (n° 588, année 1954) tendant à exonérer les communes de Moselle et d'Alsace des conséquences dommageables de certains actes accomplis par les fonctionnaires allemands chargés par l'ennemi de l'administration de ces communes de 1940 à 1945 et à indemniser les personnes lésées conformément à la législation sur les dommages de guerre.

II - Rapport de M. Enjalbert sur le projet de loi (n° 498, année 1954) sur l'exécution des travaux géodésiques en Algérie.

III - Rapport de M. Vauthier sur le projet de loi (n° 467, année 1954) portant extension à l'Algérie de la loi validée du 3 avril 1942 prohibant la conclusion de pactes sur le règlement des indemnités dues aux victimes d'accidents.

-:-:-:-:-

COMPTE RENDU

M. FRANCK-CHANTE, vice-président, ouvre la séance et donne la parole à M. Schwartz pour son rapport.

M. SCHWARTZ.- Vous savez qu'après la défaite provisoire de juin 1940, les trois départements du Rhin et de la Moselle n'ont pas seulement été occupés mais annexés de fait et, pour le IIIe Reich "de droit", contrairement au droit des gens. Tous les hauts fonctionnaires français furent chassés et expulsés, les conseils municipaux furent dissous et les Allemands installèrent à la place des maires français expulsés, ou en tout cas révoqués, des administrateurs allemands.

Progressivement, toute la législation allemande fut introduite de plus, les autorités occupantes rattachèrent à certaines villes les communes avoisinantes pour former ainsi des collectivités administratives plus importantes.

Après la Libération, le retour à la légalité républicaine a entraîné ipso facto la mise à néant desdites mesures et toutes les communes retrouvèrent ainsi leur indépendance d'avant la guerre mais le problème ne fut pas résolu pour autant, car il s'est alors posé de nombreuses questions qui furent réglées tant mal que bien par nos collectivités locales et il faut bien dire que l'Administration centrale s'en désintéressa.

.../...



- 3 -

Dans certaines communes, les Allemands avaient pris des mesures exorbitantes d'une gestion normale et injustifiables que les administrations communales françaises n'eussent jamais prises. C'est ainsi que furent, par exemple, arasés et détruits un certain nombre d'immeubles appartenant à des Français expulsés, immeubles qui furent "vendus" aux collectivités nouvelles et artificielles créées par l'occupant. Ces ventes furent consenties par le séquestre des biens dont l'Etat allemand s'était accaparé et déclarés "biens ennemis" ("volks und reichsfeindliches Vermögen").

Un certain nombre de mesures furent prises dans le cadre de la déclaration solennelle de Londres du 5 janvier 1943, dans le but de réparer le préjudice subi par les victimes des spoliations et exactions allemandes.

Certaines communes, auxquelles on ne peut pas demander de posséder un service contentieux expérimenté, eurent beaucoup de mal à résoudre convenablement en droit et en équité les problèmes qui se posaient pour elles. C'est ainsi que beaucoup d'entre elles furent assignées par les propriétaires des biens spoliés en restitution de ces biens, c'est-à-dire en réinscription au livre foncier, ce qui était normal et légitime, mais aussi en dommages-intérêts, ce qui ne l'était pas.

Les décisions judiciaires divergèrent souvent car il se posait pour les juges saisis de ces affaires, une question d'une gravité incontestable : des tribunaux français pouvaient-ils considérer qu'une commune française ait été valablement représentée et engagée par les actes des "Oberbürgermeister" allemands ? Les tribunaux des trois départements et la Cour de Colmar répondirent par la négative mais la Cour de Cassation, dans deux arrêts du 2 décembre 1952, se fondant sur le principe de la continuité administrative, estima que les communes des trois départements du Rhin et de la Moselle soumises à une gestion allemande ont continué d'exister et n'ont pas cessé, en droit, d'être françaises ; par conséquent, elles seraient tenues des obligations contractées par leurs administrateurs allemands et devraient réparer les préjudices causés par les actes de ceux-ci. Inutile de dire que lesdits arrêts de la Cour de Cassation provoquèrent, dans les trois départements, un très gros émoi, car ils risquaient de remettre en cause toutes les liquidations des "Stadtgemeinden" faites plus ou moins heureusement et, en tout cas, de façon empirique depuis la Libération.

C'est la raison pour laquelle la quasi-unanimité des députés des trois départements déposèrent sur le Bureau de la Chambre la proposition de loi n° 8128 tendant à exonérer les communes de Moselle et d'Alsace des conséquences dommageables de certains actes accomplis par les fonctionnaires allemands chargés par l'ennemi de l'administration de ces communes de 1940 à 1945.

.../...



C'est cette proposition que je vous demande d'adopter sans modification.

M. VAUTHIER.- Je m'excuse de ne pas partager l'avis de M. Schwartz. J'estime que le texte que nous allons voter est extrêmement dangereux car il consacre une intervention du pouvoir législatif dans le domaine des cours et tribunaux. La ville de Metz a été condamnée par la Cour de Cassation et elle vient maintenant plaider son dossier devant le Parlement. Il nous appartient de faire la loi mais non pas de dire le droit. La Cour de Nancy n'était nullement tenue de suivre l'arrêt de la Cour de Cassation, elle l'a pourtant fait. Il y a donc autorité de la chose jugée dans cette affaire et personne ne peut y revenir. La rétroactivité des lois est un principe extrêmement criticable.

Par ailleurs, la proposition de loi vous demande d'indemniser les sinistrés selon la législation des dommages de guerre. Or, dans le cas qui nous préoccupe, il n'y a pas de dommages de guerre mais spoliation. C'est donc une législation tout à fait différente qui doit être appliquée aux plaignants. Si l'on veut faire une exception au principe du droit, je m'inclinerai mais je proposerai comme solution transactionnelle un amendement tendant à prévoir que les sinistrés seraient considérés comme des spoliés.

M. ZUSSY.- Cette affaire est très importante pour toute l'Alsace-Lorraine. Il n'y a pas que la ville de Metz qui se trouve dans cette situation ; je vous citerai de nombreux autres exemples et, notamment, celui d'une commune proche de Thann, qui compte 250 habitants et dont le cimetière israélite a été dévasté par les Allemands. Les tribunaux ont condamné la commune à 10 millions de dommages et intérêts à verser à la communauté israélite. Cette commune se trouve maintenant devant des difficultés financières insurmontables. Il faut donc poser le principe que l'Etat se substituera aux communes pour dédommager les particuliers qui ont été victimes des agissements nazis.

M. VAUTHIER.- Je suis bien d'accord sur ce point mais il s'agit, là encore, d'une spoliation et non pas d'un dommage de guerre.

M. SCHWARTZ.- Dans l'affaire qui concerne la ville de Metz, je suis obligé de faire connaître à M. Vauthier que le particulier qui a été lésé à déjà touché de la ville de Metz, 50 millions à titre de dédommagement, s'il est, en outre, indemnisé par la loi sur les dommages de guerre, il ne pourra vraiment pas se prétendre défavorisé.



- 5 -

Je signalerai encore qu'une proposition de loi n° 633, déposée à l'Assemblée Nationale, prévoit, pour le cas qui nous préoccupe, la substitution de la législation sur la spoliation à celle des dommages de guerre.

M. RUPIED.- Je crains, pour ma part, que l'intervention de la loi sur les spoliations n'entraîne des dédommagements trop considérables car l'évaluation des dommages moraux sera très élevée.

M. SCHWARTZ.- Je répondrai à M. Rupied qu'il n'y a pas autorité de la chose jugée en ce qui concerne la ville de Metz dont la situation critique a inspiré les auteurs du texte qui nous est soumis, puisque si elle a été condamnée à indemniser la société spoliée "Au Grand Marché" (dont un pâté de maisons a été démoli par les occupants sans aucune raison valable) par un arrêt de la Cour d'Appel de Nancy du 10 février 1954, cet arrêt est l'objet d'un recours en Cassation sur lequel la Cour Suprême n'a pas encore statué et rien n'empêcherait celle-ci, même en l'état, de changer sa jurisprudence.

M. CHAMPEIX.- J'approuve la position de M. Schwartz.

M. VAUTHIER.- Si je comprends bien, la Commission de l'Intérieur juge la Cour de Cassation !

M. SCHWARTZ.- En ce qui concerne le prétendu échec que ferait le texte dont vous êtes saisis au principe de la non-rétroactivité des lois et à l'autorité de la chose jugée, il faut dire, tout d'abord, que même si cela était exact, ce n'est cependant pas la première fois que le Parlement aurait voté une loi ayant une telle portée. Plus d'une fois, déjà, ont été votés des textes avec effet rétroactif et faisant échec à l'autorité de la chose jugée. Bien sûr, de tels textes doivent rester l'exception mais lorsque l'exception se justifie par des motifs d'ordre supérieur, le Parlement ne peut et ne doit pas se dérober. La loi évolue et il faut même qu'elle évolue, car la vie, elle aussi, évolue et nous devons nous adapter aux faits et non pas nous enfermer dans un cadre et une législation rigides empêchant tout progrès et empêchant aussi de donner à des problèmes inédits les solutions d'équité et d'apaisement indispensables.

M. LE PRESIDENT.- Personne ne demandant la parole, je mets aux voix les conclusions de M. Schwartz.

Celles-ci sont adoptées.

\*

\*

\*

///



- 6 -

La Commission adopte ensuite sans débat le rapport de M. Enjalbert sur le projet de loi (n° 498, année 1954) relatif à l'exécution des travaux géodésiques en Algérie.

\*

\*

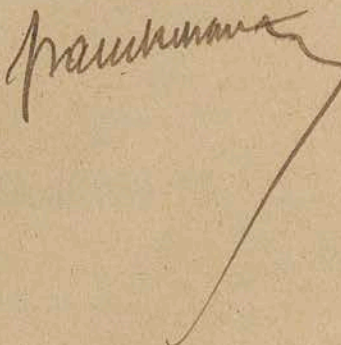
\*

Le rapport de M. Vauthier sur le projet de loi (n° 467, année 1954) portant extension à l'Algérie de la loi validée du 3 avril 1942 prohibant la conclusion de pactes sur le règlement des indemnités dues aux victimes d'accidents est également adopté.

Ces deux textes sont adoptés conformément à la décision de l'Assemblée Nationale.

La séance est levée à 12 heures.

Le Président,

A handwritten signature in dark ink, appearing to be 'Maurice', with a long, sweeping flourish extending downwards and to the right.



## CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

## COMMISSION DE L'INTERIEUR

(ADMINISTRATION GENERALE, DEPARTEMENTALE ET COMMUNALE,  
ALGERIE)

-:-:-:-:-

Présidence de M. FRANCK CHANTE, Vice-Président

-:-:-:-:-

Séance du jeudi 9 décembre 1954

-:-:-:-:-

La séance est ouverte à 10 heures 30

-:-:-:-:-

Présents : MM. Raymond BONNEFOUS, BOZZI, CHAMPEIX, DEUTSCHMANN,  
Mme Marcelle DEVAUD, MM. ENJALBERT, FRANCK-CHANTE,  
Léon HAMON, LE BASSER, Abdallah MAHDI, Georges  
MARRANE, Marcel RUPIED, SCHWARTZ, SOLDANI, VAUTHIER.

Excusés : MM. ASSAILLIT, DELRIEU, Jacques GADOIN, Robert GRAVIER,  
de LA GONTRIE, LODEON, Léon MUSCATELLI.

Suppléant : M. Abdenmour TAMZALI.

Absents : MM. Georges BERNARD, LACHEVRE, Waldeck L'HUILLIER, PIC,  
PIDOUX de la MADUERE, RESTAT, VERDEILLE, ZUSSY.

-:-:-:-

.../...



- 2 -

ORDRE DU JOUR

I - Rapport de M. Soldani sur la proposition de loi (n° 411, année 1954) portant titularisation des assistants et assistantes de service social.

II - Rapport de M. Delrieu sur le projet de loi (n° 607, année 1954) tendant à la constatation de la nullité de l'acte dit loi du 17 mai 1941 autorisant la mise en exploitation d'un gisement de sel en Algérie.

-:-:-:-

COMPTE RENDU

M. FRANCK-CHANTE, vice-président, ouvre la séance et donne la parole à M. Soldani.

M. SOLDANI donne lecture de son rapport et conclut : Mes chers Collègues, je vous proposerai donc plusieurs modifications au texte de l'Assemblée Nationale.

Article premier

Je vous proposerai de remplacer le deuxième alinéa de l'article premier par l'alinéa suivant :

"A titre exceptionnel, sera titularisé le personnel ne possédant pas le diplôme d'Etat de service social mais exerçant, dans les conditions fixées par la loi du 8 avril 1946, un emploi de service social de caractère permanent."

Cette modification vise les auxiliaires de service social qui sont autorisées à exercer dans certaines conditions fixées par la loi du 8 avril 1946. Celles qui n'avaient reçu qu'une autorisation temporaire d'exercer, viennent d'obtenir la possibilité de transformer cette autorisation temporaire en autorisation définitive par décret du 27 février 1954 pris en application de l'article 2 de la loi du 8 avril 1946. Il m'apparaît souhaitable qu'elles puissent être titularisées lorsqu'elles occupent des emplois permanents. La compétence de ce personnel est garantie par le fait qu'il est en fonction depuis 1946 et que l'on n'a eu qu'à se louer de ses services.

.../...



- 3 -

Cette modification de l'alinéa 2 de l'article premier entraînera, comme corollaire la mention du grade "auxiliaire de service social" à la suite de ceux énumérés à l'article 2.

Article 2 bis nouveau

Je vous proposerai ce nouvel article dans la rédaction suivante :

"Le personnel exerçant les fonctions d'ajointe d'hygiène scolaire et universitaire antérieurement au décret du 21 janvier 1954 et ne pouvant bénéficier des dispositions prévues aux articles premier et 2 ci-dessus, sera, dès qu'il totalisera sept années de fonction, titularisé dans un cadre spécial avec le grade d'ajointe d'hygiène scolaire et universitaire.

"Un statut particulier déterminera la situation de ce personnel relevant du Ministre de l'Education Nationale."

Ceci afin de régler le cas des adjointes d'hygiène scolaire. Leur situation est particulière. Il s'agit, dans la grande majorité, d'un personnel engagé à une période extrêmement difficile où tout recrutement de candidates diplômées était pratiquement impossible. Ces adjointes ont été de véritables pionniers du service alors en création. Elles ont fait preuve depuis bientôt dix ans d'excellentes qualités professionnelles dans leurs fonctions d'auxiliaires médico-sociales, attirant par leur attachement à l'école publique le plein concours et l'appui à la cause de l'hygiène scolaire de tout le personnel enseignant.

Ces adjointes, qui travaillent depuis 1946 dans des conditions très difficiles, sans garantie de stabilité et pour un traitement très modique, ne sauraient sans injustice flagrante non seulement être remerciées, mais encore écartées du bénéfice de la titularisation.

D'autre part, le renvoi massif de cette catégorie d'agents qu'il serait impossible de remplacer à bref délai faute de candidates en nombre suffisant d'assistantes sociales diplômées, risque de compromettre gravement le fonctionnement du service.

Enfin, le caractère "service social" de l'hygiène scolaire et universitaire a été reconnu par l'ordonnance organique n° 45-2407 du 18 octobre 1945 et le décret n° 54-70 du 21 janvier 1954.

Compte tenu de leurs services antérieurs, il me paraît équitable que celles qui ne rempliront pas les conditions nécessaires pour être titularisées dans un cadre d'assistantes ou d'auxiliaires de service social, puissent, quand elles auront

.../...



- 4 -

fait la preuve de leurs aptitudes, par exemple par la durée de leurs services, être titularisées dans un cadre spécial avec le cadre d'adjointes d'hygiène scolaire et universitaire correspondant à la nature de leurs fonctions.

### Article 3

L'article 3 serait libellé de la façon suivante pour tenir compte des modifications sus-visées :

"Des règlements d'administration publique contresignés par le Ministre des Finances, le Ministre de la Santé Publique et de la Population et le Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil chargé de la Fonction Publique et, en ce qui concerne les adjointes d'hygiène scolaire et universitaire, par le Ministre de l'Education Nationale, détermineront les modalités d'application de la présente loi dans un délai de deux mois de la promulgation de celle-ci.

"Ils détermineront notamment la répartition des personnels intéressés dans les grades prévus aux articles 2 et 2 bis (nouveau) et, le cas échéant, après avis du Conseil supérieur de la Fonction Publique, les dérogations à celles des dispositions du statut général des fonctionnaires qui sont incompatibles avec les nécessités de leur profession."

Mme DEVAUD.- A l'article 2 bis nouveau je voudrais avoir l'assurance que le cadre nouveau qui sera créé sera un cadre spécial et non pas un cadre provisoire.

M. SOLDANI.- Cela va de soi, il serait illogique de titulariser quelqu'un dans un cadre provisoire.

Mme DEVAUD.- Il faudrait également préciser que l'on ne pourra plus recruter dans ce cadre spécial.

M. SOLDANI.- Tout à fait d'accord. Je l'indiquerai à la tribune.

M. LE BASSER.- Qui paie les assistantes d'hygiène scolaire ?

M. SOLDANI.- Le Ministère de l'Education Nationale.

M. LE BASSER.- Les fonctionnaires communales correspondantes sont-elles visées par la loi ?

M. SOLDANI.- Non ! La loi ne concerne que les personnels de l'Etat.

.../...



Mme DEVAUD.- Je proposerai un amendement à l'article premier, tendant à ajouter au premier alinéa : "et ceux dont les traitements sont inscrits au budget de l'un de ceux-ci", ceci afin de viser les assistantes sociales rattachées aux hôpitaux.

M. MARRANE.- Je m'opposerai à cet amendement car les hôpitaux ne sont pas des services publics de l'Etat et l'on risquerait de créer un précédent regrettable.

M. SOLDANI.- C'est également mon avis.

M. Léo HAMON.- Je partage ce sentiment car l'Assistance publique n'est pas une administration d'Etat. Le texte de la loi ne vise pas les hôpitaux qui sont des services publics mais pas d'Etat. Le rapporteur pourrait peut-être émettre le vœu qu'une loi prochaine étende le bénéfice de la titularisation aux infirmières des hôpitaux.

Mme DEVAUD.- Ceci serait d'autant plus utile que la loi du 8 avril 1946 concerne les infirmières comme les assistantes sociales.

M. SCHWARTZ.- Les adjointes d'hygiène scolaire qui n'ont pas satisfait aux épreuves du concours prévu seront-elles également titularisées ?

M. SOLDANI.- Certainement pas.

M. LE PRESIDENT.- Personne ne demandant plus la parole, je mets aux voix les conclusions du rapporteur.

Celles-ci sont adoptées à l'unanimité.

\*

\*

\*

La Commission adopte ensuite sans débat les conclusions du rapport de M. Delrieu tendant à l'adoption conforme du texte de l'Assemblée Nationale du projet de loi (n° 607, année 1954) tendant à la constatation de la nullité de l'acte dit loi du 17 mai 1941 autorisant la mise en exploitation d'un gisement de sel en Algérie.

\*

\*

\*



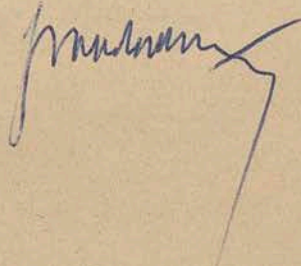
- 6 -

M. ENJALBERT demande que la Commission, bien que l'affaire ne soit pas à l'ordre du jour, adopte son rapport sur le projet de loi (n° 663, année 1954), adopté par l'Assemblée Nationale, portant création d'une Caisse de retraite pour les officiers publics et ministériels d'Algérie.

Il en est ainsi décidé et le texte de l'Assemblée Nationale est adopté sans débat et sans modification.

La séance est levée à 11 heures 30.

Le Président,

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'M. Enjalbert', with a long horizontal stroke extending to the right.



LL

COMMISSION DE L'INTERIEUR

(ADMINISTRATION GENERALE, DEPARTEMENTALE ET COMMUNALE, ALGERIE)

Présidence de M. MUSCATELLI, président

Séance du jeudi 16 décembre 1954

La séance est ouverte à 10 heures 30

Présents : MM. BOZZI, CHAMPEIX, DELRIEU, Mme Marcelle DEVAUD,  
MM. Enjalbert, FRANCK-CHANTE, Jacques GADOIN,  
Léo HAMON, LACHEVRE, LE BASSER, Waldeck L'HUILLIER,  
Abdallah MAHDI, Georges MARRANE, Léon MUSCATELLI,  
Marcel RUPIED, SCHWARTZ, VERDEILLE, ZUSSY.

Excusés : MM. ASSAILLIT, Georges BERNARD, Raymond BONNEFOUS,  
DEUTSCHMANN, Robert GRAVIER, LODEON, PIC, SOLDANI.

Absents : MM. de LA GONTRIE, PIDOUX DE LA MADUERE, RESTAT, VAUTHIER.

— ● —



ORDRE DU JOUR

- I - Rapport de M. Tamzali sur le projet de loi (n° 606, année 1954) relatif au régime électoral des Chambres de commerce d'Algérie.
- II - Nomination de rapporteurs pour :
- 1.- le projet de loi (n° 690, année 1954) portant relèvement des pensions d'invalidité allouées aux sapeurs-pompiers communaux volontaires;
  - 2.- la proposition de loi (n° 695, année 1954) tendant à refuser l'homologation des articles 23 et 24 de la décision votée par l'Assemblée Algérienne au cours de sa session ordinaire de mai-juin 1952, tendant à modifier et à compléter la décision n° 49-045 instituant un régime d'assurances sociales non agricoles, et à modifier lesdits articles;
  - 3.- la proposition de résolution (n° 669, année 1954) de M. Michel Debré, tendant à inviter le Gouvernement à fusionner les corps d'administrateurs civils en un nombre limité de grands corps ayant vocation pour plusieurs Ministères.
- III - Rapport de M. Léo Hamon sur la proposition de résolution (n° 316, année 1954) de M. Méric, tendant à inviter le Gouvernement à déposer dans les délais les plus brefs les textes législatifs indispensables qui doteraient les "communes-dortoirs" de moyens financiers leur permettant de faire face à leurs obligations dans de bonnes conditions sans imposer anormalement la population sédentaire desdites communes.

-:-

COMPTE RENDU

M. MUSCATELLI, PRESIDENT, ouvre la séance et donne la parole à M. Tamzali pour son rapport sur le projet de loi (n° 606, année 1954) relatif au régime électoral des Chambres de commerce d'Algérie.

M. TAMZALI donne lecture de son rapport et conclut :  
mes chers Collègues, je vous proposerais donc de maintenir le

.../...



principe du collège électoral unique pour les Chambres de Commerce d'Algérie mais, afin de sauvegarder les droits de la minorité, je vous proposerais deux amendements, l'un à l'article 4 bis, l'autre à l'article 6.

A l'article 4 bis, je voudrais préciser que les sièges des chambres de commerce sont répartis d'égale façon entre Français et Musulmans.

A l'article 6, alinéa 4, je vous proposerais de préciser que les conseillers généraux qui feront partie des commissions chargées de confectionner les listes électorales seront, pour moitié Français et, pour l'autre moitié, Musulmans.

M. DELRIEU.- Je ne comprends pas les amendements. Ce sont, à première vue, des amendements politiques. Il n'y a pas de distinction de collège à faire en matière de commerce.

M. TAMZALI.- Mon amendement garantit la sauvegarde des minorités quelles qu'elles soient. A Tizi-Ouzou, il y a 90% de commerçants musulmans et 10% de français. Il faut protéger la minorité française comme la minorité algérienne.

M. LE PRESIDENT.- Les élus le sont au collège unique; comment les répartirez-vous ensuite en deux collèges ? Si vous avez deux catégories d'élus, il faudra deux catégories d'électeurs.

Il faut modifier entièrement le texte.

M. DELRIEU.- Il faut modifier l'article premier et dire que le collège électoral sera double.

M. TAMZALI.- Au fond, je suis d'accord pour le collège unique.

M. LACHEVRE.- En France, il y a trois catégories d'électeurs; en Algérie, ce système peut fonctionner aussi.

M. LE PRESIDENT.- Je vous propose de reporter la suite de cette affaire à une prochaine séance. M. Tamzali pourrait faire un avant rapport qui serait distribué; nous voterions ensuite après en avoir pris connaissance.

Assentiment.

\*

\*

\*

.../...



- 4 -

M. LE PRESIDENT.- La parole est à M. Léo Hamon pour son rapport sur la proposition de résolution (n° 316, année 1954) de M. Méric, tendant à inviter le Gouvernement à déposer dans les délais les plus brefs les textes législatifs indispensables qui doteraient les "communes-dortoirs" de moyens financiers leur permettant de faire face à leurs obligations dans de bonnes conditions sans imposer anormalement la population sédentaire desdites communes.

M. HAMON.- Il faudrait d'abord définir la commune-dortoir : c'est la commune où les gens habitent mais ne travaillent pas.

C'est un genre de commune qui a beaucoup de charges et peu de revenus. On les trouve surtout dans la banlieue des grandes villes. Elles sont habitées par une population modeste qui s'accroît en général rapidement. Elles ont un centime démographique très faible.

Le problème de leurs difficultés est notoire. Que peut-on faire pour elles ? On peut créer dans chaque département un fonds de péréquation semblable à celui de la Seine, mais cela seul serait insuffisant.

On pourrait faire prendre en charge par le fonds de péréquation national les conséquences de l'exonération fiscale de certains immeubles. On pourrait également attirer l'attention du Fonds sur ce problème.

La commune de Villeneuve-la-Garenne est passée de 5.000 à 15.000 habitants en six ans, autrement dit d'un recensement à l'autre. Il faudrait que la taxe locale suive plus étroitement l'évolution de la population.

Tous ces éléments pourraient être exposés en séance publique; nous aurions rempli notre rôle en tirant la sonnette d'alarme.

Le dispositif de la résolution demeurerait inchangé.

M. L'HUILLIER.- La question des communes-dortoirs ne sera pas résolue si facilement.

Dans la Seine, il y a un fonds départemental de péréquation qui répartit la taxe locale en raison inverse de la valeur du centime démographique. Les communes <sup>dortoirs</sup> sont donc favorisées dans ce département : Vitry perçoit 50 millions de taxe locale; elle reçoit du fonds 250 millions. Voilà une commune-dortoir qui n'a pas à se plaindre.

Je suis d'accord avec M. Hamon pour qu'on tienne compte de l'évolution de la population.

.../...



- 5 -

M. VERDEILLE.- J'aimerais bien que l'on ne fasse pas trop appel au fonds de péréquation qui a déjà beaucoup de charges. Je ne voudrais pas que, pour habiller les communes qui sont nues, l'on déshabillât celles qui sont vêtues de haillons !

M. HAMON.- Je précise bien que je ne proposerai, dans mon rapport, aucun système définitif. Je me borne à tirer la sonnette d'alarme pour éveiller l'attention du Gouvernement sur un problème qui doit être résolu. Je puis d'ailleurs, pour ce faire, déposer un amendement indicatif au budget du Ministère de l'Intérieur.

M. LE PRESIDENT.- La Commission serait-elle d'accord sur le principe de cet amendement ?

Assentiment.

M. LACHEVRE.- Je demanderais à M. Léo Hamon, dans son exposé des motifs, de ne pas oublier le cas particulier de la Seine-et-Oise qui ne comprend pas seulement des communes-dortoirs mais qui constitue dans son entier un département-dortoir.

M. LE PRESIDENT.- Je mets aux voix les conclusions de M. Hamon favorables à la proposition de résolution.

Ces conclusions sont adoptées.

\*

\*      \*

La Commission désigne ensuite :

- M. VERDEILLE rapporteur pour le projet de loi (n° 690, année 1954) portant relèvement des pensions d'invalidité allouées aux sapeurs-pompiers communaux volontaires;
- M. ENJALBERT rapporteur pour la proposition de loi (n° 695, année 1954), tendant à refuser l'homologation des articles 23 et 24 de la décision votée par l'Assemblée Algérienne au cours de sa session ordinaire de mai-juin 1952, tendant à modifier et à compléter la décision n° 49-045 instituant un régime d'assurances sociales non agricoles, et à modifier lesdits articles;

.../...



- Mme DEVAUD rapporteur pour la proposition de résolution (n° 669, année 1954) de M. Michel Debré, tendant à inviter le Gouvernement à fusionner les corps d'administrateurs civils en un nombre limité de grands corps ayant vocation pour plusieurs Ministères.

La séance est levée à 12 heures 15.

Le Président,

*Le Président*



## CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

J.V.

## ORDRE DU JOUR

COMMISSION DE L'INTERIEUR  
(ADMINISTRATION GENERALE, DEPARTEMENTALE ET COMMUNALE,  
ALGERIE)

II - Rapport de M. Enjalbert sur la proposition de loi  
(n° 695, année 1954) tendant à refuser l'homologation  
de la proposition de loi n° 695, année 1954, tendant à modifier  
par l'Assemblée Algérienne au cours de sa session  
ordinaire de 1954, l'article 2 du décret n° 54-582 du 24 octobre 1954 instituant  
un Fonds national pour le développement des adhésions  
d'eau dans les communes.

Présidence de M. MUSCATELLI, Président

III - Nomination d'un rapporteur pour avis de la proposition  
de résolution (n° 100, année 1954) tendant à modifier  
l'article 2 du décret n° 54-582 du 24 octobre 1954 instituant  
un Fonds national pour le développement des adhésions  
d'eau dans les communes.

La séance est ouverte à 10 heures 30

Présents : MM. Raymond BONNEFOUS, BOZZI, CHAMPEIX, DEUTSCHMANN,  
Mme Marcelle DEVAUD, MM. Robert GRAVIER, Léo HAMON,  
LACHEVRE, Waldeck L'HUILLIER, LODEON, Léon MUSCATELLI,  
Marcel RUPIED, VERDEILLE.

Excusés : MM. ASSAILLIT, Georges BERNARD, FRANCK-CHANTE,  
Jacques GADOIN, SOLDANI.

Suppléants: MM. Abdenmour TAMZALI, Henri CORNAT.

Délégués : M. RUPIED (par M. DELRIEU) ; M. BONNEFOUS (par  
M. ENJALBERT), M. DEUTSCHMANN (par M. ZUSSY).

Absents : MM. de LA GONTRIE, LE BASSER, Abdallah MAHDI, PIC,  
PIDOUX de LA MADUERE, RESTAT, SCHWARTZ, VAUTHIER.

--:-

.../...



- 2 -

ORDRE DU JOUR  
-----

- I - Rapport de M. Tamzali sur le projet de loi (n° 606, année 1954) relatif au régime électoral des chambres de commerce d'Algérie.
- II - Rapport de M. Enjalbert sur la proposition de loi (n° 695, année 1954) tendant à refuser l'homologation des articles 23 et 24 de la décision votée par l'Assemblée Algérienne au cours de sa session ordinaire de mai-juin 1952, tendant à modifier et à compléter la décision n° 49-045 instituant un régime d'assurances sociales non agricoles et à modifier lesdits articles.
- III - Nomination d'un rapporteur pour avis de la proposition de résolution (n° 600, année 1954) de M. Plazanet, tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 2 du décret n° 54-982 du 1er octobre 1954 instituant un Fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales.
- IV - Nomination de rapporteurs pour :
- a) le projet de loi (n° 760, année 1954), tendant à modifier l'article 23 de la loi du 10 août 1871 en ce qui concerne la seconde session ordinaire des Conseils Généraux ;
  - b) la proposition de loi (n° 761, année 1954), relative à la responsabilité des départements à la suite des accidents subis par les membres du Conseil Général.
- :-
- b) de la proposition de loi (n° 471, année 1954), relative à la responsabilité des départements à la suite des accidents subis par les membres du Conseil Général.



- 3 -

La Commission COMPTE RENDU de l'examen du rapport de  
M. Tassali sur le ..... (n° 606, année 1954), rela-  
tif au régime électoral des chambres de commerce d'Algérie.

M. MUSCATELLI, Président, ouvre la séance.

La Commission adopte sans débat le rapport de  
M. Enjalbert sur la proposition de loi (n° 695, année 1954),  
tendant à refuser l'homologation des articles 23 et 24 de la  
décision votée par l'Assemblée Algérienne au cours de sa ses-  
sion ordinaire de mai-juin 1952, tendant à modifier et à  
compléter la décision n° 49-045 instituant un régime d'assu-  
rances sociales non agricoles et à modifier lesdits articles.

Le texte de l'Assemblée Nationale est adopté sans modi-  
fication.

Je demanderais ensuite à M. Tassali de modifier son ad-  
judant à l'article 9 pour prévoir que l'adjudant au maire soit  
choisi dans un collège au lieu de celui du maire.

M. Tassali prévoit en effet que cet adjudant fera partie  
du collège.

M. CHAMPEIX est nommé rapporteur pour avis de la pro-  
position de résolution (n° 600, année 1954) de M. Plazanet,  
tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 2  
du décret n° 54-982 du 1er octobre 1954 instituant un Fonds  
national pour le développement des adductions d'eau dans les  
communes rurales.

La Commission remarque, et la plus importante, touchant  
à la : M. RUPIED est nommé rapporteur :

a) du projet de loi (n° 760, année 1954), tendant à  
modifier l'article 23 de la loi du 10 août 1871 en ce qui  
concerne la seconde session ordinaire des Conseils généraux ;

b) de la proposition de loi (n° 471, année 1954), rela-  
tive à la responsabilité des départements à la suite des acci-  
dents subis par les membres du Conseil Général.

pose M. Tassali, la loi de 1871 sur les élections  
l'année désignant les représentants de premier collège et l'an-  
tre ceux du deuxième, au lieu qu'il n'y ait qu'une seule élec-  
tion avec des listes distinctes.



- 4 -

La Commission aborde ensuite l'examen du rapport de M. Tamzali sur le projet de loi (n° 606, année 1954), relatif au régime électoral des chambres de commerce d'Algérie.

M. TAMZALI donne lecture de son rapport (voir pièce annexée au présent procès-verbal).

M. Léo HAMON.- Les conclusions de M. Tamzali appellent de ma part des observations de trois ordres.

Tout d'abord, je n'aime pas beaucoup l'expression de "représentant musulman ou non musulman". Je rappelle en effet qu'il y a en Algérie des musulmans dans les deux collèges ; les musulmans qui satisfont à certaines conditions sont en effet classés parmi le premier collège. Je préférerais donc que l'on emploie les expressions de "Français de statut musulman" ou "Français de statut général".

Je demanderais ensuite à M. Tamzali de modifier son amendement à l'article 6 pour prévoir que l'adjoint au maire soit choisi dans un collège autre que celui du maire.

M. Tamzali prévoit en effet que cet adjoint fera partie du deuxième collège.

Je lui fais remarquer qu'il arrivera très souvent que le maire lui-même sera déjà du deuxième collège. Si vous voulez sauvegarder les droits de la minorité, il faudra prévoir que le maire et l'adjoint seront d'un collège différent.

Ma dernière remarque, et la plus importante, touche à la réforme même proposée par M. Tamzali.

Il me paraît en effet tout à fait impossible de faire fonctionner un système d'élection qui comportera un collège unique d'électeurs et un double collège d'élus. Je pose la question très simplement à M. Tamzali : si, pour une chambre de commerce de Kabylie, par exemple, vous avez une liste musulmane homogène qui est élue, comment répartirez-vous ces élus en deux collèges ? Si l'on admet ce que nous propose M. Tamzali, il faut ou bien qu'il y ait deux élections, l'une désignant les représentants du premier collège et l'autre ceux du deuxième, ou bien qu'il n'y ait qu'une seule élection avec des listes mixtes bloquées.

.../...



- 5 -

Une autre solution me paraîtrait possible: ce serait celle qui consisterait à donner pouvoir au préfet de faire recommencer les élections si elles ne donnaient pas un résultat permettant de répartir équitablement les élus en deux collèges.

M. LE PRESIDENT.- C'est à mon tour de poser une question à M. Hamon : que ferez-vous si la deuxième élection donne les mêmes résultats que la première ?

M. HAMON.- Je m'empresse de préciser que cette solution ne me satisfait pas et qu'elle ne pourrait être adoptée que si l'on n'en trouvait pas de meilleure.

Mme DEVAUD.- M. Tamzali est-il partisan d'instaurer le deuxième collège dans les différentes catégories d'électeurs ?

M. LACHEVRE.- M. Tamzali pourrait-il nous indiquer les chiffres d'électeurs dans les différentes catégories ?

M. TAMZALI.- Si mes propositions rencontrent une telle opposition, je serai prêt à accepter l'instauration du double collège parmi les élus et parmi les électeurs.

M. HAMON.- Je me permettrai alors d'être en complet désaccord avec notre rapporteur. Je ne suis pas suspect d'hostilité à l'égard des Musulmans. Ma position sur les problèmes algériens est bien connue. Je crois que ce serait une erreur très grave que d'introduire ce facteur de division qu'est le double collège pour des élections apolitiques, telles que celles qui nous occupent.

Je rappelle qu'il a été dans l'esprit des législateurs qui ont fait le statut de l'Algérie de considérer l'instauration du double collège comme une mesure essentiellement transitoire et amenée à disparaître dans les plus brefs délais.

Je regrette que nos amis musulmans qui sont, en général, adversaires du double collège, s'en fassent cette fois-ci les défenseurs alors que les Français l'ont supprimé.

.../...



- 6 -

Je répète que, sur le plan purement technique, la solution de M. Tamzali me paraît inapplicable. Il n'est pas possible d'élire avec un collègue unique des représentants divisés en double collège. Si M. Tamzali veut bien m'indiquer comment son système fonctionnera, je l'adopterai.

Devant son silence, je suis bien obligé d'observer que le seul moyen de rendre applicable sa proposition serait de procéder aux élections avec des listes paritaires bloquées, mais j'ajoute que ce sera bien difficile à mettre en oeuvre.

Une dernière solution consisterait peut-être à adopter le texte de l'Assemblée Nationale. Le rapporteur préciserait alors que le législateur fait la plus grande confiance aux électeurs et ce n'est qu'au cas où cette confiance serait trahie que le système électoral serait modifié.

M. CHAMPEIX.- J'approuve tout à fait les déclarations de M. Hamon. Mes collègues et moi-même sommes tout à fait hostiles au double collège.

M. BONNEFOUS.- Je proposerai que l'on adopte purement et simplement le texte de l'Assemblée Nationale.

M. LE PRESIDENT.- Nous nous trouvons donc en face de deux textes différents : celui de l'Assemblée Nationale et celui de M. Tamzali, qui se heurte, c'est bien certain, à des difficultés inextricables d'application.

Je vais mettre aux voix les conclusions du rapporteur.

Les conclusions, mises aux voix, sont rejetées par 12 voix contre 2 et 2 abstentions.

Ont voté pour :

MM. Gravier et Tamzali (suppléant de M. Mahdi).

Ont voté contre :

MM. Raymond Bonnefous, Bozzi, Champeix, Henri Cornat (suppléant de M. Schwartz), Delrieu, (délégué : M. Rupied), Deutschmann, Mme Marcelle Devaud, MM. Enjalbert (délégué : M. Bonnefous), Léo Hamon, Lachèvre, Marcel Rupied, Zussy (délégué : M. Deutschmann).

.../...



- 7 -

M. TAMZALI.- Dans ces conditions, je ne puis conserver le rapport.

La Commission désigne alors comme nouveau rapporteur Mme Devaud.

L'examen de l'affaire est renvoyé à la séance suivante.

La séance est levée à 12 Heures.

Le Président,

*Le Président*



R A P P O R T

Fait au nom de la Commission de l'Intérieur sur le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi relatif au RÉGIME ELECTORAL DES CHAMBRES DE COMMERCE D'ALGERIE,

Par M. TAMZALI

Sénateur

EXPOSE DES MOTS

Mesdames, Messieurs,

Le présent projet de loi a pour objet une refonte du régime électoral consulaire. En effet, les dispositions du décret du 12 septembre 1955 qui continuent à réglementer cette matière sont aujourd'hui largement dépassées. L'ordonnance du 7 mars 1944, le vote du Statut de l'Algérie, la mise en vigueur de l'actuelle Constitution ont provoqué une évolution considérable de la législation de nos départements algériens.

Certains textes particuliers n'ayant pas bénéficié des progrès enregistrés depuis la fin de la dernière guerre, il importe de les mettre en harmonie avec l'ensemble de la législation.

Ce projet d'origine gouvernementale, qui remonte à novembre 1951, se propose de remédier à l'une de ces lacunes et, en même temps, de permettre le rétablissement des élections consulaires. Celles-ci, si paradoxal que cela puisse paraître, n'ont pas eu lieu depuis bien avant les hostilités et un grand nombre de Chambres de Commerce de nos départements d'Algérie se trouvent réduites à un état qu'il n'est pas exagéré de qualifier de squelettique. La Chambre de Commerce de Bougie, par exemple, est actuellement réduite à trois membres !

Le présent projet éliminerait en même temps la pratique particulièrement anti-démocratique de la cooptation, grâce à laquelle quelques Chambres de Commerce ont pu, depuis la suspension des élections, être étoffées.

En outre, aux termes du décret du 12 Septembre 1955, le corps électoral comprend en majeure partie des "citoyens" français, disposition excluant avant guerre la participation de commerçants musulmans. Certes, un petit nombre d'entre eux participent aux élections, les listes électorales pouvant contenir, dans la proportion d'un dixième des listes, des "indigènes algériens", sujets français et non citoyens français.

.../...



Aujourd'hui, un grand principe, heureusement admis, commande tous les actes de la vie publique en Algérie : c'est celui de la parité entre les deux éléments composant la population algérienne, d'une part le collège électoral musulman qui représente 9 millions d'habitants, d'autre part, le collège non-musulman qui en comprend un million.

Ce principe de la parité doit être appliqué dans la représentation de la population algérienne au sein des assemblées économiques et notamment, dans les Chambres de Commerce.

Or, les changements qui nous sont proposés répondent-ils à cette nécessité ? Leur étude nous oblige à répondre par la négative. Il semble même que la question n'ait pas été prévue par les auteurs du projet de loi.

Certes, des améliorations ont été apportées à la législation actuelle, notamment en ce qui concerne l'abandon de l'ancien système de la dualité des collèges.

Désormais, seules des conditions de durée dans la profession et de moralité seront exigées de l'électeur ainsi que de l'élu.

Cette initiative constitue une sérieuse amélioration, car elle tend à rapprocher la législation des départements algériens de la législation métropolitaine. L'unité des législations nous paraît en effet devoir être rétablie, chaque fois que les circonstances le permettent.

Mais, afin de mieux marquer encore ce progrès enregistré, il me paraît utile de préciser, dans l'article 1er, que "les membres des Chambres de Commerce d'Algérie sont élus par un collège électoral unique"....

D'autre part, le texte gouvernemental prévoyait une composition du collège électoral double :

- 1<sup>o</sup>) - des électeurs de droit constitués par les commerçants et commerçantes ayant plus de quinze années d'inscription au registre du commerce ;
- 2<sup>o</sup>) - certains commerçants et commerçantes, dans la proportion d'un sur cinq, ayant cinq années d'inscription au registre du commerce, le choix étant fait par une commission.

Une telle composition a paru, à bon droit, dangereuse au rapporteur de la Commission de l'Intérieur de l'Assemblée Nationale, Monsieur RABIER. Du fait que la seconde catégorie d'électeurs doive son inscription à l'arbitraire d'une commission, il est à craindre, en effet, que des considérations d'ordre racial ou ethnique puissent, par ce biais, se faire jour à nouveau malgré toutes les garanties prises par la loi pour préserver l'impartialité du choix.



Aussi, le système proposé par M. RABIER à la Commission de l'Intérieur de l'Assemblée Nationale et voté par cette Assemblée nous paraît-il plus judicieux du fait qu'il ne laisse place à aucun arbitraire dans l'établissement des listes électorales. Etre citoyen français, être domicilié depuis cinq ans dans le ressort de la Chambre de Commerce, être imposé depuis la même date aux B.I.C., être inscrit depuis plus de dix ans au registre du commerce et exercer sans interruption l'activité commerciale, telles sont les conditions désormais exigées de l'électeur.

Cette unification de la composition du collège électoral est indiscutablement souhaitable. Nous ne pouvons donc qu'approuver cette initiative de l'Assemblée Nationale, substituant ces dispositions à celles que nous demandait d'adopter le Gouvernement dans son texte.

Enfin, l'application du système de la "catégorisation" des collèges électoraux proposé par le Gouvernement dans sa lettre rectificative N° 4149 et voté par l'Assemblée Nationale sur proposition de sa commission de l'Intérieur, est également prévue.

Cette institution qui tend, elle aussi, à rapprocher la législation métropolitaine et la législation algérienne, doit permettre, ainsi que l'espère le texte gouvernemental, "à chaque Chambre de Commerce de mieux se consacrer à la gestion des intérêts essentiels qui caractérisent la région qu'elle représente et des services publics dont elle a la charge". Elle nous paraît donc éminemment souhaitable.

Mais, il ne faudrait pas que sous le couvert de cette institution, nouvelle en Algérie, soit maintenue, entre les différents éléments de la population algérienne, une répartition aussi arbitraire et injuste que celle qui existait avant guerre.

Or, il est certain que l'introduction de certaines catégories de commerçants (ou même de non commerçants, comme c'est le cas des pilotes et officiers de la marine marchande auxquels l'article 1er se réfère) qui sont d'un accès difficile pour la population musulmane risque d'annihiler l'heureuse portée de la réforme projetée.

Il convient donc de prévoir, de façon catégorique, l'égalité des sièges entre les représentants des différentes catégories de la population, de même qu'est prévue la catégorisation des collèges électoraux suivant les professions.

.../...



Dans ce but, nous estimons nécessaire l'adoption d'un amendement à l'article 4 bis tendant à rédiger le début de cet article ainsi qu'il suit :

"Les sièges des Chambres de Commerce sont répartis par moitié entre représentants musulmans et non musulmans, et dans les conditions précisées à l'article 13 bis"...

D'autre part, il est certain que la Commission prévue par l'article 6 serait plus judicieusement composée si elle prévoyait une représentation plus conséquente de représentants de la population musulmane.

Dans ce but, votre Commission vous propose de la compléter ainsi qu'il suit :

3°) - du Président de la Chambre de Commerce et d'un délégué représentant le collège musulman ; de deux membres de cette Chambre, désignés par le Préfet, l'un d'eux représentant le collège musulman...

5°) - du maire de la ville chef-lieu de l'arrondissement ou de la ville la plus importante lorsque la circonscription n'est composée que d'une partie d'arrondissement et de son adjoint représentant le collège musulman ;

6°) - de deux délégués du Préfet, l'un représentant le collège musulman.

Telles sont les principales dispositions contenues dans le présent projet de loi dont on ne peut que souhaiter le vote et la promulgation rapides afin que les départements algériens puissent procéder prochainement à des élections consulaires que, nous ne cessons d'y insister, la situation actuelle révèle comme indispensables.

Dans ce but, votre Commission vous propose d'adopter le projet de loi, ainsi modifié :

.../...



PROJET DE LOIArticle 1er.

Les membres des Chambres de Commerce d'Algérie sont élus par un collège électoral unique qui comprend :

(le reste dans changement)

Articles 2 et 3

.....

Article 4

(conforme)

Article 4 bis

Les sièges des Chambres de Commerce sont répartis par moitié entre représentants musulmans et non musulmans, dans les conditions précisées à l'article 13 bis.....

(le reste sans changement)

Article 5

(conforme)

Article 6

Les Commissions visées à l'article précédent sont composées, chacune :

- 1°) - du Président du Tribunal de Commerce ou, à défaut de Tribunal de Commerce dans la circonscription, du Président du Tribunal Civil;
- 2°) - d'un juge au Tribunal de Commerce désigné par le Premier Président de la Cour d'Appel ou, à défaut de Tribunal de Commerce, d'un juge au Tribunal Civil désigné dans les mêmes conditions;
- 3°) - du Président de la Chambre de Commerce et d'un Délégué représentant le collège musulman, de deux membres de cette Chambre désignés par le Prefet, l'un d'eux représentant



le collège musulman; le Président de la Chambre de Commerce doit obligatoirement se faire représenter par un délégué lorsqu'il est en même temps Président du Tribunal de Commerce;

4°) - de quatre conseillers généraux élus par le Conseil Général à raison de deux par collège et choisis autant que possible parmi les membres élus dans les circonscriptions incluses dans l'arrondissement considéré;

5°) - du maire de la ville chef-lieu de l'arrondissement ou de la ville la plus importante lorsque la circonscription n'est composée que d'une partie d'arrondissement et de son adjoint représentant le collège musulman;

6°) - de deux délégués du Prefet, l'un représentant le collège musulman;

Le Président du Tribunal de Commerce ou, à défaut, le Président du Tribunal Civil, préside la Commission. En cas d'absence, il est suppléé par le juge au tribunal de commerce ou par le juge au tribunal civil. La voix du Président est prépondérante en cas de partage égal des voix.

Articles 7 à 17

(conformes)



— 2 — 2 — 2 — 2 — 2 — 2 — 2 — 2 — 2 — 2 — 2 — 2 — 2 — 2 — 2 —

Présidence de M. RUPIED, Président d'âge

.....

Séance du vendredi 14 janvier 1955

[illegible]

La séance est ouverte à 11 heures 15

$$-\frac{1}{2} - \frac{1}{2} - \frac{1}{2} - \frac{1}{2} - \frac{1}{2} - \frac{1}{2} - \frac{1}{2} - \frac{1}{2} -$$

Absents : MM. PIDOUX DE LA MADUERE, RESTAT, VAUTHIER, WACH.

\* \* \*

/ . . .



I. 14.1.55.

ML.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

- 2 -

## Ordre du Jour

-----

COMMISSION DE L'INTERIEUR (Administration

- Constitution du Bureau. et Communale, Algérie)

-----

---

Présidence de Compte-rendu, Président

M. RUPIED, Président d'âge, ouvre la séance.

L'ordre du jour appelle l'élection du Bureau de la Commission.

Séance du jeudi 20 janvier 1955

A l'unanimité, moins deux voix, la Commission décide de réélire, à main levée, le Bureau sortant.

Sont donc nommés :

Président : M. Léon Muscatelli  
 Vice-Présidents: MM. Verdeille  
 Franck-Chante  
 Secrétaires : MM. Vauthier  
 Gadoin.

Présents Après les remerciements d'usage du Président,

La séance est levée à 11 heures 25.

Excusés : MM. Raymond BONNEVOUS, BOUZI, CHAMPEL, ADOLPHE SCARU,  
 DEUTSCHMANN, FRANCK-CHANTE, Robert GADOIN,  
 MONTPIED, SCHWARTZ.

Suppléants: MM. DUPIC, Léo HANG, Le Président

Absents : MM. Martial PROUSSE, KALEMARI de LA MONTAIGNE, Georges  
 HARBANE, PIC, PÉDOU, MADURE, RESTAT,  
 VAUTHIER, WACH.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE



ML.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

- Rapport de M. Farouk sur l'état de l'Algérie en 1954  
relatif au régime d'Algérie

COMMISSION DE L'INTERIEUR (Administration  
Générale, Départementale et Communale, Algérie)

-----

Présidence de M. MUSCATELLI, Président

Mme Devaud, rapporteur

-----

qui ont été proposés  
et je dois vous dire  
semble par  
National

Séance du jeudi 20 janvier 1955

Vous avez  
posé par M. Farouk

-----

La séance est ouverte à 10 heures 35

-----

tre par  
dans certains  
agissant à la  
l'Assemblée  
faire respecter  
une répartition  
collaborer.

Présents : MM. DELRIEU, Mme Marcelle DEVAUD, MM. ENJALBERT,  
GADOIN, Waldeck L'HUILLIER, LODEON, MAHDI, Léon  
MUSCATELLI, Marcel RUPIED, SOLDANI, VERDEILLE,  
Zussy.

Excusés : MM. Raymond BONNEFOUS, BOZZI, CHAMPEIX, André CORNU,  
DEUTSCHMANN, FRANCK-CHANTE, Robert GRAVIER,  
MONTPIED, SCHWARTZ.

Suppléants: MM. DUPIC, Léo HAMON, PINTON.

Absents : MM. Martial BROUSSE, KALENZAGA, de LA GONTRIE, Georges  
MARRANE, PIC, PIDOUX DE LA MADUERE, RESTAT,  
VAUTHIER, WACH.



Ordre du Jour

- Rapport de Mme Devaud sur le projet de loi (n° 606, année 1954) relatif au régime électoral des Chambres de commerce d'Algérie.

-\*-

Compte-rendu

M. LE PRESIDENT ouvre la séance et donne la parole à Mme Devaud, rapporteur.

Mme DEVAUD.- J'ai étudié toutes les différentes solutions qui ont été proposées à la Commission, lors de sa dernière séance et je dois vous faire part de mon embarras, car aucune ne me semble préférable à l'adoption pure et simple de l'Assemblée Nationale.

Vous avez rejeté à une grosse majorité le système proposé par M. Tamzali.

La solution préconisée par M. Léo Hamon me paraît, d'autre part, extrêmement peu pratique, à appliquer. Je me suis donc orientée vers la solution qui semblait recueillir votre agrément à la fin de la dernière séance : adoption du texte de l'Assemblée Nationale, assortie d'une recommandation tendant à faire respecter, dans la constitution des listes de candidats, une répartition aussi satisfaisante que possible, entre les deux collèges.

Je voudrais savoir si cette solution aurait l'assentiment de nos collègues musulmans.

M. MAHDI.- Je crois, en effet, que la solution de M. Tamzali était inapplicable. Je me rallie, dans ces conditions, à la solution de Mme Devaud.

M. LE PRESIDENT.- Je pense que la Commission est donc unanime à adopter le texte de l'Assemblée Nationale. et vous me permettrez de me réjouir de l'adhésion, à cette solution, de nos collègues musulmans.

/...



I.20.I.55.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

- 3 -

J.V.

Je mets aux voix les conclusions de Mme Devaud.

Celles-ci sont adoptées à l'unanimité.

La séance est levée à 11 heures.

Le Président,

*Le Président*

Séance du Jeudi 27 Janvier 1955

La séance est ouverte à 11 heures 30

Présents : MM. Raymond BONNEPONS, BOSSI, Martial MAURON, CHAMPIET, André GOSN, Mme Marcelle DEVAUD, MM. ENJALBERT, FRANCK-GRANT, Jacques MAISON, Robert GRAVIER, Ed. LA GOUTTE, LEBON, Adolphe MANDI, MONTIER, Léon MONTAUDO, FLO. MESTAT, Marcel MURIED, SOUVART, SOLIMET, VERDELLA.

Excusés : MM. DELRIEU, DEUTSCHMANN, VIGET.

Suppléants : MM. PINSON, Benoit MAILLARD.

Absents : MM. BALLETAGE, Valdeck D'AVILLIER, Georges MARRAS, TIBOUT de LA MAIRIE, LAURENCE, SAUS.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE



## CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

J.V.

ORDRE DU JOUR

## COMMISSION DE L'INTERIEUR

(ADMINISTRATION GENERALE, DEPARTEMENTALE

ET COMMUNALE, ALGERIE)

-:-:-:-:-

Présidence de M. MUSCATELLI, Président

-:-:-:-:-

Séance du Jeudi 27 Janvier 1955

-:-:-:-

La séance est ouverte à 11 Heures 30

-:-:-

Présents : MM. Raymond BONNEFOUS, BOZZI, Martial BROUSSE,  
CHAMPEIX, André CORNU, Mme Marcelle DEVAUD,  
MM. ENJALBERT, FRANCK-CHANTE, Jacques GADOIN,  
Robert GRAVIER, de LA GONTRIE, LODEON, Abdallah  
MAHDI, MONTPIED, Léon MUSCATELLI, PIC, RESTAT,  
Marcel RUPIED, SCHWARTZ, SOLDANI, VERDEILLE,

Excusés : MM. DELRIEU, DEUTSCHMANN, ZUSSY.

Suppléants : MM. PINTON, Benmiloud KHELLADI.

Absents : MM. KALENZAGA, Waldeck L'HUILLIER, Georges MARRANE,  
PIDOUX de LA MADUERE, VAUTHIER, WACH.

-:-:-

../..



- 2 -

ORDRE DU JOUR

## I - Rapports de M. Rupied sur :

- a) le projet de loi (n° 760, année 1954), tendant à modifier l'article 23 de la loi du 10 août 1871 en ce qui concerne la seconde session ordinaire des Conseils Généraux ;
- b) la proposition de loi (n° 761, année 1954), relative à la responsabilité des départements à la suite des accidents subis par les membres du Conseil Général.

## II - Désignation d'un rapporteur pour la proposition de résolution (n° 745, année 1954) de M. Pic, concernant les sinistrés de la Drôme.

-:-

COMPTE RENDU

M. MUSCATELLI, Président, ouvre la séance et donne la parole à M. Rupied pour son premier rapport.

M. RUPIED.- Mes chers collègues, l'objet du présent projet de loi est de retarder l'ouverture de la 2ème session des Conseils Généraux.

L'article 23, alinéa 3 de la loi du 10 août 1871 relative aux Conseils généraux dispose que :

"La deuxième session s'ouvre entre le 15 août et le 1er octobre, au jour fixé par le Conseil général dans sa deuxième session. Elle a une durée maximum d'un mois et doit être close au plus tard le 3 octobre".

.../...



- 3 -

Cette seconde session est celle au cours de laquelle les Conseils généraux votent le budget primitif du prochain exercice.

Il est apparu, à l'expérience, que les dates prévues par la loi de 1871 étaient critiquables à deux titres ; tout d'abord, en raison des vacances, les mois d'août et de septembre sont peu pratiques pour la réunion des conseillers généraux ; par ailleurs, les budgets, pour pouvoir être soumis en temps utile aux assemblées départementales, doivent être préparés aux mois de juin et juillet, c'est-à-dire à une date trop éloignée du début du prochain exercice.

Le texte voté par l'Assemblée Nationale a donc modifié comme suit les 3<sup>me</sup> et 5<sup>me</sup> alinéas de l'article 23 de la loi du 10 août 1871 :

Troisième alinéa : "La deuxième session s'ouvre entre le 1<sup>er</sup> septembre et le 30 octobre, au jour fixé par le Conseil général dans sa première session. Elle a une durée maximum d'un mois et doit être close au plus tard le 15 novembre."

Cinquième alinéa.- "Si le Conseil général ou la commission départementale n'ont pas pris de décision, l'ouverture de la première session aura lieu, de plein droit, l'avant-dernier lundi du mois d'avril ; l'ouverture de la deuxième session aura lieu le premier lundi qui suit le 1<sup>er</sup> septembre".

Des renseignements statistiques que votre Rapporteur a demandés au Ministère de l'Intérieur, il ressort que les dates retenues par l'Assemblée Nationale ne sont pas les meilleures possibles et sont encore trop éloignées du début des exercices.

En effet, sur 90 départements, on peut constater que : en 1952 : 20 départements avaient voté leur budget à la date du 30 octobre ;

.../...



- 4 -

en 1953 : 14 départements avaient voté leur budget à la date du 30 octobre ;

en 1954 : 33 départements avaient voté leur budget à la date du 30 octobre.

A la date du 15 novembre,

24	départements	avaient	voté	leur	budget,	en	1953,
18	"	"	"	"	"	"	1954,
44	"	"	"	"	"	"	1955.

A la date du 1er décembre :

41	départements	avaient	voté	leur	budget,	en	1953,
31	"	"	"	"	"	"	1954,
58	"	"	"	"	"	"	1955.

Enfin, à la date du 15 décembre,

63	départements	avaient	voté	leur	budget,	en	1953,
73	"	"	"	"	"	"	1954,
81	"	"	"	"	"	"	1955.

Cette statistique m'a amené à penser qu'il serait souhaitable de modifier les dates prévues par l'Assemblée Nationale et de rédiger comme suit les 3me et 5me alinéas sus-visés :

Troisième alinéa : "La deuxième session s'ouvre entre le 1er octobre et le 30 novembre, au jour fixé par le Conseil général dans sa première session. Elle a une durée maximum d'un mois et doit être close au plus tard le 15 décembre".

Cinquième alinéa : "Si le Conseil général ou la Commission départementale n'ont pas pris de décision, l'ouverture de la première session aura lieu, de plein droit, l'avant-dernier lundi du mois d'avril ; l'ouverture de la deuxième session aura lieu le premier lundi qui suit le 1er octobre."

.../...



- 5 -

M. LE PRESIDENT.- Je mets aux voix les conclusions de M. Rpiéd.

Ces conclusions sont adoptées à l'unanimité.

M. RUPIED.- Le présent projet de loi tend à étendre aux Conseils généraux les principes de la loi du 8 novembre 1941 ayant décidé que les communes sont civilement responsables des accidents subis par les maires et conseillers municipaux dans l'exercice de leurs fonctions.

Je suis d'accord sur le principe. Le texte de l'Assemblée Nationale me paraissant toutefois incomplet, je vous proposerai de le compléter par un article nouveau ainsi rédigé :

"Les indemnités principales et accessoires à la charge du Conseil Général ne sauraient se cumuler avec celles légalement recouvrées sur les tiers responsables, le Conseil général restant juge de la question de savoir s'il entend, dans des cas spéciaux, octroyer et fixer une indemnité complémentaire ou compensatrice.

"Le Conseil général sera juge de la question de savoir si l'accident s'est produit dans l'exercice ou à l'occasion des fonctions et mandat et ne sera pas tenu des dommages causés aux tiers par la faute du Conseiller général.

"Pour le calcul de l'indemnité, il est établi une parité de base entre les fonctions de Conseiller général et celles de membre de Tribunal administratif.

.../...



- 6 -

"En cas de désaccord sur le montant de l'indemnité et les questions accessoires, le Tribunal administratif arbitrera le conflit".

M. de LA GONTRIE.- Je me permets d'attirer l'attention de la Commission sur ce texte, qui sera d'une application extrêmement délicate. Régler toute l'affaire par un seul article additionnel me paraît insuffisant et je souhaiterais que nous eussions, avant d'en décider, l'avis de la Commission de la Justice. Je signale, d'ores et déjà, qu'il me paraît critiquable de rendre les tribunaux administratifs compétents en matière de litiges.

Vous savez que les tribunaux administratifs ne reconnaissent pas les préjudices moraux et refusent de les indemniser.

Je crois que la compétence des tribunaux civils serait préférable et plus favorable aux magistrats départementaux.

M. RUPIED.- Je puis assurer M. de La Gontrie que la difficulté du problème ne m'a pas échappé. C'est pour cela que j'ai essayé de préciser le plus possible le texte de l'Assemblée Nationale, mais si un article supplémentaire paraît trop bref à M. de La Gontrie, je puis lui assurer qu'il est chimérique de penser tout prévoir dans un domaine aussi difficile.

Je vous avouerai d'ailleurs que, personnellement, je suis hostile à ce genre de législation qui veut tout prévoir, tout indemniser.

J'ai été Maire et Conseiller général pendant de longues années et, quand j'ai eu des accidents, j'en ai supporté les frais comme le fait tout citoyen.

M. MUSCATELLI.- Je crois savoir que la Commission de la Justice doit examiner cette affaire incessamment. Nous pourrions peut-être, si vous le vouliez bien, renvoyer la suite du débat à jeudi prochain.

(Assentiment).

.../...



CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

J.V.

- 7 -

M. VERDEILLE est nommé rapporteur de la proposition de résolution (n° 745, année 1954) tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour venir en aide aux populations et aux collectivités locales du département de la Drôme, victimes de la tornade et des inondations de décembre 1954.

La séance est levée à 12 heures 15.

Présidence de M. Léon VERDEILLE, Président

Le Président,

*Verdeille*

La séance est levée à 12 heures 15

Présents : MM. Raymond BOURGEOIS, ROGER CHAMBERLAIN, DOMINIQUE DEUTSCHMANN, M. Raymond GILBERT, M. GILBERT, FRANÇOIS CHATEL, Jacques GILBERT, Adolphe MARTEL, Léon VERDEILLE, M. GILBERT, M. GILBERT, M. GILBERT, M. GILBERT.

Excusés : M. André GILBERT, M. GILBERT, M. GILBERT, M. GILBERT, M. GILBERT, M. GILBERT, M. GILBERT, M. GILBERT.

Suppléant : M. Raymond VERDEILLE.

Absents : M. Marcel GILBERT, M. GILBERT, de la GILBERT, Jacques GILBERT, M. GILBERT, de la GILBERT, GILBERT, GILBERT, GILBERT, GILBERT.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE



CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

J.V.

## COMMISSION DE L'INTERIEUR

(ADMINISTRATION GENERALE, DEPARTEMENTALE

ET COMMUNALE, ALGERIE)

Présidence de M. Léon MUSCATELLI, Président

Séance du Jeudi 3 Février 1955

La séance est ouverte à 10 heures 30

Présents : MM. Raymond BONNEFOUS, BOZZI, CHAMPEIX, DELRIEU, DEUTSCHMANN, Mme Marcelle DEVAUD, MM. ENJALBERT, FRANCK-CHANTE, Jacques GADOIN, Abdallah MAHDI, Léon MUSCATELLI, PIC, RESTAT, Marcel RUPIED, SCHWARTZ.

Excusés : MM. André CORNU, Robert GRAVIER, Waldeck L'HUILLIER, LODEON, MONTPIED, VERDEILLE, ZUSSY.

Suppléant : M. Benmiloud KHELLADI.

Absents : MM. Martial BROUSSE, FLORISSON, de LA GONTRIE, Georges MARRANE, PIDOUX de LA MADUERE, SOLDANI, VAUTHIER, WACH.

../..



ORDRE DU JOUR

- I - Rapport de M. Verdeille sur le projet de loi (n° 690, année 1954) portant relèvement des pensions d'invalidité allouées aux sapeurs-pompiers communaux volontaires.
- II - Désignation d'un rapporteur pour la proposition de loi (n° 15, année 1955) appliquant à l'Algérie la loi du 30 août 1947 sur les dommages de guerre.

-:-

COMPTE RENDU

M. MUSCATELLI, Président, ouvre la séance.

En l'absence de M. Verdeille, il donne lecture du rapport de celui-ci, qui tend à l'adoption conforme du texte voté par l'Assemblée Nationale.

Les conclusions de M. Verdeille sont adoptées sans débat à l'unanimité.

M. DELRIEU est nommé rapporteur de la proposition de loi (n° 15, année 1955) appliquant à l'Algérie la loi du 30 août 1947 sur les dommages de guerre.

La séance est levée à 10 Heures 45.

Le Président,

*Verdeille*



CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

COMMISSION DE L'INTERIEUR

(ADMINISTRATION GENERALE, DEPARTEMENTALE ET COMMUNALE, ALGERIE)

-----

Présidence de M. Léon MUSCATELLI, président

-----

Séance du jeudi 3 mars 1955

-----

La séance est ouverte à 10 h. 30

---

Présents : MM. Raymond BONNEFOUS, BOZZI, Martial BROUSSE, DELRIEU, ENJALBERT, FRANCK-CHANTE, Robert GRAVIER, Waldeck L'HUILLIER, MONTPIED, Léon MUSCATELLI, PIC, Marcel RUPIED, SCHWARTZ, SOLDANI.

Excusés : MM. CHAMPEIX, André CORNU, DEUTSCHMANN, Mme Marcelle DEVAUD, MM. Jacques GADOIN, LODEON, PIDOUX de la MADUERE, VERDEILLE, ZUSSY.

Absents : MM. KALENZAGA, de LA GONTRIE, Abdallah MAHDI, Georges MARRANE, RESTAT, VAUTHIER, WACH.

---

.../...



ORDRE DU JOUR

I - Suite de l'examen du rapport de M. Rupied sur la proposition de loi (n° 761, année 1954) relative à la responsabilité des départements à la suite des accidents subis par les membres du Conseil Général.

II - Rapport de Mme Devaud sur la proposition de résolution (n° 668, année 1954) de M. Debré, tendant à inviter le Gouvernement à fusionner les corps d'administrateurs civils en un nombre limité de grands corps ayant vocation pour plusieurs ministères.

III - Rapport de M. Delrieu sur la proposition de loi (n° 15, année 1955) portant application à l'Algérie de la loi n° 47-1631 du 30 août 1947 instituant une allocation d'attente en faveur des sinistrés par faits de guerre et des lois n° 49-538 du 20 avril 1949 et n° 50-1034 du 22 août 1950 complétant et modifiant l'article 6 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre.

IV - Désignation de rapporteurs :

- a) pour la proposition de résolution (n° 11, année 1955) de M. Plazanet concernant les victimes des inondations dans le département de la Seine ;
- b) pour la proposition de loi (n° 55, année 1955) étendant à l'Algérie la législation sur l'urbanisme et le permis de construire et la loi n° 53-683 du 6 août 1953 accordant des facilités supplémentaires en vue de l'acquisition de terrains nécessaires à la construction d'habitations et à l'aménagement de zones affectées à l'habitation ou à l'industrie ;
- c) pour la proposition de résolution (n° 49, année 1955) de M. Brettes, tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions pour venir en aide aux sinistrés, à accorder aux communes des dotations financières complémentaires leur permettant de faire face aux dévastations, à saisir le Parlement d'un projet de loi portant création d'une Caisse nationale de secours en faveur des victimes des calamités publiques ;
- d) pour la proposition de loi (n° 22, année 1955) de M. Armengaud tendant à modifier et à compléter l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires relatives aux conditions d'entrée, de circulation, de séjour et de travail des étrangers en France.



- 3 -

COMPTE RENDU

M. MUSCATELLI, président, ouvre la séance et donne la parole à M. Rupied.

M. RUPIED.- Mes chers Collègues, mon travail de rapporteur dans l'affaire présente a été un travail de conciliation entre deux positions opposées : celle de la Commission de la Justice, saisie pour avis, et celle de l'Association des Présidents de Conseils Généraux.

M. Rupied donne lecture de son rapport et conclut :

Le texte élaboré par votre Commission de la Justice est le suivant :

"Article premier

"Le département est tenu de réparer le préjudice tant matériel que moral subi par le président du conseil général à la suite d'un accident survenu dans l'exercice de ses fonctions.

"Le département est subrogé dans les droits et actions de la victime de l'accident contre les tiers qui ont causé le dommage.

"Article 2

"Les dispositions de l'article premier ci-dessus s'appliquent aux conseillers généraux lorsqu'ils sont victimes, dans l'exercice de leurs fonctions, d'accidents survenus, soit à l'occasion des sessions du Conseil général ou des réunions des commissions dont ils sont membres, soit au cours de l'exécution d'un mandat spécial.

"Article 3

"Les contestations relatives à l'application de la présente loi seront jugées par les tribunaux administratifs."

L'Association des Présidents de Conseils Généraux est d'accord avec la Commission de la Justice sur deux points : le premier consiste à modifier le texte de l'Assemblée Nationale qui est inacceptable, le second consiste à faire juger les contestations relatives à l'application de la présente loi par les tribunaux administratifs.

.../...



- 4 -

La Commission de la Justice, dans un souci de bonne rédaction juridique, a adopté une formule de réparation très souple qui a pour conséquence de mettre au passif des départements une charge financière qui peut être, dans certains cas, considérable. L'Association des Présidents de Conseils Généraux s'est placée, elle, au point de vue de la sauvegarde des finances départementales et précise de façon très exacte le champ d'application de la loi.

Votre Commission de la Justice entend s'en tenir au droit commun pour la réparation inconditionnelle du préjudice tant matériel que moral subi par les conseillers généraux; les représentants des conseillers généraux, par contre, et je partage sur ce point leur avis, estiment qu'il importe de fixer le plus exactement possible les incidences de la loi et de donner des bases concrètes au calcul des indemnités en se référant à la loi sur les accidents du travail. J'ai donc été conduit à vous proposer le texte suivant :

#### "Article premier

"Est à la charge du département dans les conditions déterminées par la présente loi, la réparation du dommage résultant pour le président du Conseil général de l'accident survenu par le fait ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, notamment pendant le trajet de sa résidence au lieu où ses fonctions sont exercées, et vice versa, quelle que soit la cause de l'accident, à l'exclusion de la faute intentionnelle de la victime. Le département est subrogé dans les droits et actions de la victime de l'accident.

#### "Article 2

"Bénéficient également des dispositions de la présente loi les conseillers généraux, lorsqu'ils sont victimes dans l'exercice de leurs fonctions de l'accident survenu, soit à l'occasion des sessions du Conseil général ou des réunions des commissions dont ils sont membres, soit au cours de l'exécution d'un mandat spécial.

#### "Article 3

"Les prestations accordées au bénéficiaire de la présente loi comprennent :

"1°) La couverture des frais médicaux, chirurgicaux, pharmaceutiques et accessoires et, d'une façon générale, la prise en charge des frais nécessités par le traitement et la réadaptation fonctionnelle de la victime ;

.../...



- 5 -

"2°) une indemnité journalière dans le cas d'incapacité temporaire ;

"3°) une rente si la victime est atteinte d'une incapacité permanente, totale ou partielle ;

"4°) en cas de mort, une rente est servie au conjoint, aux descendants et, s'ils étaient à la charge de la victime, aux ascendants ;

"5°) en cas d'accident de trajet, la réparation du dommage causé au véhicule dont la victime de l'accident avait la garde.

"Le taux et les modalités des indemnités temporaires et des rentes prévues par le présent article, sont fixés par le Conseil Général, dans l'exercice des pouvoirs qu'il tient dans l'article premier de la loi n° 47-588 du 4 avril 1947, par l'application de l'article 38 de la loi de finances du 27 février 1912, modifiée par l'article 49 de la loi de finances du 30 juillet 1913.

#### "Article 4

"Les contestations relatives à l'application de la présente loi seront jugées par les tribunaux administratifs."

M. LE PRESIDENT.- Personne ne demandant plus la parole dans la discussion générale, nous allons passer à l'examen des articles.

#### Article premier

M. DELRIEU.- Je ferai une objection à la rédaction de notre rapporteur bien que je sois, au fond, d'accord avec lui. Je lui proposerai de supprimer la fin de la première phrase à partir de "notamment..." en effet, le premier principe de réparation qu'elle pose est plus étendu que le second et la rédaction adoptée ne restreint pas le champ d'application de la loi mais se borne à en préciser l'application, cela me paraît inutile.

M. LE PRESIDENT.- Je me permets de partager le sentiment de M. Delrieu. En effet, le texte faisant référence à la législation sur les accidents du travail/a précisé la notion de trajet, il me paraît inutile de préciser à nouveau cette notion à l'article premier.

.../...



- 6 -

M. PIC.- Je suis également d'accord avec M. Delrieu et M. Muscatelli car je crois qu'il serait très dangereux de calquer ce texte sur la loi sur les accidents du travail en matière de trajet. Vous savez, en effet, que pour les accidents du travail, le terme de "trajet" a une signification très restrictive. N'est considérée comme trajet que la distance la plus courte qui sépare le domicile du lieu du travail. Cette définition est inacceptable pour un président de conseil général. Je prends le cas de mon département, par exemple, où la voie la plus courte pour aller à la préfecture est la Nationale 7, qui est encombrée comme vous le savez et qu'évitent, de ce fait, tous les conseillers généraux. Il ne faudrait pas qu'un conseiller général qui n'emprunterait pas la route la plus courte soit exclu du champ d'application de la loi.

M. RUPIED.- Je supprimerai donc la fin de la première phrase de l'article premier.

#### Article 2

M. RUPIED.- Cet article n'appelle aucune observation de ma part, il est à peu près conforme à celui de l'Assemblée Nationale.

#### Article 3

M. MONTPIED.- Plutôt que d'énumérer toutes les prestations accordées aux bénéficiaires de la présente loi, je crois qu'il serait préférable d'obliger les conseils généraux à assurer les conseillers généraux dans l'exercice de leurs fonctions.

M. RUPIED.- Cela me paraît impossible car les conseillers généraux ont des situations personnelles très différentes.

M. MONTPIED.- Les assurances en matière de sécurité sociale comportent un plafond quelle que soit la situation des assurés; nous pourrions très bien faire de même.

M. PIC.- Je crois que la solution la meilleure consisterait à préciser que les indemnités allouées en cas d'accident sont calculées sur les bases des indemnités journalières attribuées au conseillers généraux au cas de session, ces indemnités étant considérées comme étendues à l'année entière.

M. RUPIED.- Je suis d'accord et modifierai mon texte en conséquence.

.../...



- 7 -

Article 4

M. RUPIED.- Cet article n'appelle de ma part aucune observation.

L'ensemble du texte est adopté à l'unanimité.

\*

\* \*

Le rapport de M. Delrieu sur la proposition de loi (n° 15, année 1955) portant application à l'Algérie de la loi n° 47-1631 du 30 août 1947 instituant une allocation d'attente en faveur des sinistrés par faits de guerre et des lois n° 49-538 du 20 avril 1949 et n° 50-1034 du 22 août 1950 complétant et modifiant l'article 6 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, est adopté sans débat, le texte de l'Assemblée Nationale n'étant pas modifié.

\*

\* \*

M. Verdeille est nommé rapporteur :

- de la proposition de résolution (n° 11, année 1955) de M. Plazanet concernant les victimes des inondations dans le département de la Seine et
- de la proposition de résolution (n° 49, année 1955) de M. Brettes tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions pour venir en aide aux sinistrés, à accorder aux communes des dotations financières complémentaires leur permettant de faire face aux dévastations, à saisir le Parlement d'un projet de loi portant création d'une Caisse nationale de secours en faveur des victimes des calamités publiques.

M. Delrieu est nommé rapporteur de la proposition de loi (n° 55, année 1955) étendant à l'Algérie la législation sur l'urbanisme et le permis de construire et la loi n° 53-683 du 6 août 1953 accordant des facilités supplémentaires en vue de l'acquisition de terrains nécessaires à la construction d'habitations et à l'aménagement de zones affectées à l'habitation ou à l'industrie.

.../...



CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

- 8 -

M. Schwartz est nommé rapporteur de la proposition de loi (n° 22, année 1955) de M. Armengaud tendant à modifier et à compléter l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires relatives aux conditions d'entrée, de circulation, de séjour et de travail des étrangers en France.

La séance est levée à 11 heures 45.

(ADMINISTRATION GÉNÉRALE, DÉPARTEMENTALE ET COMMUNALE, ALGERIE)

Le Président,

Présidence de M. Léon MURAT, président

Séance du jeudi 10 mars 1955

La séance est ouverte à 10 heures 30

Présence : MM. BOUÏE, CHAFFET, DEUTSCHMANN, ENJALBERT, FLORENTIN, FRISCH-CHARTRE, Jacques GADOIS, Robert GRAYES, Edouard LAMILLIER, Georges MARRAS, MONTPIED, Léon MURAT, Marcel RUPIN, SOLMANI, TREMBIER, WACH, ZIGGY.

Excusés : MM. Raymond DORRIGNON, André GUYOT, DELATRE, Mlle Marcelle BEVARD, M. LUDON, SCHWARTZ.

Absents : M. Martial BOUSSON, de la GASTRIE, Abdallah MARI, FIO, FIOUX de la FADURIE, HESPAT, VAUTHIER.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE



## COMMISSION DE L'INTERIEUR

(ADMINISTRATION GENERALE, DEPARTEMENTALE ET COMMUNALE, ALGERIE)

-:-:-:-:-

Présidence de M. Léon MUSCATELLI, président

-:-:-:-:-

Séance du jeudi 10 mars 1955

-:-:-:-:-

La séance est ouverte à 10 heures30

-:-:-:-:-

Présents : MM. BOZZI, CHAMPEIX, DEUTSCHMANN, ENJALBERT,  
FLORISSON, FRANCK-CHANTE, Jacques GADOIN,  
Robert GRAVIER, Waldeck L'HUILLIER,  
Georges MARRANE, MONTPIED, Léon MUSCATELLI,  
Marcel RUPIED, SOLDANI, VERDEILLE, WACH,  
ZUSSY.

Excusés : MM. Raymond BONNEFOUS, André CORNU, DELRIEU,  
Mme Marcelle DEVAUD, MM. LODEON, SCHWARTZ.

Absents : MM. Martial BROUSSE, de LA GONTRIE, Abdallah  
MAHDI, PIC, PIDOUX de la MADUERE, RESTAT,  
VAUTHIER.

-:-:-:-



- 2 -

ORDRE DU JOUR

I - Examen d'un rapport supplémentaire de M. Verdeille sur le projet de loi (n° 690, année 1954) portant relèvement des pensions d'invalidité allouées aux sapeurs-pompiers communaux volontaires.

II - Nomination d'un rapporteur pour le projet de loi (n° 109, année 1955) relatif au recrutement, à l'avancement et au statut des magistrats du cadre des justices de paix d'Algérie.

--:--

COMPTE RENDU

M. Léon MUSCATELLI, président, ouvre la séance et donne la parole à M. Verdeille, rapporteur.

M. VERDEILLE.- Mes chers Collègues, j'ai l'honneur de vous proposer la nouvelle rédaction suivante de l'article premier du projet de loi dont je suis rapporteur :

"L'article 2 de la loi du 28 juillet 1927 est remplacé par les dispositions suivantes :

"Le montant de la pension viagère à laquelle ont droit les sapeurs-pompiers non professionnels atteints en service commandé d'une incapacité de travail permanente et totale est fixé par décret pris sur le rapport du Ministre de l'Intérieur, contresigné par les Ministres des Finances et du Budget, à parité avec la pension principale et les divers compléments accordés aux soldats invalides de guerre.

"La pension viagère pour incapacité permanente et partielle est fixée à une fraction de cette somme, d'après le taux d'invalidité apprécié de cinq en cinq à partir de 10 %".

L'adoption de cette disposition n'entraînerait que peu de conséquences sur le plan financier, compte tenu du nombre très faible des sapeurs-pompiers communaux pensionnés pour l'ensemble de la France. Ce nombre, en effet, n'excède pas 800.

.../...



- 3 -

La nouvelle rédaction que je vous propose n'entraînerait aucune modification pour les invalidités allant de 10 % à 80 %.

D'après les taux en vigueur au 30 avril 1954, qui devraient être relevés à la suite de l'application du plan quadriennal, les indemnités supplémentaires qui devraient être allouées seraient les suivantes :

- Invalidité de 85 %	34.632 Fr
" de 90 %	41.560 Fr
" de 95 %	55.416 Fr
" de 100%	69.272 Fr

Compte tenu du nombre total des pensionnés, du fait que 15 % d'entre eux seulement sont pensionnés à plus de 85 % et du fait, enfin, que toutes ces victimes du devoir sont volontaires, je vous propose de me suivre dans l'adoption de ce nouveau texte, l'article 2 restant inchangé.

Les conclusions du rapporteur sont adoptées à l'unanimité et sans débat.

\*

\*      \*

M. Enjalbert est ensuite nommé rapporteur du projet de loi (n° 109, année 1955) relatif au recrutement, à l'avancement et au statut des magistrats du cadre des justices de paix d'Algérie.

M. ENJALBERT.- Mes chers Collègues, étant donné l'urgence qu'il y a à adopter ce projet de loi, je vous demanderai de statuer immédiatement sur ses dispositions. Vous savez, en effet, que la situation des juges de paix en Algérie est très différente de celle des juges de paix dans la Métropole, étant donné la grande dimension des territoires sur lesquels s'étend leur compétence, ils jouent en Algérie un rôle beaucoup plus important qu'en France et leur compétence s'étend à des matières qui, en France, sont du ressort des tribunaux de première instance.

Jusqu'à présent, la situation des juges de paix algériens n'était pas semblable à celle de leurs collègues métropolitains car ils n'étaient pas admis sur concours. C'est chose faite

.../...



13

- 4 -

maintenant et c'est pourquoi il convient de les doter d'un statut semblable à celui de leurs collègues de France.

Je vous demanderai donc d'adopter sans modification le texte de l'Assemblée Nationale.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 11 heures.

Le Président,

*Edouard Bellet*

Président

Président

Absents



LL

COMMISSION DE L'INTERIEUR

(ADMINISTRATION GENERALE, DEPARTEMENTALE ET COMMUNALE, ALGERIE)

— — — — —

Présidence de M. MUSCATELLI, président

[illegible]

Séance du jeudi 24 mars 1955

— ♀ — ♀ — ♀ — ♀ — ♀ — ♀ — ♀ —

La séance est ouverte à 10 heures 30

— 3 —

Présents : MM. BOZZI, DEUTSCHMANN, ENJALBERT, Robert GRAVIER,  
Waldeck L'HUILLIER, MONTPIED, Léon MUSCATELLI,  
Marcel RUPIED, SCHWARTZ, ZUSSY.

Excusés : MM. Raymond BONNEFOUS, CHAMPEIX, André CORNU, DELRIEU,  
FRANCK-CHANTE, Jacques GADOIN, LODEON, SOLDANT.

Absents : Mme Marcelle DEVAUD, MM. FLORISSON, de LA GONTRIE,  
MAHDI Abdallah, Georges MARRANE, PIC, PIDOUX DE  
LA MADUERE, RESTAT, VAUTHIER, VERDEILLE, WACH.

— 4 —



ORDRE DU JOUR

- I - Premier échange de vues sur le budget du Ministère de l'Intérieur.
- II - Rapport de M. Delrieu sur le projet de loi (n° 55, année 1955) étendant à l'Algérie la législation sur l'urbanisme et le permis de construire et la loi n° 53-683 du 6 août 1953 accordant des facilités supplémentaires en vue de l'acquisition de terrains nécessaires à la construction d'habitations et à l'aménagement de zones affectées à l'habitation ou à l'industrie.
- III - Nomination d'un rapporteur pour la proposition de loi (n° 104, année 1955) tendant à rétablir les modalités d'élection des conseils municipaux établies par la loi du 5 avril 1884 en les complétant par certaines dispositions assurant l'égalité des moyens de propagande.

-:-

COMPTE RENDU

M. MUSCATELLI, PRESIDENT, ouvre la séance et, en l'absence de M. Delrieu, donne la parole à M. Enjalbert chargé de présenter son rapport.

M. ENJALBERT.- Mes chers Collègues, le texte adopté par l'Assemblée Nationale étend à l'Algérie les dispositions touchant à l'urbanisme, le permis de construire et certaines facilités supplémentaires en vue de l'acquisition de terrains nécessaires à la construction d'habitations et à l'aménagement de zones affectées à l'habitation ou à l'industrie. Ces mesures sont particulièrement justifiées. Elles développeront dans les trois départements algériens l'urbanisme et la construction. Comme en métropole, ces questions se placent au premier plan de l'actualité sociale.

Dès 1953, l'Assemblée Algérienne, consultée par le Gouverneur Général à ce sujet, avait émis un vœu favorable à l'adoption de ces textes, sous réserve de certaines adaptations destinées à tenir compte du statut.

.../...



Le texte adopté par l'Assemblée Nationale diffère du projet de loi déposé par le Gouvernement sur trois points, concernant tous l'article premier.

Depuis le dépôt du projet de loi, est intervenue la codification des textes relatifs à l'urbanisme et au permis de construire (décret du 26 juillet 1954).

C'est en raison de cette heureuse mise en ordre que les paragraphes premier, 2, 3, 4 de l'article premier du projet de loi ont pu être repris sous la forme succincte du premier alinéa nouveau du texte voté par l'Assemblée Nationale.

Par contre, à l'alinéa 2 nouveau, l'article 12 de la loi n° 53-683 du 6 août 1953, exclu par le Gouvernement de son projet de loi, a été inclus par l'Assemblée Nationale dans le texte voté par elle.

Cet article 12 stipule :

"Les actes, pièces et écrits qui concernent exclusivement l'application des articles 8 à 11 qui précèdent sont, à condition de s'y référer, implicitement dispensés du timbre et exonérés de tout droit d'enregistrement et d'hypothèque.

"Les honoraires des notaires et les salaires des conservateurs des hypothèques sont réduits de moitié".

Le deuxième alinéa est repris séparément dans le nouveau code sous l'article 150.

Une confusion semble s'être glissée à ce sujet entre les deux parties de cet article 12 : "l'une, a un caractère fiscal (droits de timbre, enregistrement et hypothèque) et l'autre, un aspect général (réduction des honoraires des notaires et conservateurs des hypothèques)."

Il convient de remarquer à ce sujet que la disposition à caractère fiscal est réservée par le statut de l'Algérie (loi du 20 septembre 1947, article 20) à l'Assemblée Algérienne, qui ne manquera pas de décider, j'en suis certain, dans le sens le plus large en faveur de l'habitat.

Je vous propose la suppression de cette disposition, pour éviter tout heurt d'interprétation du statut organique de l'Algérie.

Par contre, et ceci donne entière satisfaction à l'Assemblée Nationale, dont le rapporteur a spécifié l'intention (cf. rapport Rabier), je vous propose d'adopter la mesure d'ordre général,



I. 24.3.55

- 4 -

celle qui concerne la réduction de moitié des honoraires des notaires et des salaires des conservateurs des hypothèques.

Ainsi sont sauvegardées les prérogatives de l'Assemblée Algérienne et satisfaits les désirs de l'Assemblée Nationale. Cette modification se traduit matériellement par l'inscription de l'article 150 au paragraphe premier et par la suppression de l'article 12 au paragraphe 2.

Enfin, le paragraphe in fine du projet de loi gouvernemental, donnant délégation au Gouverneur Général pour l'application, a été supprimé par l'Assemblée Nationale par crainte d'abus dans l'application.

Je vous proposerai de vous ranger à l'avis de l'Assemblée Nationale.

En résumé, je vous propose d'adopter sans modification les articles 2 à 9 et d'adopter l'article premier du projet de loi dans la rédaction suivante :

Article premier

"Sont applicables à l'Algérie :

1°) les articles premier à 17, 19 à 47, 62 à 78, 82 à 86, 88 à 91, 93 à 118, 141 à 152 et 317 du Code de l'urbanisme et de l'habitation;

2°) les articles premier, 2, 4, 5, 13, 14, 17, 18 et 19, de la loi n° 53-683 du 6 août 1953 accordant des facilités supplémentaires en vue de l'acquisition de terrains nécessaires à la construction d'habitations et à l'aménagement de zones affectées à l'habitation ou à l'industrie."

Les conclusions du rapporteur sont adoptées à l'unanimité.

\*

\* \*

M. Deutschmann est nommé rapporteur de la proposition de loi (n° 104, année 1955) tendant à rétablir les modalités d'élection des conseils municipaux établies par la loi du 5 avril 1884 en les complétant par certaines dispositions assurant l'égalité des moyens de propagande.

La séance est levée à 11 heures.

Le Président,

*Benjamin*



## CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

COMMISSION DE L'INTERIEUR (ADMINISTRATION  
GENERALE, DEPARTEMENTALE ET COMMUNALE, ALGERIE)

-:-:-:-:-

Présidence de M. MUSCATELLI, Président

-:-:-:-:-

Séance du mercredi 30 mars 1955

-:-:-:-:-

La séance est ouverte à 15 heures

-:-:-:-:-

Présents : MM. Raymond Bonnefous, Bozzi, Champeix, Deutschmann,  
Mme Marcelle Devaud, MM. Enjalbert, Florisson,  
Jacques Gadoin, Robert Gravier, Waldeck L'Huillier,  
Léon Muscatelli, Pic, Restat, Schwartz,

Excusés : MM. André Cornu, Delrieu, Franck-Chante, Lodéon,  
Montpied, Soldani, Verdeille, Zussy.

Suppléants: MM. Paul Chevallier, Etienne Gay, Léo Hamon, Pinton,  
Réveillaud.

Absents : MM. Martial Brousse, de La Gontrie, Mahdi Abdallah,  
Georges Marrane, Pidoux de la Maduère, Marcel,  
Rupied, Vauthier, Wach.



I. 30.3.55.

- 2 -

Ordre du Jour

- Examen du projet de loi (n° 150, année 1955) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1955.

-\*-

Compte-rendu

Le Président M. MUSCATELLI ouvre la séance et donne la parole à M. Pic, rapporteur.

M. PIC.- Mes chers collègues, je crois qu'il est inutile de faire un exposé général sur le budget. Nous pouvons commencer immédiatement par l'examen des différents articles et chapitres.

Je voudrais, seulement, noter en commençant, que j'ai l'intention de poser au Ministre la question suivante : vous savez que le précédent Gouvernement, en vue d'accélérer les efforts de l'Etat en faveur des collectivités locales, avait créé trois sous-commissions spécialisées au Conseil National des services publics: Une commission de législation, une commission des finances et une commission chargée d'étudier la création de la caisse de prêts et d'équipement pour les communes.

Les travaux de la première commission ne sont pas très avancés ; les travaux de la seconde ont été suspendus devant la mauvaise volonté des fonctionnaires des finances; quant à la troisième commission, elle n'a siégé qu'une seule fois, le Ministère des Finances étant hostile à la Caisse et le Ministère de l'Intérieur n'étant pas très ardent à la défendre.

Je voudrais demander au Ministre s'il entend remédier à cet état de choses et suivre la voie du précédent Gouvernement dans ce domaine.

La Commission est d'accord.

/...



- 3 -

M. PIC.- Nous abordons ensuite l'examen des questions propres au personnel du Ministère de l'Intérieur. Depuis l'an dernier certaines mesures ont été prises pour améliorer la situation du corps préfectoral : augmentation des classes personnelles des préfets, nomination de certains chefs de cabinet au grade de sous-préfet, élévation de classe des secrétaires généraux de certaines préfectures.

Par contre, la suggestion qui avait été faite devant le Sénat l'année dernière, tendant à donner le grade de préfets aux secrétaires généraux des quatre grandes préfectures, n'a pas été retenue. Je crois qu'il faut le regretter.

M. PINTON.- Je suis tout à fait d'accord avec le rapporteur pour le regretter. En effet, il y avait autrefois dans le Rhône deux Préfets. A l'heure actuelle, il n'y a plus qu'un seul préfet qui est, en même temps, igame et il n'y a plus qu'un secrétaire général.

Ne pourrait-on pas créer, pour les grandes préfectures, un deuxième échelon de hors classe pour les secrétaires généraux, qui correspondrait au traitement des préfets ?

M. PIC.- Je ne verrai aucun inconvénient à déposer un amendement dans ce sens au chapitre 31-01.

Il en est ainsi décidé.

Mme DEVAUD.- J'attire l'attention de la Commission sur la situation de certains préfets qui, à l'heure actuelle, sont sans emploi et sans traitement, bien qu'ils n'aient absolument encouru aucune sanction et, qu'au contraire, certains d'entre eux aient particulièrement bien réussi dans leur poste.

Il faudrait demander au Ministre de mettre fin à cette situation.

M. PIC.- Je suis d'accord avec Mme Devaud pour regretter cet état de choses. Je dois lui signaler, toutefois, que le rapporteur de la Commission des Finances fera, en séance publique, une déclaration dans le sens opposé.

M. PINTON.- Je proposerai un abatement très énergique sur le chapitre du traitement du Ministre pour protester contre la non application du statut des agents communaux.

J'ai attiré l'attention du Conseil de la République à plusieurs reprises sur cette violation de la loi par le Ministère des Finances, mais mon irritation vient surtout de l'application de l'article 96 de ce statut.

/...



- 4 -

Je connais bien cet article, car il fut adopté sur ma proposition. Il abrogeait expressément un certain nombre de textes législatifs concernant le personnel communal. J'ai été stupéfait d'apprendre que le 10 août 1952, une circulaire d'application n° 325 du Ministère de l'Intérieur, précisait que les textes abrogés devaient être considérés comme provisoirement maintenus en vigueur, aussi longtemps que les mesures d'application du statut ne seront pas intervenues. Je trouve cette violation de la loi, par les services, particulièrement insupportable et je propose un abattement de 100.000 au chapitre 31.11.

La Commission adopte cet amendement à l'unanimité.

M. PIC.- Je proposerai un abattement indicatif au chapitre 31-13 pour protester contre la non intégration de certains agents des préfectures auxquels on avait fait des promesses qui n'ont pas été adoptées.

M. PINTON.- Je ne partage pas tout à fait l'avis de notre ami Pic. Vous savez que les intégrations du personnel des préfectures ont été très larges. Si vous les étendez encore, vous allez amoindrir beaucoup la qualité du personnel.

J'attire, par ailleurs, votre attention sur le fait que les communes ont des commis qui ont des titres équivalents à ceux des commis des préfectures. Si vous faites passer les commis des préfectures à l'indice 360 en les intégrant, vous mettrez les communes dans une situation délicate, car elles ne pourront pas refuser ces augmentations.

M. PIC.- Je crois, au contraire, que la dernière remarque de M. Pinton va dans le sens de mon amendement, car s'il était adopté et si les commis des préfectures étaient intégrés totalement, les villes pourraient se servir de cet argument pour améliorer le traitement de leurs fonctionnaires. Si vous le voulez, je puis renoncer, toutefois, à mon amendement pour vous être agréable et me bornerai à une observation en séance publique.

M. PIC.- Je vous proposerai un nouvel amendement au chapitre 31-41 relatif aux crédits des services incendie. Je ne m'étendrai pas longuement sur la question, car notre ami Verdeille, dans un récent rapport, a dressé le bilan des dettes qui sont dues par l'Etat aux communes.

Dans ce domaine, pour l'ensemble du matériel incendie, l'Etat n'a pas pu honorer à peu près un milliard de commandes passées par les communes et, depuis 1953, aucun crédit nouveau n'a été débloqué pour des achats de matériel.

/...



L'amendement indicatif au chapitre 31-41 est adopté à l'unanimité.

M. PIC.- Je proposerai un amendement au chapitre 46-9I qui concerne les crédits pour les calamités publiques. Le Gouvernement semble ignorer totalement que le bon quart du territoire a été inondé cet hiver pendant un mois.

En 1951 la région du Rhône a été inondée moins gravement que cette année et un crédit spécial d'un milliard a été immédiatement voté. Cette année, aucun crédit supplémentaire n'a été accordé, bien que les dommages aient été beaucoup plus considérables.

M. HAMON.- Je suis tout à fait d'accord avec notre rapporteur. Je le prierai seulement de poser au Ministre la question de savoir si les frais considérables qui ont été engagés par les communes de la Seine pour lutter contre les eaux, leur seront remboursés.

M. PIC.- Je poserai la question.

M. PIC.- J'en arrive à un chapitre très important le numéro 41-51 qui concerne les subventions de caractère obligatoire en faveur des collectivités locales. Vous savez que le projet de budget, déposé par le Gouvernement, ne contenait aucun crédit pour ce chapitre. L'Assemblée Nationale a vivement protesté contre cette suppression et le Gouvernement, par lettre rectificative n° I, a rétabli les crédits qui se montent à 3.700.000.000. Je précise que cette subvention allouée aux communes est une subvention obligatoire depuis la loi de 1941. Je suis naturellement satisfait d'avoir vu rétablis ces crédits mais je pense qu'il conviendra de critiquer fortement le Gouvernement, pour avoir osé les supprimer.

Par ailleurs, dans l'exposé des motifs de la lettre rectificative n° I, je trouve au dernier paragraphe des raisons d'inquiétude pour l'avenir de cette subvention obligatoire. Il est dit, en effet, dans ce texte que le Gouvernement pourra envisager de supprimer cette subvention lorsque des mesures nouvelles seront intervenues, qui assureront aux communes un total de ressources égal aux recettes qu'elles ont tirées du régime fiscal actuel et de la subvention.

Je demanderai au Gouvernement de bien préciser qu'en aucun cas, il ne sera porté atteinte à ces crédits qui ne pourraient être diminués que dans la mesure où les charges obligatoires qui sont mises au passif des communes pourraient elles-mêmes être réduites.



I.30.3.55.

- 6 -

M. L'HUILLIER.- J'approuve totalement M. Pic, d'autant plus qu'il est bon de rappeler que, si, en 1947, le montant de la subvention prévu en 1941 a été doublé, on ne l'a plus touché depuis et chacun sait que le coût de la vie a plus que doublé depuis cette date.

D'après les renseignements que je possède, il faudrait un dégrèvement massif des charges des communes pour que la subvention puisse être supprimée. Ce dégrèvement serait pour l'ensemble des communes de l'ordre de 15 à 18 milliards.

Je voudrais, en outre, que notre rapporteur précise bien que, si les mesures prévues par le Gouvernement interviennent en cours d'année, par exemple, au mois de juin, le montant de la subvention restera acquis aux communes pour l'année entière.

M. PIC.- C'est entendu, je ferai l'observation demandée.

Je passe, maintenant, au chapitre 63-50 où je vous proposerai de déposer un amendement indicatif pour protester, d'une part, contre la modicité des crédits réservés aux travaux de désenclavement et, d'autre part, contre l'anomalie qui fait qu'aucun crédit n'est prévu nulle part pour la construction des chemins vicinaux. Le fonds d'investissement routier prévoit des crédits pour la réparation de ces chemins, mais il n'existe aucun crédit pour en construire et certaines régions en manquent encore beaucoup.

Sur le chapitre 41-52, relatif aux subventions de caractère facultatif en faveur des collectivités locales, il y aurait aussi beaucoup à dire. La discussion à l'Assemblée Nationale sur ce chapitre a été particulièrement dure et M. Leenhardt a très bien démontré que ce crédit était tout à fait insuffisant pour couvrir les diminutions de recettes infligées aux collectivités locales par les décrets de 1953 qui se montent à environ 7 milliards.

Le Gouvernement a répondu à cela que les recettes procurées aux communes par la taxe locale augmenteraient de 8 milliards.

C'est répondre à côté de la question, car les deux choses ne doivent pas être confondues et, à l'heure actuelle, les pertes de recettes des collectivités locales ne sont pas compensées. Je vous cite un exemple qui m'a été donné : celui de . . . qui, en 1954, a eu 11 milliards de pertes de recettes et n'a reçu que 4 millions de subvention en compensation.

/...



I. 30.3.55.

- 7 -

M. Paul Chevallier.- J'ajoute, à ce sujet, qu'un récent arrêt du Conseil d'Etat a supprimé les droits d'attentes pour les communes se rapportant à des usines électriques, pour l'ensemble du département de la Savoie. Cet arrêt représente une perte de recettes de 100 millions. Il faudrait demander au Gouvernement sa position à ce sujet.

M. L'HUILLIER.- Je voudrais également savoir quel est le pourcentage des subventions qui sont attribuées sur ce chapitre, aux départements d'Outre-Mer.

M. GADOIN.- Je voudrais également ajouter une question que pourrait poser notre rapporteur. Vous savez que, très récemment, le taux d'emprunt pour les communes a été abaissé de 6% à 5,5%, mais la durée d'amortissement des emprunts qui était de 30 ans pour des ouvrages immobiliers vient d'être ramené à 20 ans, ce qui, pratiquement, constitue une charge supplémentaire pour les communes.

En définitive, on a augmenté le taux d'intérêt pour les communes de 1% et il n'est vraiment pas exagéré d'amortir des emprunts pour des opérations immobilières sur une durée de trente ans, car c'est vraiment le moins que puisse durer un immeuble normalement construit.

M. PIC.- Je n'évoquerai, que pour mémoire, le problème des traitements des personnels de la sûreté et de la préfecture de police qui a été, comme vous le savez, heureusement réglé devant l'Assemblée Nationale, ce qui nous dispensera d'en parler longuement ici. Je vous rappelle, simplement, que, pour la première fois, le Gouvernement a pris l'engagement officiel d'aligner les traitements de la sûreté sur ceux de la préfecture de police.

Nous en venons, maintenant, aux articles et je voudrais vous proposer plusieurs amendements.

L'article 7 prévoit la création d'une nouvelle chambre au tribunal administratif de la Seine, par dérogation aux dispositions du décret du 30 septembre 1953 qui a réorganisé les tribunaux administratifs. Le Gouvernement propose de pourvoir, à titre exceptionnel, à trois sur six des emplois de conseillers, en faisant appel à des fonctionnaires de l'administration centrale. Nous nous trouvons, là, en présence d'une violation caractérisée du statut qui vient à peine d'être promulgué et vous n'ignorez pas que l'émotion est extrêmement vive au sein du personnel des tribunaux administratifs.

/...



En effet, aux termes du statut de 1953 un quart seulement des vacances doivent être pourvues au tour extérieur pour 6 vacances, il aurait donc fallu prendre un conseiller et demi, et comme il est difficile de diviser un conseiller par moitié, on aurait pu en prendre qu'un, l'exception s'interprétant restrictivement. Or, voici que le Gouvernement propose trois personnes prises au tour extérieur. C'est dire qu'au moment où l'on veut tirer les conséquences du rôle juridictionnel important du tribunal administratif, on propose une initiative qui risque de décourager les magistrats de province qui ambitionnent, comme c'est légitime, de venir jusqu'à Paris.

Je serai, personnellement, partisan de modifier le texte qui nous vient de l'Assemblée Nationale, de façon à lui faire respecter strictement le statut.

Je dois, toutefois, vous signaler que le rapporteur de la commission des finances est d'un avis opposé au maintien pour des raisons de fait. Il paraît, en effet, que les fonctionnaires qui doivent être nommés à Paris sont : l'un, le chef du contentieux des collectivités locales au Ministère de l'Intérieur, et l'autre, un chef du contentieux au Ministère des Finances. Il sont, paraît-il, tous les deux d'une très grande valeur, alors que le personnel des provinces est, paraît-il, très médiocre.

Je ne veux pas discuter à perte de vue sur les qualifications professionnelles des intéressés. Je proposerai une solution transactionnelle : il est prévu six conseillers nouveaux à Paris, d'après le texte qui nous vient de l'Assemblée. Le Gouvernement pourra en désigner trois par la voie latérale. Je vous propose de remplacer le mot "trois" par le mot "deux". Je précise bien que cela n'est qu'une solution de transaction et que, s'il y a moyen de remplacer le mot 3 par le mot un, je donnerai l'accord de la Commission.

M. HAMON.- Je préférerais de loin, moi aussi, que fut respecté strictement le statut. Je demanderai, en séance publique, qu'il en soit fait ainsi.

M. PIC.- Je vous proposerai d'adopter un article 8 bis, nouveau, ainsi rédigé :

Article 10 ter (nouveau). - Le deuxième alinéa de l'article 50 de la loi du 5 avril 1954, tel qu'il a été et demeure modifié par l'article 27 de l'ordonnance-loi du 9 novembre 1955 est applicable dans les départements créés par la loi du 13 mars



Insérer un troisième alinéa ainsi conçu :

"Les préfets et sous-préfets déportés, internés et combattants volontaires de la Résistance, mis à la retraite par application des ordonnances des 7 janvier 1944 et 2 novembre 1945 seront réintégrés, s'ils en formulent la demande dans un emploi équivalent de leur grade, au fur et à mesure des vacances qui se produiront dans leur Administration d'origine ou dans d'autres Administrations".

L'article 8 bis est d'initiative parlementaire. Il s'agit de donner la possibilité, dans la mesure où des vacances se produiront, de réintégrer dans l'administration préfectorale les délégués nommés dans certaines conditions à la Libération. Si l'on admet cet article 8, il faut admettre l'article 8 bis nouveau, que je vous propose, car, à plus forte raison, doit-on envisager le cas des préfets ou sous-préfets de carrière déportés de Résistance qui ont été mis à la retraite par application des ordonnances des 7 janvier 1944 et 2 novembre 1945 et qui doivent pouvoir, s'ils en font la demande, être réintégrés au fur et à mesure des vacances. En fait, la discussion ne peut porter, je crois, que sur l'article 8, lui-même, que l'on peut très bien estimer regrettable, mais à partir du moment où on l'admet, il faut la compléter par l'article 8 bis nouveau.

La Commission adopte, également, cet amendement.

M. PIC.- Je vous proposerai, enfin, deux amendements qui m'ont été transmis par notre collègue M. Valentino, de l'Assemblée Nationale, qui étaient adoptés par le Gouvernement à l'Assemblée Nationale et qui, par suite du départ de M. Valentino dans son département, n'ont pu être adoptés.

Ces deux amendements sont les suivants :

"Article 10 bis (nouveau). "Les dispositions des articles 68 et 69 de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale, telles qu'elles ont été et demeurent modifiées par le décret-loi du 5 novembre 1926 et les textes subséquents, sont applicables dans les départements créés par la loi du 19 mars 1946".

"Article 10 ter (nouveau). "Le deuxième alinéa de l'article 50 de la loi du 5 avril 1884, tel qu'il a été et demeure modifié par l'article 27 du décret-loi du 5 novembre 1926 est applicable dans les départements créés par la loi du 19 mars 1946".



Le premier prévoit une formalité de recours auprès du préfet ou sous-préfet ou du Ministre en cas de non approbation des délibérations des conseils municipaux.

L'article 10 ter demande l'application, dans les départements d'Outre-Mer, de l'article 50 de la loi du 5 avril 1884. Cet article concerne la validité des réunions des conseils municipaux. Il faut en France deux convocations pour que la délibération soit valable. Il en faut trois dans les départements d'Outre-Mer. Il y a donc un décalage que M. Valentino propose de supprimer.

Les deux amendements sont adoptés à l'unanimité.

M. MUSCATELLI.- L'examen du budget étant ainsi terminé, il ne me reste plus qu'à remercier notre rapporteur pour la clarté avec laquelle il a évoqué les différents problèmes qui nous étaient posés.

La séance est levée à 18 heures 30.

Le Président,

*Caraceni*

Présents

Assistants

Excusés

Absents



## CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

COMMISSION DE L'INTERIEUR (ADMINISTRATION GENERALE,  
DEPARTEMENTALE ET COMMUNALE, ALGERIE)

-----

Présidence de M. MUSCATELLI, Président

-----

Séance du vendredi 1er avril 1955

-----

La séance est ouverte à 15 heures

-----

Présents : MM. BONNEFOUS, CHAMPEIX, DEUTSCHMANN, Mme Marcelle  
DEVAUD, MM. ENJALBERT, GADOIN, L'HUILLIER,  
MARRANE, MUSCATELLI, RESTAT, SCHWARTZ.

Suppléants : MM. DUPIC, REVEILLAUD.

Excusés : MM. BOZZI, André CORNU, DELRIEU, FRANCK-CHANTE,  
Robert GRAVIER, de LA GONTRIE, LODEON, PIDOUX  
de la MADUERE, Marcel RUPIED, ZUSSY.

Absents : MM. Martial BROUSSE, FLORISSON, MAHDI ABDALLAH,  
MONTPIED, PIC, SOLDANI, VAUTHIER, VERDEILLE,  
WACH.

-----



ORDRE DU JOUR

- Examen (sous réserve de la transmission des textes par l'Assemblée Nationale) des projets de loi :
  - (n° 10.478 A.N.) instituant un état d'urgence ;
  - (n° 10.479 A.N.) instituant un état d'urgence en Algérie.

-----

COMPTE RENDU

M. MUSCATELLI, président, ouvre la séance.

Mes chers collègues, nous sommes saisis de deux projets de loi dont l'un définit l'état d'urgence et l'autre, le déclare applicable à l'Algérie. Il y aurait le plus grand intérêt à ce que ces textes soient votés avant notre départ en vacances étant donné la situation que vous connaissez tous dans nos trois départements algériens. Je vous propose donc de désigner immédiatement un rapporteur.

M. Schwartz est nommé rapporteur.

M. L'HUILLIER.- Je suis étonné que l'on aborde aussi rapidement l'examen de deux projets de loi dont l'importance est capitale. Les conséquences de ces textes sont très graves puisque désormais, en temps de paix, le pouvoir civil pourra, dans certaines régions, être remis entre les mains des militaires.

Il aurait été normal qu'avant de nommer un rapporteur nous examinions de façon détaillée ces deux textes.

M. LE PRESIDENT.- Notre rapporteur pourrait nous exposer la teneur des deux projets de loi.

M. SCHWARTZ.- Ces projets tendent à donner à l'Etat les moyens juridiques nécessaires pour mettre fin à la situation que vous connaissez en Algérie.

L'Etat se trouve, au point de vue des solutions possibles, entre le droit commun d'une part et l'état de siège d'autre part. Le Gouvernement a estimé que le code pénal n'était pas suffisant pour combattre une situation exceptionnelle. Il a estimé, par ailleurs, que l'état de siège ne devait pas être déclaré car il constitue une solution extrême avant l'état de guerre.

Il fallait donc trouver, entre le droit commun et l'état de siège, une solution intermédiaire. C'est ce qui vous est proposé sous la dénomination d'état d'urgence.



Sur tout ou partie du territoire métropolitain, de l'Algérie et des départements d'outre-mer, l'état d'urgence pourra être déclaré dans deux cas : 1°) en cas d'atteinte grave à l'ordre public ; 2°) en cas d'événements présentant par leur gravité le caractère de calamité publique.

Le champ d'application et la durée de cet état d'urgence, c'est le Parlement qui les fixera et non le Gouvernement. Les zones dans lesquelles l'état d'urgence sera applicable seront fixées par décret.

Les articles 6, 7 et 8 du projet permettent au Gouvernement, au Gouverneur Général de l'Algérie et aux Préfets d'interdire la circulation, d'interdire de séjour ou d'assigner résidence aux personnes qui seront reconnues dangereuses. Mais, ici encore, un recours est possible devant une commission départementale et devant le tribunal administratif compétent. Des pouvoirs de contrôle et de réquisition sont prévus également, en ce qui concerne notamment la presse et la radio.

Enfin, un décret pourra autoriser la justice militaire à se saisir des crimes et de tous les délits connexes.

Ce texte a été voté par 379 voix à l'Assemblée Nationale. Je vous demanderai de le voter sans modification.

M. L'HUILLIER.- Je ne veux pas faire d'obstruction en commission mais je ne puis que déplorer la hâte suspecte qui est mise à examiner un projet de loi aussi draconien. Je dépose cependant une motion préjudicielle tendant à surseoir à l'examen du projet de loi.

La motion est rejetée, après un vote par appel nominal, par 11 voix contre 2.

Ont voté pour : MM. Waldeck L'Huillier et Dupic (suppléant de M. Marrane).

Ont voté contre : MM. Raymond Bonnefous, Delrieu (délégué : M. Enjalbert), Enjalbert, Franck-Chante (délégué : M. Restat), Jacques Gadoin, Réveillaud (suppléant de M. de la Gontrie), Lodéon (délégué : M. Réveillaud), Léon Muscatelli, Restat, Marcel Rupied (délégué : M. Muscatelli), Schwartz.

M. ENJALBERT.- Ce projet de loi est incontestablement nécessaire en Algérie car il s'agit, au premier chef, de protéger les Français et leur famille contre un banditisme qui va s'aggravant.

Il est bien entendu que ce texte ne règlera pas à lui tout seul les difficultés que nous avons en Algérie. Il devra s'accompagner d'une action économique que le Gouvernement a décidé d'entreprendre immédiatement.



M. LEPRESIDENT.- Je rappelle en effet que le Gouvernement, outre les 35 milliards déjà inscrits au budget pour l'aide économique à l'Algérie, va consacrer à cette tâche un effort supplémentaire de 8 milliards.

Je vais mettre aux voix maintenant les conclusions du rapporteur.

Ces conclusions sont adoptées à mains levées par 11 voix contre 2.

Par le même nombre de voix, la Commission décide de demander la discussion immédiate de cette affaire en séance publique.

La séance est levée à 16 heures.

Le Président,

*Le Président*



## CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

## ORDRE DU JOUR

I - Rapport de M. Enjalbert sur le projet de loi (n° 109, année 1955), adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au statut des magistrats du ordre des justices de paix d'Algérie.

## COMMISSION DE L'INTERIEUR

(ADMINISTRATION GENERALE, DEPARTEMENTALE ET COMMUNALE, ALGERIE)

-----

Présidence de M. Jacques GADOIN, secrétaire

Séance du jeudi 12 mai 1955

-----

La séance est ouverte à 10 heures 35

-----

Présents : MM. BOZZI, DEUTSCHMANN, ENJALBERT, Jacques GADOIN, Robert GRAVIER, Waldeck L'HUILIER, MONTPIED, Marcel RUPIED, SCHWARTZ, SOLDANI.

Excusés : MM. Raymond BONNEFOUS, CHAMPEIX, André CORNU, DELRIEU, Mme Marcelle DEVAUD, MM. FRANCK-CHANTE, LODEON, Léon MUSCATELLI, VERDEILLE, ZUSSY.

Suppléant : M. Etienne GAY.

Absents : MM. Martial BROUSSE, FLORISSON, de LA GONTRIE, Abdallah MAHDI, Georges MARRANE, PIC, PIDOUX de la MADUERE, RESTAT, VAUTHIER, WACH.

Assistait, en outre, à la séance : M. Jean GEOFFROY.

-----

.../...



ORDRE DU JOUR

I - Rapport de M. Enjalbert sur le projet de loi (n° 109, année 1955), adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au statut des magistrats du cadre des justices de paix d'Algérie.

II - Nomination de rapporteurs pour :

- a) la proposition de loi (n° 119, année 1955) de M. Pisani, tendant à organiser l'intervention financière de l'Etat en matière d'investissements des collectivités locales et de leurs établissements publics ;
- b) la proposition de loi (n° 124, année 1955), de Mme Cardot, tendant à étendre aux géomètres experts les barèmes d'honoraires définis aux articles 4, 5, 6, 7 du décret n° 49-165 du 7 février 1949 ;
- c) le projet de loi (n° 161, année 1955), adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au recouvrement par voie de taxe des frais dus aux mahakmas d'Algérie ;
- d) le projet de loi (n° 179, année 1955), adopté par l'Assemblée Nationale, modifiant le décret du 29 décembre 1890 qui institue des cadis spéciaux en Algérie ;
- e) la proposition de résolution (n° 217, année 1955), de M. Jaubert, tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi tendant à un classement nouveau entre l'Etat, les départements et les communes des voiries nationale, départementale et communale ;
- f) le projet de loi (n° 225, année 1955), adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier l'article 302 du Code des Douanes.

-:-:-:-

COMPTE RENDU

M. GADOIN, président, ouvre la séance.- Mes chers Collègues, notre ordre du jour, outre le rapport de M. Enjalbert, comporte plusieurs nominations de rapporteurs ; ces nominations ont été portées à l'ordre du jour pour respecter notre Règlement mais je vous proposerai de ne nommer aujourd'hui que les rapporteurs des projets de lois qui nous viennent de l'Assemblée Nationale et

.../...



- 3 -

de reporter à une date ultérieure, qui serait celle de la rentrée d'octobre, les nominations pour les propositions de loi d'initiative sénatoriale. En effet, nous ne sommes tenus par aucun délai pour ces derniers textes et vous savez que nos Commissions seront renouvelées en juillet, puis en octobre et que, pratiquement, aucun travail utile ne pourra être fait d'ici là.

(Assentiment).

\*

\* \*

M. Etienne GAY est nommé rapporteur :

- du projet de loi (n° 171, année 1955), adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au recouvrement par voie de taxe des frais dus aux mahakmas d'Algérie et
- du projet de loi (n° 179, année 1955), adopté par l'Assemblée Nationale, modifiant le décret du 29 décembre 1890 qui institue des cadis spéciaux en Algérie.

M. ENJALBERT est nommé rapporteur du projet de loi (n° 225, année 1955), adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier l'article 302 du Code des Douanes.

\*

\* \*

M. GADOIN.- La parole est à M. Enjalbert pour son rapport supplémentaire.

M. ENJALBERT.- Mes chers Collègues, le projet de loi relatif au recrutement et au statut des juges de paix algériens aurait dû, normalement, être voté par le Sénat le 17 mars dernier. Des observations présentées à la dernière minute par le Ministère de la Justice provoquèrent le renvoi du projet devant notre Commission. Je me bornerai à signaler combien sont désagréables ces observations que la Chancellerie présente rituellement beaucoup trop tard pour qu'elles puissent être étudiées en temps utile.

.../...



- 4 -

Je vous signale que je viens, d'ailleurs, de recevoir une lettre de la Chancellerie qui semble vouloir renoncer aux premières critiques qu'elle avait adressées au texte voté par l'Assemblée Nationale, dont je vous avais proposé l'adoption sans modification. Si vous le voulez bien, nous passerons en revue ces objections pour les réfuter.

L'article premier prévoit que les juges suppléants du cadre des justices de paix d'Algérie seront nommés dans les mêmes conditions que les juges suppléants du cadre métropolitain.

Le Ministre de la Justice fait observer qu'ils devront alors accomplir après leurs études supérieures un stage de deux ans soit au Barreau, soit dans une étude d'officier ministériel (article 19 de la loi du 12 juillet 1905 modifiée par le décret-loi du 5 novembre 1926), stage imposé à leurs collègues métropolitains. Or, dit-il, il est indispensable que cette carrière reste ouverte aux jeunes gens sans fortune qui n'ont pas les moyens d'accomplir, après leurs études supérieures, un stage aussi long et qui, pour ce motif, acceptent d'aller en Algérie. Si on leur imposait désormais cette condition supplémentaire d'accès, on risquerait de restreindre gravement le nombre des candidats à l'examen, et, par voie de conséquence, de diminuer la sélection que doit constituer celui-ci.

On peut objecter que, si le législateur a imposé aux candidats aux fonctions de juge de paix dans la Métropole la condition du stage, c'est qu'il a estimé qu'elle était nécessaire à leur formation professionnelle. Si le recrutement des juges suppléants exige en France la licence en droit et un examen professionnel supposant un stage de deux ans dans une étude d'officier ministériel ou près d'un barreau, tandis que le recrutement de leurs collègues algériens ne nécessite que l'obtention de la licence en droit assortie d'un certificat d'études juridiques nord-africaines, par contre, les juges de paix d'Algérie ont des attributions et des compétences spéciales dépassant largement celles de leurs collègues métropolitains.

Outre les fonctions exercées par ces derniers, ils exercent celles qui découlent de la juridiction de droit commun en matière musulmane de la juridiction prud'homale, de la juridiction correctionnelle et endossent les responsabilités qui incombent au Président du Tribunal de première instance en matière de référé, au Procureur de la République en matière de flagrant délit et au Juge d'instruction.

Ils remplissent, en outre, un rôle social de premier ordre auprès des populations autochtones au milieu desquelles ils

.../...



- 5 -

exercent leurs attributions. Dans ces conditions, il faut bien admettre qu'ils doivent au moins posséder la même formation que leurs collègues métropolitains. D'autre part, si les conditions de recrutement ne sont pas identiques, les juges de paix d'Algérie risquent fort de ne jamais bénéficier du même classement indiciaire qu'ils réclament essentiellement.

Le fait de vouloir réserver le cadre algérien aux jeunes gens sans fortune choque l'équité et la raison. Il semble que les justices de paix, en la circonstance, soient considérées comme des juridictions de second ordre ouvertes aux déshérités de la fortune.

Je vous demanderai donc d'adopter l'article premier sans modification.

M. GEOFFROY.- Je m'excuse de prendre la parole puisque je ne fais pas partie de la Commission mais, étant rapporteur pour avis de la Commission de la Justice, j'aimerais vous demander quelle est votre position au sujet de la nomination éventuelle de jeunes femmes dans des justices de paix.

M. ENJALBERT.- Ce problème ne m'a pas échappé. Il est, en effet, important car vous connaissez la répugnance traditionnelle des musulmans à confier des fonctions quelles qu'elles soient à des femmes. Je crois que le texte donne satisfaction à tout le monde car il n'interdit pas de candidatures féminines au concours de recrutement mais comme c'est le pouvoir exécutif qui nommera les juges de paix, il lui sera toujours loisible de ne pas nommer des femmes, ce qui évitera de choquer les musulmans.

M. GEOFFROY.- Et si cependant certaines candidates se présentent et sont reçues, qu'en ferez-vous ?

M. ENJALBERT.- Les magistrats de la Métropole et de l'Algérie étant fondus en un seul corps, on pourra aisément nommer celles-ci en Métropole ou dans des grandes villes d'Algérie.

L'article 2 n'appelle aucune observation.

A l'article 3, le Ministre de la Justice avait fait une observation qu'il ne maintient pas.

.../...



- 6 -

A l'article 4, le Secrétaire d'Etat aux Finances et aux Affaires Economiques fait observer que les dispositions du premier alinéa qui détermine la pyramide hiérarchique du grade de juge de paix relèvent du pouvoir réglementaire alors qu'il est facile de se référer aux nombreux textes votés par le Parlement pour déterminer l'effectif des magistrats cantonaux (loi du 12 juillet 1905 modifiée et complétée par les lois des 14 juin 1918, 28 avril 1919, 6 octobre 1919, 16 juillet 1930, 9 juillet 1931, 30 juillet 1947, 9 février 1949, projet de loi n° 1437 du 8 novembre 1951 concernant la fixation de l'effectif et la répartition des juges de paix dans la France métropolitaine, actuellement soumis à l'Assemblée Nationale).

En ce qui concerne l'effectif des juges de paix hors classe le nombre de 12 prévu à l'article 4 ne paraît pas excessif. Dans la Métropole, la proportion actuelle de 7 % des juges de paix hors classe par rapport à l'effectif total des magistrats cantonaux est fonction du chiffre de la population. En appliquant la même proportion à l'Algérie, le pourcentage des juges de paix hors classe atteindrait le chiffre de 17. Lors de la discussion du Budget de la Justice, le 8 décembre 1953, M. le Garde des Sceaux avait admis la présence de 12 juges de paix hors classe en Algérie.

Quant au droit au logement ou à l'indemnité compensatrice, à la prétention du Ministère des Finances et des Affaires Economiques d'en réserver l'attribution à la seule compétence du pouvoir réglementaire, on pourrait rétorquer que le droit au logement a sa place dans le statut des magistrats cantonaux d'Algérie par assimilation avec le droit au logement reconnu aux membres de l'enseignement primaire par l'article 4 de la loi du 19 juillet 1889 modifiée par la loi du 25 juillet 1893.

L'article 6 fixe la position des juges de paix en second. Son maintien paraît judicieux devant l'intention manifestée par la Chancellerie de supprimer le troisième grade de la hiérarchie de la magistrature cantonale, métropolitaine. Après cette réforme, l'article 6 deviendra automatiquement caduc ou pourra être supprimé par une loi modificative.

L'article 7 pose le principe de l'interpénétration des cadres algériens et métropolitains des magistrats cantonaux. Le Ministre de la Justice, qui s'élève contre les dispositions de cet article, ne conteste pas ce droit à des magistrats qui en ont effectivement bénéficié jusqu'à ce jour, mais ils n'étaient pas assurés d'être mutés dans le cadre métropolitain à grade égal. Les différents textes qui régissent les mutations et les nominations des juges de paix près les tribunaux de première



- 7 -

instance d'Algérie, de Tunisie et du Maroc marquent nettement la discrimination entre les magistrats cantonaux exerçant de part et d'autre de la Méditerranée. Le vote de l'article premier ferait disparaître automatiquement ces anomalies. La crainte manifestée par le Ministre de voir de nombreux juges de paix, surtout dans les circonstances actuelles, user de cette possibilité de mutation qui créerait de grandes difficultés pour les maintenir en Algérie est largement atténuée par l'obligation de soumettre toute demande de mutation dans le cadre métropolitain à l'approbation du pouvoir de nomination qui, malgré le vote de l'article 7, reste maître d'accepter ou de refuser cette mutation.

En résumé, l'urgence de créer un statut stable et définitif des juges de paix d'Algérie est manifeste à l'heure où, plus que jamais, sous l'empire de la crise que traverse l'Algérie, les Pouvoirs Publics s'engagent résolument, compte tenu du statut de l'Algérie, dans la voie de l'assimilation de cette province française avec celles de la Métropole, qui permet aux fonctionnaires en service en Algérie de se voir attribuer progressivement le même statut que leurs homologues de la Métropole. Les craintes manifestées par l'administration doivent être dissipées par les observations qui précèdent.

Pour toutes les raisons exposées ci-dessus, je vous demanderai, mes chers Collègues, de bien vouloir adopter sans modification le texte qui a été voté par l'Assemblée Nationale.

Il en est ainsi décidé à l'unanimité.

La séance est levée à 11 heures 45.

Le Président,

